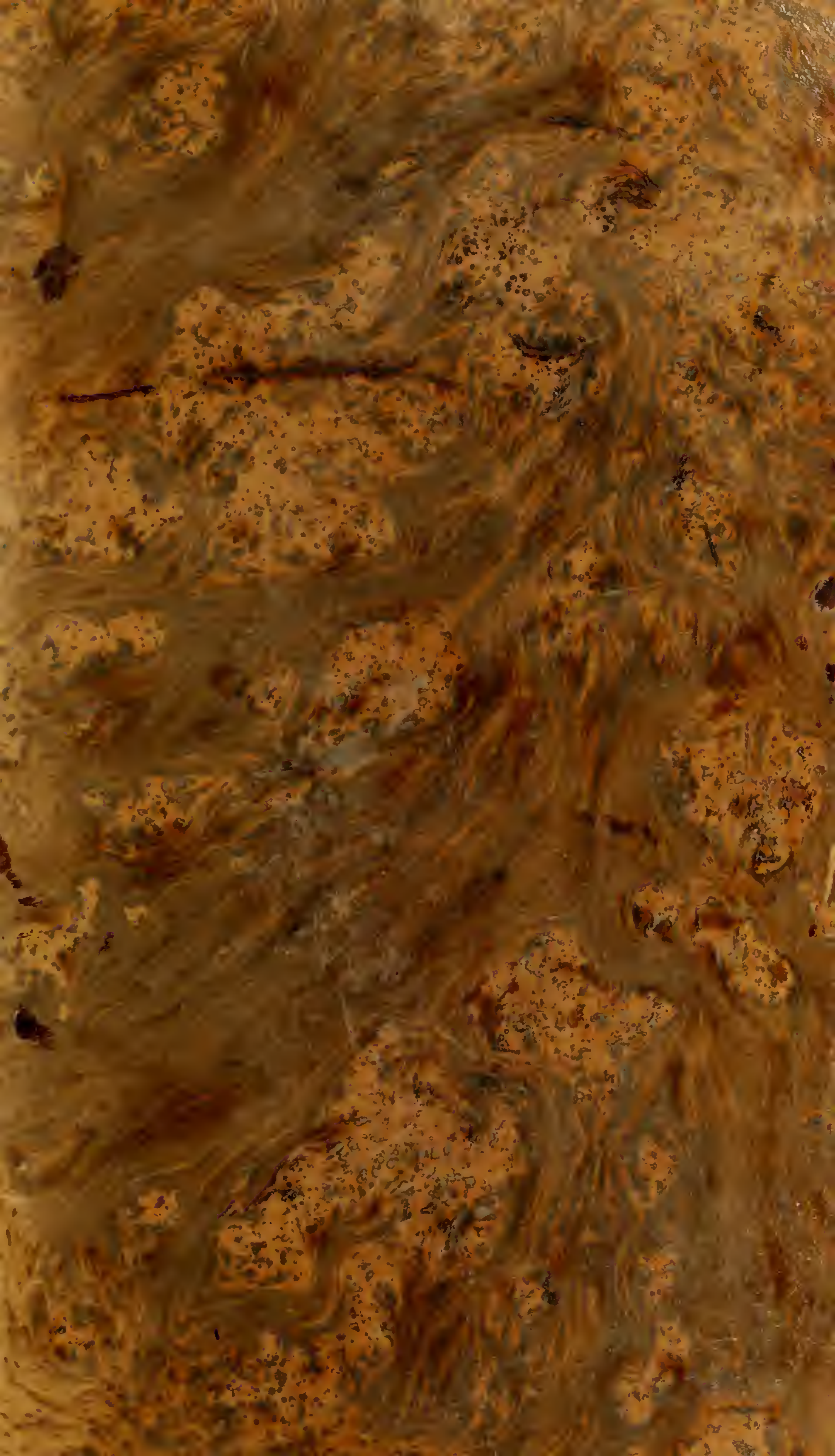


OEUVRES COMPLETTES DE FRÉDÉRIC II, ROI DE PRUSSE.

TOME QUATRIEME.

MEMOIRES

SUR

LE RÈGNE

DE

FRÉDÉRIC II,

ROI DE PRUSSE,

ÉCRITS PAR LUI-MÊME.

TOME TROISIEME.

1790.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE SEPT ANS.

SECONDE PARTIE.

HISTOIRE
DE LA
GUERRE DE SEPT ANS.

SECONDE PARTIE.

CHAPITRE XIV.

Campagne de 1761.

Les ſentimens pacifiques que montraient avec tant d'oſtentation les deux cours impériales, ne les empêchèrent pas de hâter, avec une très-grande ardeur, les préparatifs pour la campagne prochaine. Elles ſe propoſaient de faire les plus grands efforts, et de mettre tout en œuvre pour réduire le roi de Pruſſe à l'extrémité. Le maréchal Daun prit le commandement de l'armée impériale en Saxe, et celle de Siléſie fut confiée à M. Laudon. Ce général vint ſe camper à Seitendorf vis-à-vis M. de Goltz, qui avait poſté ſes troupes à Kunzendorf. Les avantages que le roi avait eus dans la dernière campagne contre les Autrichiens, n'avaient pas été aſſez importans pour que la balance penchât tout à fait de ſon côté. L'impératrice avait recruté ſes troupes durant l'hiver, et l'armée ruſſe, qu'elle avait à ſa diſpoſition, lui donnait toujours l'avantage du nombre, et la facilité de ſe procurer des diverſions réelles, lorſqu'elle les

6 Avril.

jugeait convenables. Outre ce fecours, elle avait encore celui des troupes de l'Empire et de l'armée fuédoife. Alexandre, avec moins de monde et d'alliés, bouleverfa l'empire de Perfe.

Voici les différens projets que les puiffances belligérantes formèrent pour cette campagne. La France réfolut d'agir avec deux armées contre le prince Ferdinand; celle du bas Rhin, aux ordres de M. de Soubife, devait s'emparer de Munfter; et celle du Mein, que commandait M. de Broglio, devait pénétrer par Gœttingue dans l'électorat de Hanovre. M. Laudon était deftiné, par la cour de Vienne, à faire une guerre de fiéges en Siléfie, où il devait être appuyé par les Ruffes. Ceux-ci voulaient porter leurs forces principales fur la Warta, où ils avaient choifi Pofen pour leur pofition centrale; de-là M. de Butturlin devait agir en Siléfie, felon qu'il en conviendrait avec les généraux autrichiens, tandis que M. de Romanzow, avec un gros détachement foutenu des flottes ruffe et fuédoife, affiégerait Colberg. Le maréchal Daun fe réferva pour les coups décififs. Son armée était comme le magafin d'où devaient partir les renforts vers les endroits qui en auraient befoin. Il détacha effectivement M. d'Odonel avec 16,000 hommes pour Zittau, d'où ce général fe trouvait également à portée de la Saxe et de la Siléfie.

Du côté du roi et de fes alliés, il était impoffible de prendre des mefures fuffifantes pour s'oppofer folidement aux deffeins et aux efforts de cette multitude d'ennemis. Voici cependant en gros les arrangemens dont on convint. Le prince Ferdinand

chargea le prince héréditaire du ſoin de couvrir le pays de Munſter contre les attaques de M. de Soubiſe, et lui-même il prit pour point capital Paderborn, où il ſe trouvait à portée de ſoutenir le prince héréditaire, ou bien de prendre à revers M. de Broglio, ſi ce maréchal haſardait de paſſer le Wéſer et s'aventurait dans l'électorat de Hanovre. Le roi confia l'armée de Saxe au prince ſon frère, et lui recommanda d'obſerver le maréchal Daun, et dans le cas où ce maréchal prendrait le chemin de la Siléſie, de le ſuivre avec une partie de ſes troupes, en laiſſant M. de Hulſen à Meiſſen avec un détachement, pour qu'il ſe ſoutînt en Saxe autant que les conjonctures le permettraient. Le roi ſe réſerva la défenſe de la Siléſie; il choiſit M. de Goltz pour couvrir Glogau avec un corps de 12,000 hommes. Le prince de Wirtemberg, qui avait hiverné dans le Mecklenbourg, fut deſtiné, avec les troupes qu'il commandait, à couvrir la ville de Colberg; et l'on fit travailler avec diligence au camp retranché qu'il devait occuper autour de cette place. L'on prévoyait que ſi les Ruſſes manquaient ce ſiége, ils pourraient ſe porter ou ſur la Marche électorale, ou vers la Siléſie. Dans le premier cas, il fut arrêté que le prince de Wirtemberg et M. de Goltz ſe joindraient à Francfort pour couvrir Berlin, où, des deux grandes armées pruſſiennes, la moins occupée leur enverrait des ſecours; et dans le ſecond cas, M. de Goltz avait des inſtructions pour couvrir Glogau ou Breslau, ſelon que l'une de ces deux villes ſe trouverait en avoir le plus de beſoin.

Mai. On commença d'abord par rassembler les troupes dans les lieux de leur destination. Le roi se mit en marche le 4 de mai ; le même jour il passa l'Elbe à Hirschstein, et il arriva le 10 à Lœwenberg, sans avoir trouvé d'obstacle sur la route. A l'approche des Prussiens, M de Laudon abandonna son camp de Seitendorf, se retira en Bohème, et se retrancha à Hauptmannsdorf proche de Braunau; il garnit outre cela les postes de Silberberg et de Wartha de troupes suffisantes pour défendre ces deux gorges, qui mènent dans le comté de Glatz. Le roi choisit sa position auprès de Kunzendorf; sa droite occupait le Zeiskenberg et Furstenstein, sa gauche s'étendait sur le plateau de Bernsdorf. Outre cela M. de Bulow fut posté à Nimptsch avec un corps de cavalerie, pour conserver une libre communication avec Neisse. M. de Goltz partit en même temps avec un détachement de 10,000 hommes pour Glogau, d'où il détacha M. de Thadden avec 4 bataillons, pour se joindre au prince de Wirtemberg, qui occupait déjà son camp retranché proche de Colberg. Pendant que ces préparatifs se fesaient en Silésie, ainsi qu'en Poméranie et en Saxe, les Autrichiens et les Russes délibéraient ensemble. Ils eurent de la peine à s'accorder, et changèrent à différentes reprises le plan de leurs opérations; ils convinrent enfin que M. de Romanzow assiégerait Colberg, et que M. de Butturlin marcherait droit à Breslau. Sur ces entrefaites M. de Goltz tomba malade, et fut emporté en peu de jours par une fièvre inflammatoire. M. de Ziethen, qui le remplaça, fut chargé d'un projet d'expédition en

Pologne, qu'on avait déjà deux fois vainement essayé d'exécuter, et qui encore manqua; c'était d'entreprendre sur une des colonnes russes dans leur marche, et dans le temps où elles étaient trop séparées pour se joindre promptement. L'une se dirigeait sur Schneidemuhle, l'autre sur Schwérin, et la troisième sur Posen. M. de Ziethen s'avança à Fraustadt, où il battit un corps de cosaques, mais il n'osa passer outre, les trois divisions russes s'étant déjà réunies à Posen depuis deux jours. M. de Butturlin se mit ensuite en marche; il traversa le palatinat de Posnanie à petites journées, et poursuivit lentement son chemin, en s'approchant toutefois de la Silésie du côté de Militsch, ce qui indiquait ses desseins sur Breslau. M. de Ziethen le côtoya en dirigeant sa marche sur Trachenberg. Dès que les Russes se mirent en mouvement, M. d'Odonel quitta la Lusace et vint joindre l'armée de M. de Laudon.

La position que le roi avait prise dans les montagnes de la Silésie, n'était que précaire. Il couvrait le plat pays contre les incursions de l'ennemi, autant que les circonstances le permettaient; mais depuis que M. de Butturlin prenait le chemin de Militsch, il allait avoir incessamment à dos une armée considérable, ayant déjà les Autrichiens devant lui. Il fallut quitter les montagnes, et placer l'armée de façon que, n'étant attachée à aucune défense particulière, elle pût se porter promptement où il serait nécessaire pour prévenir les ennemis. Le camp de Pulzen était le plus convenable à ce projet; le roi le fit occuper par l'armée, et se proposa de tenir autant qu'il le pourrait la ligne

du milieu entre l'armée des Autrichiens et celle des Ruſſes, pour s'oppoſer à leur jonction; il prit auſſi la réſolution de ſe battre contre les Autrichiens, s'il s'en préſentait une occaſion favorable; mais de ſe tenir d'ailleurs ſcrupuleuſement ſur la défenſive avec les Ruſſes, par la raiſon que s'il remportait une victoire contre les Autrichiens, les Ruſſes ſe retireraient d'eux-mêmes, et que s'il avait le même avantage contre les Ruſſes, cela n'empêcherait pas M. de Laudon de continuer les opérations de ſa campagne. Les Autrichiens ſont les ennemis naturels et irréconciliables des Pruſſiens, au lieu que des conjonctures avaient rendu les Ruſſes tels, et que quelque changement ou quelque révolution pouvait les rendre amis, ou alliés même; pour être de bonne foi, ajoutons à ces conſidérations, que l'armée pruſſienne ne ſe trouvait pas en état de ſe battre tous les jours, et que le roi était obligé de ménager les efforts de ſes troupes pour les momens les plus importans et les plus déciſifs.

Juillet 21. Il n'y avait que peu de jours que le roi était au camp de Pulzen, lorſque M. Laudon déboucha des montagnes vis-à-vis des Pruſſiens, par la gorge de Steinkunzendorf. Cette manœuvre malhabile découvrit tous ſes deſſeins, et il ſemblait déclarer ouvertement qu'il en voulait à la forteresse de Neiſſe. L'armée du roi partit dès le lendemain et occupa les hauteurs de Siegroth; et comme on avait vu que les Autrichiens prenaient le chemin de Francken-ſtein, on réſolut, pour les prévenir, de gagner avant eux les hauteurs de Munſterberg. En feſant cette marche, on trouva le lendemain M. Brentano poſté

entre Franckenſtein et Henrichau, d'où il avait jeté quelques pandours dans Munſterberg. Les volontaires de Gourbière et les grenadiers de Nimſchewsky forcèrent la ville, et M. de Brentano ayant été expoſé à une canonnade aſſez vive, ſe retira à quelque diſtance du poſte qu'il avait occupé. M. de Mœring, qu'on pouſſa ſur les hauteurs de Noſſen avec ſon régiment, y prit tout le campement de M. de Laudon, qui n'était couvert que par 300 houſards. En poſtant l'infanterie ſur ces hauteurs, le roi découvrit, du côté de Franckenſtein, l'armée autrichienne, qui par des tours et retours, et des manœuvres incertaines, donnait aſſez à connaître que ſes deſſeins étaient dérangés. L'intention de M. de Laudon avait été effectivement de prendre ce camp, pour couper le roi de Neiſſe, et de ſe poſter enſuite ſur les hauteurs de Voitz, de Gieſmannsdorf et de Neudorf; ce qui aurait formé l'inveſtiſſement de cette place de ce côté-ci de la rivière, tandis que les Ruſſes, paſſant l'Oder à Oppeln, ſeraient venus la reſſerrer du côté de la haute Siléſie, depuis Billau juſqu'à la Carclau. L'armée du roi ne s'arrêta que peu de temps à Noſſen; elle pouſſa encore ce jour-là juſqu'à Carlowitz, et le lendemain elle ſe déploya ſur cette ſuite de collines qui prend d'Ottmachau par Gieſmannsdorf, et qui va juſqu'à Schilde. M. de Laudon, dérouté dans ſes projets, ſe campa 23.
à Ober-Pomsdorf. Soit inquiétude naturelle, ſoit habitude de commander des détachemens, il changea ſix fois de poſition en huit jours, ſans qu'il fût poſſible d'en donner une raiſon valable.

Les Ruſſes avançaient cependant ſur Wartenberg,

d'où ils s'étendirent bientôt jufqu'à Namslau. M. de Ziethen, qui les obfervait, s'approcha d'abord de Breslau, et enfuite il vint pour couvrir Brieg. Peu après fon départ de Breslau, le faubourg polonais de cette ville fut infulté par les Ruffes; ce qui obligea le roi de détacher M. de Knobloch avec 10 bataillons et autant d'efcadrons. Pour l'armée autrichienne, elle continuait d'être dans une perpétuelle agitation; après avoir paffé et repaffé la Neiffe, elle fe campa au village de Baumgarten, proche de Wartha. Le roi faifit ce moment, paffa la Neiffe, et prit fa pofition à Oppersdorf, d'où il partit avec un détachement pour Neuftadt. M. Bethlem y campait avec 6,000 Autrichiens et l'on foupçonnait que M. Laudon voulait l'envoyer du côté d'Oppeln, afin de prêter fecours au maréchal Butturlin, qui, à ce qu'on croyait, fe propofait d'y paffer l'Oder, pour fe joindre à l'armée autrichienne. L'avant-garde du roi, qui confiftait en houfards, donna fur un régiment des ennemis, qu'elle replia et pourfuivit jufques fous les canons de Hennersdorf, où les Autrichiens avaient conftruit des redoutes. M. de Ziethen avait paffé l'Oder à Brieg et la Neiffe à Schurgaft; il arriva alors de Steinau et tourna le flanc droit de M. de Bethlem, qui, fe retirant en hâte à Jægerndorf, fut pourfuivi par M. de Loffow, et pouffé de Jægerndorf par Troppau au-delà de la Mora en Moravie. L'ennemi perdit, au choc de Neuftadt et dans fa retraite, 4 à 500 hommes. Après avoir ainfi éloigné M. Bethlem, M. de Ziethen s'établit à Schnellwalde, et le roi revint à fon armée, dont la gauche touchait prefque au détachement de M. de Ziethen, et dont la droite

s'étendait fur les hauteurs devant Oppersdorf. Après cette expédition, la jonction des ennemis étant rendue plus difficile en haute Siléfie, il n'y avait guère d'apparence que M. Butturlin perfévérât dans le deffein de paffer l'Oder à Oppeln. Les mouvemens de l'armée du roi mirent celle des Autrichiens dans une nouvelle agitation. M. Laudon fe campa à Weidenau, le lendemain à Johannsberg, où il fe déplut bientôt; enfin il repaffa la Neiffe et s'arrêta aux environs de Camenz. Durant ces différentes marches et contremarches, les Ruffes s'étendaient fur l'autre bord de l'Oder; ils pillaient et dévaftaient le pays; on avait des nouvelles des cruautés qu'ils commettaient. D'ailleurs leurs manœuvres étaient couvertes de tant d'obfcurité, qu'il était impoffible de pénétrer fi leur véritable deffein était de paffer l'Oder dans la haute Siléfie ou du côté d'Ohlau, ou s'ils voulaient faire quelques fiéges, en un mot, quelle était l'entreprife qu'ils méditaient. Comme on ne Août. pouvait compter fur rien avec certitude, le roi trouva convenable de fe préparer à tout événement, et d'envoyer un corps entre Breslau et Brieg, à portée de fecourir celle de ces places qui en aurait befoin, et en même temps d'obferver l'Oder. M. de Knobloch partit dans cette intention pour Grotkau, d'où il pouvait, en peu d'heures, arriver au fecours de ces deux villes, et même, s'il le fallait, rejoindre l'armée du roi.

Les Ruffes s'étaient avancés à Hundsfeld, qui n'eft qu'à un mille de Breslau, et comme ce mouvement marquait qu'ils ne penfaient plus à paffer l'Oder dans la haute Siléfie, l'armée du roi et le

corps de M. de Ziethen repaſsèrent la Neiſſe, et arrivèrent le lendemain par une marche forcée à Strehlen, pour ſe trouver toujours au centre des deux armées ennemies, et empêcher leur jonction autant qu'il y aurait moyen de s'y oppoſer. On avait flatté M. de Butturlin que, par le moyen de 4,000 priſonniers autrichiens qui ſe trouvaient à Breslau, on ſurprendrait une des portes de la ville, et que ſi les Ruſſes attaquaient en même temps le faubourg polonais, qui eſt au-delà de l'Oder, ils pourraient s'emparer de cette capitale par un coup de main. M. de Czernichef ſe chargea de cette entrepriſe; avec quelques troupes il entra dans ce faubourg, qui eſt ouvert; mais M. de Tauenzien, gouverneur de la place, avait pris de ſi juſtes meſures, qu'il contint les priſonniers, et qu'il repouſſa les Ruſſes. M. de Knobloch vola à ſon ſecours. Ces deux généraux firent une ſortie vigoureuſe ſur l'ennemi, et achevèrent de le déloger du reſte de ce faubourg dont il était encore en poſſeſſion. Le roi ne ſe contenta point des précautions qu'il avait priſes; par ſurabondance, il fit partir M. de Platen avec 11 bataillons et 15 eſcadrons pour Rothenſirben, d'où il pouvait porter ſon attention ſur Breslau et ſur l'Oder, aller au ſecours de M. Tauenzien, ou donner des nouvelles de l'endroit où les Ruſſes feraient des préparatifs pour paſſer ce fleuve.

Sur ces entrefaites les partis du roi lui apprirent que l'armée autrichienne s'était campée à Kunzendorf, et que les Ruſſes avaient abandonné les environs de Breslau; ſur quoi l'armée quitta ſa poſition de Strehlen, et arriva par une marche forcée au-

delà du Schweidnitzer-Waſſer et de Canth, où elle fut jointe par Mrs. de Platen et de Knobloch. Le lendemain le roi changea la poſition de l'armée et la fit camper à Moys. Des bruits confus ſe répandirent dans ce camp au ſujet des Ruſſes, qu'on diſait avoir paſſé l'Oder du côté d'Auras. Les uns aſſuraient que ce n'étaient que des coſaques, d'autres parlaient d'un détachement de l'armée, et quelques-uns prétendaient même que M. de Butturlin y était avec toute l'armée. Comme cette nouvelle était de la plus grande importance, on mit tout en œuvre pour s'en éclaircir. M. de Schmettau fut détaché à Neumarck, d'où il chaſſa une troupe de coſaques et leur fit quelques priſonniers; et M. de Mœllendorf, envoyé faire une reconnaiſſance à un village nommé Rock, en chaſſa de même un détachement d'ennemis; mais on tira peu de lumière des priſonniers qu'ils amenèrent au camp, parce qu'ils avaient paſſé l'Oder à la nage depuis trois jours, et que s'occupant à piller, ils ne s'étaient pas même informés de ce qu'étaient devenus M. de Butturlin et ſon armée. Un mouvement que M. Laudon fit ſur Striegau, occaſionna celui de l'armée du roi pour occuper la colline de Leipe avec la droite, et Eisdorf avec la gauche. Mais comme la queſtion reſtait toujours à réſoudre, ſi les Ruſſes avaient paſſé l'Oder ou non, il fallut, pour ſe procurer des nouvelles poſitives, détacher un corps aſſez fort pour ſe faire jour, pouſſer en avant, et s'aſſurer, par l'inſpection des lieux, de la vérité du fait. Le roi envoya dans cette vue M. de Platen avec 40 eſcadrons et 10 bataillons; il fut chargé

de reconnaître du côté de Parchwitz. Le roi ſe rendit au régiment de Ziethen, qui campait à l'extrémité de la droite, pour conduire M. de Platen des yeux, et juger s'il avait beſoin d'être ſoutenu, s'il fallait le retirer, ou quelle meſure il ferait à propos de prendre; mais à peine s'y fut-il rendu, qu'une nuée de 3 à 4,000 coſaques fondit ſur le régiment de Ziethen, avec ces cris et ces clameurs qu'ils ont coutume de pouſſer en attaquant. L'on envoya en hâte à l'armée pour faire avancer les premiers régimens qui campaient à la droite; et en attendant qu'ils arrivaſſent, on ſe mit en devoir de ſe défendre. Les eſcadrons ſe partagèrent en deux, pour mieux garnir leur front et couvrir leurs flancs, devant chaque troupe on fit avancer un bas-officier avec 10 houſards, qui avaient ordre de demeurer ſerrés et immobiles, et de ne ſe défendre qu'à coups de carabine en eſcarmouchant; auſſi-tôt que les coſaques feſaient mine de fondre ſur ces petites troupes détachées, les eſcadrons qui étaient derrière elles, les ſoutenaient le ſabre à la main, ſans cependant s'engager. Cette eſcarmouche dura une heure et demie; mais auſſi-tôt que les coſaques aperçurent de loin le ſecours qui avançait, ils prirent la fuite avec précipitation, et ſe retirèrent du côté de Gros-Wandris. Quiconque fait bonne contenance vis-à-vis des coſaques, n'a pas de grands riſques à courir; car le régiment de Ziethen, bien inférieur en nombre, ſe ſoutint ſeul contre eux, ſans qu'il y eût un houſard de pris ou de bleſſé. A peine le ſecours de l'armée eut-il joint le roi, qu'on aperçut dans les plaines de

Jauer 40 efcadrons autrichiens, qui au grand trot s'avançaient vers Wahlftadt. M. de Platen, de fon côté, avait pouffé les Ruffes au-delà de Gros-Wandris : le roi l'avait fait fuivre par M. de Ziethen avec 6 bataillons et 10 efcadrons pour le foutenir, et il le fuivit enfin lui-même. Auffi-tôt que les troupes furent fur la hauteur de Wurgen, on aperçut la tête de la cavalerie autrichienne qui débouchait du côté de Wahlftadt. Elle fut accueillie par une bonne volée de canons, et incontinent après M. de Reitzenftein l'attaquant vivement avec les dragons de Finck et deux efcadrons de Czetteritz, deux charges confécutives la culbutèrent dans le défilé dont elle fortait, et l'on fit trois cents prifonniers. Elle s'enfuit à Jauer à la débandade, et un feul régiment joignit M de Butturlin, parce qu'il avait paffé le premier. Le hafard fit que les cofaques même aidèrent à battre les Autrichiens dans cette occafion. Les dragons autrichiens, qui avaient eu la tête de la colonne, étaient habillés de bleu ; les Ruffes les prirent pour des Pruffiens, et tandis que M. de Reitzenftein les attaquait, les cofaques les prirent en flanc. Notre cavalerie, victorieufe des Autrichiens, pouffa les Ruffes à leur tour jufques fous le camp où M. de Butturlin s'était retranché. Son armée occupait le terrain depuis le village de Kofchwitz jufqu'à celui de Kunzendorf; elle avait paffé l'Oder à Leubus, et avait travaillé avec beaucoup de diligence à fe fortifier dans ce pofte.

Les raifons que le roi avait de ne point attaquer les Ruffes, étaient toujours les mêmes. Leur armée fe trouvait poftée de façon, que ce n'aurait été qu'en facrifiant beaucoup de monde qu'on aurait pu la

forcer dans ce terrain avantageux, et nous n'avions pas du monde de trop. Ce qui avait suivi le roi fesait en tout 24 bataillons et 58 escadrons, parce que le gros était demeuré avec le margrave Charles au camp de Leipe, pour conserver le dos libre aux troupes du roi, et pour veiller en même temps de plus près aux mouvemens des Autrichiens. Cependant les distances n'étaient pas si considérables, que ces deux corps ne pussent se joindre en moins de deux heures. M. Laudon était trop éloigné de Leipe pour attaquer le margrave à l'improviste; quoi qu'il arrivât, celui-ci avait le temps d'avertir, et d'attendre des secours. Pour les Russes, leur lenteur permettait au roi, en cas de nécessité, d'attirer à lui le margrave Charles. Sa Majesté prit son camp entre Klein-Wandris et Wahlstadt; elle le fit retrancher avec soin, pour ne point être pris au dépourvu, et l'on rétablit une vieille redoute au Wurgenteich, pour assurer par-là d'autant mieux la communication des deux armées prussiennes. Le lendemain un nouveau camp se présenta derrière Jauer. Il ne suffisait pas de savoir que c'étaient des Autrichiens; il fallait pénétrer dans quelle vue ce corps s'était tourné de ce côté-là. Pour cet effet on déguisa en cosaques un officier et trois housards qui savaient un peu de russe, et ils se glissèrent de grand matin dans le camp de Jauer, sous prétexte que, faute de connaître les chemins, ils s'étaient égarés en allant à la découverte. L'officier autrichien qui était de garde, leur fit toutes sortes de civilités, et leur dit qu'ils étaient d'un détachement de 6.000 hommes sous les ordres de M. Brentano, commandés pour couvrir l'artillerie autrichienne que M. Laudon avait fait

avancer

avancer dans cet endroit, pour l'avoir plus à sa portée au cas que les Prussiens attaquassent les Russes, et qu'aussi-tôt les Autrichiens s'en mêleraient; de-sorte que le roi de Prusse, accablé par deux armées impériales, ne pourrait que succomber.

M. de Butturlin décampa le jour suivant; il passa près de Lignitz, et prit une position près du village de Klein-Eicke. M. de Laudon crut avoir fourni au roi l'occasion d'attaquer les Russes en marche. Le mouvement de M. de Butturlin se fesait à la portée de l'armée, et par un terrain qui ne paraissait pas difficile; mais il ne fallait pas s'écarter de ses principes. Les Russes ne furent point attaqués, on ne harcela pas même leur arrière-garde. Après la manœuvre qu'ils avaient faite, il était impossible de s'opposer à leur jonction avec les Autrichiens. Ceux-ci s'étaient tenus sur leurs gardes; pour ne point donner de prise sur lui, M. Laudon n'avait jamais quitté le pied des montagnes, et avait eu l'adresse d'exposer, dans toutes les occasions, les alliés de la maison d'Autriche aux marches et aux entreprises les plus hasardées. Le parti le plus avantageux que le roi pût prendre dans cette situation, fut de gagner les hauteurs de Kunzendorf par une marche forcée, parce que si on pouvait occuper ce poste avant M. Laudon, on coupait l'armée autrichienne de ses magasins, et les Russes, qui ne pouvaient subsister que par les vivres que l'impératrice-reine leur fournissait, se seraient vus obligés, faute de pain, de se rapprocher des amas qu'ils avaient laissés en Pologne ; de sorte que ce project heureusement exécuté aurait changé pour

cette campagne toute la face des affaires en Siléfie. L'armée du roi fe mit d'abord en marche, et le margrave, pour gagner du temps, détacha d'abord M. de Knobloch pour fe faifir du Pitfchenberg, par où l'armée devait néceffairement paffer. Il l'occupa dès le foir, et le lendemain l'armée entière déboucha aux environs de Jauernick et de Bunzelwitz. Mais le but qu'on s'était propofé fe trouva manqué. M. Laudon avait prévenu le roi, et dès la veille une vingtaine de bataillons de fon armée s'était campée à Kunzendorf. Les hauteurs de Kunzendorf forment un pofte où les troupes qui s'y trouvent ne peuvent être forcées. Il n'y avait point de coup de main à tenter, fur-tout parce qu'on découvrait l'armée autrichienne en pleine marche pour fe rendre dans ce camp, et le remplir dans toute fon étendue.

L'armée du roi ne pouvant agir offenfivement, fe déploya de la montagne de Wurben au village de Zechen, où aboutiffait la droite, dont une partie était couverte par le Nonnenbufch. Rien déformais n'apportait des obftacles à la jonction des Ruffes et des Autrichiens. L'on prévoyait que dans peu ces deux armées fe raffembleraient aux environs de Schweidnitz. Dans ces conjonctures, le roi devait pourvoir à la fureté de fon camp, et à celle de la fortereffe de Schweidnitz. Il pouvait prendre une pofition à Pulzen, où la nature a femblé faire tous les frais de ce qui peut fortifier un camp. Mais fi l'armée s'y trouvait en fureté, on rifquait d'une autre part que Mrs. de Laudon et de Butturlin n'affiégeaffent Schweidnitz à la vue du roi et de toute l'armée, fans qu'il pût l'empêcher. Ce fut par cette raifon que l'on

préféra la poſition de Bunzelwitz, parce qu'elle couvrait la place, et en rendait le ſiége impraticable. Il reſtait toutefois à craindre que l'armée des deux impératrices ne fît un détachement ſur Breslau; ce qui, contraignant le roi de quitter le voiſinage de Schweidnitz, aurait donné à ſes ennemis la facilité et les moyens de l'aſſiéger. Mais il était impoſſible de s'oppoſer à toutes les entrepriſes que des troupes auſſi ſupérieures pouvaient tenter, et il fallait abandonner quelque choſe au haſard. Pour aſſurer cependant la poſition de l'armée pruſſienne, le roi fit retrancher ſon camp, tant ſur le front que par les flancs et ſur les derrières. Ce camp devint une eſpèce de place d'armes, dont la montagne de Wurben était comme la citadelle. De cette hauteur juſqu'au village de Bunzelwitz, il ſe trouvait couvert par un marais. On fortifia les têtes des villages de Bunzelwitz et de Jauernick, et l'on y établit de grandes batteries, dont le feu croiſé défendait le front par lequel M. Laudon aurait pu attaquer le roi; de ſorte que les Autrichiens étaient obligés d'emporter ces deux villages, avant que d'être à portée d'entamer l'armée. Entre ces deux villages, un peu en arrière, le front de l'infanterie était couvert par de grandes redoutes, munies d'une nombreuſe artillerie. On avait pratiqué des paſſages entre deux, pour donner l'eſſor à la cavalerie, ſi on le trouvait néceſſaire. Au delà de Jauernick, et en tirant derrière le Nonnenbuſch, on avait retranché quatre collines qui dominaient ſur tout le terrain, et devant leſquelles coulait un foſſé bourbeux et impraticable, où l'on pouvait, par le feu des petites armes, empêcher l'ennemi d'établir

des ponts; plus à la droite un grand abatis coupait le Nonnenbuſch, défendu par des chaſſeurs et par des bataillons francs. Ce foſſé bourbeux dont nous avons parlé, ſe recourbait derrière le bois, et aux pieds de ces collines ſur leſquelles l'armée s'étendait. A l'extrémité de la droite commençait le flanc, qui, formant une ligne parallèle au ruiſſeau de Striegau, allait aboutir à un bois couvert par le défilé qui vient de Péterwitz Dans ce bois, qui était à dos de l'armée, l'on avait établi une batterie maſquée, qui communiquait, derrière un abatis, à une autre batterie qu'on avait placée à l'extrémité de ce même bois du côté de Neudorf, et de-là reprenait un retranchement qui ſe joignait derrière l'armée aux ouvrages qu'on avait faits ſur la hauteur de Wurben. Les retranchemens avaient également par-tout 16 pieds d'épaiſſeur, et les foſſés 12 pieds de profondeur ſur 16 de largeur. Le front était environné de fortes paliſſades, les parties ſaillantes des ouvrages étaient minées. Devant les mines on avait creuſé des trappes, et devant ces trappes, des chevaux de friſe contigus et enfoncés en terre feſaient toute l'enceinte extérieure. L'armée du roi était compoſée de 66 bataillons et de 143 eſcadrons; 460 pièces d'artillerie bordaient les différens ouvrages, et 182 mines chargées étaient prêtes à ſauter au premier ſignal qu'on donnerait

Ces travaux n'avaient pas eu le temps d'être tout à fait perfectionnés, que M. de Butturlin parut à la tête de ſes Ruſſes. Il vint ſe camper aux pieds des
25. hauteurs de Hohenfriedberg. Deux jours après il
27. changea de poſition. Le gros de ces troupes occupa

le terrain qui va d'Oels à Striegau. M. de Czernichef s'étendit du Streitberg vers Nicklasdorf. M. de Brentano se posta sur la gauche des Russes à Preilsdorf, et M. de Berg avec ses cosaques se posta sur Lassen, d'où il passa le ruisseau de Striegau et vint à dos de l'armée prussienne. Pour M. de Beck, récemment arrivé de la Lusace, on le posta entre Oels et le Nonnenbusch, pour assurer la communication des deux armées impériales. La position des ennemis ainsi prise formait une espèce de ligne de circonvallation, qui entourait les deux tiers de l'armée prussienne. M. Laudon crut alors pouvoir impunément quitter ses montagnes. Il descendit dans la plaine, et déploya ses Autrichiens, en prenant de Camerau par Arnsdorf jusqu'à Cirlau. Entre Camerau et Arnsdorf il fit travailler à un retranchement par lequel il se proposait de déboucher pour attaquer l'armée du roi, et qui pouvait lui servir également pour l'offensive, et pour la défensive en cas de retraite. Cet ouvrage fut souvent interrompu par l'artillerie prussienne; cependant ces démonstrations parurent si sérieuses, qu'elles semblaient annoncer avec certitude la résolution que les ennemis avaient prise d'attaquer les troupes prussiennes, au risque de tout ce qui pouvait en arriver. Le même jour M. Laudon fit une tentative sur la tête du village de Jauernick. La résistance qu'il y trouva, surpassa de beaucoup l'idée qu'il en avait eue Il fit sommer le major Favrat, qui y commandait, de se rendre. Cet officier lui répondit sur le ton qu'on devait attendre d'un homme d'honneur, et M. de Laudon fut contraint de se désister de son entreprise.

Dans l'attente où l'on était d'une action prochaine, on fit toutes les dispositions nécessaires pour une vigoureuse défense. On avait peu à craindre de jour, parce que le camp était d'une force infinie ; mais il y avait beaucoup à appréhender de nuit, à cause de la grande proximité des armées. Il n'était guère apparent qu'il arrivât du malheur aux Prussiens, à moins que M. de Laudon, à la faveur des ténèbres et de l'obscurité, ne surprît une partie du camp, où les troupes ensevelies dans le sommeil n'eussent pas le temps d'accourir à la défense. Pour prévenir une pareille catastrophe, on fesait détendre les tentes tous les soirs, et l'armée, en bordant les retranchemens, passait les nuits au bivouac. D'un autre côté, le voisinage où M. de Laudon était de Schweidnitz par les postes de Cameran, de Schœnbrunn et de Bœckendorf qu'il occupait, obligèrent à faire un détachement intermédiaire entre Schweidnitz et l'armée, soit pour secourir cette place en cas de besoin et d'attaque, soit pour couvrir les convois de l'armée, qui tirait uniquement son pain, son fourrage et ses subsistances de cette forteresse. M. de Gablenz se porta, dans cette vue, avec un détachement de quelques bataillons au-delà de Tunkendorf, où sa droite se trouvait protégée par les batteries du camp, sa gauche par l'artillerie de Schweidnitz, et où il assura encore davantage sa position par de bons retranchemens dont il couvrit son front. Le même jour les officiers généraux reçurent la disposition de la défense du camp, et de la manière dont chacun avait à se conduire dans la partie dont il avait le commandement. De quelque étendue que fût le

terrain que l'armée pruffienne occupait, on avait trouvé le moyen de le réduire à trois points d'attaque. Le premier était entre les villages de Bunzelwitz et de Jauernick. Le roi fe propofa de le défendre lui-même contre M. Laudon, qui avait conftruit fon approche ou fon retranchement de ce côté-là. Il était impoffible aux Autrichiens de laiffer ces villages fortifiés derrière eux et de percer au centre, parce qu'ils auraient eu un feu confidérable d'artillerie à effuyer fur leurs deux flancs. Il fallait donc préfumer qu'ils s'attacheraient, avant toute chofe, à emporter un de ces deux poftes. Le roi réfolut de les y laiffer travailler, et de ne lâcher fur eux fa cavalerie qu'après qu'ils auraient fait une perte confidérable. On pouvait d'ailleurs foutenir les troupes de ces villages par des corps frais d'infanterie, autant qu'on le jugerait à propos, fans compter que 60 pièces de canon des ouvrages latéraux en défendaient l'abord. Le fecond point d'attaque était entre le village de Zefchen et le bois fur notre flanc droit; M. de Ziethen y commandait. Les Ruffes, qui campaient vis-à-vis de lui, fe feraient probablement chargés de cette entreprife. Pour arriver aux Pruffiens, ils étaient obligés de paffer le ruiffeau de Striegau fous le feu de la moufquetterie et du canon de nos retranchemens, et auraient perdu leur meilleure infanterie à ce paffage, fans compter les obftacles multipliés qui leur reftaient à vaincre pour s'approcher des retranchemens, de forte que quelques charges de cavalerie, que M. de Ziethen eût fait faire à propos, auraient fuffi pour les diffiper. Le troifième point d'attaque fe trouvait du côté de Péterwitz, et du défilé qui couvrait cette

partie du camp pruſſien. M. de Ramin défendait cette partie, et l'attaque aurait roulé, ſelon les apparences, ſur Mrs. de Czernichef et de Brentano, parce que leurs détachemens ſe trouvaient le plus à portée. Il fut réſolu de laiſſer paiſiblement avancer l'ennemi juſqu'au défilé de Péterwitz, où il ſerait pris en flanc par la batterie maſquée du bois, qui pouvait lui lacher des bordées entières de mitraille; après quoi M. de Platen avait ordre de lui tomber à dos avec 40 eſcadrons, et pour cet effet on lui avait pratiqué un chemin au travers du bois par lequel il devait déboucher.

La plus grande force de ce camp conſiſtait en ce qu'il privait les ennemis de trois armes qu'il conſervait toutes aux Pruſſiens. Les aſſaillans ne pouvaient pas ſe ſervir de canons, parce que tous les environs du retranchement étant infiniment plus bas que le terrain ſur lequel il était conſtruit, leur artillerie aurait tiré ſans aucun effet: ils ne pouvaient pas ſe ſervir non plus de leur cavalerie; car pour peu qu'ils l'euſſent montrée, elle aurait été abymée par le feu des batteries: et qu'auraient-ils fait au moyen des petites armes? auraient-ils tiré contre des canons à coups de fuſil? pouvaient ils arracher des chevaux de friſe et abattre des paliſſades en tirant? On était donc aſſuré d'avoir profité, dans cette poſition, de tout l'avantage que le terrain et l'art peuvent donner à une armée ſur une autre.
Sept. Ce fut après ces diſpoſitions que les Pruſſiens attendirent tranquillement les entrepriſes de leurs ennemis.

On prit, peu après l'arrivée de M. de Butturlin,

un officier ruſſe qui s'était égaré la nuit, et qui croyant approcher des gardes de ſon camp, ſe trouva au milieu de celles des Pruſſiens. Cet homme, qui n'était pas fin, dit ingénument que les généraux avaient réſolu d'attaquer les retranchemens du roi le 1 de ſeptembre. Il était vrai que Mrs. de Butturlin et Laudon étaient convenus de cette attaque, et elle aurait eu lieu ſans les circonſtances ſuivantes. M. de Butturlin, qui feſait à table de longues ſéances où le vin n'était pas épargné, avait conſenti, dans un moment de gaieté et le verre à la main, à ce que M. Laudon lui avait propoſé. Les diſpoſitions des trois attaques avaient été miſes par écrit; on les avait envoyées aux principaux officiers des armées qui avaient des commandemens, et M. Laudon s'en était retourné chez lui ſatisfait des Ruſſes. M. de Butturlin dormit là-deſſus, et ayant conſulté ſa prudence à ſon réveil, il contremanda les ordres qui avaient été donnés, parce qu'il craignit, avec quelque raiſon, que les Autrichiens ne ſacrifiaſſent ſon armée et ne la ſoutinſſent pas, et que ſi l'entrepriſe ne réuſſiſſait point, les Ruſſes n'en remportaſſent que le blâme et la honte. Au lieu des grands projets dont on s'était occupé à midi, il ſe contenta de faire jeter vers le camp pruſſien des bombes qui n'en approchèrent que de quelques centaines de pas. Lorſque M. Laudon apprit ce changement ſubit, il en fut furieux; des courriers partirent pour Vienne, les généraux ſe témoignèrent de la froideur, et cependant les choſes en reſtèrent là, ſi l'on en excepte que M. de Laudon fit approcher de Wartha le corps de M. de Draskowitz, qu'il plaça ſur les

hauteurs de Ludwigsdorf. Les armées pafsèrent le refte du temps à s'entreregarder, jufques au 10 de feptembre, que M. de Butturlin décampa et prit le chemin de Jauer, parce que les Autrichiens n'avaient pas des magafins affez confidérables, ni des troupeaux affez nombreux pour lui fournir le pain et la viande. M. Laudon, qui fe croyait expofé s'il reftait dans la plaine après le départ des Ruffes, fe replia dans les montagnes, et reprit fon ancienne pofition de Kunzendorf.

Le roi détacha le même jour M. de Platen pour Breslau, avec le corps qu'il avait toujours commandé, fous prétexte d'amener un convoi à l'armée. Sa véritable deftination était de paffer l'Oder, et de forcer de marches pour ruiner le grand magafin que les Ruffes avaient dans une petite ville du palatinat de Posnanie, nommée Koublin, pour joindre delà le prince de Wirtemberg, qui pourrait avoir befoin de fon fecours, et enfin après que la campagne de Poméranie ferait terminée, il devait aller joindre le prince Henri en Saxe. M. de Platen détruifit l'amas de Koublin; il y prit 5,000 chariots, 5 bataillons, 42 officiers et 7 canons. Il s'avança de-là fur Pofen, où il ruina tout ce qui appartenait aux Ruffes; après quoi il pourfuivit fa marche vers la Poméranie et vers Colberg. Cette expédition hâta la retraite de M. de Butturlin, et lui fit perdre l'idée qu'il pouvait
17. avoir d'entrer dans la Marche électorale. Il fe preffa de repaffer l'Oder, pour regagner la Pologne. Le corps de M. Czernichef ne fut point de cette marche; il montait à peu-près à 20,000 hommes, et il était demeuré auprès de M. Laudon, l'impé-

ratrice de Ruffie ayant voulu donner à l'impératrice-reine cette marque fingulière d'amitié.

Si les fubfiftances avaient permis à l'armée du roi de fe foutenir dans le camp de Bunzelwitz, la campagne fe ferait écoulée en Siléfie, fans que les formidables apprêts des ennemis euffent produit d'événemens remarquables. Mais le magafin de Schweidnitz, qui avait fourni des vivres à l'armée pendant une grande partie de cette campagne, tirait à fa fin. Les provifions qu'il y avait encore, ne pouvaient fuffire que pour un mois. Depuis le départ de M. de Platen, le roi n'ofait pas affaiblir l'armée par de nouveaux détachemens. Les grands dépôts fe trouvaient à Breslau, et il ne fallait pas moins de 10,000 hommes d'efcorte pour conduire de-là en fureté des convois au camp. Ces raifons mûrement examinées firent réfoudre à s'approcher avec l'armée de Neiffe, où l'on trouverait des provifions et des fourrages en abondance, et d'où l'on pouvait donner de la jaloufie à l'ennemi, tant fur le comté de Glatz que fur la Moravie, pour attirer M. Laudon de ce côté et éloigner par-là les Ruffes et les Autrichiens de Schweidnitz. En conféquence de cet arrangement, l'armée prit d'abord le camp de Pulzen, où elle refta quelques jours. Le roi laiffa dans Schweidnitz 5 bataillons complets, les convalefcens de l'armée et 100 dragons. Il enjoignit à M. de Zaftrow, qui commandait dans la place, d'ufer de précaution et de vigilance, pour prévenir toutes les entreprifes que l'ennemi pourrait former dans l'abfence de l'armée pruffienne. Le roi prit le 28 le camp de Siegroth, et le 29 celui de Noffen près

de Munfterberg; où il s'arrêta pour juger, par la manœuvre des ennemis, quel parti ils prendraient. M. Laudon détacha auffi-tôt, pour renforcer les poftes de Silberberg et de Wartha; mais fon armée, où fe trouvait M. de Czernichef, était fi nombreufe, que 20 ou 30 000 hommes de moins ne l'empêchaient pas d'agir comme il le trouvait à propos.

Octobre. Le 1 d'octobre le roi apprit à Noffen que, par un coup de main, les Autrichiens s'étaient rendus maîtres de Schweidnitz. Quelque incroyable que parût cette nouvelle, elle fe trouva néanmoins véritable. Cette entreprife avait été concertée et conduite de la manière fuivante. On gardait environ 500 prifonniers dans cette place; entre lefquels un major Roca, italien et partifan, était un des plus confidérables. Ce major s'était propofé de faire tomber entre les mains des Autrichiens la place où il était détenu. Dans cette vue il avait eu l'adreffe de s'infinuer fi bien dans l'efprit du commandant, que celui-ci lui accordait plus de liberté qu'un prifonnier ne doit en avoir, fur-tout lorfque la ville où on le retient fe trouve environnée d'ennemis. Roca fe promenait dans les ouvrages; il favait la place de toutes les gardes et de tous les détachemens; il obfervait les diverfes négligences qui avaient lieu dans le fervice de la garnifon; il vivait ouvertement avec tout le monde, et voyait de plus affez fouvent les foldats autrichiens prifonniers comme lui; enfin il intriguait dans la ville, n'épargnait pas les corruptions, et informait exactement M. Laudon de tout ce qu'il voyait, apprenait, et imaginait lui-

même pour lui ménager la prife de cette ville. Ce fut fur les lumières que donna ce major à M. Laudon qu'il forma fon projet pour furprendre la place, et la nuit du dernier de feptembre au premier d'octobre, il l'exécuta comme nous l'allons dire. Il diftribua 20 bataillons en quatre attaques, l'une fur la porte de Breslau, l'autre fur la porte de Striegau, la troifième fur le fort de Bœckendorf, et la quatrième fur le fort de l'Eau. M de Zaftrow avait été au bal; comme cependant il fe doutait de quelque chofe, il fit prendre fur le foir les armes à la garnifon, et la diftribua dans les ouvrages; mais il commit la faute de ne point donner aux officiers d'inftruction fur la manière dont ils devaient fe conduire, de ne point envoyer fa cavalerie à la découverte à une certaine diftance, de ne point faire jeter des balles à feu pour éclairer la campagne, enfin d'être trop négligent dans tous fes devoirs. Les Autrichiens s'avançaient pendant ce temps-là et parvinrent jufqu'aux paliffades avant d'être découverts. Pour toute défenfe, il n'y eut que 12 coups de canon de tirés; et le feu des petites armes fut fi faible, que les ennemis purent faire ce qui leur plut. La garde de la porte de Striegau fut furprife; de-là ils pénétrèrent dans les ouvrages. Dans cette confufion les prifonniers autrichiens levèrent le mafque; ils s'emparèrent de la porte intérieure de la ville, et l'ouvrirent aux premières troupes des ennemis qui s'en approchèrent; enfin, en moins d'une heure, les Autrichiens fe rendirent maîtres de toute la ville. M. de Béville, qui commandait dans la redoute de l'Eau, fut le feul qui tînt ferme, jufqu'à ce que toutes les

reſſources fuſſent perdues, et qu'il ne lui reſtât plus de moyens pour ſe défendre. Un magaſin à poudre ayant ſauté par haſard dans le fort de Bœckendorf, cela fit perdre quelque monde aux Autrichiens; ſans quoi la priſe de cette ville ne leur aurait rien coûté.

Un malheur auſſi imprévu dérangea toutes les meſures du roi; il fallut abandonner ſes projets, changer de plan, et ne plus penſer, pour le reſte de la campagne, qu'à conſerver ce qu'on pouvait maintenir de forterefſes et de terrain contre la grande ſupériorité des ennemis. L'armée marcha à Strehlen, où elle s'établit à demeure, afin de couvrir également Neiſſe, Brieg et Breslau. Le roi avait par précaution fait retrancher un camp auprès de Breslau. L'intention première avait été de s'en ſervir pour les détachemens qui s'approchaient ſouvent de cette capitale; ils auraient pu s'y ſoutenir contre l'ennemi juſqu'à l'arrivée de l'armée du roi. Dans les circonſtances où l'on ſe trouvait alors, l'armée pouvait s'en ſervir elle-même; les Pruſſiens avaient une marche de moins à faire que l'ennemi pour y arriver. Dès lors le roi ſe trouvait reſtreint à une défenſive rigoureuſe; mais il ne fallait pas que M. Laudon pût s'en douter, parce que ce ſecret connu lui aurait donné gain de cauſe ſur les Pruſſiens. Pour mieux déguiſer ſes intentions, le roi donna des ordres à l'armée pour que les troupes ſe préparaſſent au combat, pour qu'on rechargeât les fuſils, qu'on aiguisât les lames des épées, et qu'on diſtribuât les munitions ſuffiſantes à l'artillerie; enfin on ne parlait que de grands préparatifs et de grands projets. Des eſpions autrichiens connus, qui étaient

dans l'armée, partirent fur le champ pour en inftruire M. Laudon, et ce qui peut-être paraîtra incroyable à la poftérité, c'eft que cette armée autrichienne et ruffe, campée fur les montagnes de Kunzendorf, à trois marches des Pruffiens, paffa 8 nuits au bivouac, comptant certainement d'être attaquée d'un moment à l'autre. M. Czernichef preffait fortement le général autrichien de marcher fur Breslau. La raifon de guerre et des raifons de politique l'exigeaient ainfi; car M. Laudon, en portant fa grande armée dans la plaine, aurait débordé les Pruffiens de tous les côtés; il les aurait abymés, et aurait eu l'honneur de terminer la guerre. Il s'excufa vis-à-vis de M. de Czernichef en difant qu'il ne pouvait s'avancer fi loin dans le pays, les vivres lui manquant, ainfi que les chevaux pour le tranfport. M. Laudon cachait la véritable raifon qui l'empêchait de rien entreprendre; il craignait de s'expofer dans la plaine, parce que les Autrichiens y avaient fouvent été battus. D'ailleurs, comme il ne tenait à rien, et qu'il n'avait point de protection à la cour de Vienne, il ne voulait rien hafarder; il fe contenta de la réputation que la prife de Schweidnitz lui avait faite, et continua de fe tenir fur les montagnes dans une inaction parfaite.

Sur la fin d'octobre les affaires empirèrent tellement en Poméranie, que le roi ne put fe difpenfer d'y envoyer de nouveaux fecours. Il fit partir M. de Nov. Schenkendorf avec 6 bataillons et 10 efcadrons. Nous verrons bientôt à quel ufage ce détachement fut employé. Le roi fe maintint dans fa pofition de Strehlen jufqu'au 10 de décembre, où les troupes Déc.

entrèrent dans les quartiers d'hiver. M. de Laudon avait déjà renvoyé en Saxe le détachement d'Odonel, et ſes troupes ſe cantonnaient dans les montagnes. Les Ruſſes étaient entrés dans le comté de Glatz. De la part des Pruſſiens, le régiment de Bernbourg fut jeté dans Neiſſe; M. de Wied hiverna aux environs de Grotkau avec 10 bataillons et autant d'eſcadrons. Les environs de Breslau furent occupés par 20 bataillons et 40 eſcadrons, et M. de Zeunert ſe rendit à Glogau, pour que cette place fût au moins durant l'hiver hors d'inſulte. Outre cela M. de Schmettau partit avec quelque cavalerie pour Guben, afin d'aſſurer la communication de Berlin et de l'armée de Saxe.

Après avoir rapporté ſans interruption ce qui ſe paſſa cette année en Siléſie, nous allons jeter un coup d'œil ſur les événemens de la Poméranie. Le prince de Wirtemberg était entré dans le camp de Colberg le 4 juin, où M. de Thadden le joignit le 7 du même mois. La poſition des Pruſſiens entourait Colberg de manière que les deux ailes du retranchement aboutiſſaient à la Baltique. La rivière de Perſante couvrait la droite du camp, et le centre, qui en était la partie la plus abordable, était défendu par de bons retranchemens. D'abord M. de Werner avait été détaché à Cœslin, d'où il ſe retira à l'approche de M. de Romanzow, qui s'avançait à la tête de 12,000 Ruſſes. M. Romanzow choiſit ſa première poſition au Gollenberg. Tout fut aſſez tranquille juſqu'au 20 d'aout, que les flottes ruſſe et ſuédoiſe combinées parurent devant Colberg; elles s'approchèrent du port, et canonnèrent vivement les

batteries

batteries des Pruſſiens, qui défendaient le port et le rivage. M. de Romanzow prit ce temps-là pour Sept. 4.
s'approcher du prince de Wirtemberg, et ſe camper à un quart de lieue des Pruſſiens. Le prince de Wirtemberg n'avait rien à craindre juſques-là; mais au lieu de fournir les magaſins d'approviſionnemens auſſi abondamment qu'on le lui avait recommandé, il ménagea même les environs de ſon camp où il ſavait que les Ruſſes allaient arriver; et en général le peu d'attention qu'on eut pour les ſubſiſtances fut cauſe de tous les malheurs qui arrivèrent en Poméranie. La première ſuite en fut qu'il détacha M. de Werner, pour ménager ſes vivres, et peut-être encore parce qu'ils ne pouvaient pas s'accorder. M. de Werner ſe rendit à Treptow, et eut l'imprudence de faire cantonner ſon monde; les Ruſſes le ſurprirent; il fut fait priſonnier, et près de 500 chevaux de ſon corps eurent le même malheur. Les Ruſſes, encouragés par-là tentèrent, la nuit du 17 au 18 de ſeptembre, d'enlever un bataillon franc qui était poſté devant la gauche des Pruſſiens, dans une redoute ſi éloignée du camp, qu'on ne pouvait pas même l'atteindre à coups de canon. L'ennemi paſſa par un lieu qu'on avait cru un marais impraticable, faute de le ſonder; il attaqua la redoute par la gorge, et enleva 200 hommes qui la défendaient. M. de Romanzow, enflé de ces petits ſuccès, crut qu'il ne dépendait plus que de lui d'emporter les retranchemens pruſſiens lorſqu'il voudrait l'entreprendre; il s'approcha de la redoute Verte, qui était du côté du centre du prince de Wirtemberg. Il ouvrit les tranchées, établit des batteries comme s'il s'était agi du ſiége régulier d'une

place, l'attaqua en forme le 19 et l'emporta. A peine s'y établiſſait-il que le colonel Kleiſt, à la tête des grenadiers, l'en délogea avec perte de 1100 hommes. Cette redoute était placée contre les règles, à 3,000 pas du retranchement, dont elle était ſéparée par un ravin. Cependant, quoiqu'elle fût iſolée, et qu'elle donnât priſe ſur elle, les Ruſſes, découragés par la perte qu'ils venaient de faire, ne l'inquiétèrent plus.

Octobre. M. de Platen, après avoir pris le magaſin de Koublin, traverſait alors la nouvelle Marche, d'où il ſe porta droit ſur Cœrlin. Il y prit un détachement de 300 Ruſſes; mais cela ne fit point d'impreſſion ſur M. de Romanzow, qui ne remua pas dans ſon camp. Le prince de Wirtemberg déſirait que M. de Platen ſe portât derrière l'ennemi, pendant que lui-même il l'attaquerait de front; mais par une fatalité commune à toutes les armées, ces deux généraux différens en tout de ſentimens, ne purent convenir de rien. M. de Platen tourna vers Spie et vint ſe camper à la droite du prince, ſur le Kauzenberg, et leur voiſinage ne fit qu'augmenter leur méſintelligence. Cependant Mrs. de Fermor et de Berg avaient ſuivi de près M. de Platen. Berg, avec 10,000, tant coſaques que dragons qu'il avait ſous ſes ordres, ſe poſta à Greiffenberg. D'un autre côté la ſaiſon, qui devenait de jour en jour plus rude, empêchait la flotte combinée des Suédois et des Ruſſes de tenir plus long-temps la mer; elle ſe retira vers ſes ports, ſe contentant de laiſſer deux frégates ſur la rade de Colberg pour en bloquer le port. C'en était aſſez pour empêcher les convois, dont on avait un beſoin preſſant, d'entrer dans la ville. Le prince de Wirtemberg ne pouvant ſe

procurer par mer de nouvelles ſubſiſtances, voulut en faire arriver par terre de Stetin. Il détacha pour cet effet M. de Platen, afin d'aſſurer la marche des convois. M. de Platen dirigea ſa route par Treptow, Stuchow, à Gollnow; il avait dans ce camp un défilé devant lui, qu'il fit paſſer à un régiment de houſards et à deux bataillons. Ces troupes furent auſſi-tôt attaquees par M. de Fermor, qui s'y trouvait avec toute ſa diviſion, et le détachement fut battu et pris. Après ce malheur, M. de Platen ſe retira ſur Damm, et l'ennemi détruiſit le convoi qu'il devait couvrir. Le prince de Wirtemberg, qui ne ſavait pas ce qui s'était paſſé à Gollnow, détacha encore à Treptow M. de Knobloch avec 3 bataillons et 500 chevaux, pour couvrir le convoi qu'il ſuppoſait devoir arriver et qui était déjà pris. A peine M. de Knobloch fut-il arrivé à Treptow, que 9,000 Ruſſes l'environnèrent et le prirent, faute de munitions de guerre et de bouche, après qu'il ſe fut bien défendu pendant trois jours. L'ennemi profita des fautes et des malheurs des Pruſſiens; à ſon tour il bloqua le prince de Wirtemberg, de ſorte que M. de Platen, qui ne put pas le joindre, ſe retira du côté de Stargard, où il fut ſuivi par M. de Berg.

Le roi, informé de la déplorable ſituation de ſes affaires en Poméranie, y envoya Mrs. de Schenkendorf et d'Anhalt, comme nous l'avons dit plus haut. Il n'était plus poſſible déſormais de ravitailler les magaſins de Colberg. Le dernier convoi que les Ruſſes venaient de prendre, avait emporté tous les chevaux que les provinces ſe trouvaient en état de fournir. D'ailleurs les Ruſſes étaient ſi ſupérieurs en

nombre, ils avaient détaché tant de troupes entre Colberg et Stetin, qu'il était moralement impossible d'y faire passer un convoi ; il fallait dès lors regarder la place comme perdue, et sauver les troupes du prince de Wirtemberg, parce que c'était tout ce qu'il y avait de mieux à faire dans ces tristes conjonctures. Quelque diligence qu'eût faite M. de Schenkendorf, il ne put joindre M. de Platen que le 10 de novembre entre Pyritz et Arenswalde. Ils marchèrent ensemble sur Greiffenberg, où ils trouvèrent vis-à-vis d'eux M. Jacoblef, qui y avait été détaché de la grande armée. Pendant que M. de Platen le contenait, le prince de Wirtemberg quitta son camp la nuit du 14 au 15, et longeant le rivage de la Baltique, il arriva à Treptow, sans avoir rencontré d'ennemis sur la route. Il se joignit ensuite au corps qu'il avait dégagé. Après leur réunion, ils tentèrent encore de déloger les Russes du voisinage de Colberg, en se portant derrière leur armée. Mais ayant remarqué qu'ils ne parviendraient pas à leur but par cette manœuvre, Décembre. ils s'avancèrent le 12 de décembre sur Spie, attaquèrent la redoute de Drenow, l'emportèrent, et prirent les troupes qui la défendaient ; ils auraient poussé plus avant, si toute l'armée russe ne se fût présentée devant eux dans le même camp que les Prussiens avaient occupé ; et comme ils comprirent l'impossibilité d'attaquer l'ennemi dans ses retranchemens, ils se replièrent sur Greiffenberg, où ayant appris que la famine avait obligé la garnison de Colberg à se rendre, ils se retirèrent à Stetin. Le prince de Wirtemberg tira un cordon derrière l'Oder avec quelques troupes pour couvrir Stetin,

et en même temps M. de Thadden partit pour la Luſace, M. de Platen pour la Saxe, et le prince de Wirtemberg prit le chemin du Mecklenbourg.

Nous avons été occupés d'objets ſi importans, que nous n'avons pas fait mention de l'armée ſuédoiſe, et de M. de Belling, qui lui fit tête avec 1500 houſards et deux bataillons. M. d'Ehrenſchwerd avait paſſé la Peene le 19 juillet à la tête des Suédois. M. de Belling, qui était à Malchin, ayant appris qu'un corps de Suédois campait à Bartow, l'attaqua, et lui prit 100 hommes avec 3 canons; de-là il fondit ſur M. de Heſſenſtein, qui était à Rœpenack et lui enleva 600 hommes avec 6 canons; une autre fois le même fut encore battu et perdit 300 hommes. Ces petits avantages n'empêchaient pas cependant l'armée ſuédoiſe de s'avancer dans la Marche uckerane; un corps de 6,000 Suédois, qui venait de Treptow ſur la Tollenſée, s'approcha pour attaquer M. de Belling; mais il s'embuſqua, tomba ſur les ennemis à l'improviſte et leur prit près de 600 hommes. Le prince de Bévern, qui voyait avancer l'ennemi malgré la vigoureuſe réſiſtance de M. de Belling, lui envoya un renfort de trois bataillons; et en même temps il fut joint par M. de Stutterheim et quelques troupes de l'armée du prince Henri. Avec ces ſecours Belling attaqua un corps de Suédois poſté à Rebelow et lui enleva quelque monde. Le lendemain M. d'Ehrenſchwerd, pour prendre ſa revanche, marcha à Gollnow. M. de Belling, qui s'y trouvait, ayant été averti du deſſein des ennemis, s'embuſqua encore, fondit ſur

5 août.

eux, les mit en désordre et se retira à Rebelow, d'où il se porta à Kuhblanck et les Suédois sur Friedland. Belling marcha à leur rencontre, entama la
9 Sept. cavalerie de Sprengport, qui fesait l'avant-garde de ce corps, et la battit. Il tourna sur Lœckenitz, d'où ce général infatigable tomba sur les Suédois retranchés à Friedland. Il n'attaqua point le retranchement, faute d'infanterie et de canon, et se contenta d'enlever une grand'garde de 40 dragons. Il semble qu'on décrit l'histoire des Amadis en parlant des progrès de M. de Belling, qui se bat toujours et qu'on ne retrouve jamais à la même place. Il avait son infanterie à Pasewalk et s'était posté en avant à Ferdinandshof. Les Suédois s'avancèrent sur lui. Le prussien culbuta leur avant-garde sur leur infanterie, les força de se retirer, et engagea le lendemain
Octobre. un nouveau combat, où les ennemis perdirent 500 hommes.

Le prince de Bévern, obligé d'envoyer des convois à Colberg, retira alors les deux bataillons qu'il avait prêtés à M. de Belling. Ce général même reçut ordre de s'approcher de Berlin, qu'un corps d'Autrichiens répandu dans la Lusace paraissait menacer d'une
Novembre. irruption. Il partit à la vérité; mais comme il se trouva dans la suite que ce bruit n'avait aucun fondement, il retourna contre les Suédois, où il s'attendait à cueillir de nouveaux lauriers. Cette campagne traîna
Décembre. jusqu'au 6 de décembre, où M. d'Ehrenschwerd quitta Demmin et se rapprocha de Stralsund, et il ne se passa, aux bords de la Peene, que quelques affaires de parti peu importantes. Lorsque le prince de Wirtemberg marcha vers le Mecklenbourg, M. de Belling

prit les devans. Il trouva à Malchin une garnifon, qu'il enferma et tint bloquée jufqu'au moment où le prince de Wirtemberg furvint. On aurait pu prendre ce bourg l'épée à la main ; mais les troupes étaient délabrées, les régimens fondus et accablés de fatigues, et d'ailleurs il fallait conferver fon monde pour de meilleures occafions. Par ces raifons on fe contenta de canonner vivement la ville, et on l'aurait prife, fi M. d'Ehrenfchwerd, averti du danger de fes troupes, n'y était accouru avec toute fon armée Il retira la garnifon de Malchin et reprit la route de Stralfund. Les troupes de part et d'autre entrèrent dans leurs quartiers d'hiver, les Suédois près de Stralfund, et les Pruffiens dans le duché de Mecklenbourg, aux environs de Schwérin et de Roftock. 3 janvier.

Nous avons dit que M. de Platen était en pleine marche pour la Saxe, et il eft à propos de reprendre ce qui fe paffa cette année dans l'armée du prince Henri. Nous avons laiffé S. A. R. au camp de Meiffen et de Katzenhæufer, le maréchal Daun à fes camps du Windberg et de Dippoldifwalde, et l'armée des cercles entre Hof et Plauen. S. A. R., qui devait obferver le maréchal Daun, et le fuivre au cas qu'il marchât en Siléfie, s'était propofé de ne point s'éloigner des bords de l'Elbe, afin de paffer ce fleuve en même temps que les ennemis. En attendant, pour tenir les Autrichiens en haleine et les réduire en quelque forte à la défenfive, le prince fit harceler ou attaquer tous les détachemens que le maréchal Daun avait tant foit peu éloignés de fon armée. M. de Kleift entr'autres délogea d'auprès de Freyberg les quatre régimens de dragons faxons qui fefaient mine de s'y Campagne de Saxe.

établir. Après les avoir pourfuivis vers Dippoldifwalde, il profita de l'occafion pour tomber à l'improvifte à Marienberg fur le corps de M. Tœrrek, qu'il contraignit de fe réfugier en Bohème. M. de Seidlitz de fon côté donna la chaffe à M. de Ried, qui abandonna fa pofition de Keffelfdorf, et fe replia en hâte fur le camp du Windberg. Les Autrichiens fouffrirent tranquillement ces petites bravades, et les traitant de bagatelles, ils ne pensèrent pas même à prendre leur revanche.

Le maréchal Daun continua de demeurer dans l'inaction jufqu'à l'ouverture de la campagne en Siléfie, fe bornant à ôter toute communication directe aux deux armées pruffiennes; il détacha pour cet
16 juillet. effet M. de Lafcy, qui paffa l'Elbe et fe pofta au village de Dobberitz proche de Groffenhayn. Le maréchal Daun y gagna que les courriers pruffiens furent obligés de prendre de plus grands détours, pour remettre leurs dépêches avec fureté. Cet inconvénient n'était pas alors de conféquence; mais il en pouvait réfulter un autre mal plus confidérable; c'était que fi le maréchal Daun avait entrepris de marcher en Siléfie, le prince ne pouvant paffer l'Elbe que plus bas, perdait au moins une marche, et aurait trouvé, dès fon paffage, M. de Lafcy vis-à-vis de lui, pour rendre la traverfée de la Luface difficile. Mais il fuppofa un autre deffein au maréchal Daun; il crut que le mouvement que M. de Lafcy venait de faire, avait pour but une jonction avec les Ruffes, ou quelque nouvelle incurfion dans la Marche électorale. Il n'était pas poffible que le prince s'opposât à tant de chofes à la fois; il fe contenta d'envoyer M. de

Rœbel avec une troupe de houfards à Torgau, pour obferver de-là les mouvemens de Lafcy et en faire fon rapport. Pour fe mettre en état de prévenir les deffeins de l'ennemi fur la capitale, il fit cantonner une partie de fes troupes entre Strehla et Leimbach, par où il gagnait une marche, en cas qu'il fallût penfer à couvrir Berlin. Ces troupes, cachées au maréchal Daun, pouvaient fervir à faire à la dérobée des détachemens dont il était bien difficile que l'ennemi fût inftruit. L'occafion ne tarda pas à s'en préfenter. M. de Kleefeld, avec un corps des cercles, s'était avancé à Pening. Le prince envoya M. de Kleift pour l'obliger à quitter ce pofte. A peine fut-il chaffé qu'il revint, pour fe faire expédier la feconde fois comme la première.

Le roi cependant était fi occupé avec les Autrichiens et les Ruffes, qu'à peine, avec toutes fes troupes, pouvait-il fe foutenir contre la fupériorité de fes ennemis. Le prince fon frère crut que M. de Belling avait befoin de fecours pour s'oppofer avec plus de fuccès aux entreprifes que les Suédois pouvaient former encore. Il était le feul qui pût faire paffer des troupes de ce côté, parce que jufqu'alors le maréchal Daun s'était tenu tranquille. Le prince fit donc partir M. de Stutterheim le cadet avec 4 bataillons, pour joindre M. de Belling, et nous venons de voir l'ufage qu'il fit de ces troupes. La raifon principale qui détermina S. A. R. à faire ce détachement, était qu'il y eût des troupes à portée de défendre la capitale, fi cela était néceffaire, contre les incurfions de quelques petits corps, parce que la garnifon de Berlin ne confiftait alors qu'en deux faibles bataillon de milice.

29 août La petite guerre continuait en Saxe de la part des Pruſſiens. M. de Kleiſt battit une ſeconde fois un corps ennemi près de Freyberg, et M. de Seidlitz défit un gros corps de cavalerie près de Pretſchendorf. Sur ces entrefaites les troupes des cercles ſe mirent en mouvement. M. de Serbelloni, qui les commandait, s'était avancé à Rombourg, et comme de-là il lui aurait été facile de tourner le flanc des Pruſſiens, S. A. R. envoya contre lui M. de Seidlitz avec 5 bataillons et 15 eſcadrons. Ce général manœuvra avec tant d'art et d'habileté, il donna tant d'appréhenſions à M. de Serbelloni pour l'armée qu'il commandait, que celui-ci ſe crut obligé de ſe replier ſur Hof dans l'Empire.

L'armée françaiſe ſeſait alors quelques progrès. Le corps du comte de Luſace avait pénétré par Eimbeck dans l'électorat de Hanovre et menaçait la ville de Wolfenbuttel; et comme la faibleſſe de la garniſon ſeſait craindre que la défenſe ne fût pas vigoureuſe, S. A. R. y envoya le colonel Bohlen avec 1500 hommes. Il voulut ſe jeter dans la place; mais M. de Stammer, qui y commandait pour le duc, ne voulut pas le recevoir. M. de Bohlen ſe retira, et deux jours après le comte de Luſace s'en rendit maître. Dès que les Saxons eurent pris Wolfenbuttel, M. de Serbelloni détacha le général Luzinsky avec 6,000 hommes pour les joindre; il ſe poſta vers la Saale et s'empara de Halle. Le prince lui oppoſa
11 oct. M. de Seidlitz, qui, paſſant par Deſſau et Bernbourg, ſe mit en devoir de diſputer aux ennemis l'entrée du duché de Magdebourg. Mais le comte de Luſace avait déjà évacué Wolfenbuttel; il s'était

replié en Heſſe, et M. Luzinsky ſur l'armée des cercles, de ſorte que M. de Seidlitz, inutile dans cette partie, vint rejoindre S. A. R. Les affaires étaient à peine rétablies du côté de la baſſe Saxe, que le départ de M. de Butturlin de la Siléſie fit appréhender qu'il ne marchât droit à Berlin, comme les Ruſſes avaient fait dans la campagne précédente. Pour obſerver les mouvemens de cette armée, le prince détacha M. de Podewils avec 800 chevaux pour Furſtenwalde ; mais l'expédition de M. de Platen ſur Koublin ne permit pas aux Ruſſes de ſuivre ce projet, ſuppoſé qu'ils y penſaſſent réellement, et la capitale fut raſſurée.

Les Autrichiens ſortirent enfin de létargie. Le 16.
maréchal Daun borna ſes opérations à s'étendre dans toute cette chaîne de montagnes de la Saxe qui confinent à la Bohème. C'était ſe contenter d'un village, lorſqu'on pouvait avoir un royaume. M. de Haddick partit avec un corps conſidérable de Dippoldiſwalde, et s'établit à Freyberg, tandis que le maréchal fit alarmer tous les poſtes des Pruſſiens ſur la Tripſche, pour empêcher S. A. R. de ſe porter en force contre M. de Haddick. Le mouvement que les Autrichiens venaient de faire, les portait immédiatement ſur le flanc droit du camp qui occupait les Katzenhæuſer. Pour obvier à cet inconvénient, le prince changea la poſition des troupes ; il fit préparer un camp retranché au Pétersberg, et en donna le commandement à M. de Seidlitz.

Les opérations des Autrichiens ſe terminèrent en Novembre.
Siléſie, comme nous l'avons dit, par la priſe de Schweidnitz. M. Laudon ſe ſentant aſſez fort par

les troupes ruſſes de Czernichef qui étaient à ſes ordres, renvoya en Saxe M. Campitelli avec le corps que M. d'Odonel lui avait amené de Luſace. Ce général paſſa le pont de Dreſde, le 1 novembre, d'où il fut envoyé à Freyberg, pour renforcer M. de
5. Haddick dans les montagnes. Le maréchal Daun quitta ſur cela ſon camp du Windberg, et s'avança en forces ſur le front de l'armée pruſſienne. La journée ſe paſſa de part et d'autre à ſe canonner, et à quelques affaires de détail entre des corps d'infanterie des deux armées; les Pruſſiens repouſsèrent les ennemis qui voulaient les dépoſter des paſſages de la Tripſche qu'ils défendaient. Pendant que le maréchal Daun alarmait les Pruſſiens, M. de Haddick s'avançait ſur les bords de la Mulde, où il s'établit depuis Noſſen et Dœbeln juſqu'à Roſswein. Ces poſtes derrière la Mulde, que les Autrichiens occupaient, ſont d'un très-difficile abord. Les hauteurs règnent dans toute l'étendue du terrain, et le lit de la rivière étant creuſé dans le roc, empêche de la paſſer autrement que ſur les ponts de pierre qui s'y trouvent à trois endroits. S. A. R. ne ſe trouvant pas aſſez forte pour entreprendre de déloger un ennemi ſupérieur en nombre d'une poſition auſſi avantageuſe, ſe contenta de retrancher les poſtes que ſon armée occupait, afin de s'y ſoutenir durant l'hiver. Les Pruſſiens ſurent ſi bien ſe faire reſpecter des ennemis, que tous les détachemens que M. de Haddick pouſſa au-delà de la Mulde, furent repouſſés ou battus.

Le roi s'était flatté que la campagne des Ruſſes en Poméranie ne ſerait ni longue ni dangereuſe, et

avait deſtiné M. de Platen pour la Saxe. Mais les affaires avaient pris une tournure fâcheuſe, comme nous l'avons dit, et M. de Platen ne put joindre l'armée de S. A. R. que le 11 de janvier. A peine fut-il arrivé à Altenbourg et à Naumbourg, pour y prendre des quartiers, que l'armée des cercles s'avança ſur les lieux dont il venait de ſe mettre en poſſeſſion. Il leur céda le terrain qu'il ne pouvait pas défendre; en ſe retirant M. de Stojentin, colonel du régiment de jeune Brunſwic, fut attaqué par 4,000 hommes, et ſe défendit ſi bien, qu'il gagna Meuſelwitz, ſans avoir fait d'autre perte que celle de ſes malades, qu'il ne put emporter d'Altenbourg. Les Pruſſiens ſe ſoutinrent dans leur poſition pendant tout l'hiver; il y eut des alertes, que le voiſinage des deux armées rendit fréquentes; mais quoi qu'il arrivât, il était ſi important de conſerver la Saxe dans les fâcheuſes conjonctures où ſe trouvaient alors les affaires pruſſiennes, que S. A. R. riſqua tout pour s'y maintenir, à quoi elle réuſſit moins par la force de ſon armée, que par ſes bonnes diſpoſitions, ſa conſtance et ſa fermeté.

Campagne du prince Ferdinand.

Pour achever le tableau général de cette année, il ne nous reſte plus qu'à ſuivre les opérations de l'armée des alliés contre celle des Français. Nous avons laiſſé le prince Ferdinand à Paderborn, le prince héréditaire à Munſter, M. de Soubiſe ſur le bas Rhin, M. de Broglio à Caſſel, et le comte de Luſace aux environs d'Eiſenach. M. de Soubiſe ouvrit la campagne en ſe portant ſur Dortmund, tandis que M. de Broglio aſſembla différens corps qui menaçaient la Dimel. Le prince Ferdinand laiſſa

M. de Spœrken fur la Dimel, avec ordre de fe retirer à Lippftadt, au cas que l'ennemi vînt fur lui en force, et la grande armée des alliés s'avança vers M. de Soubife. Cette armée du bas Rhin avait marché fur Unna. Le prince héréditaire s'approcha de Hamm; et le prince Ferdinand ayant des nouvelles que M. de Soubife avait pouffé en avant un corps aux ordres du prince de Condé, fe fit joindre par le prince héréditaire, attaqua cette avant-garde, et
2 juillet. la contraignit de fe replier fur fon armée. Le prince trouva les Français trop bien retranchés pour rifquer de s'engager avec eux, et marcha fur Dortmund pour tourner leur pofition. Le foir qu'il arriva au pont de Kurle, il y fut attaqué par les Français, qu'il repouffa avec perte. La pofition que les alliés venaient de prendre, aurait donné de l'inquiétude à M. de Soubife pour fes fubfiftances, fi M. de Broglio, qui venait à fon fecours, n'eût alors débouché fur la Dimel. A l'approche des Français M. de Spœrken fe retira avec quelque perte; mais au lieu de fe rendre à Lippftadt, comme il en avait l'ordre, il fe replia fur Hamm. M. de Soubife n'eut alors rien de plus preffé que de fe joindre à M. de Broglio, et leurs deux armées fe rencontrèrent à Paderborn. Le prince Ferdinand fe mit à la pourfuite de M. de Soubife; il engagea des affaires d'arrière-garde, mais qui ne furent point décifives. M. de Broglio laiffa le comte de Luface à Paderborn, pour couvrir les dépôts qu'il y avait formés, et les deux armées françaifes vinrent fe camper à Sœft. Tandis que ces armées et les alliés étaient en mouvemens, un partifan de ceux-ci, nommé Freytag, enleva entre Caffel

et Warbourg trois convois de farine deſtinés pour les ennemis. Cette perte dérangea les Français au point, qu'ils employèrent dix jours à faire avancer des ſubſiſtances, et à rétablir l'ordre dans l'adminiſtration de leurs vivres.

Le prince Ferdinand profita de cette inaction, pour s'établir ſolidement dans ſon camp entre l'Aſpe et la Lippe; il pourvut en même temps à la ſureté de Lippſtadt, en y envoyant, à la tête de 6 bataillons, M. de Wangenheim, qui bientôt après y fut joint par M. de Spœrken. Les deux maréchaux français s'avancèrent le 15 de juillet ſur le prince Ferdinand. Leur armée étendue en demi-cercle embraſſa toute la circonférence de ſon camp; car ils avaient leurs deux ailes ſur la Lippe. M. de Broglio força d'abord le poſte de Nellen, défendu par des grenadiers anglais, et enflé de ce ſuccès, il fit attaquer un petit bois devant le village de Villinghauſen, occupé par la légion britannique; mais il ne put la déloger d'un poſte qu'elle ſoutint avec fermeté et avec conſtance. Vers les 6 heures du ſoir le combat parut devenir général, et il l'aurait été, ſi l'obſcurité de la nuit ne l'eût ſuſpendu. Le feu commença le lendemain dès la pointe du jour. M de Soubiſe entama la partie où commandait le prince héréditaire. Il attaqua un village, mais la vigoureuſe défenſe d'une redoute l'arrêta. En attendant M. de Broglio feſait des efforts de ſon côté contre le prince Ferdinand; ces efforts étaient faibles, et le prince s'aperçut durant le combat d'un certain flottement dans l'infanterie françaiſe, qui dénotait de l'incertitude et du découragement. Il en profita en grand général; M. de Wangenheim

l'étant venu joindre alors, il fortit de fon pofte avec 16 bataillons, chargea brufquement les troupes de M. de Broglio, les enfonça, et les réduifit à prendre la fuite. Ce coup inattendu obligea les deux maréchaux à lâcher prife; ils perdirent 6,000 hommes, au lieu que la perte des alliés ne paffa pas 2,000, parce qu'ils étaient bien poftés et victorieux.

Après l'action, M. de Soubife fe fépara de M. de Broglio et s'approcha de la Rhur, tandis que fon collégue tirait vers Paderborn. Le prince héréditaire fuivit M. de Soubife, et fe porta au Harftrang, pour l'empêcher de repaffer la Rhur; le prince Ferdinand fuivit M. de Broglio. Cette armée françaife s'étendait derrière le Wéfer, de Paderborn jufqu'à Hameln. Elle commençait à fe fortifier à Hœxter et y formait un amas de munitions de guerre et de bouche; ce qui fit juger que fon deffein était d'affiéger Hameln, fur quoi le prince Ferdinand y détacha M. de Luckner, et comme il ne pouvait empêcher ce fiége qu'en donnant à M. de Broglio quelque inquiétude ailleurs, il détacha Mrs. de Wangenheim et de Wuthenow, qui pénétrèrent par le pays de Waldeck, et défirent un détachement ennemi près de Stadtberg. Cette expédition obligea M. de Broglio d'affaiblir fon centre. Le prince Ferdinand n'attendait que cela pour fe porter par Dalbruck et Detmold à Reilkirchen. Les Français, furpris par ce mouvement inattendu, fe mirent en marche et arrivèrent au pied des hauteurs de Reilkirchen, fi célèbres par la défaite de Varus. Ils y trouvèrent les Allemands trop folidement établis pour les attaquer impunément, et ils fe replièrent fur Neheim et Steinheim. M. Luckner

fe

ſe rendit alors dans le Solling, où il attaqua et battit, entre Gœttingue et Hœxter, un corps aux ordres de M. de Belſunce. Le prince Ferdinand, qui déſirait d'en venir à quelque déciſion, ne ſe trouvant pas aſſez fort dans la poſition qu'il occupait, attira le prince héréditaire à lui. Ce prince ſe porta derrière l'armée françaiſe, et obligea le maréchal de Broglio de lui oppoſer M. de Stainville. Les Français, pour ſe dégager des alliés qui les entouraient, attaquèrent la petite ville de Horn devant la droite du prince Ferdinand; quelques brigades anglaiſes, qui s'avancèrent pour ſoutenir ce poſte, leur firent abandonner leur projet. M. de Broglio, découragé par les mauvais ſuccès, et dégoûté par les obſtacles qu'il rencontrait par-tout, renonça au ſiége de Hameln, et ne penſa plus qu'à faire tranſporter ſes proviſions de Hœxter; il y paſſa le Wéſer ſur trois ponts. Les alliés le ſuivirent; mais ils ne purent point avoir de priſe ſur lui.

La jonction du prince héréditaire à l'armée des alliés, qui avait favoriſé les affaires de la baſſe Saxe, avait nui à celles du bas Rhin. Sa préſence y devenant néceſſaire, il fut obligé d'y retourner. Par ſa marche il força le prince de Condé à lever le ſiége de Hamm. Les Français ſe retirèrent à Munſter, où ils ſe joignirent à M. de Soubiſe, qui bloquait cette ville. Pour dégager Munſter, le prince héréditaire inveſtit ſubitement la ville de Dorſten et s'en rendit maître avec la garniſon, qui mit bas les armes. Le prince ſe trouvait par cette priſe dans le voiſinage de Wéſel, d'où il empêchait l'armée françaiſe de tirer des convois. L'embarras où cette expédition

mit M. de Soubise, le détermina à lever le blocus de Munster et à se retirer par Dulmen sur Halteren. Depuis le départ du prince héréditaire de la basse Saxe, M. de Broglio se trouvant plus à son aise, s'avança sur Eimbeck et sur la Leine, sur quoi le prince Ferdinand partagea son armée ; il en laissa la moitié sur le Wéser, et avec l'autre il se mit sur la Dimel, pour tomber de-là sur le corps de M. de Stainville. Ce général français pénétra les desseins du prince, se retira en hâte, et se jeta dans le camp retranché qui avait été préparé auprès de Cassel. Ce coup ayant manqué par l'activité de M. de Stainville, le prince Ferdinand prit des arrangemens pour s'emparer de Munden. M. de Broglio en fut si fort effrayé, qu'il y accourut avec la moitié de son armée; mais à son approche les alliés se replièrent sur Geismar. M. de Broglio trouvant alors son monde inutile
Octobre. auprès de Munden, envoya quelques renforts à M. de Stainville, et retourna avec le reste de ses troupes à Eimbeck.

Il n'était plus à craindre que M. de Soubise pût assiéger Munster, parce que la saison était trop avancée, et comme le détachement du prince héréditaire devenait plus utile en basse Saxe qu'en Westphalie, le prince Ferdinand lui envoya des ordres pour qu'il joignît son armée sur la Dimel. Aussi-tôt qu'il fut arrivé, les alliés s'avancèrent vers M. de Stainville, qui se retira encore, et pour la seconde fois M. de Broglio accourut à son secours avec une partie de son monde ; car il avait laissé le gros de son armée dans le Solling depuis Holzmunden jusqu'à Lamforde. Les alliés voyant leur projet déconcerté, entrèrent dans la principauté de Waldeck, qui

pouvait leur fournir plus de fubfiftances que la Heffe. M. de Broglio avait obfervé que la manœuvre des alliés ne roulait que fur des diverfions, pour le détourner de fes deffeins ; il voulut faire une diverfion à fon tour, et envoya le comte de Luface avec 8 ou 9,000 Saxons dans le duché de Brunfwic pour affiéger Wolfenbuttel. Après que cette ville fe fut rendue fans grande réfiftance, le comte de Luface fe tourna fur Brunfwic, dont il fit l'inveftiffement. M. Luckner, que le prince Ferdinand avait envoyé pour fecourir Wolfenbuttel, arriva trop tard ; mais ayant été joint peu après par le prince Frédéric de Brunfwic, ce jeune prince, plein d'honneur et d'une noble ambition, pour fon coup d'effai força le pofte que les ennemis avaient au village d'Oelper, fe jeta dans Brunfwic, en fit lever le fiége, et hâta l'évacuation de Wolfenbuttel. Ainfi Alexandre, au fortir de l'enfance, dans l'armée de fon père Philippe, battit les Athéniens avec l'aile de cavalerie qu'il commandait.

Les affaires de détachement n'empêchaient point les grandes armées d'aller leur train. M. de Broglio avait fortifié le pofte de Duderftadt; il avait porté M. de Stainville à Ieffen; quelques brigades gar- Nov.
daient Eimbeck, et M. de Chabot occupait les gorges d'Efchershaufen avec un détachement de 10,000 hommes. Si le prince Ferdinand avait permis aux ennemis de fe maintenir dans cette pofition durant l'hiver, cela leur aurait donné de trop grands avantages pour la campagne prochaine. Ce fut ce qui le détermina à percer le centre du terrain que l'armée françaife occupait. Dans cette intention le 5.

prince héréditaire et milord Gramby pafsèrent la Leine et fe poftèrent proche d'une hauteur voifine d'Eimbeck, nommée la Huve. Le prince Ferdinand paffa de fon côté le 4 le Wéfer à Tundern, et s'avança fur M. de Chabot, qui eut le bonheur de lui échapper, et les ennemis furent vivement pouffés de tous les côtés. M de Broglio crut tout perdu, lorfqu'il aperçut le prince héréditaire vis-à-vis de la Huve; toutefois le jour fe paffa à fe canonner réciproquement, et les Français s'étant renforcés le lendemain, il ne fut plus temps de brufquer l'affaire; ce qui occafionna le mouvement que tous les corps des alliés firent par leur droite. Les Français prirent cette marche pour une retraite; ils voulurent harceler les Allemands; mais ils furent par-tout repouffés et battus. Le prince Ferdinand gagna par ce revirement les hauteurs de Wangelftedt, d'où il prenait la pofition de la Huve à dos. Cela acheva de déconcerter M. de Broglio, qui ne pouvant plus fe maintenir dans cette pofition, fut forcé d'évacuer Eimbeck, et de fe retirer en Heffe. Ce fut par cette belle manœuvre que le prince Ferdinand finit une campagne qui le couvrait de gloire, et des deux parts les armées entrèrent dans leurs quartiers d'hiver.

Nous avons vu, par les événemens de cette campagne, que le prince Ferdinand de Brunfwic fut le feul des alliés qui la termina fans faire de pertes. Les Pruffiens furent généralement malheureux dans toutes les contrées où ils foutenaient la guerre. Le prince Henri avait perdu toutes les montagnes de la Saxe, et il était fi refferré dans le terrain qui lui reftait, qu'à peine en pouvait-il tirer la fubfiftance journa-

lière des troupes. La ſupériorité des ennemis leur avait donné les moyens d'occuper les poſtes les plus avantageux, et on avait lieu de tout appréhender pour l'hiver et pour la campagne prochaine. Mais quelque mauvaiſe que fût la ſituation de S. A. R., elle n'approchait pas de celle de l'armée du roi. La perte de Schweidnitz entraînait celle des montagnes et de la moitié de la Siléſie. Le roi ne tenait plus qu'aux fortereſſes de Glogau, Breslau, Brieg, Neiſſe et Coſel; il était maître du cours de l'Oder et des principautés ſituées à l'autre rive, que les Ruſſes avaient ravagées au commencement de la campagne, et d'où il n'y avait point de ſubſiſtances à tirer; il n'en pouvait point faire arriver de Pologne, parce que 15,000 Ruſſes, qui avaient tiré un cordon le long des frontières, en interdiſaient le paſſage. L'armée était obligée de défendre ſon front contre les Autrichiens, et ſes derrières contre les Ruſſes. La communication de Berlin avec Breslau n'était que précaire, mais ce qui achevait ſur-tout de rendre cette ſituation déſeſpérée, c'était la perte de Colberg. Rien n'empêchait plus les Ruſſes de faire le ſiége de Stetin dès le printemps, ou bien de s'emparer de Berlin et de tout l'électorat de Brandebourg. Il ne reſtait au roi que 30,000 hommes en Siléſie. Le prince Henri n'en avait guères davantage, et les troupes qui avaient ſervi en Poméranie contre les Ruſſes, étaient ſi ruinées, qu'à peine le fond en était-il reſté. La plupart des provinces étaient envahies ou abymées; on ne ſavait plus d'où tirer les recrues, d'où prendre les chevaux et les fournitures, où

trouver les ſubſiſtances, ni comment faire arriver en ſureté les munitions de guerre à l'armée.

Nous verrons cependant que l'État, qui paraiſſait perdu, ne le fut point, qu'avec de l'induſtrie on rétablit l'armée, et qu'un heureux événement répara toutes les pertes qu'on venait de faire; et ceci ſert d'exemple pour prouver combien les apparences ſont trompeuſes, et que, dans les grandes affaires, il n'y a que la perſévérance qui faſſe ſurmonter aux hommes les périls et les dangers dont ils ſont menacés.

CHAPITRE XV.

De l'hiver de 1761 *à* 1762.

PAR le récit de la campagne précédente, nous avons vu les malheurs dont la Pruſſe était accablée, et ceux qui la menaçaient encore; toutefois dans le temps le plus critique, et où le ſort des armes ſemblait lui être le plus contraire, quelques lueurs d'eſpérance lui feſaient entrevoir des reſſources, quoiqu'incertaines. Dans le mois d'octobre, après la perte de Schweidnitz, lorſque l'armée du roi était à Strehlen, et que les Ruſſes aſſiégeaient en Poméranie la ville de Colberg et le corps du prince de Wirtemberg, le roi reçut une ambaſſade du chan des Tartares. L'ambaſſadeur était le barbier de ſon maître. Cela doit paraître étrange aux eſprits prévenus du cérémonial des cours, et à ceux qui ne jugent des nations étrangères que par comparaiſon de leurs uſages avec les mœurs européennes; mais ce n'eſt point une choſe

inusitée chez les peuples orientaux, où la noblesse est inconnue, et où ceux-là sont censés les premiers, qui approchent le plus près de la personne du souverain. Ce barbier, ou cet ambassadeur, présenta sa lettre de créance. Le style en était d'un ridicule différent de celui du style de la chancellerie allemande. L'objet de cette mission était de proposer au roi l'alliance du Tartare, et de lui offrir un secours de 16,000 auxiliaires, moyennant un subside dont on conviendrait. Ces propositions n'étaient pas à rejeter dans la situation où les affaires du roi se trouvaient; non-seulement on les accepta, mais encore pour gagner du temps, on chargea le barbier de projets de traités d'alliance et de subsides, on l'accabla de présens pour lui et pour son maître, et on le fit accompagner à son retour par le jeune M. de Goltz, afin de presser l'exécution de ces engagemens, et de conduire ce corps d'auxiliaires en Hongrie, où l'on voulait s'en servir pour faire une diversion dans les Etats de l'impératrice-reine. Le sieur Boscamp, émissaire du roi à Baciesarai, fut chargé en même temps d'employer tous ses soins pour disposer le chan à faire une incursion en Russie, parce qu'après que les premières hostilités auraient été commises, la Porte se trouverait obligée de soutenir le chan; ce qui était le seul moyen de l'entraîner dans des mesures pour lesquelles elle avait marqué jusqu'alors tant de répugnance. Si ce projet réussissait, il dégageait la Poméranie des Russes et préservait la Marche électorale des risques auxquels elle était exposée. A l'égard de l'irruption de ces 16,000 Tartares en Hongrie, il fallait sans doute la

ſoutenir par un corps de troupes réglées; mais comme l'impératrice-reine était obligée d'en détacher deux fois autant des ſiennes, elle affaibliſſait néceſſairement l'armée contre laquelle les Pruſſiens devaient combattre au printemps. Toutes les nouvelles qu'on recevait alors de Conſtantinople, feſaient eſpérer la prompte concluſion du traité d'alliance défenſive que le roi négociait à la Porte; il y avait loin cependant de l'eſpérance à la réalité. Le grand-viſir, homme d'un âge avancé, n'était pas militaire, et craignait de faire un métier qu'il n'entendait pas; il appréhendait ſur-tout d'expoſer aux haſards de la guerre ſa fortune bien établie. Par cette raiſon il s'était étroitement uni avec le mufti, pour contrarier de concert, dans le divan, ceux dont les avis violens allaient à rompre avec la maiſon d'Autriche, et il leur repréſentait que la trève avec les Impériaux n'étant pas expirée, on ne pouvait la violer ſans tranſgreſſer la loi de Mahomet. Toutefois, par une ſuite des contradictions dont l'eſprit humain eſt ſi ſuſceptible, la Porte fit partir de gros détachemens de Janiſſaires pour la Hongrie. Les forces qu'elle aſſembla aux environs de Belgrade, montaient à 110,000 hommes. Les bachas firent avancer ces troupes, et en formèrent un cordon le long des frontières des provinces de l'impératrice-reine. C'était beaucoup pour la Porte, mais c'était peu pour la Pruſſe, à laquelle il fallait des ſecours effectifs. Comme cependant il n'y avait d'eſpoir à fonder en Europe que ſur cette puiſſance, le roi fit tenter de nouveau tous les moyens imaginables, tant à Conſtantinople qu'à Baciefarai, d'y produire des réſolu-

tions vigoureuſes. Pendant l'hiver il arriva un nouvel émiſſaire du chan à Breslau. Il confirma toutes les promeſſes que le barbier avait faites au roi au nom de ſon maître: il aſſura que le chan raſſemblerait un corps de 40,000 hommes au printemps, comme cela ſe vérifia; et qu'il agirait enſuite ſuivant les déſirs du roi, ce qui n'eut point lieu. Nous verrons bientôt que les révolutions qui arrivèrent en Ruſſie, firent une impreſſion ſi étrange ſur ces Orientaux, qu'elles arrêtèrent les meſures qu'ils étaient ſur le point de prendre, et ſuſpendirent tous leurs deſſeins. L'émiſſaire cependant fut renvoyé avec des préſens, tant pour lui que pour ſon maître; car tout s'achète chez ces peuples. Le Tartare avait taxé ſes actions et ſes ſervices; on lui payait tant pour une réponſe favorable, tant pour aſſembler ſes troupes, tant pour quelques démonſtrations, tant pour une lettre qu'on lui feſait écrire au grand ſeigneur. La différence qu'il y a de l'eſprit d'intérêt des Orientaux à celui des autres nations eſt, ce me ſemble, que les premiers s'abandonnent à cette infame paſſion et ſe déshonorent ſans en rougir, et que les peuples de l'Europe en affectent au moins quelque honte.

Pendant qu'on tâchait ainſi de ſoulever l'Orient, les affaires s'embrouillaient de plus en plus en Angleterre. La France y avait fait paſſer M. de Buſſy, pour y négocier la paix. Sa préſence n'endormit pas le miniſtère britannique au point qu'on s'en était flatté à la cour de Verſailles. Peut-être y eut-il moins d'ardeur pour les armemens que la nation préparait ſur mer. Néanmoins les Anglais

prirent l'île et le fort de Belle-île pendant ces négociations; ils s'emparèrent même de Pondichéri dans les Indes orientales, où ils ruinèrent les établiſſemens importans que la compagnie françaiſe y poſſédait. La négociation de M. de Buſſy n'avançait donc guère à Londres. M. de Choiſeul, pour leurrer les Anglais, donnait à M. Stanley les eſpérances les plus flatteuſes, qui étaient auſſi-tôt démenties par les explications que M. de Buſſy ſavait leur donner. Cette eſcarmouche politique dura juſques vers la fin de l'année 1761, où les conférences furent repriſes avec plus de chaleur. La France, dont l'intention était de duper l'Angleterre, commençait à s'apercevoir qu'elle ne réuſſirait pas; elle voulait ne rien perdre et faire une paix plus avantageuſe que le ſort de la guerre ne lui permettait de l'eſpérer; et comme l'artifice de la négociation n'était pas ſuffiſant pour amener les choſes à ce point, elle jeta les yeux ſur l'Eſpagne, que M. de Choiſeul eut l'adreſſe d'engager dans ſes intérêts. Cette alliance pouvait en impoſer aux Anglais, ou ſuppoſé qu'elle ne fît pas cet effet, l'aſſiſtance de cette couronne ſervait toujours à pouſſer la guerre avec plus de vigueur et de ſuccès. Le moyen dont M. de Choiſeul ſe ſervit pour diſpoſer le roi d'Eſpagne à embraſſer les intérêts de la France, ne réuſſirait pas par-tout également. C'était le projet de ce fameux pacte de famille, qui, loin d'unir ces couronnes, devait au contraire éloigner à jamais les Eſpagnols de tout traité avec la France. Nous nous contenterons d'en rapporter les points principaux. " Il y eſt dit, que les deux branches de la

„ maifon de Bourbon feront déformais regardées
„ comme la même ; que les fujets des deux couron-
„ nes jouiront réciproquement des mêmes avanta-
„ ges ; qu'en tout temps on fera caufe commune :
„ en conféquence de quoi le roi d'Efpagne décla-
„ rera la guerre à l'Angleterre, fi cette puiffance
„ refufe de lui faire raifon fur de certains griefs,
„ comme font la coupe du bois de Campèche et
„ quelques pirateries commifes par les armateurs
„ anglais ; que l'Efpagne en même temps attaquera
„ le roi de Portugal, (et ce qu'il y a de plus extra-
„ ordinaire) que les deux branches de la maifon de
„ Bourbon étant confidérées comme la même mai-
„ fon, leurs conquêtes et leurs pertes feront com-
„ munes, de forte que les avantages de l'une com-
„ penferont les pertes de l'autre. " A quoi fe réduifait donc le fens de ce traité ? N'aurait-il pas autant valu que la France eût dit aux Efpagnols : Vous ferez la guerre, parce que cela convient à mes intérets : j'ai fait des pertes confidérables contre les Anglais ; mais comme il y a apparence que vous ferez des conquêtes fur eux, et que vous prendrez le Portugal, vous rendrez tout ce pays à fes poffeffeurs, pour obliger les Anglais à nous reftituer les provinces qu'ils ont envahies fur nous, et que nous ne pouvons plus leur arracher ? Encore pourquoi attaquer le roi de Portugal, qui n'avait offenfé perfonne, fur le royaume duquel ni l'Efpagne, ni la France n'avaient des droits ? C'était le commerce lucratif que l'Angleterre fefait en Portugal, que la France voulait ruiner. D'ailleurs elle était perfuadée que les Anglais auraient rendu la meilleure partie

de leurs conquêtes, pour faire reſtituer ce royaume au roi de Portugal. Mais eſt-ce une raiſon pour attaquer un ſouverain qui n'en donne aucune raiſon légitime ? O droit public, que ton étude eſt vaine et inutile ! Ce traité enfin, tout bizarre qu'il était, fut ſigné par les deux couronnes.

Les Français en tirèrent incontinent parti, et M. de Buſſy eut ordre de demander, au nom du roi d'Eſpagne, la reſtitution de quelques vaiſſeaux que les Anglais avaient enlevés à cette couronne, et ſur-tout qu'ils renonçaſſent à la coupe du bois de Campèche. Cette propoſition fut comme la pomme de diſcorde, qui diviſa tout le miniſtère britannique. Deux hommes ſe trouvaient à la tête de ce gouvernement, différens de caractère et oppoſés en tout. L'un était Pitt : il avait l'ame élevée, un eſprit capable de grands projets, de la fermeté dans l'exécution, un attachement inflexible à ſes opinions, parce qu'il les croyait avantageuſes à ſa patrie, qu'il aimait. L'autre c'était Bute ; il avait été gouverneur du roi. Plus ambitieux qu'habile, il voulait dominer à l'ombre de l'autorité ſouveraine. Il avait pour principe que la trame de l'honneur devait être d'une tiſſure groſſière pour tout homme d'Etat ; il crut qu'en procurant la paix à tout prix à ſa nation, il en deviendrait l'idole. Il ſe trompa, et le peuple l'eut en exécration. Ces deux Anglais enviſageaient la propoſition de l'Eſpagne avec des yeux tout différens. Pitt, convaincu que l'Eſpagne déſirait la guerre, et que par conſéquent la rupture était inévitable, voulait qu'on prît cette puiſſance au dépourvu, parce qu'elle n'avait pas achevé de

faire ſes préparatifs, et il opinait pour qu'on lui fît la guerre, penſant que c'était le cas de ſe battre et non de négocier. Bute craignant que ces nouveaux ennemis ne rendiſſent la paix plus difficile à conclure, repréſenta qu'en ſuivant les avis de ſon adverſaire, on engagerait le gouvernement dans des dépenſes exorbitantes, et dans de nouveaux riſques, dont on ne pouvait prévoir la fin; que s'il condamnait le ſentiment du Sr. Pitt, c'était ſur-tout parce que dans les conjonctures où l'Angleterre ſe trouvait, il était plus facile de négocier à Madrid, que d'aſſembler à Londres de nouveaux fonds pour la guerre. L'avis de M. Bute prévalut dans le conſeil du roi ſur celui de ſon antagoniſte. M. Pitt en reſſentit un chagrin ſi vif, que, plein d'indignation, il ſe démit de ſes charges. Son exemple fut ſuivi peu après par les ducs de Newcaſtle et de Dévonshire, qui renoncèrent également à leurs emplois. M. Bute profita de leurs dépouilles; il prit dans le conſeil la place qu'il voulut, et forma une nouvelle adminiſtration, compoſée des lords Hallifax, Egremont et Greenville, qui fut nommée le triumvirat; mais Bute en était l'ame.

Peu après les événemens prouvèrent que M. Pitt avait jugé des intentions de l'Eſpagne en homme d'État; car M. Bute perdit ſon temps à négocier; et il fallut avoir recours aux armes. Les Anglais furent obligés d'aſſiſter le roi de Portugal de leurs troupes, et les avantages que leurs flottes remportèrent ſur mer, furent encore dus au ſieur Pitt, qui avait fait les projets de ces expéditions durant ſon miniſtère. A peine M. Bute fut-il en place, que

la froideur qui commençait à régner entre la Prusse et l'Angleterre, s'accrut considérablement. Le Sr. Bute refusa les subsides que la nation avait payés jusqu'alors au roi ; il se flattait par-là de réduire ce prince, par nécessité, à consentir aux propositions de paix que le ministère britannique jugerait à propos de lui prescrire. Cet anglais croyait que l'argent fait tout, et qu'il n'y avait d'argent qu'en Angleterre. Mais à quoi tiennent les affaires du monde, et les projets des hommes ! L'impératrice de Russie meurt ; sa mort trompe tous les politiques de l'Europe, et renverse une infinité de plans et de desseins arrangés avec soin et laborieusement combinés. Cette princesse, dont la santé avait été chancelante dans les dernières années, fut subitement emportée par un crachement de sang le 8 de janvier 1762. Par sa mort le trône était dévolu au grand-duc son neveu, qui régna sous le nom de Pierre III. Le roi avait cultivé l'amitié de ce prince dans le temps où il n'était encore que duc de Holstein, et par une sensibilité rare parmi les hommes, plus rare encore chez les souverains, ce prince en avait conservé un cœur reconnaissant ; il en avait même donné des marques dans cette guerre ; car ce fut lui qui contribua le plus à la retraite du maréchal Apraxin en l'année 1757, lorsqu'après avoir battu le maréchal Lehwald, il se replia en Pologne. Durant tous ces troubles, ce prince s'était même abstenu d'aller au conseil, où il avait place, pour ne point participer aux mesures que l'impératrice prenait contre la Prusse et qu'il désapprouvait. Le roi lui écrivit une lettre de félicitation sur son avénement au trône, dans laquelle

il lui témoigna fans déguifement l'envie qu'il avait de vivre en bonne harmonie avec lui, et l'eftime qu'il conferverait toujours pour fa perfonne. M. Keith, miniftre d'Angleterre à la cour de Ruffie, ne tarda pas à informer le roi des efpérances qu'il pouvait fonder fur les bonnes intentions du nouveau monarque. Peu après M. Goudowitz, favori de l'empereur, fut envoyé en Allemagne fous prétexte de complimenter fon beau-frère le prince de Zerbft; mais fes inftructions fecrètes lui prefcrivaient de prendre, à fon retour, fa route par Breslau, où le roi avait fon quartier, pour l'affurer des fentimens d'eftime et d'amitié de l'empereur. L'occafion était trop belle pour la laiffer échapper. Le roi s'ouvrit cordialement à M. Goudowitz; il lui prouva fans peine qu'il n'y avait aucun fujet réel de guerre entre les deux Etats, que les troubles préfens n'étaient qu'une fuite des artifices de la cour de Vienne, qui ne travaillait que pour fes intérêts, et que rien n'était plus aifé que de rétablir la bonne intelligence entre les deux cours par une paix folide; en même temps il ajouta, comme en paffant, qu'il fe promettait de l'équité de l'empereur qu'il n'exigerait pour la paix aucune condition contraire à la gloire d'un fouverain, le roi ne pouvant jamais y foufcrire. Et comme la conjoncture était favorable pour s'affurer du parti qu'il ferait poffible de tirer des bonnes difpofitions de l'empereur, le roi dit, comme fi cela lui échappait, que bien loin de conferver le moindre reffentiment de ce qui s'était paffé, il ne défirait rien avec plus d'empreffement que de former avec l'empereur les liens de la plus parfaite union.

Cette déclaration fut accompagnée d'une lettre pour l'empereur, conçue à peu-près dans les mêmes termes, afin que ce prince ajoutât d'autant plus de foi au rapport que M. Goudowitz lui ferait des fentimens du roi pour lui. A peine M. Goudowitz fut-il parti pour Pétersbourg, que M. de Goltz le fuivit en qualité d'envoyé extraordinaire, pour complimenter l'empereur fur fon avénement au trône, et fur-tout pour preffer la négociation de la paix, et en hâter la conclufion avant l'ouverture de la campagne.

On n'était cependant pas fans appréhenfion; car fur quel fondement pouvait-on fuppofer que la négociation de Pétersbourg prendrait une bonne tournure? Les cours de Verfailles et de Vienne avaient garanti le royaume de Pruffe à la défunte impératrice; les Ruffes en étaient en paifible poffeffion; un jeune prince parvenu au trône renoncera-t-il de lui-même à une conquête qui lui eft garantie par fes alliés? L'intérêt, ou la gloire qu'une acquifition répand fur le commencement d'un règne, ne le retiendront-ils pas? pour qui? pourquoi? par quel motif y renoncera-t-il? Toutes ces queftions difficiles à réfoudre rempliffaient les efprits d'incertitude fur l'avenir. L'événement fut plus heureux qu'on ne pouvait l'efpérer. Tant il eft difficile de démêler les caufes fecondes, et de connaître les différens refforts qui déterminent la volonté des hommes. Il fe trouva que Pierre III avait le cœur excellent, et des fentimens plus nobles et plus relevés qu'on ne les trouve d'ordinaire chez les fouverains. Se prêtant à tous les défirs du roi, il alla même au-delà de ce qu'on pouvait attendre. De fon propre mouvement il rappela

de

de l'armée autrichienne M. de Czernichef avec son corps; il n'exigea du roi aucune cession, quoiqu'il y fût autorisé, sans qu'on pût y trouver à redire; il hâta la négociation de la paix, et ne demanda pour tout retour que l'amitié et l'alliance du roi. Un procédé aussi noble, aussi généreux, aussi peu commun, non-seulement doit être transmis à la postérité, mais devrait être gravé en lettres d'or dans les cabinets de tous les rois. Les vues de l'empereur se portèrent alors particulièrement sur le Danemarck. Il ressentait les torts que les rois de Danemarck avaient faits à ses ancêtres: il avait outre cela des injustices personnelles à venger; car du vivant de l'impératrice Elisabeth, les Danois avaient, à plusieurs reprises, tenté de le dépouiller de la partie du Holstein qu'il possédait encore, à quoi il s'était toujours opposé avec fermeté. L'esprit aigri par tant d'offenses, il méditait d'en tirer une vengeance éclatante, et s'il terminait la guerre contre la Prusse, ce n'était que pour la recommencer avec d'autant plus de vivacité contre le Danemarck.

Le roi n'agissait point avec l'empereur comme de souverain à souverain, mais avec cette cordialité que l'amitié exige, et qui en fait la plus grande douceur. Les vertus de Pierre III fesaient une exception aux règles de la politique; il en fallait bien faire de même pour lui. Le roi tâchait de le prévenir dans tout ce qui pouvait lui être agréable, et comme il parut désirer de revoir le comte de Schwérin, aide de camp du roi (qui, ayant été fait prisonnier par les Russes à la bataille de Zorndorf, avait eu le bonheur de mériter ses bonnes grâces), le comte entre-

prit incontinent ce voyage, et ne contribua pas peu, pendant ſon ſéjour en Ruſſie, à la ſignature des traités de paix et d'alliance.

Le Sr. Bute qui, par mépris pour les autres nations, ignorait ce qui ſe paſſait en Europe, et encore plus la façon de penſer du nouvel empereur de Ruſſie, rempli des idées de la paix générale qu'il voulait faire à toute force, chargea le prince Gallitzin, miniſtre de Ruſſie à Londres, de marquer à ſa cour que quelques ceſſions que l'empereur exigeât de la Pruſſe, l'Angleterre ſe feſait fort de les lui faire obtenir, pourvu qu'il ne ſe précipitât point, et qu'il continuât de tenir le roi de Pruſſe en échec, en laiſſant le corps de M. de Czernichef auprès des Autrichiens. L'empereur, indigné de ces propoſitions, y répondit comme un miniſtre pruſſien l'aurait pu faire. Il envoya la copie de la dépêche du prince Gallitzin au roi, pour lui découvrir à quel point l'Angleterre le trahiſſait. Ce ne fut pas la ſeule perfidie que ce miniſtre anglais fit au roi. Bute, non content de vouloir embrouiller les affaires de la Pruſſe à Pétersbourg, négociait en même temps à la cour de Vienne. Il voulait à l'inſçu du roi faire la paix avec la maiſon d'Autriche. Libéral des provinces pruſſiennes, ſacrifiant ſans ſcrupule les intérêts du roi, il offrait ſes dépouilles à l'impératrice-reine, comme s'il était le maître d'en diſpoſer. Dans cette occaſion, le haſard ſervit encore mieux le roi que n'auraient pu faire les plus fines intrigues. Le comte Kaunitz prit ces ouvertures de travers, il ſoupçonna que le deſſein de l'Angleterre était de commettre la cour de Vienne avec celle de Verſailles, et il répondit au Sr. Bute avec toute la hauteur et toute la morgue d'un miniſtre

autrichien ; il rejeta avec dédain des propoſitions qu'il croyait captieuſes, en ajoutant que l'impératrice-reine était aſſez puiſſante pour ſe faire raiſon de ſes prétentions, et qu'elle agirait contre ſa dignité en acceptant une paix, quelle qu'elle pût être, dont l'Angleterre ſe rendrait la médiatrice : ainſi avorta ce projet, à la honte de celui qui l'avait formé.

Malgré tant d'événemens heureux et de trames découvertes, le roi n'était cependant pas exempt d'inquiétudes. Les lettres de Pétersbourg feſaient trembler pour la perſonne de l'empereur ; elles annonçaient toutes un germe de conſpiration qui était près d'éclore. Les perſonnes qu'on ſoupçonnait entrer dans ce complot, en étaient les moins coupables. Les véritables auteurs tramaient dans le ſilence, et ſe dérobaient avec ſoin à la connaiſſance du public. A peine l'empereur fut-il ſur le trône, qu'il fit des innovations continuelles dans l'intérieur de ſes Etats ; il s'appropria les terres du clergé, ſelon le projet de Pierre I ; mais il s'en fallait bien que Pierre III fût auſſi affermi, et auſſi reſpecté de cette nation. Le clergé était d'autant plus puiſſant dans cet empire, que les peuples abrutis y croupiſſaient dans la plus profonde ignorance. Attaquer ces archimandrites et ces popes, c'était ſe faire des ennemis irréconciliables, parce que tout prêtre eſt attaché à ſes revenus plus qu'aux opinions qu'il annonce. L'empereur aurait ſans doute pu attendre, pour faire cette réforme, et encore aurait-il fallu y toucher d'une main délicate. Outre cette affaire qui feſait crier, on lui reprochait encore de tenir les gardes Iſmaïlof et Préobrazinsky ſous une diſcipline trop rigoureuſe, et de vouloir

faire la guerre au Danemarck, ce qui répugnait d'autant plus aux Ruffes, qu'ils difaient ouvertement que leur nation n'y était point intéreffée. Des perfonnes mal intentionnées répandaient ces griefs dans le public, pour rendre odieufe la perfonne de l'empereur. L'amitié, la reconnaiffance, auffi bien que l'eftime du roi pour les excellentes qualités de ce prince, le portèrent à lui écrire et à entamer cette matière fcabreufe. Il fallait ménager cette extrême délicateffe qui fait que tous les fouverains veulent qu'on croie leur autorité affermie; il fallait s'expliquer avec une réferve infinie au fujet des Danois. Pour le diffuader d'entreprendre d'abord la guerre contre le Danemarck, le roi lui détaillait toutes les raifons qui pouvaient lui faire différer cette entreprife, pour la renvoyer à l'année prochaine; il infiftait fur-tout pour que l'empereur, avant de fortir de fes Etats et de s'engager dans une guerre étrangère, fe fît couronner à Mofcou, afin de rendre, par fon facre, fa perfonne d'autant plus inviolable aux yeux de fa nation, fes prédéceffeurs ayant toujours religieufement obfervé cette cérémonie: il fefait enfuite mention des révolutions arrivées en Ruffie durant l'abfence de Pierre I; mais il gliffait légérement fur cette matière, et finiffait en conjurant l'empereur d'une manière affectueufe de ne point négliger des précautions effentielles pour la fureté de fa perfonne, en lui proteftant que l'intérêt fincère qu'il prenait à fa confervation, était le feul motif qui lui avait fait prendre la plume. Cette lettre fit peu d'impreffion fur l'empereur; il y répondit en propres termes: " Ma gloire exige „ que je tire raifon des outrages que les Danois

„ ont faits à ma perfonne, fur-tout à mes ancêtres.
„ Il ne fera pas dit que les Ruffes font une guerre
„ pour mes intérêts où je ne me trouve pas à leur
„ tête; d'ailleurs la cérémonie de mon couronne-
„ ment exige une trop grande dépenfe; cet argent
„ fera mieux employé contre les Danois. A l'égard
„ de l'intérêt que vous prenez à ma confervation, je
„ vous prie de ne vous en point inquiéter; les fol-
„ dats m'appellent leur père; ils difent qu'ils aiment
„ mieux être gouvernés par un homme que par une
„ femme; je me promène feul à pied dans les rues
„ de Pétersbourg; fi quelqu'un me voulait du mal,
„ il y a long-temps qu'il aurait exécuté fon deffein;
„ mais je fais du bien à tout le monde, et je me
„ confie uniquement à la garde de Dieu; avec cela je
„ n'ai rien à craindre." Cette réponfe n'empêcha pas le roi de continuer à tâcher d'éclairer ce prince fur les dangers qui le menaçaient. Mrs. de Goltz et de Schwérin eurent ordre de mettre cette matière fur le tapis dans des converfations familières qu'ils avaient avec ce monarque; mais c'était à pure perte qu'on lui difait que, dans un pays où régnaient des mœurs telles qu'en Ruffie, un fouverain ne pouvait prendre affez de précautions pour la fureté de fa perfonne. "Ecoutez, répondit-il enfin, fi vous êtes de mes
„ amis, ne touchez plus cette matière qui m'eft
„ odieufe." Il fallut alors garder le filence, et abandonner ce pauvre prince à la fécurité qui le perdit.

Les dieux, pour perdre Troie, aveuglèrent nos yeux.
Virg. En. L. 2.

Ces chofes n'empêchèrent pas que les négociations pour la paix et pour l'alliance n'allaffent grand train. Dès le commencement de juin l'empereur envoya au roi le comte de Schwérin avec le traité de paix et d'alliance figné, et avec un ordre au comte de Czernichef, qui était à Glatz, de fe mettre inceffamment en marche pour joindre l'armée du roi, et faire conjointement avec elle la guerre aux Autrichiens. Les Suédois, qui fe trouvaient, après ce revirement de fyftème, deftitués de leur plus grand appui, furent obligés de faire la paix, dans la crainte du mal qui leur en pouvait arriver, s'ils tardaient davantage. Le roi reçut une lettre d'apparat de la reine fa fœur, dictée par le fénat de Stockholm; il y répondit dans le fens que la reine pouvait le défirer, en lui témoignant le plaifir qu'il reffentait de voir fe terminer une guerre entre de fi proches parens; que, par amitié pour la reine fa fœur, il voulait bien oublier les procédés irréguliers et étranges de la nation fuédoife, fans en conferver de reffentiment; que s'il fefait la paix, c'était uniquement par confidération pour elle, à condition toutefois que les chofes feraient remifes exactement fur le pied où elles avaient été avant le commencement des troubles. Comme la crainte preffait les Suédois, la négociation fut promptement terminée. Les plénipotentiaires des deux cours s'affemblèrent à Hambourg, et ils fignèrent les préliminaires avant la fin du mois de juin.

De fon côté l'empereur de Ruffie pouffait vivement fon projet contre le Danemarck; cependant, pour mettre dans cette rupture toutes les formalités

de la justice, et pour qu'il parût que l'obstination des Danois l'avait forcé de rompre avec eux, il proposa l'assemblée d'un congrès à Berlin, où les ministres des deux partis devaient tâcher d'accommoder leurs différens sous la médiation prussienne. M. de Saldern, plénipotentiaire de l'empereur, était chargé de demander aux Danois la restitution de tout le Holstein, qui avait anciennement appartenu aux ancêtres de sa Majesté impériale. Ce prince était bien persuadé que les Danois ne consentiraient jamais à des conditions aussi honteuses, et c'était le prétexte dont il voulait se servir pour se déclarer contre eux. Une armée de 60,000 Russes, qui devaient être joints par 6,000 Prussiens, était destinée pour cette expédition. Le roi de Danemarck, qui voyait l'orage prêt à fondre sur lui, avait donné le commandement de ses troupes à un officier de réputation; c'était M. de St. Germain. Il venait de quitter le service de France, pour quelque mécontentement que le maréchal de Broglio lui avait donné. M. de St. Germain se trouvait alors à la tête d'une armée indisciplinée, qui manquait d'officiers généraux capables de commander, d'ingénieurs, d'artilleurs, de train de vivres, en un mot de tout. Il suppléa lui seul à ce qui lui manquait. Comme la caisse de guerre était mal pourvue, il rançonna la ville de Hambourg, qui lui fournit les sommes dont il avait besoin. Les ministres danois excusèrent cet étrange procédé sur la nécessité qui n'a point de loi. M. de St. Germain s'approcha ensuite de Lubeck, dont il comptait s'emparer aussi-tôt que la guerre serait déclarée, et pour en éloigner le théâtre des frontières de son

maître, il s'avança dans le Mecklenbourg avec une partie de ses troupes, et se campa entre des marais et des étangs dans un emplacement avantageux, où probablement il aurait pu disputer aux Russes, pendant quelque temps, l'entrée du Holstein. Nous l'abandonnerons au milieu de ses préparatifs, dont il serait superflu de faire un plus long détail, parce que cette guerre, que le Danemarck craignait avec tant de raison, n'eut pas lieu, et qu'une nouvelle révolution fit tout changer à Pétersbourg.

De toutes les puissances de l'Europe, la plus consternée des événemens arrivés en Russie, fut la cour de Vienne. Jamais l'impératrice-reine n'avait porté ses espérances plus haut qu'à la fin de la dernière campagne. Tout lui présageait la subversion de la Prusse, la conquête de la Silésie, et l'accomplissement de tous ses projets. Sa persuasion était si forte et sa sécurité si entière, que croyant pouvoir finir la guerre en se passant d'une partie de ses troupes, elle fit une épargne déplacée en ordonnant une réforme de 20 000 hommes. Alors mourut l'impératrice de Russie; peu après le corps de M. de Czernichef quitta l'armée de Laudon, pour se retirer en Pologne. La cour de Vienne voulut, mais trop tard, rassembler de nouveau ces 20,000 hommes qu'elle avait réformés, qui s'étaient dispersés dans le monde, et que le temps ne permettait point de remplacer. Sur cela vint la nouvelle de la paix conclue entre la Prusse et la Russie; bientôt celle du traité d'alliance signé entre ces deux couronnes; enfin celle de la jonction du corps de Czernichef à l'armée du roi. Pour comble de disgrâces, une maladie épidémique

fesait de grands ravages dans l'armée de Laudon. C'était une espèce de lèpre, dont les progrès étaient si rapides, qu'ils éclaircissaient son camp et peuplaient ses hôpitaux. Pour peu qu'on résume ceci, on trouve, de compte fait, 20,000 hommes de congédiés des Autrichiens, et 20,000 Russes de moins, qui font 40,000 hommes, et ces 20,000 Russes de plus à l'armée du roi font entre les deux armées une différence de 60,000 hommes en faveur des Prussiens. Si le roi avait gagné de suite trois batailles rangées, elles ne lui auraient pas procuré un plus grand avantage.

La mort de l'impératrice de Russie, et les combinaisons nouvelles de politique qu'elle produisit en Europe, firent une impression toute différente sur la Porte. Tant de promptes révolutions, ces haines si vives entre des Etats, qui se changeaient subitement en des liaisons étroites entre les souverains, tout cela parut inconcevable à la politique orientale, et remplit les Turcs d'étonnement et de méfiance. Il le faut avouer, ils avaient quelque sujet d'être surpris; après avoir été importunés par les pressantes sollicitations du ministre prussien, pour les porter à rompre avec la Russie, tout d'un coup ce ministre, changeant de langage, leur offrait les bons offices du roi son maître, pour appaiser certains différens qu'ils avaient pour leurs limites avec la cour de Pétersbourg, et ce ministre ne persistait plus qu'à les animer à rompre la trève qui durait encore avec l'impératrice-reine. Cela donnait lieu aux Turcs de raisonner ainsi: certainement ces Prussiens sont la nation la plus inconstante et la plus légère de

l'univers; tantôt ils voulaient nous brouiller avec la Ruffie, aujourd'hui ils veulent nous raccommoder avec elle; et s'ils nous incitent à préfent à déclarer la guerre à la reine de Hongrie, qui nous répondra que, dans fix mois, ils ne foient en alliance avec elle, de même qu'ils le font à préfent avec les Ruffes? Gardons-nous d'entrer trop promptement dans les mefures qu'ils nous propofent, ou notre facilité nous rendra le jouet de leur inconféquence et la rifée des nations européennes. Leurs réflexions ne fe bornaient pas là, et comme ils avaient d'ailleurs conçu quelque ombrage de l'alliance que le roi venait de faire avec la Ruffie, pour diffiper ces foupçons, fa Majefté, par l'interpofition de fes bons offices, parvint à terminer les différens qu'il y avait entre le chan de la Crimée et les Ruffes au fujet du fort Ste. Anne; elle porta de plus l'empereur Pierre III à faire déclarer, par fon miniftre à Conftantinople, qu'il ne fe mêlerait en aucune manière des difcuffions que la Porte pourrait avoir avec la maifon d'Autriche, et qu'au cas que les Turcs lui fiffent la guerre, l'impératrice-reine n'aurait aucun fecours à attendre de fa part. Cette déclaration formelle fit une grande impreffion fur les Turcs; elle ébranla même le grand-feigneur, qui, felon toutes les apparences, aurait pris un parti décifif, fi de nouvelles révolutions, que nous rapporterons en leur lieu, n'euffent renouvelé fes incertitudes et réveillé fes méfiances.

En rapprochant tous les événemens que nous venons de rapporter, ils nous repréfentent la Pruffe aux abois à la fin de la dernière campagne; perdue au jugement de tous les politiques, elle fe relève par

la mort d'une femme, et se soutient par le secours de la puissance qui avait été la plus animée à sa perte. Ce fut ainsi que madame Masham, par ses intrigues contre milady Marlborough, sauva la France dans la guerre de Succession. A quoi tiennent les choses humaines ? Les plus petits ressorts influent sur le destin des Empires et le changent. Tels sont les jeux du hasard, qui, se riant de la vaine prudence des mortels, relève les espérances des uns, pour renverser celles des autres.

CHAPITRE XVI.

Campagne de 1762.

La campagne précédente, comme nous l'avons rapporté, avait été généralement funeste aux armes prussiennes. Le prince Henri avait perdu les montagnes de la Saxe, le prince de Wirtemberg la ville de Colberg, et le roi celle de Schweidnitz. La position des troupes prussiennes en Silésie était précaire ; un mauvais retranchement, qui pouvait contenir douze bataillons, au faubourg de Breslau, fesait leur principale défense. Deux postes d'avertissement les garantissaient contre les surprises de l'ennemi; l'un Canth, où M. de Dallwich avait le commandement, l'autre Rothensirben, aux ordres de M. de Prittwitz. M. de Wied occupait les environs de Grotkau, d'où il avait détaché M. de Mœring à Strehlen. M. de Mœring fesait ses reconnaissances vers Franckenstein, M. de Prittwitz vers Reichenbach,

et M. de Dallwich du côté de la montagne de Zobten et du Pitſchenberg. Glogau était couvert par 6 bataillons que M. de Zeunert commandait ; et pour
Fev. 5. M. de Thadden, il occupait Guben et formait avec la cavalerie de M de Schmettau un cordon juſqu'à Lubben, par où il garantiſſait la communication de Berlin, d'où l'armée tirait ſes approviſionnemens. Du côté des Autrichiens le cordon commençait à Jægerndorf, d'où il tirait ſur Neuſtadt, Weidenau, Johannsberg, Wartha, Silberberg, Bœckendorf, la montagne de Zobten, Striegau et Hohenfriedberg. Le gros de leur infanterie cantonnait dans les montagnes, et les Ruſſes avaient leurs quartiers dans le comté de Glatz. Il y eut quelques expéditions de partis durant l'hiver, mais qui ne furent d'aucune
16. conſéquence. Le colonel Altone, qui paſſait l'hiver à Reichenbach, voulut ſurprendre le quartier de M. de Prittwitz à Rothenſirben. Prittwitz en eut vent ; il s'embuſqua avec ſa troupe ſur le chemin par lequel l'autrichien devait paſſer, le battit, et lui enleva 100 hommes.

La révolution arrivée en Ruſſie et les diſpoſitions favorables de Pierre III à l'égard des Pruſſiens, don-
21 mars. nèrent lieu à la ſéparation du corps de Czernichef de l'armée impériale. M. de Czernichef quitta le comté de Glatz, paſſa l'Oder à Auras et retourna en Pologne. Cette révolution donna lieu également à la négociation de la paix avec la Suède ; et comme dès lors on en prévoyait l'heureuſe iſſue, le roi ſe trouvait par-là le maître de diſpoſer de toutes les troupes qu'il avait employées contre cette couronne. M. de Belling avec 20 eſcadrons, et M. de Billerbeck avec 6 bataillons furent deſtinés à renforcer

l'armée de Saxe. Le prince de Bévern, le prince de Wirtemberg et M. de Werner reçurent ordre de joindre l'armée de Siléfie, auffi-tôt que les conjonctures leur permettraient de quitter la Poméranie.

Le roi fe propofait d'ouvrir cette campagne par une diverfion en Hongrie. Selon ce projet M. de Werner devait joindre les Tartares du côté de Bude, et foutenir les incurfions qu'ils auraient faites dans ces environs et en Autriche même; ce qui faciliterait les opérations du roi en Siléfie, où il fallait reprendre Schweidnitz, et après avoir terminé ce fiége, renforcer l'armée de S. A. R. le prince Henri, pour qu'elle pût tenter tous les moyens de reprendre Dresde. Mais ces projets furent changés depuis, à caufe du traité d'alliance qui fe conclut avec la Ruffie. On penfa, dès le 15 de mars, à rapprocher les divers corps qui devaient compofér l'armée; pour cet effet M. de Schenkendorf quitta Avril. la Saxe, et releva Mrs. de Schmettau et de Thadden à Guben; il fut fuivi par le corps de Platen, qui alors fe trouvait aux ordres de M. de Krockow. Tous ces détachemens arrivèrent fucceffivement à Breslau, favoir Mrs. de Schmettau, de Thadden, de Zeunert le 15 d'avril; M. de Krockow avec 25 bataillons et 35 efcadrons le 6 de mai, et Mai. M. de Loffow, qui avait couvert la haute Siléfie contre les cofaques, releva, avec fes houfards et bofniaques, M. de Dallwich à Canth; le prince de Wirtemberg joignit l'armée le 12 de mai avec 5 bataillons et 6 efcadrons. Il paraîtra furprenant fans doute que les Autrichiens aient fouffert avec tant de flegme et de fang-froid la jonction de tous

ces corps pruſſiens, ſans y apporter le moindre obſtacle; mais leur conſternation et leur découragement étaient prodigieux, tant à cauſe du départ des Ruſſes, ſur leſquels ils avaient beaucoup compté, qu'à cauſe de la réduction des troupes que la cour de Vienne avait faite ſi fort à contretemps durant l'hiver. Outre cela une eſpèce de lèpre, qui régnait dans leur armée, mettait la moitié de leurs régimens hors de combat. Les officiers, en leur particulier, regardaient les affaires comme perdues ; d'ailleurs le commandement de l'armée de Siléſie avait été conféré au maréchal Daun, et M. de Laudon ſe trouvant ſur le point de lui remettre l'armée, ne s'empreſſait pas à travailler pour ſon ſucceſſeur, ni à riſquer ſa réputation pour un homme qu'il déteſtait dans le fond du cœur. Si l'on conſidère attentivement ces différentes raiſons, on trouvera moins ſurprenant que le roi ait réuni ſes forces avec auſſi peu d'oppoſition de la part des ennemis.

Pendant que l'armée ſe raſſemblait aux environs de Breslau, l'empereur de Ruſſie manda au roi qu'il avait donné ordre à M. de Czernichef de quitter Thorn, et de venir ſe joindre en Siléſie aux troupes pruſſiennes. Cet heureux événement, qui influait ſi fort dans les projets pour la campagne, donna lieu de les changer en partie. Il fut réſolu qu'on aſſemblerait un gros corps à Coſel, ſoit pour ſe joindre en Hongrie aux Tartares, au cas qu'ils y vinſſent encore, ſoit pour inquiéter les frontières de la Moravie, et obliger le maréchal Daun d'y envoyer de gros détachemens. C'était-là le point eſſentiel pour le but qu'on ſe propoſait, parce qu'avec 80,000

hommes le maréchal Daun pouvait ſi exactement garnir ſes montagnes et le poſte de Kunzendorf, qu'il aurait été de toute impoſſibilité de l'attaquer, ou de le tourner. Il avait actuellement 70,000 hommes ſous ſes ordres, diſtribués de la ſorte : 10,000 en garniſon à Schweidnitz, et 8,000 deſtinés à garnir les gorges de Silberberg et de Wartha ; il s'agiſſait donc de l'affaiblir encore de 15,000 hommes pour jouer à jeu sûr, et pour ſe trouver en état de tourner tous les poſtes qu'il pouvait prendre dans les montagnes, et par conſéquent de faire une campagne heureuſe et brillante.

L'armée du roi montait à 66,000 combattans ; M. de Czernichef lui amenait 20,000 Ruſſes ; ainſi il pouvait détacher 20,000 hommes en haute Siléſie, et il demeurait encore ſupérieur aux Impériaux. Toutes les manœuvres que le roi projetait pour cette campagne, devaient tendre à tourner les ennemis dans leurs poſitions, et ſa plus grande attention ſe portait à leur en dérober la connaiſſance. Comme cela était eſſentiel, on fortifia les détachemens de la cavalerie, pour leur donner de la ſupériorité ſur celle des Autrichiens, et pour leur procurer le moyen, en les battant ſouvent, de les intimider, de les empêcher d'aller à la découverte et de s'aventurer au-delà de leurs grand'gardes.

Ce fut le 12 de mai que le maréchal Daun arriva en Siléſie. Il eut à peine pris le commandement de l'armée qu'il la fit camper ; il appuya ſa droite ſur la montagne de Zobten ; ſa ligne tirait vers Domanz, et il poſta M. d'Ellerichhauſen au Pitſchenberg, où il fesait la clôture de la gauche. Le roi

ne jugeant pas à propos de faire camper fon armée vis-à-vis de l'ennemi, refferra les cantonnemens de fes troupes aux deux bords de la Lohe, et établit le quartier général à Bettlern; avec cela 12 bataillons et 10 efcadrons occupaient les retranchemens de Breslau. M. de Reitzenftein fut détaché avec 1500 chevaux à Neumarck, pour couvrir le chemin de Glogau, et pour obferver les côtés de Striegau et de Jauer. Le corps de Canth, fous M. de Loffow, fut fortifié de manière, qu'outre mille volontaires de Courbière, il montait à 5,400 chevaux. Celui de Mrs. de Lentulus et de Prittwitz, qui campait fur l'Ohlau, non loin de Borau, fefait 4,500 chevaux et mille volontaires. Cette pofition de l'armée du roi peut paraître hafardeufe à quiconque ne l'examine que fuperficiellement; mais elle ne l'était pas en effet; car ces gros détachemens de cavalerie avancés vers l'ennemi formaient comme une efpèce de circonvallation autour de l'armée impériale, dont les poftes des Pruffiens étaient fi proches, qu'aucun de leurs mouvemens ne pouvait échapper à la connaiffance du roi. D'ailleurs le maréchal Daun avait deux marches à faire pour arriver à la Lohe, et le roi n'avait befoin que de 6 heures pour raffembler fon armée. Et quel projet les Autrichiens pouvaient-ils former? quelle attaque pouvaient-ils méditer? Il n'y avait point de pofition de prife; il était libre au roi de former fon armée en deçà, ou au-delà de la Lohe, et il ferait tombé à l'improvifte fur le camp des ennemis, pour les charger au moment qu'ils s'y feraient le moins attendus. Il faut ajouter à ce que nous venons de dire, que les Autrichiens craignaient

la

la plaine; ils ſavaient que s'ils riſquaient d'y deſcendre, le retour aux montagnes pourrait leur devenir difficile, de ſorte qu'effectivement l'armée pruſſienne était commodément et en ſureté.

Ce fut durant ces cantonnemens que M. de Schwérin retourna de Pétersbourg avec les traités de paix et d'alliance conclus avec la Ruſſie. La paix fut ſolennellement proclamée, et l'on ne fit point myſtère de l'alliance aux Autrichiens. Cependant le roi retarda les opérations de la grande armée jusqu'à l'arrivée de M. de Czernichef. Cela ne l'empêcha pas de faire d'avance filer des troupes vers la haute Siléſie. Déjà M. de Werner ſe trouvait à Coſel avec environ 10,000 hommes; il était inſtruit du projet formé d'attirer les forces de l'armée impériale dans la haute Siléſie; pour donner de la jalouſie à l'ennemi et lui cauſer des inquiétudes, il s'approcha de Ratibor, d'où il pouſſa M. de Hordt à Teſchen avec 1200 hommes. Celui-ci enleva un détachement d'un capitaine et de 60 hommes, et répandit ſes houſards juſqu'au-delà du paſſage de la Jablunka. Dès que le maréchal Daun fut informé de cette incurſion, il envoya, pour s'oppoſer aux entrepriſes des Pruſſiens, M. de Beck, qui s'avança juſqu'à Ratibor; c'était répondre exactement aux intentions du roi. M. de Werner replia auſſi-tôt ſes troupes 6 Juin.
au-delà de l'Oder et s'en revint à Coſel. Le prince de Bévern arriva vers ce temps à Breslau; il amenait 4 bataillons et mille houſards provinciaux avec lui; on joignit les houſards de Mœring et 10 eſcadrons 21.
de dragons à ſon infanterie, avec laquelle il partit pour Coſel, où il raſſembla ſon petit corps d'armée.

Ces détachemens qui partaient pour la haute Siléfie n'empêchèrent pas que la cavalerie du roi ne commençât à prendre de l'afcendant fur celle de l'ennemi.
11. M. de Prittwitz furprit un détachement autrichien près de Panthenau au Johannsberg, et lui enleva 100 hommes. M. de Reitzenftein, qui était à Neu-
14. marck, battit le général Gurci, qui tenta de le furprendre, et lui prit 3 officiers et 70 dragons. Peu après, les mille houfards provinciaux que le prince de Bévern avait amenés, et qui étaient poftés devant Neiffe à Heydersdorf, furent attaqués par M. Draskowitz, qui de Patfchkau, où il était, ayant eu avis de leur arrivée, tenta de les furprendre. Le fuccès ne répondit point à fon attente; fon détachement fut mal mené, et il fut fait prifonnier lui-même avec 170 des fiens, tant dragons que houfards. Ces coups, qui fe fuivirent de près, commencèrent à rendre la cavalerie impériale circonfpecte; bientôt elle devint timide. L'avant-garde de M. de Czernichef confiftait en 2,000 cofaques; elle joignit l'armée du roi quelques jours plutôt que les Ruffes. Le roi partagea ces deux pulks entre Mrs. de Loffow et de Reitzenftein. Ce dernier s'avança de Neumarck au pied du Pitfchenberg, par où l'armée du maréchal Daun fe trouvait prefque bloquée. Il ne pouvait plus envoyer fa cavalerie fur fes devans; et on lui laiffait fes derrières libres, parce qu'on ne voulait pas fe découvrir, et l'avertir des deffeins que l'on formait contre lui. Cependant, depuis l'arrivée des cofaques, il ne fe paffa prefque pas de jour qu'il n'y eût quelque grand'garde de l'ennemi d'enlevée à la face de tout le camp; enfin il

n'envoya plus à la découverte, perſonne n'ayant le cœur d'aller reconnaître devant la chaîne des vedettes, et la cavalerie demeurant au piquet, ne haſarda plus de ſe montrer dans la plaine.

Nous laiſſerons-là pour un moment les affaires de la Siléſie, pour rapporter ce qui ſe paſſait en Saxe, parce que cette année le prince Henri fut le premier qui ouvrit la campagne : de-là nous paſſerons en Weſtphalie et au bas Rhin, pour rendre compte des opérations du prince Ferdinand de Brunſwic; après quoi nous pourrons pourſuivre ſans interruption la ſuite des événemens qui ſe paſsèrent en Siléſie.

Le commandement de l'armée impériale en Saxe avait été décerné cette année à M. de Serbelloni; il occupait non-ſeulement le fond de Plauen, le Windberg et Dippoldiswalde; il s'étendait encore de-là ſur toute la crête des montagnes qui va de Freyberg par Chemnitz à Waldheim. Ayant retranché avec ſoin tous les paſſages de la Mulde devant ſon front, il ſe fiait à ces arrangemens, et ſe figurait qu'il était impoſſible de le déloger d'une poſition auſſi forte et auſſi bien défendue. Ces difficultés n'arrêtèrent pas le prince Henri. S. A. R. réſolut de percer ſon cordon par le centre, tant pour gagner du terrain que pour lui donner de la jalouſie ſur la Bohème; car on ne pouvait reprendre Dresde qu'en attirant le gros de l'armée autrichienne en Bohème. Le prince ſuſpendit l'exécution de ce projet juſqu'à l'arrivée du brigadier Billerbeck, qui venait de la Poméranie pour le joindre. Afin de dérober en même temps à l'ennemi juſqu'au

ſoupçon du projet qu'on méditait contre lui, le prince fit faire différens mouvemens à ſes troupes; il fit quelques démonſtrations vers le duché d'Altenbourg et du côté de Pénig, pour perſuader aux ennemis qu'il projetait quelque entrepriſe dans cette partie de la Saxe. Sur ces entrefaites M. de Billerbeck joignit M. de Stutterheim le cadet à Lommatſch. Ce fut le ſignal auquel toutes les troupes deſtinées au paſſage de la Mulde ſe mirent en mouvement. Elles s'aſſemblèrent le 11 au ſoir, chaque corps ſe rendant au lieu qui lui était aſſigné. La force du corps entier deſtiné à cette expédition conſiſtait en 21 bataillons et en 35 eſcadrons. Ces troupes furent partagées en quatre détachemens. Celui de M. de Seidlitz s'aſſembla derrière Mockerwitz; celui de M. de Canitz derrière le village de Zernitz, et M. de Stutterheim l'aîné, qui avait campé au Pétersberg, s'avança à Zocherwitz; pour les houſards et les troupes légères de M. de Kleiſt, Mai. il les forma entre Zwénig et Häſslau. Ces quatre colonnes, par une marche couverte, s'approchèrent la nuit des bords de la Mulde, et s'embuſquèrent derrière un ravin qui dérobait à l'ennemi leur approche et leurs deſſeins. S. A. R. avait choiſi les emplacemens des batteries; on y avait mené le canon; on l'avait maſqué de brouſſailles, de ſorte qu'au premier ſignal il pouvait être exécuté contre les redoutes des Impériaux. Le détachement de l'ennemi, que le prince ſe propoſait d'attaquer, était commandé par M. de Zettwitz, général des Autrichiens; il pouvait recevoir des ſecours des troupes qui cantonnaient à Freyberg, à Chemnitz,

et à Waldheim. Sa troupe était forte de quatre mille hommes; il avait garni les redoutes des gorges et des montagnes d'infanterie et d'artillerie, fous la protection defquelles il avait répandu fes croates et fes pandours en divers détachemens le long de la Mulde. Ces troupes paffaient régulièrement les nuits au bivouac; on avait même obfervé qu'elles rentraient tous les matins à la pointe du jour, vers 4 heures, dans leurs tentes. Le prince avait déterminé fur ces remarques que l'attaque ne fe ferait qu'à 7 heures du matin. Les chaffeurs pruffiens, qui étaient poftés à Zefchnitz, foit par l'effet du hafard, foit par impatience, fe mirent à efcarmoucher avant le temps marqué. Quoiqu'il ne fût que 6 heures du matin, cela determina S. A. R. à anticiper l'attaque. Les 4 colonnes pafsèrent auffi-tôt la Mulde au fignal qui leur fut donné, fous la protection de 40 pièces d'artillerie. M. de Seidlitz, qui menait la cavalerie par le gué de Technitz, trouva au village de Mafterau, des croates en fon chemin, qui fe fauvèrent dans une redoute voifine. M. de Kleift, qui paffait la Mulde plus bas prit en même temps l'ennemi à dos, tandis que les colonnes de l'infanterie gagnaient la hauteur. Ces mouvemens compofés étonnèrent les Autrichiens, et ils abandonnèrent leurs forts. Pendant ce temps-là M. de Kleift, avec fes houfards, donna fur les cuiraffiers de Deville et les mit en fuite. Comme il les avait pouffés, fa pourfuite lui donna de l'avance fur l'infanterie de l'ennemi, qui était en pleine retraite. Il l'attaqua de front, pendant que l'infanterie pruffienne la talonnait de près, de forte que la confufion s'y étant mife, il

n'échappa de tout ce corps des Impériaux que ceux qui de bonne heure avaient eu la prudence de se sauver à Waldheim. M. de Zettwitz et 2,000 hommes de son détachement tombèrent entre les mains du vainqueur. Le même jour S. A. R. fit marquer le camp de ses troupes au village de Kesselsdorf, et fit avancer Mrs. de Hulsen et de Forcade, qui prirent la position de Schlettau et des Katzenhæuser. Le 13 l'armée du prince marcha sur Oedern; elle aperçut à quelque distance de sa marche des troupes autrichiennes, qui venaient de Waldheim, auxquelles s'étaient joints les fuyards de la veille. M. de Kleist chargea leur arrière-garde, qu'il mit en déroute; de-là il donna sur le régiment de Luzani et lui prit 500 hommes.

M. de Maquire, qui commandait à Freyberg, apprenant ce qui s'était passé à Rosswein, ne voulut pas s'exposer à un sort pareil. Il évacua le Zinnewald, Nossen et Freyberg, se retirant à Dippoldiswalde.
14. S. A. R. prit aussi-tôt le camp de Freyberg. Elle poussa son avant-garde à Bobrich, et M. de Seidlitz nettoya tous les bords de la Wilde-Weistritz. Le prince prit le 16 le camp de Pretschendorf, d'où il poussa un détachement à Reichsstædt. Il établit des postes de Sabischdorf à Frauenstein, pour garder tous les passages par lesquels l'ennemi aurait pu former quelque entreprise sur les troupes. Mrs. de Hulsen et de Forcade s'avancèrent en même temps que le prince, et prirent une position entre Harte et Constapel; ils garnirent les villages de Braunsdorf, Harte et Weisdrup de troupes légères, afin d'assurer la communication du camp de Landsberg avec celui

de Pretſchendorf. Pendant que les Pruſſiens pouſſaient ainſi leurs avantages contre les troupes impériales, l'armée des cercles, aux ordres du prince de Stolberg, s'avançait vers Tſchopa. S. A. R., qui ne pouvait ſouffrir d'ennemi ſi proche de ſes derrières, ſe vit dans la néceſſité d'envoyer quelques détachemens de ce côté-là. Elle oppoſa M. de Bandemer à ces troupes, avec 1000 chevaux, ſoutenus de 4 bataillons. M. de Bandemer occupa les bords de la Flœhe; il envoya M. de Rœder à la découverte. Cet officier fut aſſailli par tout ce qu'il y avait de cavalerie dans l'armée de l'Empire; il ſe ſerait néanmoins retiré ſans perte conſidérable, ſi M. de Bandemer ne ſe fût aviſé très-imprudemment de paſſer le défilé de la Flœhe pour le ſecourir. Cette troupe, qui bouchait le paſſage, augmenta l'embarras de celle de M. Rœder, qui était dans la diſpoſition de ſe retirer. Les Pruſſiens avaient à combattre contre un nombre ſupérieur au leur du quadruple, et le nombre pour cette fois triompha de la valeur; ils perdirent, en ſe retirant, 4 canons et environ 500 hommes. Ce contretemps obligea S. A. R. à changer de meſures. Elle fit partir M. de Canitz de Pretſchendorf avec des troupes fraîches, et il ſe poſta à Oedern, où il n'était qu'à deux milles de l'ennemi, campé à Chemnitz. L'armée du prince Henri occupait un grand front; pour obvier aux inconvéniens qui réſultaient des fréquens détachemens qu'il était obligé de faire, il fit travailler à fortifier tous les lieux qu'il occupait; on pratiqua des inondations à ceux qui en étaient ſuſceptibles; on fit des abatis dans les forêts, et l'on retrancha les terrains

où il n'y avait ni marais, ni ruiſſeau, ni bois, dont on pût tirer parti.

1 juin. M. de Serbelloni, las de l'inaction dans laquelle il avait langui jusqu'alors, réſolut d'exécuter un projet qui devait le combler de gloire. Il commença par ſe faire joindre par M. de Stampach, qui, avec un corps de 7 000 hommes, s'était tenu jusqu'alors dans la gorge de Zittau. Avec ce renfort, il partit de Dippoldiswalde, pour ſurprendre les troupes légères de S. A. R. qui campaient à Reichsſtædt. Mais Mrs de Kleiſt et d'Egloffſtein ſe replièrent à ſon approche ſur le camp de Pretſchendorf. Le bataillon de Hordt, nouvellement levé, perdit quelque monde en ſe retirant. Cette grande expédition ſe termina par une canonnade, qui dura toute la journée. Dès le lendemain S. A. R. renvoya Mrs. de Kleiſt et d'Egloffſtein occuper le même poſte. Comme cependant ce détachement n'était ni néceſſaire, ni eſſentiel à Reichsſtædt, on le retira quelques jours après. M. de Belling, que la ſignature de la paix avec les Suédois avait retenu jusqu'alors dans le Mecklenbourg, ne put joindre l'armée de Saxe que le 18 de juin. Ce renfort mit S. A. R. en état de tenter quelque entrepriſe contre l'armée des cercles. Il était néceſſaire et même indiſpenſable pour l'armée de Saxe qu'elle ſe débarraſsât d'un ennemi qu'elle avait à dos, et dont le voiſinage, dans certaines conjonctures fâcheuſes, pouvait devenir funeſte. M. de Seidlitz fut chargé de conduire cette entrepriſe. Il ſe porta ſur Pénig; le prince de Stolberg, qui avait 2· bataillons et 31 eſcadrons dans ſon armée, ſe replia ſur Annabourg. Sa retraite de Chemnitz

donna la liberté à M. de Canitz de ſe joindre à Zwickau à M. de Seidlitz. Les troupes des cercles quittèrent la Saxe, et perdirent beaucoup de monde en ſe retirant à Bareuth. Pendant ce temps M. de Kleiſt agiſſait du côté de Marienberg, d'où il délogea le colonel Tœrreck, qu'il rejeta en Bohème; après quoi il rejoignit l'armée.

Tandis que le prince de Stolberg ſe réfugiait dans le ſein de l'Empire, M. de Serbelloni méditait un projet plus important encore que le précédent. Il ſe propoſait de battre M. de Hulſen, en ſe gliſſant le long de l'Elbe pour tourner ſa poſition. Afin de 27.
mieux cacher ſon deſſein, il fit alarmer un matin tous les poſtes avancés du camp de Pretſchendorf. Une colonne de 7,000 hommes ſe préſenta ſur la droite du village de Hennerſdorf, ſeſant mine de tenter le paſſage de la Steinbruckenmuhle; une autre colonne ſe mit en bataille vis-à-vis de Frauenſtein. Durant ces feintes démonſtrations, M. de Ried, qui commandait un détachement de douze bataillons à Bénerich, ayant été renforcé la nuit précédente par 16 bataillons et par 25 compagnies de grenadiers, ſe forma le matin en trois corps ſur les hauteurs de Bénerich. La première colonne ſe porta ſur le village de Grumbach, dont elle délogea un bataillon franc, qui ſe jeta dans la redoute de Pfarrholz; mais l'ardeur des Autrichiens fut tempérée par le feu des batteries du Landsberg. La ſeconde colonne des ennemis s'avança vers Cubach, et la troiſième, qui était celle de la droite, délogea un bataillon pruſſien du village de Weiſdrup. Cette dernière colonne fut arrêtée par le feu de la redoute de Conſtapel, que défendait le

bataillon de Carlowitz. Après une réſiſtance vigoureuſe de la part des Pruſſiens, l'ennemi fut forcé de ſe retirer, et les ſecours que S. A. R. envoya de Pretſchendorf au Landsberg, n'arrivèrent qu'après la fin de l'action. L'ennemi ſe contenta de faire des attaques faibles et mal ſoutenues; il ſacrifia inutilement, dans cette occaſion, des troupes dont il aurait pu tirer un meilleur parti, s'il avait ſu les conduire avec plus d'audace.

Campagne des alliés. Pendant que la fortune balançait en Saxe les deſtins des Pruſſiens et des Impériaux, elle ſe déclara entièrement dans l'Empire en faveur des alliés et du prince Ferdinand. Les Français s'étaient bornés cette année à n'avoir qu'une armée en Allemagne, avec une réſerve pour couvrir le bas Rhin. Cette réſerve, dont le prince de Condé avait le commandement, était forte de 46 bataillons et de 38 eſcadrons. L'armée, ſous les ordres de Mrs. de Soubiſe et d'Eſtrées, conſiſtait en 111 bataillons et en 121 eſcadrons. Ces maréchaux ſe propoſaient de pénétrer avec leurs forces dans l'électorat de Hanovre. Le projet du prince Ferdinand était tout contraire au leur; car il ſe préparait à chaſſer les Français de la Heſſe. Il partagea d'abord ſon armée à l'exemple des Français; il détacha 20 bataillons et 21 eſcadrons avec le prince héréditaire, pour s'oppoſer au prince de Condé, et ſe réſerva 62 bataillons, 61 eſcadrons et 5,000 hommes de troupes légères pour l'exécution de ſon projet. Le prince de Condé ouvrit la campagne au bas Rhin. Il paſſa ce fleuve le 10 de juin, raſſembla ſes troupes à Bockum; et fit mine de ſe porter ſur Dortmund. Tous les mouvemens des Français et

Juin.

des alliés, dans cette partie de l'Allemagne, ne furent relatifs qu'au paſſage de la Lippe, que les deux partis ſe diſputaient réciproquement. Pendant ces préludes, le prince Ferdinand raſſembla ſon armée ſur la hauteur de Brackel, d'où il ſe porta ſur la 18.
Dimel, et prit le château de Sabbabourg; il occupait en même temps les bois de Geiſmar et de Liebenau, pour ſe rendre le maître des débouchés de la Dimel. L'armée françaiſe, qui s'était raſſemblée à Caſſel, marcha le 22 ſur Grebenſtein, d'où elle détacha le comte de Luſace vers Gœttingue. M. Luckner fut auſſi-tôt envoyé par le prince Ferdinand ſur la Leine, pour obſerver les mouvemens des Saxons. Le prince Ferdinand réſolut ſur cela d'attaquer les Français, afin de les réduire à la défenſive dès le commencement de la campagne. M. Luckner fut pour cet effet obligé de ſe rapprocher de Sabbabourg avec une partie de ſon monde. Il devait attaquer la droite de l'ennemi. Milord Gramby eut ordre d'entamer la gauche, et le prince Ferdinand ſe propoſa de ſe préſenter en même temps avec le gros de ſon armée devant le front des maréchaux. Dès le 24 tous les alliés paſsèrent la Dimel, pour 24.
former ces différentes attaques. Les Français prirent ce mouvement pour un fourrage général, et n'en marquèrent aucune inquiétude. Cependant le corps de M. de Caſtries, qui couvrait la droite de M. de Soubiſe, fut auſſi-tôt renverſé, et les alliés aſſaillirent le camp même. M. de Soubiſe, ſur ce qu'il ſe voyait attaqué de front, en flanc et à dos, réſolut la retraite. M. de Stainville ſe jeta avec l'élite des troupes françaiſes dans le bois de Wilhelmsthal,

pour la favoriser, et ce fut là que s'engagea entre lui et milord Gramby un combat qui décida de la journée. Tout le corps de M. de Stainville fut enveloppé et défait. Cependant Mrs. de Spœrken et de Luckner donnèrent lieu à ce que le maréchal de Soubise pût se retirer à Hochkirch, ce qui fit manquer le coup que le prince Ferdinand méditait sur Cassel.

La nuit même l'ennemi passa la Fulda, et assit son camp sur les hauteurs qui vont de Munden à Cassel. Les alliés se campèrent vis-à-vis des Français, et s'emparèrent par différens détachemens de quelques châteaux qui leur étaient avantageux. Le marechal de Soubise, qui craignit pour Ziegenhain, y fit marcher Mrs. de Guerchy et de Rochambeau, pour aller et venir de cette place à Melsungen, et pousser des partis sur les derrières des alliés. Le prince Ferdinand envoya contre eux milordGramby, qui les battit auprès du château de Hornbourg. A mesure que les alliés étendaient leur droite, les Français étendaient leur gauche. Cependant les deux maréchaux s'apercevant qu'ils dégarnissaient trop leur position, rappelèrent le comte de Lusace de Gœttingue, pour remplir les vides de leurs campemens, et ils le placèrent avec son corps à Lutterberg. Le prince observant que les Saxons étaient presque isolés dans ce poste, chargea M. de Gilse de les y attaquer. Ce général, à la tête de 16 bataillons, passa à gué la Fulda. Au commencement de l'action, les Saxons se défendirent; mais sur ce qu'ils s'aperçurent qu'une de leurs redoutes était emportée, ils lâchèrent le pied, et

s'enfuirent à vau-de-route. Le maréchal d'Eſtrées ſurvint à leur ſecours, et les empêcha d'être entièrement défaits. M. de Gilſe repaſſa prudemment Juillet. la Fulda, pour ne point ſe compromettre avec des ennemis dont le nombre croiſſait à chaque moment. Ces tentatives différentes firent juger au prince Ferdinand que le moyen le plus aiſé et le plus sûr de vaincre les Français était de les obliger à s'étendre davantage, et plein de cet objet, il détacha M. Luckner du côté de Hirſchfeld. Ce partiſan prit Fulda, Amœnebourg et nombre de petits châteaux ſitués ſur la grande route de Caſſel à Francfort. Cette expédition promptement exécutée eut des effets fâcheux pour les maréchaux français, en les gênant à l'égard de leurs ſubſiſtances, qu'ils tiraient en grande partie du Mein.

M. de Soubiſe ſe flatta de rétablir ſes affaires en portant 40 bataillons ſur l'Eder, pour occuper le poſte de Schwalm. M. de Luckner, ſoutenu par milord Gramby, contraignit ce corps à repaſſer la Fulda. Sur cela M. de Soubiſe arriva lui-même; il paſſa l'Eder et s'établit au Heiligenberg. Comme on ne pouvait pas attaquer les Français dans cette poſition, le prince Ferdinand laiſſa milord Gramby au Falkenberg, ſe portant avec ſon armée au confluent de l'Eder et de la Fulda. Dans l'embarras où les généraux français ſe trouvèrent par cette manœuvre, ils n'imaginèrent d'autre reſſource que d'attirer à eux la réſerve du bas Rhin. Le prince de Condé, en conſéquence des ordres que les maréchaux lui donnèrent, laiſſa M. le Voyer avec un détachement ſur la baſſe Lippe, et ayant inutilement

tenté, pendant la marche, de prendre Hamm, il traverfa la Wettéravie et déboucha par Gieffen fur l'Ohm. Son but était de fe porter fur la haute Eder, pour y reprendre le projet dans l'exécution duquel M. de Soubife avait échoué. Le prince héréditaire, qui jufqu'alors avait obfervé le prince de Condé, partit auffi-tôt que lui, et ayant laiffé quelques troupes pour obferver M. le Voyer, il traverfa la principauté de Waldeck et gagna les bords de l'Ohm, avant que la réferve françaife du bas Rhin pût y arriver. Pendant ces mouvemens des réferves, le prince Ferdinand aurait défiré d'attaquer le maréchal de Soubife, avant que le prince de Condé le pût joindre. Il fe propofa d'alarmer le front de l'ennemi, et de porter toutefois fes plus grandes forces contre M. de Guerchy, qui campait au-delà de la Fulda proche de Melfungen. Le prince Frédéric de Brunfwic fut détaché avec 6 bataillons et 12 efcadrons, pour faire le tour de la Werra et s'emparer de Wanfried et d'Efchwege, par où il fe trouvait à dos des ennemis. On fe difpofa pour faire l'attaque générale le 8 d'août; mais une pluie abondante qui furvint, et qui gonfla les eaux de la Fulda, empêcha que les troupes ne puffent paffer le gué, ni fe rendre en même temps aux points qui leur étaient marqués. Cette entreprife aboutit à une canonnade, qui dura trois jours. Le prince de Condé, pendant ce temps-là, prit le château d'Ulrichftein; après avoir tenté le paffage de l'Ohm à différentes reprifes, mais toujours en vain, il effaya de pouffer un détachement à Hirfchfeld, pour tendre de-là la main aux deux maréchaux qui com-

Août.

mandaient l'armée françaiſe. Afin de ſeconder les deſſeins du prince de Condé, le maréchal de Soubiſe chargea M. de Stainville de bombarder le château de Friedwalde; ce qui ayant réuſſi, rouvrit la communication juſqu'alors interrompue de l'armée françaiſe au Mein. Cette armée était alors tellement diſpoſée en Heſſe, qu'elle formait comme un grand demi-cercle, dont l'un des bouts, paſſant par Marbourg et Gieſſen, tenait à la Lahn, et l'autre, qui enfermait Hirſchfeld, Melſungen, Caſſel et Munden, aboutiſſait à la Fulda.

Le prince Ferdinand brûlait d'en venir à une déciſion; il voulait frapper un coup qui pût lui procurer la ſupériorité ſur les Français pour le reſte de la campagne. Dans cette vue il renforça le prince héréditaire de 15 bataillons et de 20 eſcadrons. Le projet des alliés était d'enlever le corps de M. de Lévi. Le prince héréditaire y aurait réuſſi, ſi M. Luckner fût arrivé à temps; cependant peu de Français lui échappèrent. Après cette expédition, il 24.
pouſſa le prince de Condé des bords de l'Ohm au-delà de Gieſſen à un vieux retranchement des Romains, qu'on appelle le Polgraben; mais cela ſe termina par une canonnade. Toutefois M. de Soubiſe ne pouvant ſe ſoutenir plus long-temps en Heſſe, ſans s'expoſer aux plus grands haſards, évacua Gœttingue, jeta 14 bataillons dans Caſſel, et ſe retira par Hirſchfeld ſur Fulda. Le prince Ferdinand le côtoya de près; en même temps il détacha derrière lui le prince Frédéric de Brunſwic pour bloquer Caſſel. Les Français reculèrent juſqu'au Mein, parce que la grande armée ne pouvait autrement que par

cette marche se rejoindre à la réserve du prince de Condé. Ce prince, qui se repliait par Butzbach et Friedberg sur Francfort, était vivement talonné par le prince héréditaire. L'armée des alliés ayant établi son camp à Schotten sur la Nidda, le prince héré-
30. ditaire reçut des ordres pour occuper Fritzlar. Il était en marche pour Assenheim, lorsqu'ayant été averti par le Sr. Luckner que Friedberg et les hauteurs de Nauenheim étaient occupées par l'ennemi, il y marcha en hâte; il attaqua les Français, qu'il délogea de la hauteur; mais il ne tarda pas à s'apercevoir qu'au lieu de combattre avec un détachement, il avait à faire à l'avant-garde de l'armée de Soubise. Cette armée s'avance sur plusieurs colonnes, on l'attaque à son tour, il se défend vaillamment; mais ayant eu le malheur d'être dangereusement blessé, ses troupes plient et ne peuvent plus se rallier. Ce désastre obligea le prince Ferdinand à changer de dessein et de position. Il transporta son camp à Orlof vis-à-vis de Friedberg, et y resta jusqu'au 7 de
Sept. septembre. Sur la nouvelle que les Français filaient à la sourdine vers Butzbach, il jugea que pour exécuter son grand projet, qui consistait à reprendre Cassel, il devait empêcher à tout prix les ennemis d'entrer, par la haute Hesse et le Waldeck, dans la partie basse de la Hesse. Pour cet effet il se mit en marche avec l'armée, afin de gagner les hauteurs qui s'élèvent derrière l'Ohm et la Lahn. Les généraux français le harcelèrent dans sa marche, pour donner au prince de Condé le temps de passer la Lahn à Marbourg, et de gagner les hauteurs de Wettern. Cependant, malgré les pluies et les fréquentes affaires

d'arrière-

d'arrière-garde, le prince Ferdinand gagna Wettern le premier. Le prince de Condé se voyant prévenu, évita tout engagement, et repassa la Lahn. Les alliés s'y établirent et poussèrent leur gauche par Kirchheim vers Hombourg sur l'Ohm. M. de Soubise, qui voulait dégager Ziegenhain et Cassel, tenta de s'ouvrir le chemin qui mène à Ziegenhain. Il engagea pour cet effet un combat à la Bruckenmuhle, qui devint opiniâtre, et où il perdit beaucoup de monde, ayant été repoussé vigoureusement et à plusieurs reprises. Les deux armées demeurèrent tout le reste de la campagne dans la même position. Durant leur inaction le prince Frédéric de Brunswic ouvrit la tranchée devant Cassel. Le siége commença le 15 d'octobre, et fut poussé jusqu'au 7 de novembre, que la ville se rendit par capitulation. Telle fut la fin glorieuse de cette campagne des alliés, où le prince Ferdinand eut occasion de déployer tous ses talens, et de prouver qu'un bon général, à la tête d'une armée, fait plus qu'une multitude de combattans.

Nous nous sommes hâtés de rapporter en abrégé les opérations des alliés avec d'autant plus de raison, que pour cette année la guerre d'Allemagne s'étant éloignée des confins de la Saxe et des Etats du roi, les mouvemens du prince Ferdinand n'eurent aucune liaison avec ceux des armées prussiennes. Nous allons reprendre à présent le fil de la campagne de Silésie, et la chaîne des événemens nous conduira nécessairement en Saxe, où nous terminerons la narration des faits de cette campagne par le récit des exploits de S. A. R. le prince Henri.

Siléfie. Juin. Vous vous rappellerez fans doute avec quel foin on avait tâché d'intimider la cavalerie impériale, et combien on y avait déjà réuffi. C'était un des points préalables pour cette campagne : l'autre, qui était tout auffi effentiel, n'était pas négligé ; car le prince de Bévern s'était déjà avancé à Troppau, d'où il pouffa M. de Werner à Grætz. Ce général y fit 150 prifonniers ; ce qui contraignit M. de Beck à paffer la Mora, et à fe retirer à Freudenthal. Nous en refterons à cette diverfion, pour en venir aux Ruffes. Ils pafsèrent l'Oder le 30 de juin et fe rendirent le même jour à Liffa. Le roi avait détaché d'avance M. de Wied avec 24 bataillons au-delà du ruiffeau de Schweidnitz, fous prétexte de couvrir la marche des Ruffes, mais en effet pour avoir à l'autre bord de ce ruiffeau un corps qui devenait néceffaire au projet qu'avait formé le roi contre les ennemis. Ces troupes fe tinrent dans des cantonnemens extrêmement refferrés, pour que les Impériaux n'en puffent point prendre ombrage.

Juillet. L'armée du roi commença fes opérations le 1 de juillet. La grande armée vint fe camper à Sagfchutz, tandis que M. de Wied la côtoyait de nuit, et s'avançait à l'autre bord du ruiffeau en cantonnemens refferrés. Il n'avait rien à craindre de la part des Autrichiens, ni ne pouvait être découvert par eux, parce que M. de Reitzenftein était devant lui avec 4,000 chevaux, et bloquait M. d'Ellerichhaufen au Pitfchenberg. Pour peu que le maréchal Daun s'opiniâtrât à garder fon camp de Domanz, M. de Wied l'aurait tourné ; il aurait paffé le ruiffeau de Striegau à Péterwitz, et longé le Nonnenbufch d'où il aurait gagné le camp de Kunzendorf,

qui, ſe trouvant à dos du maréchal Daun, l'aurait mis dans la néceſſité de repaſſer Bœgendorf, et de ſe rejeter dans les montagnes, ſoit vers Hohengiersdorf, ſoit vers Leutmannsdorf. Mais le maréchal Daun, trop prudent pour attendre cette extrémité, quitta la nuit même la montagne de Zobten et le Pitſchenberg, et plaça ſon camp ſur les montagnes entre Bœgendorf, Kunzendorf et le Zieskenberg. L'armée du roi le ſuivit de près, et reprit ſon 5.
ancienne poſition de Bunzelwitz. Les troupes légères s'approchèrent à la portée du piſtolet des grand'-gardes impériales. M. de Reitzenſtein occupa les hauteurs de Striegau, et M. de Wied, qu'il couvrait, mit ſon corps en cantonnement dans cette ville et dans les villages les plus proches. L'emplacement que le maréchal Daun avait pris, rendait ſon armée inattaquable par le front ; on pouvait toutefois le tourner par ſa droite et par ſa gauche. Comme ç'aurait été trop donner au haſard que de le tourner entre Silberberg et Bœgendorf, parce que M. de Haddick ſe trouvait à Wartha, et que les montagnes de ce côté ſont plus âpres et plus difficiles, on préféra de faire cette manœuvre ſur ſa gauche, en le prenant à revers par Hohenfriedberg, Reichenau et l'Engelsberg. Ce projet s'exécuta de la manière ſuivante : M de Ziethen garnit le camp de Bunzelwitz avec la ſeconde ligne, et il y garda, pour tenir l'ennemi en reſpect, tous les cuiraſſiers de l'armée, qui devenaient inutiles dans les montagnes ; tandis que le roi ſe mit en marche le ſoir avec ſa première 6.
ligne, et joignit Mrs. de Reitzenſtein et de Wied, qui lui ſervirent d'avant-garde. Dès la pointe du jour

cette avant-garde ſe trouva proche de Reichenau, où elle donna ſur des poſtes avancés de Brentano, qui furent menés grand train juſqu'au pied de l'Engelsberg, où campait leur général. Brentano avait poſté ſon infanterie ſur la cime de trois rochers, couverts par un bon défilé. M. de Wied, plein d'ardeur, l'attaqua peut-être trop chaudement; ces rochers ſe trouvèrent d'un ſi difficile abord, que les troupes ne purent les gravir. Les Pruſſiens firent de vains efforts; ils furent repouſſés, et perdirent en morts, pris et bleſſés, 1200 hommes. Le gros des troupes ſe campa à Reichenau; mais M. de Wied pourſuivit ſa marche par les gorges de Landshut. Le but de cette expédition était d'enlever le grand magaſin des Impériaux à Braunau. M. Brentano, qui s'en douta, abandonna l'Engelsberg, et partit à tire d'aile, pour ſe rendre la nuit même à Friedland.

Le maréchal Daun, privé de ce détachement, qui couvrait ſes derrières, craignit d'être pris à revers par les Pruſſiens, et ſur cela il abandonna ſa poſition de Kunzendorf et ſe retira à Dittmannsdorf, d'où ſa gauche s'étendait à Beersdorf. Outre cela il plaça un corps à Tannhauſen, qui lui couvrait ce flanc, et un autre ſur ſa droite à Burkersdorf, moyennant lequel il entretenait ſa communication avec la fortereſſe de Schweidnitz. M. de Ziethen ſuivit immédiatement l'ennemi, et occupa les hauteurs de Kunzendorf et de Furſtenſtein. Le corps que le roi avait mené dans les montagnes le joignit, et ſe poſta de Seitendorf à Bœgendorf, dans le même camp que le maréchal Daun avait occupé en

l'année 1760. Des détachemens occupèrent les défilés de Waldenbourg et de Gottsberg, et M. de Manteufel prit poste avec 6,000 hommes sur le plateau de Hohengiersdorf, au pied duquel, du côté de la vallée de Schweidnitz, on campa M. de Knobloch avec sa brigade. Pour M. de Wied, qui poursuivait sa marche, il rencontra le corps de Brentano à Friedland ; il l'accueillit par une vive canonnade, après laquelle M. de Reitzenstein attaqua l'ennemi. Les dragons de Finck eurent dans cette occasion l'honneur de battre 3 régimens de cuirassiers impériaux, sur lesquels ils firent 180 prisonniers. Brentano se sauva en Bohème, et se posta entre Dittersbach et Hauptmannsdorf, dans un camp que l'ennemi avait fait fortifier d'avance, pour assurer le dépôt de ses vivres. M. de Wied fut renforcé le lendemain par 4 bataillons et 3 régimens de cavalerie ; mais l'armée entière eût-elle marché contre Braunau, elle n'aurait rien pu y entreprendre, parce que ces gorges de rochers sont intraitables, qu'on les défend avec peu de monde, et qu'on ne saurait les tourner. Le maréchal Daun y avait envoyé de Wartha M. de Haddick avec 10,000 hommes de secours. Comme ces montagnes, occupées par l'ennemi, le mettaient hors d'atteinte, M. de Wied dirigea sa marche sur Trautenau, de-là il lâcha en Bohème tous ses cosaques, soutenus de quelques dragons. Ils se répandirent dans tout ce royaume, y semant l'épouvante. Dès le second jour de leur entrée une de leurs troupes se présenta aux portes de Prague. La terreur que leur présence inspira, fut si grande, que M. de Serbelloni fut sur le point

de quitter la Saxe avec ſon armée, pour s'oppoſer en perſonne aux déſordres que les coſaques commettaient. Il eſt vrai que leurs procédés étaient cruels; ils ſaccageaient, pillaient, brûlaient les lieux qu'ils trouvaient ſur leur paſſage. Cette irruption n'aurait pas été infructueuſe, ſi on avait pu la prolonger. Mais d'une part ces troupes indiſciplinables ne s'occupaient qu'à faire du butin et à le mettre en ſureté; d'où il arrivait que revenant par bandes ſans ordre de leur conducteur, elles ſauvaient leur capture pour la vendre en Pologne; de ſorte qu'au bout de huit jours, la Bohème ſe vit délivrée ſans coup férir; on aurait pu les employer à une ſeconde incurſion, ſi d'autre part les affaires n'avaient ſubitement changé de face. M. de Wied, qui couvrit leur retraite, aſſurait en même temps ſa communication avec la grande armée. Ses détachemens diſtribués par échelons gardaient les gorges des montagnes. M. de Gablenz occupait derrière lui le défilé de Schazlar; le prince de Bernbourg, plus près de l'armée, celui de Liebau, d'où il communiquait à Conradswalde avec M. de Salenmon, qui y tenait un poſte intermédiaire Tous ces détachemens avaient d'autant moins à craindre de la part des ennemis, que l'appréhenſion de perdre le magaſin de Braunau abſorbait leur attention au point que, pour plus de ſureté, ils le feſaient tranſporter à Scharfeneck dans le comté de Glatz.

Nous venons de voir que cette diverſion des coſaques en Bohème ne produiſit aucun effet réel; il n'y avait plus de projets à former ſur le magaſin de Braunau, que les Impériaux tranſportaient

ailleurs, de ſorte que toute la gauche de l'ennemi ne préſentait plus de champ ſécond en expéditions. Comme l'objet principal de cette campagne était de reprendre Schweidnitz, le roi ſe propoſa d'agir ſur la droite des Autrichiens, et de dépoſter les détachemens qu'ils avaient à Burkersdorf et à Leutmannsdorf, pour leur couper toute communication avec Schweidnitz. Ce projet, qui avait tous les degrés de probabilité ſuffiſans pour paraître immanquable, le jour ſuivant devint incertain et preſque chimérique, par un de ces événemens inattendus et ſubits qui renverſent les meſures des hommes. Une révolution avait changé la face de la Ruſſie. M. de Czernichef en donna la première nouvelle au roi. Il vint une après-midi lui dire que Pierre III avait été détrôné par l'impératrice ſon épouſe; qu'il avait reçu l'ordre du ſénat de faire prêter ſerment par ſon corps à ſa nouvelle ſouveraine, et de quitter inceſſamment l'armée pruſſienne, pour ſe retirer en Pologne. Dans la ſituation où le roi ſe trouvait, au milieu des opérations d'une campagne dont les entrepriſes étaient fondées ſur l'aſſiſtance des Ruſſes, cette nouvelle fut un coup de foudre pour lui. Quelque cruel que fût ce coup, il fallait prendre ſon parti, parce que le mal était ſans remède, et recourir à ſes propres reſſources, puiſque les étrangères venaient à manquer. Les nouvelles qui venaient de la Pruſſe et de la Poméranie annonçaient toutes que les troupes ruſſes ſe préparaient à recommencer les hoſtilités. Il parut une ukaſe (ou édit) dans laquelle le roi était traité d'ennemi héréditaire et irréconciliable de la Ruſſie. Déjà les commiſſaires

de l'impératrice s'étaient faifis de nouveau des revenus de la Pruffe royale ; enfin, fuivant toutes les apparences, on était à la veille d'une nouvelle rupture ; mais, comme il arrive fouvent, ces apparences fe trouvèrent trompeufes. Les démarches de l'impératrice roulaient fur de fauffes fuppofitions ; elle appréhendait que le roi, en apprenant la détention de Pierre III, n'obligeât le corps de Czernichef à fe déclarer pour l'empereur, ou, en cas de refus, qu'il ne le défarmât. Pour ne point être prife au dépourvu, elle fe faifit de la Pruffe, pour lui être garante de la conduite du roi ; elle donna en même temps des ordres à fes généraux de fe tenir prêts à recommencer les hoftilités auffi-tôt qu'elle le jugerait à propos ; mais fes fuppofitions étaient erronées. Le roi ne s'oppofa point au départ de M. de Czernichef ; la feule complaifance qu'il exigea de lui, fut de différer de trois jours fon départ ; à quoi ce général fe prêta de bonne grâce.

Ces trois jours étaient précieux ; il fallait les mettre à profit pour frapper quelque coup décifif. La préfence des Ruffes en impofait aux Autrichiens, et ils ignoraient encore la révolution qui venait d'arriver ; il fallait reprendre Schweidnitz, ou fe réfoudre à n'avoir des quartiers que le long de l'Oder, comme l'année paffée. Si cette campagne s'écoulait infructueufement, les efforts qu'on venait de faire pour reconquérir la moitié de la Siléfie, fe trouvaient perdus, et les apparences de la paix s'évanouiffaient entièrement. Ces raifons déterminèrent le roi à donner quelque chofe au hafard ; il agit avec plus de témérité et d'audace qu'il n'aurait fait dans des con-

jonctures plus favorables. L'entreprise que les Prussiens pouvaient former, roulait sur l'attaque de deux postes redoutables et difficiles. Celui de Burkersdorf défend la gorge qui, par les montagnes, vient de Kœnigsberg et aboutit à Oemsdorf à la plaine. Des deux côtés de ce défilé s'élèvent des monts âpres et escarpés, fortifiés par des redoutes casematées, palissadées, et entourées d'abatis; trois des plus voisines de Hohengiersdorf communiquaient par un retranchement qui les joignait; de-là reprenait un autre retranchement, qui fermait le fond de la gorge, et allait en remontant aboutir au sommet d'une montagne située du côté de Leutmannsdorf. M. d'Okelli défendait ces ouvrages avec 4,000 hommes. Le poste de Leutmannsdorf, quoique moins fortifié par l'art, présente un front de difficile abord, plein et entrecoupé de ravins et de chemins creux, et fournissant tous les obstacles que la nature brute peut produire dans un terrain pour sa défense. Ce poste était également défendu par 4,000 Autrichiens. Pour 18.
mettre l'armée en état d'attaquer ces postes, il fallut commencer par faire un revirement de toutes les troupes. M. de Gablenz prit le camp de Trautliebersdorf, afin de masquer le départ de M. de Wied pour la Bohême. M. de Knobloch quitta le camp de Seitendorf, et suivit la route de M. de Wied. Tous deux descendirent des montagnes dans la plaine à Freybourg; ils firent le tour de Schweidnitz, qui était bloqué par la cavalerie du roi. M. de Wied se rendit de nuit à Faulbruck, où il cantonna ses troupes. Il était couvert par M. de Rœhl, que le roi, durant toute la campagne, avait placé avec 1000

chevaux dans cette partie pour obſerver l'ennemi, de ſorte que les Autrichiens n'eurent aucun indice de l'approche des Pruſſiens. Pour M. de Knobloch, qui paſſa la nuit par Bunzelwitz et Creyſſau, il ſe porta le lendemain matin ſur la gauche de Polniſch-Weiſtritz, tandis que M. de Mœllendorf, qui venait avec ſa brigade et 10 bataillons du pied des montagnes de Hohengierſdorf, ſe porta ſur la droite du village. Par la jonction de ces deux généraux le roi coupait au corps de Burkerſdorf, et par conſéquent à l'armée autrichienne, ſa communication avec Schweidnitz. Le corps de M. de Wied était deſtiné à l'attaque de Leutmannſdorf; ceux de Mrs. de Knobloch et de Mœllendorf à celui de Burkerſdorf. Afin de ne rien omettre des meſures qu'exigeait cette entrepriſe, nous remarquerons que M. de Manteufel avait été poſté d'avance ſur le plateau de Hohengierſdorf, où les fortes batteries qu'on y avait établies, ſervaient à prendre à revers les retranchemens les plus voiſins de ce poſte, occupé par M. d'Okelli. Pour plus de ſureté encore, on avait détaché le prince de Wirtemberg avec 20 eſcadrons, afin qu'il obſervât durant l'action les poſtes des Autrichiens de Silberberg et de Wartha, et que de-là l'ennemi ne pût point prendre à dos M. de Wied, pendant qu'il attaquerait les Autrichiens à Leutmannſdorf. Le maréchal Daun demandait encore des précautions; il fallait le contenir durant l'attaque, pour l'empêcher d'envoyer des ſecours aux poſtes qu'on emportait. Dans cette vue, M. de Gablenz fut chargé de faire quelques démonſtrations vers Braunau, pour attirer ſur lui l'attention

de l'ennemi. M. de Ramin eut ordre d'escarmoucher avec les postes des Impériaux vers Tannhausen. La grande armée devait détendre ses tentes, et se mettre en ordre de bataille, et l'on commit à M. de Manteufel le soin de harceler les pandours qui étaient entre son camp et la droite des Autrichiens. Ces divers objets dont on occupa le maréchal Daun l'empêchant de pénétrer le projet des Prussiens, leur en facilitèrent l'exécution.

A l'égard des attaques mêmes, il fallait que celle de M. de Wied précédât celle de M. de Mœllendorf, parce que ce général, en tournant sa position de Burkersdorf, devait nécessairement prêter le flanc aux Autrichiens postés à Leutmannsdorf, et que si M. de Wied avait le malheur d'être repoussé, le corps de M. de Mœllendorf se serait exposé à être ruiné entièrement. La nuit du 20 au 21, M. de Mœllendorf s'empara du château d'Oehmsdorf, où il fit prisonniers 50 soldats ennemis. On avait besoin de ce château pour s'approcher de plus près du pied des montagnes, où l'on ouvrit le soir même la tranchée; on y construisit des batteries pour 40 obusiers et pour 12 canons de 12 livres. Les obusiers devaient servir à bombarder les redoutes, et les canons à enfiler la gorge par laquelle M. d'Okelli aurait pu recevoir des secours de l'armée impériale. Ce général se croyait dans un poste inattaquable; il était dans la plus grande sécurité; il n'attribua les mouvemens des Prussiens qu'au dessein d'assiéger Schweidnitz, et il envisageait toutes leurs démarches comme des préparatifs à cette entreprise.

Le 21, dès la pointe du jour, M. de Wied se

logea ſur un monticule vis-à-vis et proche du poſte de Leutmannſdorf; il y établit une batterie de 30 groſſes pièces de canon, ſoutenue par une ligne de 14 bataillons. Sous la protection de ce feu, M. de Lottum, avec ſa brigade, ſe gliſſa par la droite dans un chemin creux, qui le menait à dos de l'ennemi. Ce mouvement fut ſecondé par une manœuvre ſemblable, qui ſe fit à la gauche. La marche du prince de Bernbourg fut couverte par des ravins et des brouſſailles; il ſe porta ſur le flanc droit des Impériaux. L'ennemi, pris à dos et en flanc par les Pruſſiens, ne leur oppoſa qu'une faible réſiſtance; M. de Wied s'avança en même temps ſur leur front, et le retranchement fut emporté du premier coup. Les vainqueurs pouſsèrent de-là les vaincus tout de ſuite juſqu'à Henrichau, Heidelberg et Hauſdorf. Brentano, que le maréchal Daun avait cependant envoyé au ſecours de ce poſte, malgré toutes les jalouſies qu'on lui avait données, Brentano, dis-je, arriva trop tard, et fut entraîné dans la fuite par ceux des Autrichiens qui venaient d'être battus à Leutmannſdorf.

Dès que M. de Wied fut maître des hauteurs, les batteries pruſſiennes d'Oehmſdorf commencèrent à tirer ſur l'ennemi; 1500 chevaux, que M. d'Okelli avait placés devant ſon infanterie dans un fond, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à être attaqués et qui avaient mis pied à terre, ſe trouvant inopinément foudroyés et bombardés par des batteries qu'ils n'avaient point aperçues, culbutèrent leur propre infanterie, la mirent en déſordre et l'entraînèrent pêle-mêle avec eux juſques vers l'armée du maréchal

Daun. Par la fuite de ces troupes les redoutes de ce poste ne restèrent que faiblement garnies. Aussitôt M. de Mœllendorf se jeta par sa gauche dans le bois qui communique avec ceux de Leutmannsdorf, et tournant M. d'Okelli par les montagnes, il délogea l'ennemi après une médiocre résistance. L'infanterie prussienne mit le feu aux palissades d'une redoute où les Autrichiens tenaient encore, ce qui les contraignit enfin de l'abandonner Cependant M. d'Okelli, malgré cette attaque, se soutenait sur le plateau qui est à la droite du chemin de Polnisch-Weistritz à Kœnigsberg; pour l'obliger à quitter encore cette partie de sa position, M. de Mœllendorf établit une batterie sur la montagne qu'il avait emportée, et l'on approcha les 40 obusiers du pied de la montagne dont on n'avait pas délogé l'ennemi; M. de Manteufel prit en même temps à revers ces retranchemens, qui étaient voisins de son poste de Hohengiersdorf. Ces canonnades par devant, par derrière et en flanc, contraignirent enfin l'ennemi à se retirer. Toutes ces différentes attaques valurent 2,000 prisonniers aux Prussiens. La garnison de Schweidnitz fit à la vérité une sortie durant l'action; mais la cavalerie qu'on lui opposa, et quelques volées de canon qu'on lui tira, la firent rentrer dans la place avec assez de précipitation. Par la manœuvre qu'on venait d'exécuter, M. de Wied, qui se trouvait proche de Heidelberg, coupait en quelque manière l'armée impériale du comté de Glatz. Le maréchal Daun, convaincu de la nécessité où il se trouvait de changer de position, décampa le soir même; il appuya sa droite sur la Eule, la plus haute montagne des

environs, d'où ſon front de bataille s'étendait par Wuſten-Waltersdorf et Tannhauſen à Jauernick. La réſerve de cette armée, ſous les ordres de M. Laudon, couvrit la gauche de l'armée, et prit ſa poſition entre Wuſten-Giersdorf et Braunau.

M. de Wied prit un camp vis-à-vis de la droite des Impériaux, et occupa cette chaîne de montagnes qui va de Taſchendorf à Heidelberg. M. de Manteuſel fut pouſſé avec ſon corps à Beerſdorf, où il joignait M. de Wied par ſa gauche, et M. de Ramin par ſa droite. Ce dernier continua avec ſa brigade à demeurer immobile ſur la montagne de Seitendorf. Outre ces divers camps, l'armée continuait d'avoir des poſtes à Gottsberg, à Waldenbourg, et M. de Salenmon, qui avait un poſte d'avertiſſement, occupait les gorges de Landshut, pour obſerver les mouvemens que l'ennemi pourrait faire dans cette partie. Tous ces corps, quoique campés ſur des hauteurs eſcarpées, eurent ordre de ſe retrancher; on remua la terre, on paliſſada les ouvrages, on fit des abatis dans les lieux convenables, enfin on s'établit ſi ſolidement, qu'aucun de ces corps, qui occupaient les montagnes, n'eût à craindre ni attaque, ni ſurpriſe de la part de l'ennemi. Ces précautions, ſuperflues en d'autres circonſtances, étaient néceſſaires alors, parce que le roi était obligé de s'affaiblir de 24 bataillons, pour entreprendre le ſiége de Schweidnitz, et qu'il fallait ſe préparer à ſe voir dans le cas de faire de fréquens détachemens, qui n'auraient pu ſe tirer qu'avec riſque de l'armée, ſi ſa poſition n'avait pas été rendue inattaquable. Ce qu'il y eut de ſingulier pendant cette opération,

fut que le même jour que le maréchal Daun quitta son camp de Dittmannsdorf, pour se poster sur la Eule et à Wusten-Waltersdorf, les Russes quittèrent les Prussiens et partirent pour la Pologne, sans que les Impériaux eussent la moindre nouvelle de leur séparation.

Cependant les 24 bataillons et les 30 escadrons destinés pour le siége de Schweidnitz s'assemblaient au pied des hauteurs de Kunzendorf. On envoya au prince de Wirtemberg, qui était encore à Kletschberg, la plus grande partie de la cavalerie, dont on ne pouvait tirer parti ni dans les montagnes, ni pour le siége, et l'on fit des préparatifs sérieux pour attaquer une place défendue par une garnison de onze mille hommes, et un des premiers ingénieurs de l'Europe. On ne pouvait plus espérer la diversion dont on s'était flatté de la part du Tartare. Le chan de la Crimée se promenait à la vérité avec 5 ou 6,000 hommes sur les frontières de la Pologne; mais tous les changemens subits arrivés en Russie avaient tellement désorienté et Turcs et Tartares, qu'ils ne pouvaient se décider sur le parti qu'ils avaient à prendre. Ces raisons achevèrent de déterminer le roi à rappeler le prince de Bévern de la Moravie, où il était encore. Pour être en quelque manière sûr de prendre Schweidnitz, il fallait que tout concourût à ce dessein. Le roi n'avait pas un homme de trop pour cette entreprise, et dès qu'elle se trouverait terminée, il était maître d'employer ses troupes ailleurs. Pour se persuader de la nécessité de cette réunion de l'armée, il n'y a qu'à compter le nombre des différens corps auxquels l'armée prussienne devait

s'oppofer. Nous trouvons l'armée du maréchal Daun, et les corps de Laudon, de Haddick, de Brentano, de Beck, d'Ellerichhaufen, outre les détachemens de Silberberg et de Wartha. Tout cela fefait enfembe 70,000 combattans. Quoique l'armée du roi ne fût guères plus faible, il fallait toutefois en décompter les troupes deftinées au fiége de Schweidnitz, et fur-tout réfléchir à l'étendue de terrain infiniment plus grande que celle de l'ennemi, que les Pruffiens occupaient. Le roi devait d'ailleurs s'attendre à des efforts de la part des Impériaux pour délivrer Schweidnitz, et il fallait être en état de s'y oppofer avec promptitude. Ainfi nonobftant que M. de Werner eût remporté nombre d'avantages fur M. de Beck en Moravie, il fut obligé de fe retirer, et joignit Août. le prince de Wirtemberg le 1 d'août dans le camp de Péterfwalde. Le prince de Bévern, qui le fuivait, arriva en même temps à Neiffe, d'où il couvrit le convoi des munitions de guerre qu'on affemblait pour le fiége de Schweidnitz.

M. de Tauenzien, à qui la direction de ce fiége fut confiée, partit alors avec un convoi pareil de Breslau, pour fe rendre aux environs de cette place; il inveftit la ville le 4 d'août; la tranchée s'ouvrit le 7; elle prenait de la briqueterie, et tournait vers Wurben, pour embraffer le polygone de Jauernick, fur lequel fe dirigeait l'attaque. Le même jour le commandant fit une fortie, mais qui ne répondit pas à fon attente. M. de Reitzenftein donna avec fes dragons fur cette infanterie et la reconduifit jufqu'aux barrières de la place. Le roi fut dès lors de l'opinion que, fi le maréchal Daun tentait de fecourir cette

fortereffe,

forteresse, il déboucherait sans doute par Silberberg, Wartha et Langen-Bielau. C'était la voie la plus commode; il aurait essuyé toutes sortes d'inconvéniens en prenant le chemin de Landshut. Il avait retiré son magasin de Braunau; ce qui rendait les transports de ses vivres difficiles dans cette partie. Cette route est d'ailleurs la plus détournée, et il était plus aisé de le prévenir. Enfin, en débouchant par Silberberg, il couvrait en même temps Glatz, pouvait faire usage des détachemens qui occupaient les gorges et était toujours sûr de sa retraite, parce qu'il avait deux postes bien fortifiés à dos. Convaincu par l'évidence de ce raisonnement, le roi transporta son quartier général à Péterswalde; il y fut joint par la brigade de Mœllendorf. Le camp que le roi prit, touchait pour ainsi dire à la gauche de M. de Wied. La brigade de Nimschewsky fut placée sur une montagne des gorges de Steinseifferfdorf, par où elle couvrait la brigade de Knobloch, qui fesait l'extrémité du camp de Taschendorf. L'infanterie du roi s'étendait derrière le ravin de Péterswalde, et sa cavalerie occupait le terrain qui, devant Peiskersdorf, va vers Faulbruck. Le prince de Bévern arriva le lendemain de Neisse par une marche forcée, et son camp lui fut assigné au-delà de Reichenbach sur les hauteurs de Mittelpeile vers Gnadenfrey. La position de cette petite armée fesait comme un angle, dont une ligne, descendant de Steinseifferfdorf, se prolongeait sur la direction de Reichenbach, d'où l'autre, reprenant par les collines de Peila, allait aboutir à un escarpement assez considérable; la ville de Reichenbach, située entre ces deux camps, en

fesait précisément la pointe de l'angle. Cette position avait tous les avantages qu'on pouvait désirer ; elle couvrait M. de Wied par le camp de Péterswalde, que, sans cette précaution, l'ennemi aurait pu tourner, et le corps du prince de Bévern empêchait les Autrichiens, en débouchant des montagnes, de se porter à la montagne de Zobten, d'où ils pouvaient soutenir Schweidnitz, et par conséquent faire lever le siége de la ville ; de sorte que l'ennemi de ce côté-là était réduit, ou à faire un détour par Nimptsch, ce qui donnait aux Prussiens le temps de le prévenir à Pfaffendorf, ou à attaquer le poste de Peila, qui était bon, et où le prince de Bévern pouvait se soutenir avec honneur. D'ailleurs, en supposant que les Impériaux eussent pris la route de Landshut pour secourir Schweidnitz, ils ne pouvaient descendre dans la plaine qu'après deux grandes marches, au lieu que les troupes du roi pouvaient se transporter en six heures de Péterswalde à Freybourg, où l'on avait préparé un camp, pour couvrir en cas de besoin le siége de Schweidnitz de ce côté. Si le roi n'occupa point les hauteurs du Hutberg et du Kletschberg, c'est que ces terrains ne répondaient pas à ses deux objets principaux, savoir de couvrir le flanc de M. de Wied, et le siége. Le Hutberg et le Kletschberg sont devant la gorge de Biela, où l'ennemi avait un poste fortifié, et qui tenant à la Eule lui donnait la facilité d'en déboucher avec toute l'armée derrière la position qu'on aurait prise ; ce qui pouvait amener les suites les plus fâcheuses. Comme d'ailleurs ces collines se trouvaient trop éloignées de la position des troupes prussiennes pour leur nuire, il était bien

certain que les Autrichiens, en les occupant, n'y pouvaient trouver aucune forte d'avantage.

A peine le prince de Bévern eut-il joint le corps du roi, que M. de Beck, qui le fuivait en l'obfervant, parut fur le Kletfchberg; il ne trouva pas cependant à propos d'y féjourner long-temps, et il fe retira à Silberberg. Les houfards de Mœring donnèrent fur fon arrière-garde, et lui enlevèrent un lieutenant-colonel, quelque monde et du bagage. Nous avons déjà dit que les Autrichiens avaient un pofte retranché dans la gorge des montagnes qui s'ouvre au village de Langen-Bielau. Ce village, dont les Pruffiens occupaient les deux tiers, était garni par les volontaires de Hordt, et fervait de pofte d'avertiffement; on avait pouffé au-delà des détachemens de houfards fur le Hutberg et le Spitzberg; on prévoyait cependant que l'ennemi, en débouchant des montagnes, choifirait cet emplacement pour fon camp, et comme on avait réfolu de le lui abandonner, on n'y avait placé que de légers détachemens, prêts à fe retirer au premier fignal. Tout ce qu'on avait prévu, arriva pour cette fois. Le 16 d'août le maréchal Daun déboucha dans ces vallées fur différentes colonnes. Son avant-garde efcarmoucha avec le détachement de Langen-Bielau, qui fe retira en bon ordre fur l'armée du roi. Le maréchal Daun, à la tête de 40 bataillons et d'autant d'efcadrons, prit fon camp qu'il étendit depuis le Hutberg jufques vers Heidersdorf. M. Beck occupa en même temps le Kletfchberg avec 12 bataillons et 20 efcadrons. Comme les Impériaux avaient confidérablement dégarni leurs poftes des montagnes

pour affembler cette armée, on ne courait aucun rifque d'en faire autant, de forte que le roi attira à lui les brigades de Ramin et de Saldern, avec lefquelles fon corps, y compris celui du prince de Bévern, fefait 28 bataillons et 80 efcadrons; cependant la vérité du fait exige que nous ajoutions que ces deux brigades n'arrivèrent le foir qu'après la fin de l'action.

Le roi avait fait d'avance fes difpofitions pour la défenfe réciproque de ces deux camps; il était convenu avec le prince de Bévern qu'ils fe porteraient mutuellement du fecours. On avait élargi les chemins et préparé les communications; la difpofition portait que celui des deux corps, qui ferait affailli par l'ennemi, fe bornerait à la fimple défenfe de fon camp, tandis que l'autre volerait à fon fecours et agirait offenfivement. Le terrain fe prêtait à merveille à cette manœuvre; car en fuppofant que le corps de Péterswalde fût attaqué, le prince de Bévern fe portait naturellement fur le flanc droit et à dos de l'ennemi; et au cas que le corps de Peila fût affailli, le roi fefait une manœuvre pareille avec fes troupes fur la gauche des Impériaux. Vers le midi on s'aperçut que le deffein du maréchal Daun était d'attaquer le prince de Bévern. Toutes fes forces fe portaient fur la droite vis-à-vis du camp de Peila; au lieu que s'il eût voulu s'engager avec le corps de Péterswalde, il devait renforcer fa gauche, et s'étendre aux gorges des montagnes. Il n'y avait point d'infanterie dans cette partie-là. Tout ce qui fe préfentait vers la droite du roi, ne confiftait qu'en quelques efcadrons de houfards, qui ne pouvaient

attirer aucune attention fur eux. Le roi, qui était certain qu'on aurait, ce jour même ou la nuit fuivante, une affaire avec l'ennemi, tenait fon infanterie fous les armes, les chevaux de fa cavalerie fellés et bridés, et fon artillerie légère près de cette cavalerie. Il alla reconnaître aux poftes avancés; à peine y fut-il qu'on vit détendre les tentes du prince de Bévern, et qu'on entendit fon canon. Le major Oftin, qui fe trouvait fous la main avec un détachement de 500 houfards, fut envoyé inceffamment pour joindre le corps de Peila, et le prince de Wirtemberg fe mit à la tête de cinq régimens de cavalerie avec la brigade d'artillerie légère. M. de Mœllendorf eut ordre d'y marcher avec fa brigade. Le roi prit le régiment de Werner avec lui, pour arriver plus promptement fur le champ de bataille. M. de Ziethen prit en attendant le commandement du corps de Péterswalde, pour empêcher que malheur n'arrivât de ce côté. Lorfque le roi eut paffé Reichenbach, il découvrit toute la difpofition dans laquelle les ennemis attaquaient le prince de Bévern. M. de Lafcy avait dépaffé le village de Peila avec 6 bataillons, qu'il tenait couverts derrière une colline fur laquelle il avait établi une batterie de 20 pièces de canon. Dix autres bataillons fe préfentaient du côté de Gnadenfrey; ils avaient pareillement formé une grande batterie devant eux. Leur deffein était d'attirer fur eux l'attention du prince de Bévern, pour qu'il ne s'aperçût pas de la manœuvre de M. de Beck, qui fe gliffait par le bois pour lui tomber à dos. M. d'Odonel avait débouché en même temps avec 40 efcadrons du village de Peila, pour couvrir le flanc

gauche de M. de Lafcy. La cavalerie de Lentulus, qui était du corps du prince de Bévern, et les houfards d'Oftin, avaient déjà rejeté à trois reprifes les cuiraffiers impériaux dans ce village. Sur ces entrefaites arriva le prince de Wirtemberg; il fe forma incontinent fur le flanc de l'ennemi. M. d'Odonel n'avait aucune bonne pofition à prendre. S'il fefait front au prince de Bévern, il prêtait le flanc au prince de Wirtemberg; et s'il fefait face au corps de ce prince, il donnait à M. Lentulus prife fur fa droite, et de plus il avait à dos le feu du canon du prince de Bévern. Dans cet embarras, qui agitait M. d'Odonel et que fes cuiraffiers reffentaient, il reçut une volée de 15 pièces de 6 livres de l'artillerie légère, dont on avait formé une batterie à la hâte. Cela acheva de répandre la confufion parmi fon monde. Le régiment de Werner, foutenu de celui de Czetteritz, chargea en même temps cette cavalerie impériale, et après un choc vigoureux, il la rejeta au-delà du village de Peila. La fuite de cette cavalerie dégarniffait le flanc de M. de Lafcy, qui craignit pour fon infanterie, et fe hâta de faire retraite. M. de Beck, qui s'était engagé avec le prince de Bévern, lâcha prife. La brigade de M. de Mœllendorf arriva, mais trop tard; car l'ennemi fe retirait déjà de tous côtés. Cette affaire coûta 1500 cavaliers aux Autrichiens; les Pruffiens n'y perdirent que 400 hommes du régiment du margrave Henri, qui fe fignala dans cette action, ayant lui feul fait tête à tout le corps de M. de Beck. Le maréchal Daun, mécontent d'avoir manqué fon coup, ne jugea pas à propos de demeurer plus long-temps fur le

Hutberg, craignant peut-être pour ſes poſtes des
montagnes qu'il avait dégarnis ; il ſe retira le len-
demain au ſoir par Wartha et Glatz à Scharfeneck, 17.
où il demeura jusqu'à la fin de la campagne, ſans
donner aucun ſigne de vie.

Le roi ſuivit les Autrichiens ; mais comme ce pays montueux, et rempli de défilés et de ruiſſeaux, n'eſt guère propre pour les pourſuites, on ne leur fit aucun mal ; on ſe contenta de pouſſer M. de Werner à Habensdorf, pour obſerver de-là les poſtes de Silberberg et de Wartha. Tous ces mouvemens des troupes avaient nui au ſiége de Schweidnitz, qui n'était pas auſſi avancé qu'il aurait dû l'être. M. de Guaſco, qui en était gouverneur, commençait néanmoins à mal augurer de ſa défenſe depuis l'échec que le maréchal Daun venait de recevoir ; il fit donc une tentative pour obtenir une capitulation avantageuſe, et la ſortie libre de ſa garniſon. Pendant cette négociation, M. Laudon feſait adroitement tomber entre les mains des Pruſſiens des émiſſaires, chargés de lettres pour le gouverneur, qui contenaient toutes de grands projets que l'armée impériale voulait exécuter pour ſa délivrance. Mais quelque envie que le roi eût de prendre cette ville promptement, deux raiſons l'empêchaient de conſentir à la capitulation que M. de Guaſco lui offrait. La première ſe fondait ſur ce que M. Laudon avait écrit l'année précédente en termes poſitifs au margrave Charles, chargé de la correſpondance de l'armée, touchant l'exécution du cartel, que ſa cour ſe croyait diſpenſée de tenir ſa parole et de remplir ſes engagemens vis-à-vis du

roi de Pruſſe, tant pour l'échange des priſonniers que pour quelque objet que ce fût. On fit valoir cette réponſe à M. de Guaſco, et on lui répondit que la parole qu'il offrait pour lui et pour ſa garniſon, de ne point ſervir d'une année contre les troupes du roi, ne pouvait point être acceptée après la déclaration formelle de la cour de Vienne contenue dans la lettre de M. Laudon. La raiſon la plus ſolide, et qu'on diſſimulait, était que ç'aurait été commettre une faute capitale que de laiſſer ſortir 10,000 hommes d'une place qu'on allait prendre en ſe donnant un peu de patience, parce que ſi l'on rendait cette garniſon aux Impériaux, leur armée ſe trouverait de 10,000 hommes plus forte, et celle du roi affaiblie au moins par 4,000 qu'il fallait mettre en garniſon dans cette place; ce qui rendait en tout l'armée pruſſienne de 14,000 hommes inférieure à celle de l'ennemi. On rompit cette négociation et
Sept. le ſiége continua comme auparavant. Le roi s'y rendit en perſonne le 20 de ſeptembre, pour que les opérations ſe pouſſaſſent avec plus de vigueur. Le Fèvre feſait de la part des Pruſſiens les fonctions d'ingénieur en chef; il avait en tête un des premiers ingénieurs du temps, nommé Griboval, qui défendait la place. Le Fèvre voulut crever les mines des aſſiégés, en feſant uſage de la nouvelle invention du globe de compreſſion. Griboval lui en éventa deux; cela lui fit perdre la tramontane, et le roi fut obligé de ſe mêler du détail du ſiége et de la direction des travaux; on prolongea auſſi-tôt la troiſième parallèle; on y plaça une batterie à brèche; on établit des ricochets à la briqueterie;

l'on fit encore une autre batterie sur le Kuhberg, qui battait les ouvrages attaqués à revers; on fit sauter quelques rameaux des mines des assiégés. La garnison fit deux sorties et délogea les Prussiens d'un entonnoir couronné, dont ils voulaient déboucher par de nouveaux rameaux. Ces chicanes prolongèrent la durée du siége, parce qu'il fallait faire une guerre souterraine. Toutefois la plupart des canons de la place étaient ou évasés ou démontés; les vivres commençaient à devenir rares, et l'ennemi se serait rendu par cette raison, si une bombe en tombant devant le magasin à poudre du fort de Jauernick, dont le hasard voulut que la porte fût Octobre 8. ouverte, n'eût mis le feu aux poudres, bouleversé une partie du fort, et tué 300 grenadiers des ennemis. Cet accident, qui ouvrait la place, obligea le gouverneur à battre la chamade. La ville capitula le 9. M. de Guasco, avec sa garnison forte de 9,000 hommes, se rendit prisonnier de guerre; ils furent envoyés en Prusse. M. de Knobloch fut chargé du gouvernement de cette place, et M. de Wied partit pour la Saxe avec un gros détachement, pour y renforcer le prince Henri. Ainsi se termina la campagne de Silésie, moins bien qu'on ne put le présumer au commencement, mais mieux qu'on ne pouvait l'espérer après la dernière révolution de la Russie. Le roi donna le commandement des troupes en Silésie au prince de Bévern; il envoya Mrs. de Ramin, Mœllendorf et Lentulus avec leurs brigades en Lusace, pour occuper les environs de Gœrlitz, et pour donner aux Autrichiens de la jalousie sur Zittau et sur la Bohème, afin de

faciliter les opérations du prince Henri. L'armée de Siléſie entra en cantonnemens près du camp retranché qu'elle avait tenu toute la campagne, et que l'on ſe contenta pendant l'hiver de garder par des détachemens, qu'on relevait tous les huit jours; après quoi Sa Majeſté ſe rendit elle-même en Saxe. Tandis que M. de Wied eſt occupé à traverſer la Luſace, nous reprendrons le fil de la campagne de S. A. R., que nous ſuivrons juſqu'à l'arrivée de ce ſecours.

Campagne du prince Henri. Juin. Nous avons laiſſé ce prince occupé à déranger les projets de M. Serbelloni, et M. de Seidlitz aux mains avec les troupes des cercles, qu'il pouſſa du Vogtland juſqu'au margraviat de Bareuth. S. A. R. voulut tirer raiſon des inſultes que les ennemis avaient tenté de faire à ſes poſtes. Comme toutefois elle ne pouvait les bruſquer dans les poſtes formidables où ils étaient ſolidement établis, elle ſe propoſa de prendre ſa revanche par des diverſions en Bohème. Dans cette vue M. de Kleiſt franchit le Basberg et répandit la terreur dans le cercle de Satz. Le bruit de cette alarme parvint bientôt à M. de Serbelloni, qui envoya M. Blonquet à la tête de 4,000 hommes au ſecours de la Bohème. Ce général fit retrancher le chemin d'Einſiedel, où il plaça quelque monde, et s'établit à Dux avec le gros de ſa troupe. D'autre part l'armée des cercles s'était rapprochée d'Oelsnitz, d'où elle voulait prendre le chemin de Schneeberg, et longer les frontières de la Saxe, dans l'intention de ſe joindre à M. Blonquet. M. de Kleiſt, qui était à peine revenu de la Bohème, fut obligé d'y retourner pour faire avorter ce deſſein, il

raſſembla près de Porſchenſtein le détachement qui devait ſervir ſous ſes ordres, il força le retranchement d'Einſiedel, et y prit 400 hommes et un canon. De-là il donna ſur les dragons de Bathyani, qui venaient au ſecours des troupes qu'il avait battues, et les mit en déroute; enſuite il pourſuivit M. Blonquet, qui, à ſon approche, ſe retira de Dux à Tœplitz. Il l'y laiſſa et vola vers le Basberg, où il ſe mit ſur le flanc de l'armée des cercles, qui ſe replia tout de ſuite ſur Annaberg, puis ſur Hof, et enfin ſur Bareuth. Juillet.

Le prince Henri réſolut ſur cela d'envoyer en Bohème un corps plus conſidérable, et de profiter de l'abſence des troupes des cercles pour frapper un coup d'éclat. Son deſſein était de chaſſer l'ennemi de Tœplitz, et de ſe rendre maître d'Altenberg, pour tourner par ce moyen le poſte de Dippoldiswalde; ce qui aurait forcé les Impériaux à l'abandonner. M. de Seidlitz, qui fut chargé de l'exécution de ce projet, ſe contenta de laiſſer, après ſon départ, M. de Schulenbourg avec 500 chevaux vis-à-vis du prince de Stolberg et de l'armée de l'Empire pour les obſerver, et avec ſon détachement il entra en Bohème, où, ayant fait une marche forcée, il arriva le 31 à Commotau. M. de Kleiſt y Août. pénétra le 1 d'août par le village de Gorck. Tous les poſtes d'avertiſſement de l'ennemi furent mis en fuite. M. de Seidlitz reconnut le même jour le camp de Tœplitz, et fit ſes préparatifs pour l'attaquer. Le lendemain il voulut occuper une hauteur que les Impériaux avaient négligé de garnir; il arriva, par une ſingularité à laquelle il ne pouvait pas

s'attendre, que les Pruſſiens gravirent contre cette colline de leur côté et les ennemis d'un autre. Les Autrichiens, qui l'occupèrent les premiers, gagnèrent par-là l'avantage du terrain. M. de Lœwenſtein, qui les commandait, reçut des renforts durant l'action, et les Pruſſiens furent repouſſés avec perte de 400 hommes et de deux canons. M. de Seidlitz n'avait employé que 4 bataillons à cette attaque; les ennemis en avaient 12, il fallut céder au nombre. Ce corps, qui ne put point remplir le but de ſa deſtination, ſe retira en Saxe, et ſe retrancha à Porſchenſtein. Quoique l'attente de S. A. R. ne fût pas remplie, et que ce coup eût manqué, toutes ces entrepriſes ſucceſſives empêchèrent, pendant tout le mois d'août, la jonction de l'armée de l'Empire et de celle des Impériaux.

Le prince de Stolberg, qui n'avait que 500 chevaux en tête, ne trouvant plus d'obſtacle aſſez conſidérable pour l'empêcher d'agir, marcha avec ſon armée de Bareuth à Caden, où le colonel Tœrreck le joignit. Du côté des Pruſſiens, M. de Belling venait de joindre l'armée de Saxe; il fut auſſi-tôt employé, et envoyé dans le Vogtland, d'où ce général, profitant de l'abſence du prince de Stolberg, fit une incurſion en Bohème, dans l'intention de l'y rappeler. Il arrive à l'improviſte devant les portes d'Egra, fait tirer quelques coups de canon contre la ville, et il s'en faut peu que la faible garniſon qui défend la place, ne ſe rende à ſes houſards. Mais S. A. R. eut bientôt beſoin de ſon corps ailleurs, et il fut obligé de paſſer en Luſace, pour s'oppoſer à M. Luzinsky, qui rôdait avec ſon corps du côté

d'Elſterwerda et de Senftenberg, et auquel on prêtait de plus grands deſſeins. Quelque peu de progrès que les Pruſſiens euſſent faits juſqu'alors, ils n'en avaient pas moins irrité la cour de Vienne, qui, mécontente au ſuprême degré des incurſions qui s'étaient faites en Bohème, en rejetait toute la faute ſur ſes généraux. L'impératrice était ſur-tout indignée de ce que M. de Serbelloni ne feſait rien avec la nombreuſe armée dont il avait le commandement. On s'en prenait à lui de ce qu'il n'avait eu ni aſſez d'habileté, ni aſſez de vigilance pour couvrir le royaume de Bohème. Ce mécontentement donna lieu à ſon rappel, et la cour le remplaça par M. de Haddick, que le maréchal Daun avait mis en crédit. Le prince de Stolberg qui, durant ce temps-là, continuait toujours ſa marche, paſſa par Tœplitz, par Gieshubel et joignit l'armée impériale auprès de Dreſde, à peu-près dans le même temps où M. de Haddick en prit le commandement. Ce nouveau général voulut ſignaler ſon arrivée par un coup d'éclat; il ordonna qu'on fît, le 27 de ſeptembre, une attaque générale ſur tous les poſtes détachés du camp de Pretſchendorf. M. de Buttler en effet força quelques poſtes retranchés dans le bois du Tharand, défendus par des bataillons francs, tandis que le prince de Lœwenſtein, dont le corps venait de la Bohème, contraignit M. de Kleiſt à ſe replier ſur Seyda. Le lendemain S. A. R. fit chaſſer M. de Buttler des poſtes dont il s'était emparé, et M. de Seidlitz obligea 3,000 Autrichiens à quitter le fond de Frauenſtein, où ils s'étaient logés la veille. Les avantages qu'on gagnait de ce côté-là, n'empêchèrent Sept.

pas que M. de Lœwenſtein ne pouſsât encore les troupes de M. de Kleiſt, et qu'il ne s'établît avec ſes Autrichiens à Seyda. Cette poſition qu'il venait de prendre, expoſait la boulangerie pruſſienne de Freyberg à être enlevée, et le prince Henri ſe trouvait avoir en même temps un corps d'ennemis à dos. D'ailleurs le terrain que ce prince avait à défendre était ſi étendu que, de quelque côté que l'ennemi ſe fût porté en force, il aurait eu le deſſus. Ces motifs portèrent S. A. R. à quitter les environs de Pretſchendorf, et à prendre ſon camp à Freyberg derrière la Mulde; ce qui s'exécuta le 31 ſeptembre. Le même jour Mrs. de Forcade et de Hulſen reprirent le camp de Meiſſen et des Katzenhæuſer. M. de Belling, qu'on avait fait revenir de la Luſace, fut détaché avec M. de Kleiſt au village de Hartmannsdorf, d'où ils pouſsèrent à Groſs-Schirna, pour en défendre le gué contre M. de Lœwenſtein qui s'était poſté derrière le ruiſſeau et le village de Chemnitz.

Octobre.

Le camp de Freyberg que S. A. R. avait pris, avait encore le défaut d'être trop étendu, ou pour mieux dire, l'armée avait celui de n'être pas aſſez nombreuſe. Enfin on avait à défendre tous les gués de la Mulde, et ſur-tout le flanc droit, qui fait front au village de Brand et vers la Rathsheide. Outre ce grand emplacement à défendre, il fallait aſſurer la communication avec le corps des Katzenhæuſer et de Meiſſen, en occupant le poſte de Noſſen. Mrs. de Hulſen et de Forcade n'avaient à eux deux que 14 bataillons pour ſoutenir les bords de la Tripſche, de ſorte qu'on ne pouvait plus détacher,

pour ainſi dire un homme, ſans ſe dégarnir entièrement. Le prince réſolut de retrancher ſon camp; mais il ne put raſſembler aſſez de travailleurs, ni ramaſſer des inſtrumens en auſſi grand nombre qu'un travail auſſi étendu ſemblait le demander, de ſorte que les ouvrages qu'on avait projetés, ne furent qu'à peine ébauchés.

Telle était la ſituation des affaires, lorſque, le 14 au matin, M. de Ried parut avec 15 bataillons vis-à-vis de M. de Hulſen ſur les hauteurs de Seligenſtedt. Le centre de l'armée de M. de Haddick ſe porta en même temps ſur Niederſchœne; les troupes des cercles ſe campèrent au village de Chemnitz; M. de Campitelli ſe forma au village de Weiſſenborn à l'extrémité de la droite de S. A. R.; et outre les corps dont nous venons de parler, M. de Klefeld ſe porta avec 5,000 chevaux contre M. de Belling, pour le déloger de Hartmannsdorf. Belling fit mine de ſe retirer; mais feſant ſoudain volte face, il chargea l'ennemi avec tant de furie, qu'il le mit en fuite et reprit ſon poſte. Les deux armées paſsèrent la nuit au bivouac. Le lendemain l'ennemi attaqua ſérieuſement tous les paſſages de la Mulde. Il fut repouſſé par les Pruſſiens de tous les côtés. Immédiatement après que les aſſaillans ſe furent retirés, S. A. R. ſe rendit à ſa droite. C'était ſur le ſoir, il feſait déjà obſcur; mais avec quelle ſurpriſe n'aperçut-elle pas la confuſion qui y régnait! M. de Belling avait été chaſſé de ſon poſte. Le prince de Stolberg avait profité de ce moment pour occuper le Rathswald, par où il ſe trouvait ſur le flanc et à dos des Pruſſiens. Ce dérangement conſidérable obligea S. A. R. d'abandonner ſa poſition, qui, dans ces

circonſtances, n'était plus tenable. Elle partit à
minuit, fit marcher ſon armée ſur trois colonnes et
gagna le Celliſche-Wald, ſans que l'ennemi s'en
16 doutât, ou fît mine de l'inquiéter. Les troupes ſe
baraquèrent dans la forêt pour ſe garantir contre le
froid. Le lendemain on prit une poſition plus avantageuſe entre Reichberg et Voigtsberg. M. de Haddick demeura avec le gros de ſon armée ſur le Landsberg, et les troupes des cercles, renforcées par M. Campitelli, ſe retranchèrent à l'entour de Freyberg, où M. de Maquire devait les joindre dans peu.

D'un autre côté M. de Wied était en pleine marche; il s'approchait de Bautzen et devait occuper les hauteurs de Weiſſig, pour s'avancer ſur le Cerf blanc, par où il ſe trouvait à dos du poſte de Bocksberg, et pouvait bombarder la nouvelle ville de Dresde. Cette diverſion lui avait été preſcrite, pour obliger M. de Haddick à faire un gros détachement au-delà de l'Elbe, afin de donner au prince Henri le temps de reſpirer, et de pouvoir rétablir ſes affaires. Mais le maréchal Daun, qui avait très-bien pénétré l'intention du roi, pour que M. de Haddick conſervât la même ſupériorité en Saxe, avait fait côtoyer M. de Wied par le prince Albert de Saxe, avec un détachement de 12 bataillons et de 15 eſcadrons. Ce prince traverſa Zittau, et gagna les hauteurs de Weiſſig avant les Pruſſiens. M. de Wied ayant ainſi manqué ſon coup, ſe replia ſur Radeberg, il tourna de-là ſur Groſs-Dobritz, pour s'approcher de l'Elbe et ſe joindre à l'armée de S. A. R. après avoir paſſé ce fleuve.

Pendant que ceci ſe paſſait en Luſace, le prince

méditait

méditait un coup par lequel il ſe promettait de prendre ſa revanche ſur les ennemis. Il était obligé de rechaſſer les Impériaux et les troupes des cercles des montagnes de la Saxe, tant parce qu'il en avait beſoin pour faire ſubſiſter ſes troupes pendant l'hiver, que parce qu'il était important de ne pas perdre de terrain à l'approche de la paix; ne devait-il pas d'ailleurs venger l'honneur des armes pruſſiennes, et ne pouvait-il pas appréhender avec fondement, que, s'il laiſſait le temps au prince de Stolberg de recevoir ſes ſecours, ce prince n'entreprît lui-même une expédition contre les Pruſſiens? La prudence, l'honneur, l'intérêt, la politique, tout ſe réuniſſait pour l'engager à prévenir les ennemis. S. A. R. ne retarda pas l'exécution de ſon projet. Elle ſe mit en marche le 28 d'octobre. Sa droite paſſa par les villages de Braunsdorf et de Hennersdorf; ſa gauche, après avoir paſſé le défilé de Grune, ſe ſépara en deux corps, dont l'un s'arrêta à Hennersdorf et l'autre à Groſs-Schirna. Ces troupes ſe mirent en mouvement le 29. L'extrémité de la gauche, qui devait attirer ſur elle l'attention de l'ennemi, fut rangée par M. de Forcade ſur la hauteur de Groſs-Schirna. M. de Belling chaſſa les Impériaux du bois de la Struht et s'y établit avec 2 bataillons et 10 eſcadrons. Cette poſition fournit à M. de Stutterheim l'aîné la facilité d'établir des batteries contre les redoutes que l'armée des cercles avait près de Waltersdorf. La droite du prince continua ſa marche, et laiſſa cette batterie et le bois de la Struht à gauche. M. de Kleiſt, avec ſon avant-garde, fut obligé de débarraſſer deux abatis ſoutenus de croates, et d'en

déloger les troupes, pour en ouvrir le chemin à la colonne de S. A. R. Cependant le prince de Stolberg et M. de Campitelli s'étaient mis en bataille autour de Freyberg. Leur droite s'appuyait à Tutendorf, leur gauche, qui s'étendait derrière le défilé de Waltersdorf, allait aboutir au Spittelwald; outre cela ils avaient fait conftruire des redoutes fur les hauteurs de Curbitz, qu'ils avaient entourées d'abatis. La marche de S A. R. la conduifit directement derrière cette pofition. Auffi-tôt que le prince de Stolberg s'en aperçut, il fit ufage de la feconde ligne pour en remplir le vide qui reftait entre fa gauche et la hauteur des Drey-Creutzer. A trois mille pas de cette armée, entre le Brand et Erbisdorf, on aperçut encore un corps d'à peu-près 6,000 hommes, qui fe préfentait fur ces hauteurs, commandé par un général Mayer.

Les Pruffiens étaient déjà arrivés au Spittelwald; ils l'attaquèrent vigoureufement et y prirent tout un bataillon impérial de Wied. Mrs. de Duringshofen et de Mannftein furent poftés à ce bois, entre le village de St. Michel et le Spittelwald, avec 4 bataillons et 6 efcadrons, pour tenir en échec le corps de ce général Mayer. Ces précautions prifes, les grenadiers pruffiens pafsèrent la partie de ce bois la plus voifine du village de St. Michel, et fe mirent en bataille vis-à-vis de la hauteur des Drey-Creutzer. Ces grenadiers, foutenus de cuiraffiers et de dragons, attaquèrent l'ennemi, et après un feu qui dura à peu-près une heure et demie, ils remportèrent la victoire. M. de Seidlitz alors, avec fa cavalerie, donna fur les fuyards et fit des prifonniers

jufqu'aux portes de Freyberg. Les troupes des cercles abandonnèrent fur cela les redoutes du côté de Waltersdorf. M. de Stutterheim faifit ce moment pour paffer ce défilé et lâcher fa cavalerie fur les fuyards, ce qui augmenta la confufion et la déroute des vaincus. M. de Buttler, qui n'avait point paffé la Mulde, n'ayant été jufqu'alors que fpectateur de l'action, voulut y être pour quelque chofe; il envoya (mais trop tard) le régiment de Jofeph Efterhazy au fecours des troupes des cercles, et tout ce régiment fut fait prifonnier; enfin le prince de Stolberg, Campitelli, Mayer et Buttler même, tous s'enfuirent jufqu'à Frauenftein, où à peine ils fe crurent en fureté. Ils perdirent dans cette bataille 30 pièces de canon, 66 officiers et près de 8,000 hommes, dont 4,000 furent faits prifonniers par S. A. R. La perte des Pruffiens ne monta pas à mille hommes, parce qu'ils n'éprouvèrent pas une réfiftance bien opiniâtre, ils n'étaient forts que de 29 bataillons et de 60 efcadrons. L'ennemi qu'ils eurent à combattre, outre l'avantage que lui donnait le terrain, s'il avait fu s'y défendre, avait 49 bataillons et 78 efcadrons. Mais les fuccès des armées dépendent plus de l'habileté du général qui commande, que du nombre des troupes qui les compofent. Il ferait fuperflu de faire ici le panégyrique de S. A. R.; le plus bel éloge qu'on puiffe en faire eft de rapporter fes actions. Les connaiffeurs y remarqueront aifément ce mélange heureux de prudence et de hardieffe fi rare et fi défiré, qui unit et raffemble le plus de perfections que la nature puiffe accorder pour former un grand homme de guerre.

Après cette victoire, le prince fit nettoyer les bords de la Wilde-Weiftritz du peu d'ennemis qu'il y avait encore; ce qui caufa une fi vive alarme à M. de Haddick, qu'il fit paffer l'Elbe fur le champ aux troupes du prince Albert, et qu'il envoya un renfort confidérable au prince de Stolberg, pour le mettre en état de foutenir fa pofition de Frauenftein.
Novemb. M. de Wied arriva le 1 de novembre au camp de Schlettau, pour relever M. de Hulfen, dont le corps fe joignit à l'armée de S. A. R. M. de Platen fut pouffé en avant et paffa la Mulde avec un corps de 9,000 hommes. M. de Belling s'avança entre Saffelbach et Burkersdorf, où il alluma la nuit des feux comme ceux d'une grande armée. En même temps M. de Wied fit un détachement à Naukirch, pour alarmer le camp de Plauen. Ces mefures prifes avec tant de jufteffe produifirent l'effet qu'on devait en attendre; car le prince de Stolberg fe replia la nuit même fur Altenberg vers les frontières de la Bohème. Sur quoi M. de Belling occupa les environs de Frauenftein, et M. de Platen fe campa à Porfchenftein, pour couvrir le corps de M. de Kleift, qui entra en Bohème par le chemin d'Einfiedel; il ruina le magafin confidérable que les Impériaux avaient à Satz, fit des incurfions jufqu'à Leutmeritz, et rentra en Saxe par le Basberg.
6. Le roi arriva vers ce temps à Meiffen; il fit avancer M. de Wied vers Keffelsdorf. Ce général rencontra un pofte d'avertiffement de M. de Ried au Landsberg. Mrs. d'Anhalt et de Prittwitz l'attaquèrent, et y prirent 4 canons et 500 hommes. Ce M. d'Anhalt eft le même qui avait le plus contribué à l'affaire

de Langenſalza et à celle de Leutmannsdorf. Cette belle action fit la clôture de la campagne. La ſaiſon, qui devenait fort rude, obligea d'aſſigner des quartiers de cantonnement aux troupes.

Les préliminaires de la paix furent ſignés vers ce temps-là entre les Français et les Anglais. Les Anglais, dont la conduite avait été ſi odieuſe depuis que M. Bute avait eu l'adminiſtration des affaires, abandonnèrent entièrement les intérêts du roi dans le cours de cette négociation; ils conſentirent même à ce que les Français demeuraſſent en poſſeſſion du duché de Clèves et de la principauté de Gueldre. Cet abandon obligea le roi à chercher des moyens de réduire la cour de Vienne à faire une paix équitable. Les princes de l'Empire étaient las de la guerre; ils voyaient l'armée françaiſe prête à repaſſer le Rhin. Il parut que ce ferait le temps de les réduire à la neutralité, et par conſéquent d'iſoler tout à fait l'impératrice-reine. Dans cette vue M. de Kleiſt fut envoyé dans l'Empire avec ſon corps. Il s'empara de Bamberg et inquiéta Nuremberg. Ses houſards parurent aux portes de Ratisbonne; la diète en fut troublée dans ſes délibérations. Pluſieurs députés remplis d'épouvante prirent la fuite. Le duc de Wirtemberg fut ſur le point de ſe ſauver en Alſace. Enfin les effets de cette incurſion furent tels, que les électeurs de Bavière et de Maïence, et les Evêques de Bamberg et de Wurzbourg demandèrent la paix, promettant de retirer d'abord le contingent qu'ils avaient à l'armée des cercles. Le ſeul moyen d'éteindre l'embraſement de l'Allemagne, était d'écarter les matières combuſtibles qui

3 nov. à Verſailles.

pouvaient nourrir cet incendie. M. de Kleift, après cette belle expédition, ramena au commencement de janvier fes troupes en Saxe; on tira un cordon le long de la Tripfche et de la Mulde, qui s'étendait de Seyda à Meiffen. D'autres corps furent répandus à Chemnitz, Zwickau et Géra le long des frontières de la Bohème, et le gros de l'armée fut diftribué depuis Sorau jufqu'aux extrémités de la Thuringe.

CHAPITRE XVII.

De la Paix.

Les troupes commençaient à peine à cantonner, que M. de Fritfch, confeiller du roi de Pologne, fe rendit à Meiffen, où était le quartier général. Il avait des terres dans le voifinage, de forte que fon arrivée ne parut point extraordinaire. Il demanda audience au roi, et débuta par quelques lieux communs fur les malheurs de la guerre et fur les avantages de la paix; à la fuite de quoi il s'ouvrit davantage, en ajoutant que la paix était peut-être moins éloignée qu'on ne le penfait, qu'il était même chargé de certaines commiffions, dont il ne tardait à s'ouvrir que pour favoir préalablement fi elles ne feraient pas mal reçues. Le roi lui répondit que fes ennemis l'avaient forcé à faire la guerre, que c'étaient eux qui jufqu'à préfent s'étaient oppofés à la paix, ou l'avaient éludée fous différens prétextes; que ce n'était pas à lui qu'il fallait

demander s'il défirait la fin des troubles de l'Allemagne, mais bien à ceux qui les avaient fomentés et entretenus jufqu'alors, dont l'animofité et l'acharnement avaient augmenté à raifon de l'oppofition et de la réfiftance qu'ils avaient rencontrée dans l'exécution de leurs pernicieux deffeins. Alors M. Fritfch préfenta au roi une lettre du prince électoral, qui portait que ce prince ayant à cœur la tranquillité de l'Europe, avait employé tous fes foins pour la rétablir, et que pour cet effet il avait fait fonder les intentions de l'impératrice-reine, et l'y avait trouvée toute difpofée; que ne s'agiffant que du concours de S. M. pruffienne pour terminer les différens des puiffances belligérantes, il priait S. M. de vouloir s'expliquer avec lui fur ce fujet. Après cette lecture, le roi retraça toute la conduite que la cour de Vienne avait tenue pendant cette guerre, et dit que fes anciens ufages étant de faire toujours la paix après fes alliés, comme l'hiftoire en fourniffait tant d'exemples, il n'était point apparent qu'elle en eût à préfent l'intention fincère; que cependant, pour ne point avoir à fe reprocher d'avoir rejeté des ouvertures qui pourraient mener à terminer cette funefte guerre, par cette confidération feule, le roi lui déclarait que, quelques raifons qu'il eût de demander des indemnifations pour les cruautés et les ravages qu'on avait commis dans les provinces de fa domination, il s'en défiftait par amour pour la paix, à condition toutefois qu'aucun de fes ennemis n'infifterait de fon côté fur de pareilles indemnifations, parce qu'il était très-réfolu de ne point perdre par un trait de plume ce qu'il avait défendu jufqu'alors,

et ce qu'il était encore fort en état de défendre par l'épée; et il ajouta; "Si donc la maifon d'Autriche „ a réellement deffein de négocier avec moi, il „ faut, pour prévenir toute équivoque et toute in- „ terprétation ambiguë, que nous convenions préa- „ lablement des principes que nous admettrons „ de part et d'autre, et je n'en vois que trois „ qui puiffent conduire cet ouvrage à une fin dé- „ firable, favoir: qu'on faffe une paix équitable, „ où aucune des parties contractantes ne foit léfée; „ que les conditions en foient honorables pour ceux „ qui y concourent; et qu'elle foit cimentée par „ des mefures affez folides pour qu'elle puiffe être „ durable." M. Fritfch comprit, par la réponfe du roi, qu'il devait fur-tout guérir l'efprit de ce prince de la méfiance qu'il avait au fujet de la fincérité des intentions de la cour de Vienne. Pour achever de le convaincre des bonnes difpofitions où l'impératrice fe trouvait à l'égard de la paix, il lui communiqua une relation que le Sr. Saul, émiffaire à la cour de Vienne, venait d'envoyer au prince électoral. Cette relation contenait des affurances que le comte Kaunitz avait données au Sr. Saul du défir de l'impératrice de terminer promptement cette guerre, et portait auffi que le comte Kaunitz avait affuré l'émiffaire qu'à deux reprifes l'impératrice-reine avait offert la paix au roi de Pruffe, la première fois par le canal de la France et la feconde par celui de l'Angleterre, et que les refus du roi juftifiaient les mefures que la reine fe trouvait obligée de prendre pour la continuation de la guerre. C'étaient là des faits notoirement faux; car jamais il ne s'était fait

d'ouverture au roi de la part de la cour de Vienne, ni par la France, ni encore moins par l'Angleterre. Ce début paraissait de mauvais augure; quelle espérance pouvait-on fonder sur une négociation qui s'entamait par des faussetés? Toutefois, comme les bagatelles nuisent souvent aux grandes choses, sans s'arrêter aux propos que le comte Kaunitz avait tenus à un émissaire saxon, il ne fallait qu'entrer dans l'examen des raisons que l'impératrice pouvait avoir de faire la paix, pour se convaincre que leur solidité et leur poids devaient faire impression sur son esprit.

Cent mille Turcs sur les frontières de la Hongrie étaient un argument très-capable d'inspirer des sentimens pacifiques au conseil d'État le plus acharné à la guerre. Ajoutez à cette considération la défection des Russes et des Suédois, dont les premiers avaient même fait une partie de la dernière campagne avec les Prussiens; et quand on n'aurait pas eu de nouveaux ennemis à craindre en eux, c'étaient toujours d'anciens amis qu'on avait perdus, et par conséquent autant de diversions de moins contre la Prusse. Ne devait-on pas faire attention à Vienne à la paix séparée que les plus grands souverains d'Allemagne venaient de conclure avec la Prusse? Car de quoi était composée l'armée de l'Empire? n'était-ce pas de leurs troupes? D'un autre côté les préliminaires entre les Français et les Anglais étaient signés, et les Français s'étaient engagés à retirer incessamment leurs troupes d'Allemagne; il ne restait donc, de toutes les parties belligérantes, que l'impératrice et le roi de Prusse sur le champ de

bataille, comme à peu-près deux champions abandonnés de leurs seconds dans un combat à outrance. Voilà pour les raisons politiques. Celles que l'intérieur de l'Etat fournissait, n'étaient pas moins fortes : c'étaient le découragement produit par les mauvais succès de la dernière campagne, les difficultés infinies qu'on rencontrait pour ramasser les fonds nécessaires aux frais de la guerre, la mésintelligence des généraux, les brouilleries des ministres, les dissentions dans la famille impériale, la santé chancelante de l'empereur, et peut-être encore ce problème, si l'impératrice n'ayant pu réussir avec tant d'alliés à rabaisser et à détruire la Prusse, il n'y avait pas moins d'apparence que jamais d'en venir à bout lorsqu'elle était seule et privée de tant de secours. Les raisons de guerre étaient tout aussi puissantes que celles que nous venons d'alléguer. La ville de Dresde était mal approvisionnée, les magasins de la Bohème se trouvaient en partie vides, ou ruinés par l'incursion de M. de Kleist. Cela devait faire craindre naturellement, à Varsovie aussi bien qu'à Vienne, que la ville de Dresde ne fût reprise par le roi dès le commencement de la campagne prochaine, et par conséquent que la Bohème ne devînt, sinon le théâtre de la guerre, au moins celui des incursions des troupes prussiennes. Toutes ces raisons persuadèrent le roi que la cour de Vienne désirait sincèrement que la paix fût rétablie. Après y avoir mûrement réfléchi, il donna au Sr. Fritsch une réponse favorable, et le chargea d'une lettre pour le prince électoral, dans laquelle il le remerciait des soins qu'il s'était donnés pour concilier les esprits, en l'assurant que de son

côté il contribuerait avec plaisir, autant que le permettrait sa gloire, au rétablissement de la paix.

Peu de jours après le roi partit de Meissen; il fit la tournée de son cordon sur les frontières de la Bohème et de l'Empire, d'où il se rendit à Leipsic, pour y établir son quartier durant l'hiver. M. Fritsch s'y représenta peu de jours après l'arrivée du roi; il y vint muni de la réponse que la cour de Vienne avait donnée sur les principes que l'on voulait établir pour base de la négociation. Ce mémoire était chargé de plusieurs expressions emphatiques, énigmatiques, obscures et inintelligibles pour tout autre que pour le comte Kaunitz. Heureusement le comte Flemming, ministre de Saxe à Vienne, avait commenté ce texte par une longue lettre, où il expliquait le style ténébreux de la chancellerie autrichienne; il donnait de fortes assurances de la droiture des sentimens de l'impératrice, et du consentement qu'elle accordait à toutes les restitutions qu'on pouvait exiger d'elle, en considération de l'état déplorable où l'électorat de Saxe se trouvait réduit: il avertissait cependant, par précaution, qu'on devait s'attendre de la part des Autrichiens à quelques chicanes, et à quelques circonlocutions pour la forme. Les parties étaient d'accord pour le fond, et la paix pouvait se conclure de la manière dont le roi le désirait.

De son côté bien des motifs concouraient à lui faire préférer des conditions de paix modestes et modérées à d'autres plus avantageuses. Il était d'autant moins à propos de rehausser ces conditions dans l'état où se trouvaient les choses, qu'on n'aurait obtenu des dédommagemens que par des victoires,

et que l'armée ſe trouvait trop ruinée et trop dégénérée pour qu'on pût s'en promettre des exploits éclatans. Le nombre des bons généraux avait diminué, et l'on en manquait pour conduire les détachemens. Les vieux officiers avaient péri dans un grand nombre d'occaſions meurtrières où ils avaient combattu pour la patrie. Les jeunes officiers étaient d'un âge à ne point promettre de grands ſervices. Ces vieux ſoldats reſpectables, ces chefs de bandes n'exiſtaient plus, et les nouveaux dont l'armée était compoſée, conſiſtaient pour la plus grande partie en déſerteurs, ou en de jeunes gens faibles, au-deſſous de dix-huit ans, incapables de ſoutenir les fatigues d'une rude campagne; d'ailleurs bien des régimens, ruinés à différentes repriſes, avaient été jusqu'à trois fois rétablis pendant la guerre; de ſorte que les troupes, dans l'état où elles étaient, ne pouvaient s'attirer la confiance de ceux qui devaient les commander. A quels ſecours enfin le roi pouvait-il s'attendre en continuant la guerre? Il ſe trouvait entièrement iſolé et ſans alliés. Les ſentimens de l'impératrice de Ruſſie à ſon égard étaient équivoques; les Anglais agiſſaient envers lui moins en amis qu'en ennemis déclarés; les Turcs, étourdis de tant de révolutions arrivées en Ruſſie, incertains du parti qu'ils devaient prendre, déclinaient l'alliance défenſive qu'on leur propoſait depuis ſi long-temps; le chan même des Tartares venait d'obliger le réſident pruſſien à quitter ſa cour. Indépendamment de toutes ces circonſtances, il était fort à craindre que la prolongation de la guerre n'occaſionnât la peſte en Saxe, en Siléſie et dans le Brandebourg, parce que la plupart des champs

demeurant en friche, les vivres étaient rares et à un prix excessif, et les campagnes dépeuplées d'hommes et de bestiaux, de sorte qu'on ne voyait, dans toutes ces provinces, que des traces affreuses de la guerre, et des précurseurs de plus grandes calamités pour l'avenir. Dans des conjonctures aussi cruelles, on n'avait rien à espérer en continuant la guerre. Quand on aurait commencé la campagne qui était près de s'ouvrir, on n'aurait pas obtenu pour cela de meilleures conditions; par un cercle vicieux et après une défense inutile, on aurait été forcé d'en revenir à celles dont on convenait dès lors. Les Autrichiens proposèrent la tenue d'un congrès; le roi l'accepta d'abord. Ils nommèrent de leur part le Sr. Collenbach ministre plénipotentiaire, et le roi nomma du sien M. de Hertzberg, son conseiller du cabinet: on convint de plus, que les conférences se tiendraient à Hubertsbourg, et par un acte public, ce lieu, ainsi que son territoire, fut déclaré neutre. Les conférences commencèrent le 31 de décembre selon les formalités usitées.

Ainsi, dans ces temps heureux, les esprits échauffés et irrités par la guerre se calmèrent tout d'un coup du Nord au Sud de l'Europe. Nous avons vu les préliminaires signés entre la France et l'Angleterre. Le mauvais succès de ses armées, tant aux Indes qu'en Europe, y avait déterminé le ministère de Versailles; car dès le printemps de cette année, les Anglais avaient conquis la Martinique, et durant l'été ils avaient enlevé la Havane aux Espagnols, dont ils avaient entièrement abymé la flotte. Ces malheurs, joints aux dépenses excessives de la France et à l'im-

poſſibilité de trouver de nouvelles reſſources, avaient enfin déterminé le conſeil à la paix. Les Anglais de leur côté, au lieu de faire une paix glorieuſe, dont ils pouvaient dicter les conditions à leurs ennemis, gouvernés par le Sr. Bute, ſacrifièrent les intérêts de leurs alliés; ils avaient conſenti que les Français reſtaſſent après la paix en poſſeſſion des places de Wéſel, de Gueldre, et de leur territoire. Non content de fouler aux pieds les engagemens et la bonne foi des traités, le Sr. Bute intriguait encore à la cour de Pétersbourg, et y ſemait des germes de méfiance et de ſoupçons contre le roi, de ſorte que celui-ci ne pouvant compter ſur aucune des puiſſances de l'Europe, avait tout lieu d'appréhender de nouvelles brouilleries avec les Ruſſes.

Au milieu de cette agitation générale, où ſouvent on prenait des réſolutions peu réfléchies, il arriva, ſans doute contre l'intention du miniſtère britannique, qu'il rendit un ſervice important à la Pruſſe, et voici comment. A peine les préliminaires furent-ils ſignés, que, par un eſprit d'épargne, ce miniſtère caſſa toutes les troupes légères qui avaient ſervi dans l'armée du prince Ferdinand. De ce nombre fut la légion britannique, et ce corps de 3,000 hommes paſſa au ſervice du roi; il fut joint par 800 dragons pruſſiens de Bauer et par autant de volontaires de Brunſwic que le roi avait engagés. Ce détachement, qui formait entre 5 et 6,000 hommes, eut ordre de ſe porter inceſſamment ſur les frontières du duché de Clèves, ce qui donna une étrange appréhenſion aux Français. Ils s'imaginèrent que le roi projetait de faire une diverſion ou en Flandre, ou

dans le Brabant. Ils communiquèrent leurs soupçons aux Autrichiens, qui firent sur le champ partir 10,000 hommes, pour gagner les bords du Rhin. Le ministère de Hanovre à son tour se figura, que le cœur ulcéré de la conduite des Anglais, le roi s'en vengerait sur l'électorat de Hanovre. En Angleterre on crut que le roi en voulait à l'évêché de Munster, pour s'assurer par-là la restitution des duchés de Clèves et de Gueldre; et comme le Sr. Bute était en train de donner en toute occasion des marques de sa mauvaise volonté aux Prussiens, il fit doubler la garnison de Munster, avec défense de laisser entrer aucun Prussien. Ainsi un événement simple et naturel échauffa tout d'un coup l'imagination des ministres, et fit extravaguer la moitié de l'Europe. Cette démence tourna cependant à l'avantage du roi; ce prince n'avait pensé ni à ces diversions, ni à la ville de Munster; l'unique dessein qu'il avait, était de surprendre la garnison de Wésel, pour s'en remettre en possession. Cependant les Français, fortement frappés de l'idée qu'une nouvelle guerre pouvait se rallumer en Flandre, et craignant d'y être enveloppés, proposèrent par le duc de Nivernois, au ministre du roi à Londres, un traité de neutralité pour la Flandre, moyennant lequel ils le remettraient en possession des provinces qu'ils avaient envahies. Cette proposition fut aussi-tôt acceptée que faite; mais l'éloignement des lieux, et la difficulté du trajet d'Angleterre dans cette saison rude, furent cause que la paix de Hubertsbourg fut signée avant que l'autre traité parvînt à maturité. Nous allons donc reprendre le fil des négocia-

tions en Saxe, où se réglèrent effectivement tous les intérêts de la Prusse qui restaient à discuter.

Dès que les plénipotentiaires se furent assemblés à Hubertsbourg, le Sr. de Collenbach dicta un mémoire dont la substance était à peu-près telle : " Le Sr. de Collenbach, autorisé par ses pleins-pouvoirs, déclare que S. M. l'impératrice-reine, pour convaincre tout le monde qu'elle désire sincèrement de voir la paix rétablie, ne balance point à faire les premières propositions; et comme de part et d'autre l'on est convenu de rétablir la paix sur des principes justes, honorables et durables, pour qu'aucune des parties contractantes ne fasse des pertes réelles, ces trois qualités exigent les conditions suivantes : 1. que la cour de Saxe soit comprise dans cette paix sur un pied convenable et réciproque ; 2. qu'on ait de justes égards pour les États de l'Empire, nommément ceux de Franconie, ainsi que pour le duc de Mecklenbourg et le prince de Zerbst; 3. qu'on se prête à ce que la paix puisse être rétablie dans l'Empire d'une manière honorable à l'empereur; 4. qu'il y ait une amnistie générale, dans laquelle l'Empire romain soit compris ; 5. qu'en conséquence de la convention passée entre le roi et l'électeur palatin au sujet de la succession de Juliers et de Bergue, ce traité reprenne sa force après la paix et soit renouvelé sur l'ancien pied; 6. que pour rendre cette paix durable, le comté de Glatz, dont la situation couvre la Bohème, reste à l'impératrice-reine ; 7. qu'afin d'écarter toute tentation d'agrandissement et tout ce qui pourrait exciter de nouvelles idées d'ambition, l'impératrice dispose l'empereur à détacher la Toscane de la

succession

ſucceſſion primogéniale de ſa maiſon, à condition toutefois que le roi prenne les mêmes engagemens pour la ſucceſſion des margraviats de Bareuth et d'Anſpach, poſſédés juſqu'en ces temps en ſeconde géniture; 8. qu'en faveur des provinces que l'impératrice reſtitue au roi, ce prince veuille accorder ſa voix pour l'élection de l'archiduc Joſeph en qualité de roi des Romains; 9. et pour l'expectative à la ſucceſſion féodale du duché de Modène en faveur de l'archiduc puîné, qui épouſera l'héritière de ce duché; 10. et qu'enfin on renouvelle les paix de Breslau et de Dresde au ſujet du maintien de la religion romaine, à l'égard des dettes de la Siléſie, et des garanties mutuelles, que le roi voudra bien étendre au-delà des bornes de ce traité; qu'on ſe rende des deux parts tous les priſonniers de guerre, et qu'on renonce à toutes les contributions arriérées."

Ces propoſitions, dont pluſieurs étaient captieuſes, furent examinées avec toute l'attention que méritait l'importance de la matière; on éplucha les articles contraires par le ſens et par les termes aux principes fondamentaux dont on était convenu pour rétablir la paix; il fut ſur-tout facile de prouver que la ceſſion d'une province, quelques couleurs qu'on lui donnât, était toutefois une perte très-réelle, qu'un ſens forcé, ou un terme interprété d'une manière équivoque ne pouvait en aucune façon faire changer de nature; on y ſubſtitua l'article ſuivant: que la reſtitution entière des Etats appartenans aux puiſſances belligérantes ſervirait de baſe au traité qu'on voulait faire; par conſéquent qu'on promettait de rendre au roi de Pologne ſon électorat de Saxe et les

provinces qui y appartenaient, dès qu'on reſtituerait aux Pruſſiens les provinces qu'on leur avait enlevées. On demanda enſuite l'explication de certains termes vagues contenus dans le mémoire autrichien, parce qu'il fallait des définitions pour les comprendre. Que pouvaient ſignifier les juſtes égards qu'on demandait au roi pour les princes de l'Empire ? On fit obſerver en même temps aux Autrichiens, que les différens que le roi avait eus avec les princes de l'Empire venant à ceſſer par cette paix, il était ſuperflu de ſtipuler quelque condition particulière à leur égard, à moins que, par le même article et par une réciprocité parfaite, il ne plût à l'impératrice-reine de contracter les mêmes obligations envers les alliés du roi, leſquels on nomma, ſavoir l'impératrice de Ruſſie, le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, le landgrave de Heſſe et le duc de Brunſwic. On propoſa, au lieu du troiſième article, l'amniſtie pour le paſſé et le renouvellement de la paix de Weſtphalie. L'article 6, contenant la ceſſion du comté de Glatz, fut nettement rejeté comme contraire aux principes fondamentaux dont on était convenu. On déclina l'article 7 en expoſant l'indécence qu'il y a qu'une puiſſance étrangère ſe mêle des lois et des arrangemens domeſtiques qu'une autre puiſſance abroge ou établit dans ſa famille ; et pour donner un tour plus honnête à ce refus, on y ajouta que le roi ne prétendant avoir aucune influence dans les arrangemens que l'empereur trouverait à propos de faire dans la ſucceſſion de ſa famille, le roi ſe flattait de même que ni l'empereur ni l'impératrice ne voudraient penſer à diſpoſer des héritages qui revenaient légitimement et de droit

à la branche aînée de la maifon de Brandebourg. A l'égard de l'élection de l'archiduc Jofeph en qualité de roi des Romains, et de la fucceffion féodale du duché de Modène, le roi, qui ne pouvait empêcher ni l'un ni l'autre, prit le parti d'accorder fa voix de bonne grâce, pour s'en faire un mérite; cet article ne fut point chicané du tout.

Ce contreprojet fut envoyé à Vienne par le fieur Collenbach; la réponfe revint affez promptement, et les Autrichiens fe relâchèrent fur la plupart des articles; ils n'infiftèrent proprement que fur deux points, la ceffion du comté de Glatz, et le traité provifionnel à conclure, qui réglerait la fucceffion des margraviats de Franconie. On eut donc à combattre des argumens déjà à demi réfutés. Les Autrichiens foutenaient que la fortereffe de Glatz n'était qu'une place défenfive entre leurs mains, et qu'elle était offenfive entre celles des Pruffiens; ils offraient de dédommager le roi par la partie de la principauté de Neiffe dont ils étaient en poffeffion, et de payer l'excédent en argent comptant, pour amortir les dettes hypothéquées fur la Siléfie. On fe contenta de rétorquer contr'eux les mêmes raifons; on leur prouva, par la fituation des lieux, qu'il y a fur cette frontière de la Bohème plufieurs poftes qui en défendent l'entrée au prince qui pofsède Glatz, comme font ceux de Bergicht, Politz, Opotfchna, Nachod, Wiffoka et Neuftadt, fans compter Kœnigsgrætz; le moindre defquels, bien défendu, arrêterait une armée comme celle de Xerxès, parce qu'ils valent bien les Thermopyles; au lieu qu'en Siléfie et endeçà de Glatz, dans les plaines de Franckenftein et

de Reichenbach, il n'eſt aucun poſte où une armée puiſſe diſputer l'entrée à l'ennemi ; d'où il réſulte évidemment que Glatz entre les mains des Autrichiens devient une place offenſive, qu'il leur fournit les trois débouchés de Johannsberg, de Wartha et de Silberberg, pour deſcendre librement dans la baſſe Siléſie, par où ils peuvent, dès le commencement d'une rupture, établir la guerre au cœur de cette province ; au lieu que Glatz, entre les mains du roi de Pruſſe, ne peut être qu'une place défenſive, ne donnant point de libre entrée dans le royaume de Bohème ; et comme cette diſcuſſion devenait toute militaire, le roi en appela aux lumières du maréchal Daun, qui ne pourrait diſconvenir de la réalité de ce qu'il avançait. Cependant pour adoucir la choſe par un compliment obligeant, le roi ajouta que s'il ne s'agiſſait que de la ceſſion d'une province pour gagner l'amitié d'une princeſſe d'un auſſi rare mérite que l'impératrice, il ne croirait point la payer trop cher par un tel ſacrifice ; mais qu'une ville auſſi importante que Glatz ne pouvait ſe céder que par un entier oubli de ce qu'un ſouverain doit à ſa poſtérité ; ſur-tout la ſituation du roi ne le mettant pas dans le cas de recevoir la loi de ſes ennemis, puiſqu'il pouvait rendre le double de ce qu'on avait à lui reſtituer. L'autre article concernant la convention propoſée par les Autrichiens pour régler la ſucceſſion des margraviats de Franconie, était trop contraire aux intérêts de la maiſon royale pour être accepté ; on s'en défendit en alléguant premièrement les mêmes argumens qu'on avait déjà employés ; ſecondement, en les fortifiant de conſidérations tirées

des exemples qui prouvent par leur inexécution l'inutilité des traités qu'on fait d'avance: il fut facile de prouver cette propofition aux Autrichiens, parce qu'ils avaient encore le fouvenir récent du peu de validité de cette fameufe Pragmatique par laquelle l'empereur Charles VI avait réglé la fucceffion de fes Etats La cour de Vienne répliqua encore à ces deux articles; et après avoir fait quelques tentatives pour le comté de Glatz, elle abandonna fes prétentions, en déclarant qu'elle rendrait la place et l'artillerie dans l'état où l'une et l'autre fe trouvaient actuellement; elle fe relâcha également fur le traité provifionnel au fujet des fucceffions de la Franconie.

La négociation avec les Saxons marchait de front avec celle des Autrichiens; elle ne rencontra pas de grandes difficultés, parce que le roi de Pologne fe trouvait trop heureux de ce que le roi voulait bien lui rendre fon électorat. Les Saxons fe bornèrent à demander qu'on s'employât à procurer des établiffemens aux enfans du roi de Pologne, et principalement au prince Charles, à qui l'impératrice de Ruffie venait d'ôter fon duché de Courlande.

Ainfi finit cette guerre cruelle, qui penfa bouleverfer l'Europe, fans qu'aucune puiffance, à l'exception de la Grande-Bretagne, étendît le moins du monde les limites de fa domination. La paix entre la France et l'Angleterre ne fut fignée que quelques jours plutôt que celle de Hubertsbourg. La France, par ce traité, fut dépouillée de fes principales poffeffions en Amérique. Les Anglais lui rendirent la Martinique, la Guadeloupe, le fort de Belle-île et

Pondichéri ; et la France reſtitua l'île de Minorque aux Anglais.

Nous ne ſaurions nous empêcher d'ajouter quelques réflexions ſur tant de faits que nous venons de narrer. Ne paraît-il pas étonnant que ce qu'il y a de plus raffiné dans la prudence humaine jointe à la force, ſoit ſi ſouvent le jouet d'événemens inattendus ou des coups de la fortune ? et ne ſemble-t-il pas qu'il y a un certain je ne ſais quoi qui ſe joue avec mépris des projets des hommes ? N'eſt-il pas clair, qu'au commencement de ces troubles, tout homme ſenſé devait ſe tromper dans le jugement qu'il portait ſur le dénouement de cette guerre ? qui pouvait prévoir, ou ſe figurer, que la Pruſſe, attaquée par les forces de l'Autriche, de la Ruſſie, de la France, de la Suède et de tout le St. Empire romain, réſiſterait à cette ligue formidable, et ſortirait ſans perdre aucune de ſes poſſeſſions d'une guerre où tout annonçait ſa ruine ? Qui pouvait ſe douter que la France, avec ſes forces intrinſèques, avec ſes grandes alliances, avec tant de reſſources, perdrait ſes principales poſſeſſions des Indes orientales, et deviendrait la victime de cette guerre ? Tous ces faits devaient paraître incroyables en l'année 1757. Cependant ſi nous examinons après coup les cauſes qui ont tourné les événemens d'une manière ſi inattendue, nous trouverons que les raiſons ſuivantes empêchèrent la perte des Pruſſiens : 1. le défaut d'accord et le manque d'harmonie entre les puiſſances de la grande alliance ; leurs intérêts différens, qui les empêchaient de convenir de certaines opérations ; le peu d'union entre les généraux ruſſes et autri-

chiens, qui les rendait circonſpects, lorſque l'occaſion exigeait qu'ils agiſſent avec vigueur pour écraſer la Pruſſe, comme ils l'auraient pu faire effectivement : 2. la politique trop raffinée et quinteſſenciée de la cour de Vienne, dont les principes la conduiſaient à charger ſes alliés des entrepriſes les plus difficiles et les plus haſardeuſes, pour conſerver, à la fin de la guerre, ſon armée en meilleur état et plus complète que celle des autres puiſſances; d'où, à différentes repriſes, il réſulta que les généraux autrichiens, par une circonſpection outrée, négligèrent de donner le coup de grâce aux Pruſſiens, lorſque leurs affaires étaient dans un état déſeſpéré : 3. la mort de l'impératrice de Ruſſie, avec laquelle l'alliance de l'Autriche fut enſevelie dans un même tombeau ; la défection des Ruſſes et l'alliance de Pierre III avec le roi de Pruſſe, et enfin les ſecours que cet empereur envoya en Siléſie.

Si nous examinons d'un autre côté les cauſes des pertes que les Français firent dans cette guerre, nous obſerverons la faute qu'ils commirent de ſe mêler des troubles de l'Allemagne. L'eſpèce de guerre qu'ils feſaient aux Anglais était maritime; ils prirent le change, et négligèrent cet objet principal, pour courir après un objet étranger, qui proprement ne les regardait point. Ils avaient eu juſqu'alors des avantages ſur mer contre les Anglais; mais dès que leur attention fut diſtraite par la guerre de terre ferme, dès que les armées d'Allemagne abſorbèrent tous les fonds qu'ils auraient dû employer à augmenter leurs flottes, leur marine vint à manquer des choſes néceſſaires, et les Anglais gagnèrent

un afcendant qui les rendit vainqueurs dans les quatre parties du monde. D'ailleurs les fommes exceffives que Louis XV payait en fubfides, et celles que coûtait l'entretien des armées d'Allemagne, fortaient du royaume, ce qui diminua de la moitié la quantité des efpèces qui étaient en circulation tant à Paris que dans les provinces ; et pour comble d'humiliation, les généraux dont la cour fit choix pour commander fes armées, et qui fe croyaient des Turenne, firent des fautes très-groffières.

Que ces exemples inftruifent au moins les politiques à vaftes deffeins, que quelque étendu que foit l'efprit humain, il ne l'eft jamais affez pour pénétrer les fines combinaifons qu'il faudrait pouvoir développer pour prévoir ou arranger les événemens qui dépendent des futurs contingens. Nous expliquons clairement les événemens paffés, parce que les caufes s'en découvrent; mais nous nous trompons toujours fur ceux qui font à naître, parce que les caufes fecondes fe dérobent à nos téméraires regards. Ce n'eft point une fingularité affectée à notre fiècle, qu'il y ait des politiques abufés ; il en a été de même dans tous les âges où l'ambition humaine enfanta de grands projets. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à fe rappeler l'hiftoire de la fameufe ligue de Cambrai, l'armement de la flotte invincible, la guerre de Philippe II contre les Hollandais, les vaftes deffeins de Ferdinand II à l'ouverture de la guerre de 30 ans; les différens projets de partage qui précédèrent la guerre de Succeffion, et cette guerre même. Toutes ces grandes entreprifes eurent une fin prefque oppofée à l'intention de ceux qui en étaient les promoteurs.

C'eſt que les choſes humaines manquent de ſolidité, et que les hommes, leurs projets, et les événemens ſont aſſujettis à une viciſſitude perpétuelle.

Les puiſſances belligérantes, au ſortir de l'arène où elles avaient combattu avec tant de haine et d'acharnement, commencèrent à ſentir leurs plaies et le beſoin qu'elles avaient de s'en guérir ; elles ſouffraient toutes, mais de maux différens. Nous les paſſerons ici comme en revue, pour avoir un tableau précis de leurs pertes, et de leur ſituation actuelle.

La Pruſſe comptait que la guerre lui avait conſumé 180,000 hommes ; ſes armées avaient combattu en ſeize batailles rangées ; les ennemis lui avaient détruit outre cela trois corps d'armée preſque en entier, celui du convoi d'Olmutz, celui de Maxen, et celui de M. de Fouqué à Landshut ; de plus une garniſon de Breslau, deux garniſons de Schweidnitz, une de Torgau, et une de Wittemberg furent perdues par la priſe de ces villes ; on comptait d'ailleurs qu'il était péri 20,000 ames dans le royaume de Pruſſe par les ravages des Ruſſes, 6,000 en Poméranie, 4,000 dans la nouvelle Marche, et 3.000 dans l'électorat de Brandebourg. Les troupes Ruſſes s'étaient trouvées à quatre grandes batailles ; et l'on comptait que cette guerre leur avait emporté 120,000 hommes, y compris ſes recrues qui périrent en venant en partie des frontières de la Perſe et de la Chine, pour joindre leurs corps en Allemagne. Les Autrichiens avaient livré dix batailles rangées; ils avaient perdu deux garniſons à Schweidnitz et une à Breslau, et ils évaluaient leur perte à 140,000 hommes. Les Français

fefaient monter la leur à 200,000 combattans, les Anglais avec leurs alliés à 160,000, les Suédois à 25,000, et les troupes des cercles à 28,000.

La maifon d'Autriche fe trouvait, au fortir de cette guerre, avec 100 millions d'écus de dettes; les frontières de la Bohème et de la Moravie avaient été endommagées, fans cependant qu'il fe fût confervé des traces de ruine ou de dévaftations. En France le gouvernement fe trouvait fans crédit par le brigandage des financiers et les malverfations de ceux qui étaient prépofés à l'adminiftration des dépenfes; on en était venu à fufpendre les intérêts des capitaux empruntés; le peu qu'on en acquittait, fe payait irrégulièrement; le peuple gémiffait fous le poids des impôts qui l'accablaient, et quoiqu'aucune incurfion ennemie n'eût ravagé les provinces, l'Etat n'en fouffrait pas moins, parce que le commerce des deux Indes étant détruit, les fources de l'abondance publique tariffaient. D'ailleurs les dettes nationales s'étaient accumulées, et montaient à des fommes fi énormes, qu'après la paix les impôts extraordinaires furent prolongés pour dix ans, afin de fervir à payer les intérêts et de créer un fonds d'amortiffement qui pût les acquitter. Les Anglais, victorieux fur terre et fur mer, avaient pour ainfi dire acheté leurs conquêtes par les fommes immenfes qu'ils avaient empruntées pour la guerre, et qui les rendaient prefque infolvables. L'opulence des particuliers paffait toute imagination. Cette richeffe et ce luxe du peuple provenaient des prifes confidérables que tant de particuliers avaient faites tant fur la France que fur l'Efpagne, et du prodigieux accroiffement

du commerce, dont, pendant la guerre, ils avaient été presque seuls en possession. La Russie avait à la vérité dépensé des sommes considérables ; mais elle avait plus fait la guerre sur le compte des Prussiens et des Polonais que sur le sien propre. La Suède se trouvait sur le point de faire banqueroute. Elle avait non-seulement entamé les fonds de la banque, mais par une opération maladroite de ses financiers, elle avait encore trop multiplié les billets; ce qui détruisit l'équilibre que tout Etat bien policé doit tenir entre le papier et l'argent monnoyé. La Prusse avait le plus souffert; Autrichiens, Français, Russes, Suédois, troupes des cercles, jusqu'au duc de Wirtemberg, tous y avaient fait des ravages; aussi l'Etat avait-il dépensé 125 millions d'écus pour l'entretien des armées, et autres dépenses militaires. La Poméranie, la Silésie et la nouvelle Marche demandaient de grandes sommes pour se rétablir. D'autres provinces, comme le duché de Crossen, la principauté de Halberstadt et celle de Hohenstein, exigeaient également de grands secours, et il fallait des efforts, soutenus de beaucoup d'industrie, pour les remettre dans l'état où elles étaient avant les troubles, parce que la plupart des champs n'étaient pas cultivés, faute de semences et de bestiaux; et tout ce qui sert à la subsistance d'un peuple y manquait également.

Pour subvenir à tant de besoins, il fut distribué dans ces provinces, selon une juste répartition, 25,000 mesures de blé et de farine, et 17,000 d'avoine; 35,000 chevaux tant des régimens que de l'artillerie; et des vivres furent donnés aux gentils-

hommes et aux payſans. Outre ces ſecours, le roi donna à la Siléſie trois millions pour ſon rétabliſſement. 1,400,000 écus à la Poméranie et à la nouvelle Marche, 700,000 à l'électorat, et 100,000 au duché de Clèves, outre 800,000 que reçut le royaume de Pruſſe; l'on réduiſit à la moitié les contributions du duché de Croſſen, des pays de Hohenſtein et de Halberſtadt; enfin le peuple reprit aſſez de courage pour ne pas déſeſpérer de ſa ſituation, pour travailler et pour réparer par ſon activité et ſon induſtrie les maux que l'Etat avait ſoufferts.

Il réſulte de ce tableau général que nous venons de crayonner, qu'en Autriche, en France, et même en Angleterre, les gouvernemens accablés de dettes étaient preſque ſans crédit, mais que les peuples n'ayant pas directement ſouffert par la guerre, ne s'en étaient reſſentis que par les impôts prodigieux que leurs ſouverains avaient exigés d'eux, au lieu qu'en Pruſſe le gouvernement ſe trouvait en fonds, et que les provinces étaient détériorées et abymées par la rapacité et la barbarie des ennemis. Après la Pruſſe, l'électorat de Saxe était, des provinces de l'Allemagne, celle qui avait le plus ſouffert; mais elle trouve, dans la bonté de ſon ſol et dans l'induſtrie de ſes habitans, des reſſources que la Pruſſe, à l'exception de la Siléſie, ne trouve point dans le reſte de ſes provinces. Le temps, qui guérit et qui efface tous les maux, rendra dans peu ſans doute aux Etats pruſſiens leur abondance, leur proſpérité et leur première ſplendeur; les autres puiſſances ſe rétabliront de même; enſuite d'autres

ambitieux exciteront de nouvelles guerres et causeront de nouveaux désastres; car c'est-là le propre de l'esprit humain, que les exemples ne corrigent personne; les sottises des pères sont perdues pour leurs enfans; il faut que chaque génération fasse les siennes.

Nous n'ajouterons qu'un mot à cet ouvrage, (peut-être déjà trop long et trop diffus) pour satisfaire la postérité, qui sans doute désirera de savoir comment un prince aussi peu puissant que le roi de Prusse a pu soutenir une guerre ruineuse pendant sept campagnes contre les plus grands monarques de l'Europe. Si la perte de tant de provinces le mettait dans de grands embarras, s'il fallait fournir sans cesse à des dépenses énormes, il restait cependant quelques ressources qui rendirent la chose possible. Le roi retirait 4 millions des provinces qui lui restaient. Les contributions de la Saxe montaient entre 6 et 7 millions; les subsides de l'Angleterre, qui en fesaient 4, étaient convertis en 8 millions; la monnaie, qu'on avait donnée à ferme, en diminuant les espèces de la moitié, rendait 7 millions; et outre cela on avait suspendu le payement des pensions civiles, pour appliquer tous les fonds aux dépenses de la guerre. Ces fonds différens que nous venons d'indiquer, fesaient par an, somme totale, 25 millions d'écus en mauvaises espèces; ce qui suffisait, à l'aide d'une bonne économie, pour le payement et l'entretien de l'armée, et pour les dépenses extraordinaires qu'il fallait renouveler à chaque campagne.

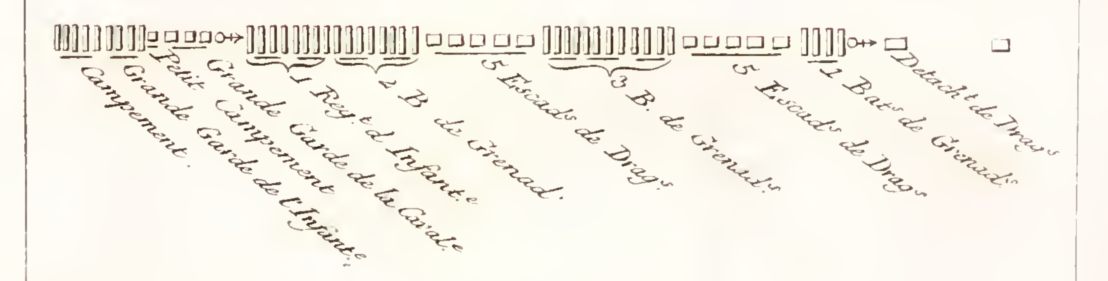
Veuille le ciel (si la Providence abaisse ses regards

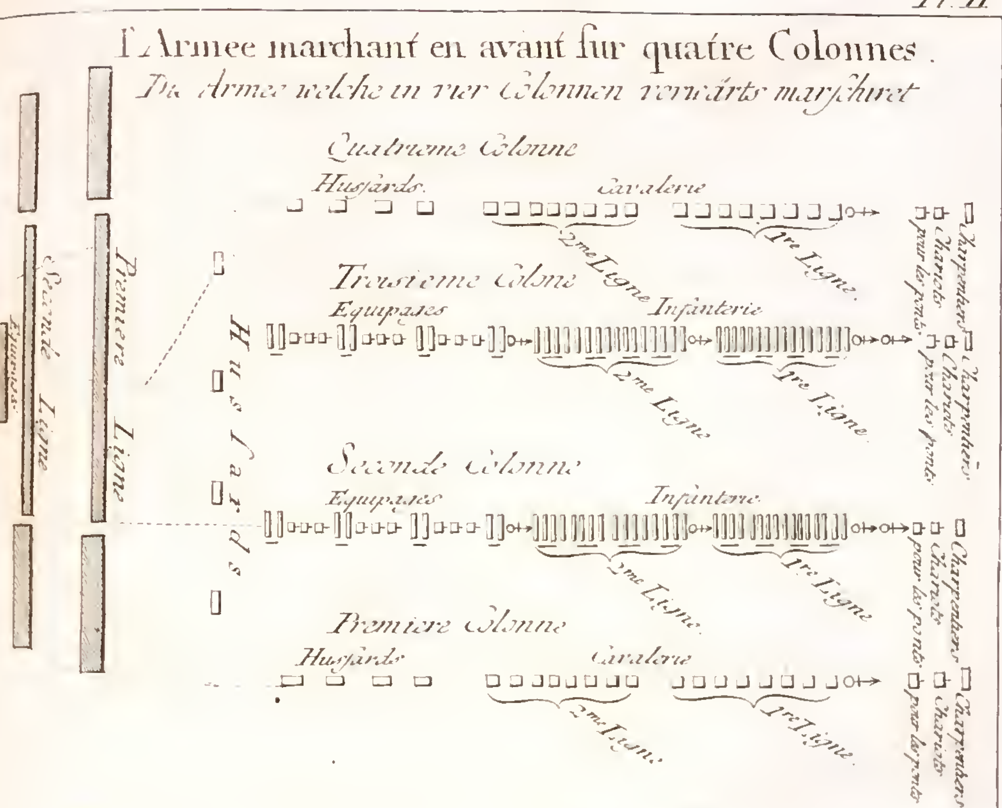
ſur les misères humaines) que le deſtin inaltérable et floriſſant de cet Etat mette les ſouverains qui le gouverneront à l'abri des fléaux et des calamités dont la Pruſſe a ſouffert dans ces temps de ſubverſion et de troubles, pour qu'ils ne ſoient jamais forcés de recourir aux remèdes violens et funeſtes dont on a été obligé de ſe ſervir, pour ſoutenir l'Etat contre la haine ambitieuſe des ſouverains de l'Europe, qui voulaient anéantir la maiſon de Brandebourg, et exterminer à jamais tout ce qui portait le nom pruſſien!

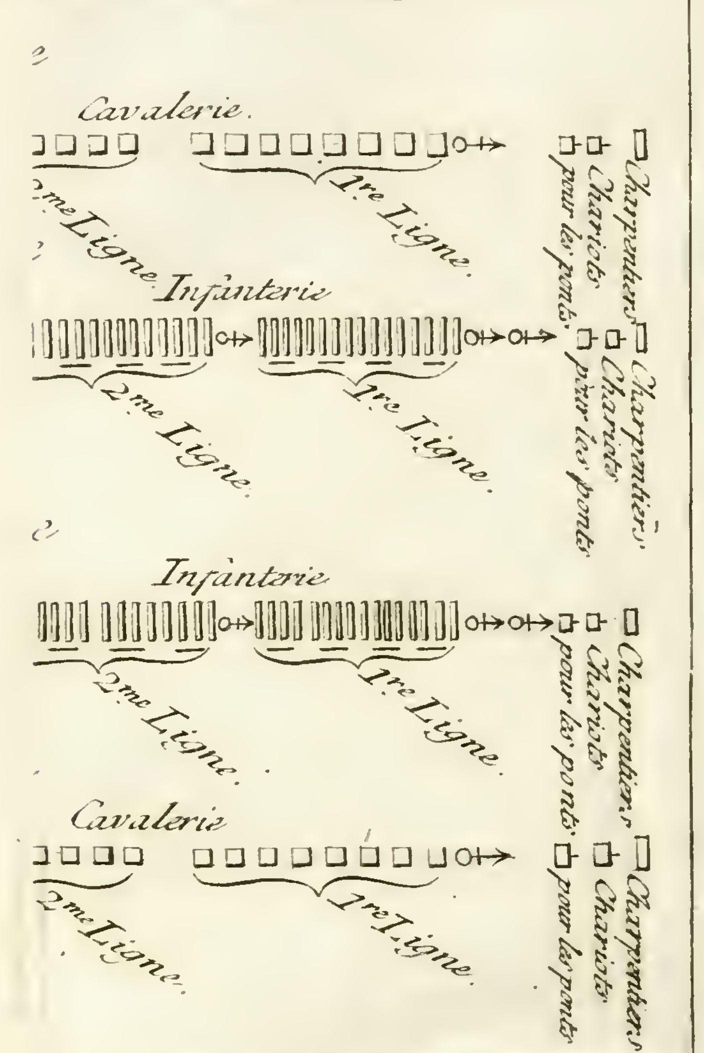
A Berlin, ce 17 de décembre 1763.

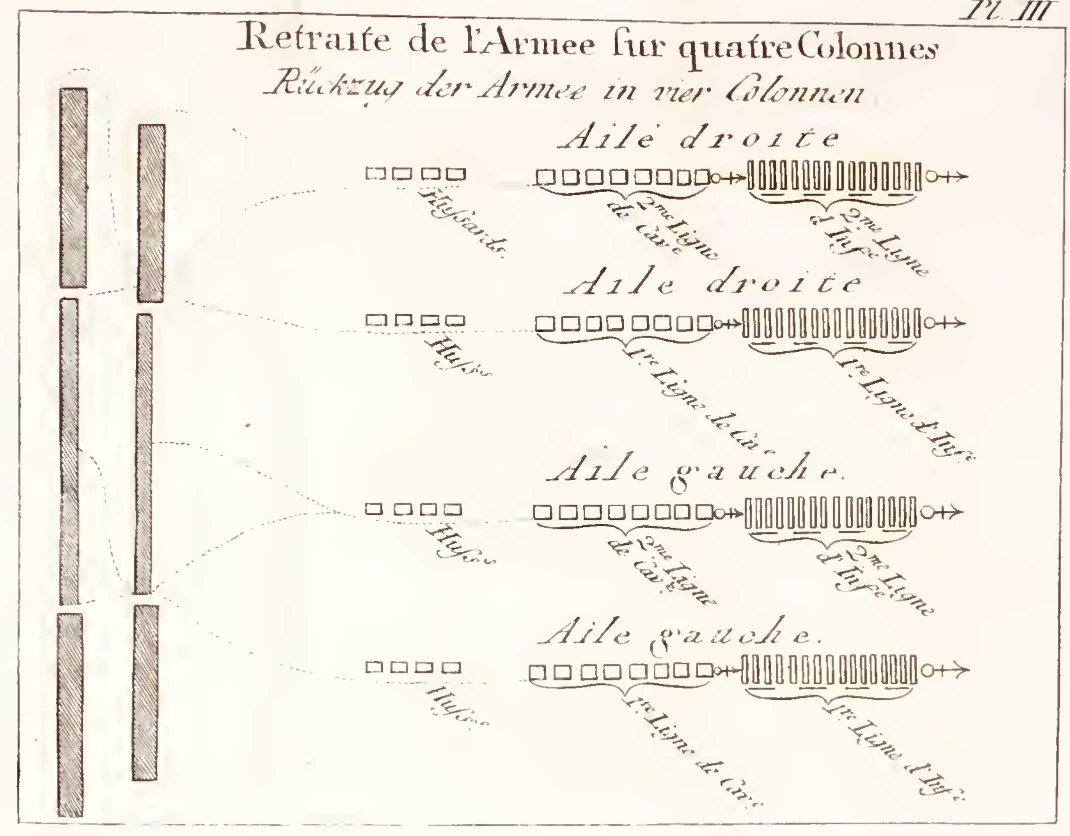
F I N.

Avantgarde

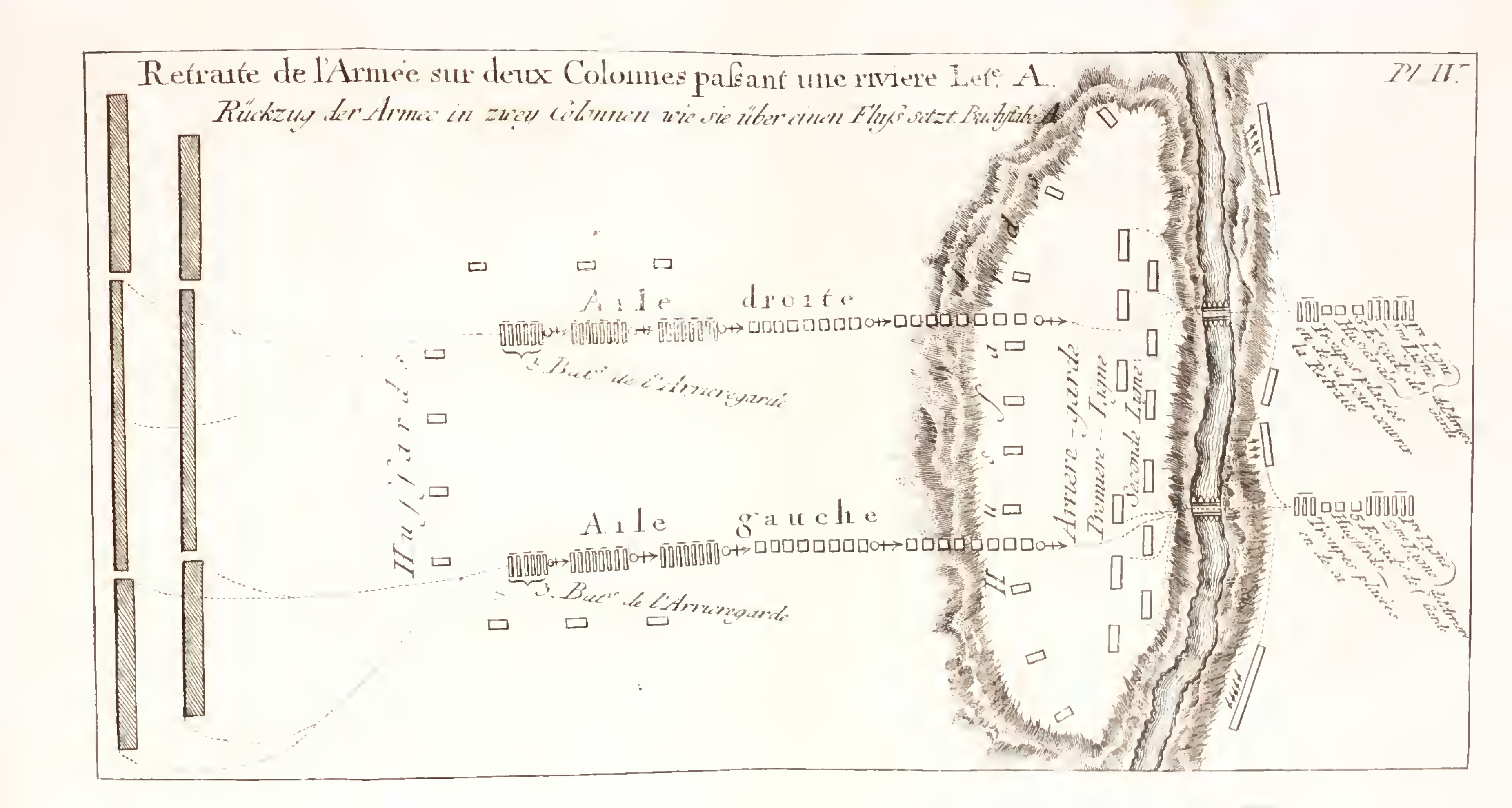

Campement.
Grande Garde de l'Infant.e
Petit Campement
Grande Garde de la Caval.e
1 Reg.t d'Infant.e
2 B. de Grenad.s
5 Escads de Drag.s
3 B. de Grenad.s
5 Escads de Drag.s
1 Bat.s de Grenad.s
Detach.t de Drag.s


L'Armee marchant en avant sur quatre Colonnes.
Die Armee welche in vier Colonnen vorwärts marschirt
Quatrieme Colonne
Husfards.
Cavalerie
2me Ligne
1re Ligne.
Charpentiers
Chariots pour les ponts.
Troisieme Colonne
Equipages
Infanterie
2me Ligne
1re Ligne.
Charpentiers
Chariots pour les ponts.
Seconde Colonne
Equipages
Infanterie
2me Ligne.
1re Ligne
Charpentiers
Chariots pour les ponts.
Premiere Colonne
Husfards
Cavalerie
2me Ligne.
1re Ligne.
Charpentiers
Chariots pour les ponts
Hussards
Premiere Ligne
Seconde Ligne
Equipages

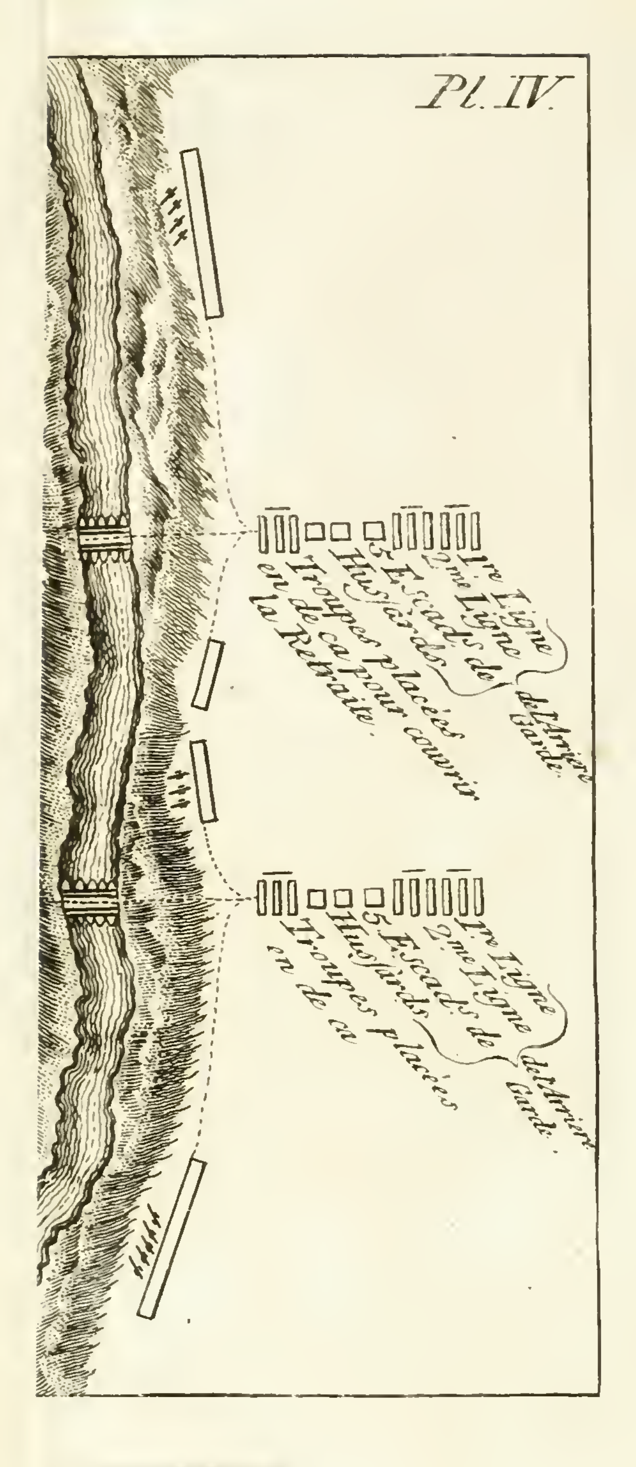

fur quatre Colonnes.
nen vorwärts marſchiret.
Cavalerie.
1re Ligne.
2me Ligne.
Charpentiers
Chariots
pour les ponts
Infanterie
1re Ligne.
2me Ligne.
Charpentiers
Chariots
pour les ponts
Infanterie
1re Ligne.
2me Ligne.
Charpentiers
Chariots
pour les ponts
Cavalerie
1re Ligne.
2me Ligne.
Charpentiers
Chariots
pour les ponts



Pl. III
Retraite de l'Armee sur quatre Colonnes
Rückzug der Armee in vier Colonnen
Aile droite
Hussards.
2me Ligne de Cave
2me Ligne d'Infe
Aile droite
Husss
1re Ligne de Cave
1re Ligne d'Infe
Aile gauche.
Husss
2me Ligne de Cave
2me Ligne d'Infe
Aile gauche.
Husss
1re Ligne de Cave
1re Ligne d'Infe

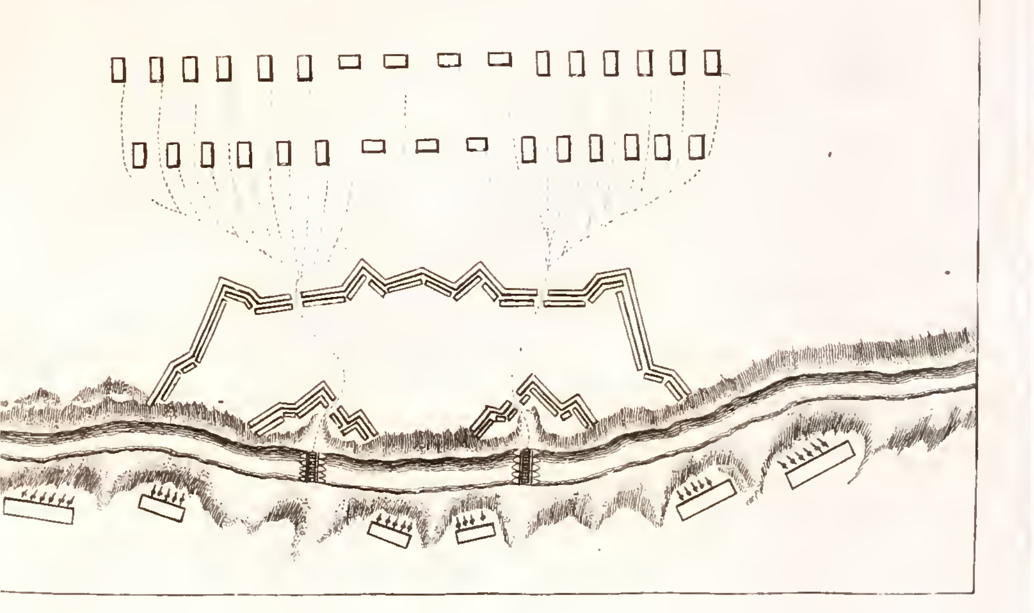


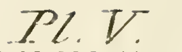
Retraite de l'Armée sur deux Colonnes passant une riviere Let. A.
Pl. II.
Rückzug der Armee in zwey Colonnen wie sie über einen Fluss setzt Buchstabe A.
Aile droite
3. Batn de l'Arrieregarde
Hussards
Aile gauche
3. Batn de l'Arrieregarde
Hussards
Arriere-garde
Premiere Ligne
Seconde Ligne
1re Ligne
2me Ligne
Hussards
1re Ligne
2me Ligne


Pl. IV.
1re Ligne
2me Ligne
de l'Arrière Garde.
5 Escads. de Hussards.
Troupes placées en deça pour couvrir la Retraite.
1re Ligne
2me Ligne
de l'Arrière Garde.
5 Escads. de Hussards.
Troupes placées en deça

Retraite de l'Armee ſur deux Colonnes paſsant une riviere Lete B

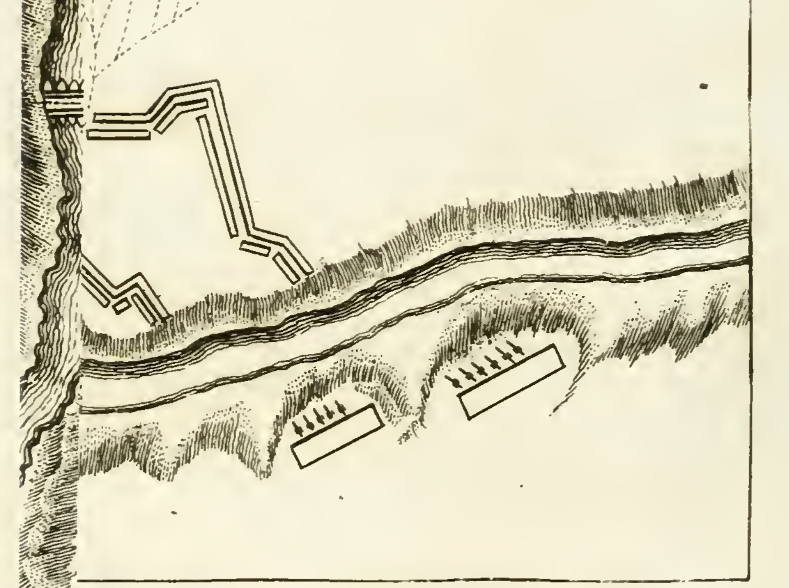
ückzug der Armee in zwey Colonnen wie sie uber einen Fluß setzt. Buchstabe B.





deux Colonnes
. Lete B

wie sie über einen Fluß setzt.
B.



Pl. VII.

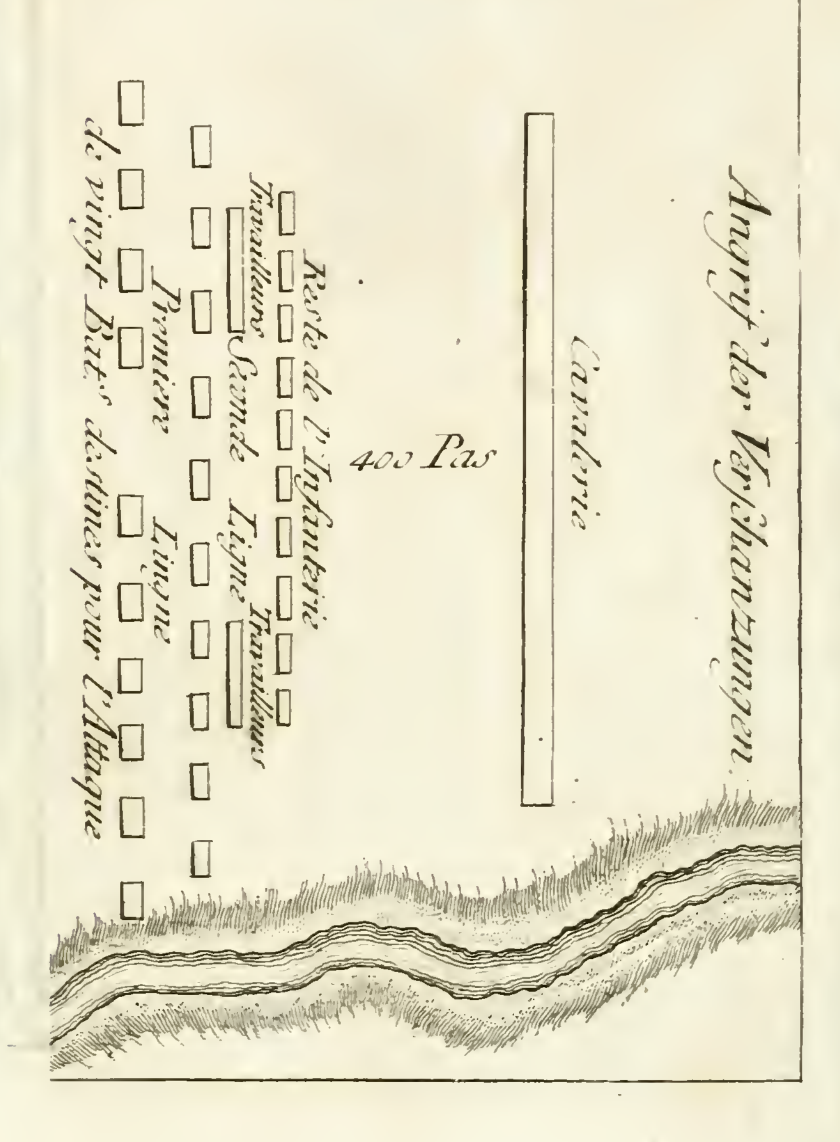
Attaque sur la Redoute au Centre

Angrif auf die Schanze im Mittelpuncte

Grenad.

Attaque des Retranchemens

Attaque des Retranchemens.



MÉMOIRES

epuis la paix de Hubertsbourg 1763, jusqu'à la fin du partage de la Pologne 1775.

AVANT-PROPOS.

AVANT-PROPOS.

J'avais eû lieu de croire que les derniers ouvrages politiques et militaires, que je donnerais à la poſtérité, feraient ceux qui contiennent ce qui s'eſt paſſé en Europe depuis l'année 1756 juſqu'à l'année 1763, où la paix de Hubertsbourg fut conclue. Après tant de campagnes laborieuſes qui avaient uſé mon tempérament, mon âge avancé commençait à me faire reſſentir les infirmités qui en étaient les ſuites néceſſaires, me laiſſait entrevoir comme prochaine la fin de ma carrière, et me feſait augurer que les ſeuls ſervices que je pourrais encore rendre à l'Etat, feraient d'effacer par une adminiſtration ſage et active les maux infinis que la guerre avait cauſés dans toutes les provinces de la domination pruſſienne. On devait ſe flatter, après les violentes ſecouſſes que l'Europe avait éprouvées durant la dernière guerre, qu'à tant d'orages ſuccéderait un temps calme et ſerein. Les puiſſances prépondérantes étaient fatiguées des efforts prodigieux qu'elles avaient été obligées de faire. L'épuiſement de leurs finances leur inſpira des ſentimens de modération qui bannirent ceux de l'animoſité auxquels elles ne s'étaient que trop abandonnées. Laſſées enfin de tant de travaux inutiles, elles ne déſirèrent que l'affermiſſement de la tranquillité

publique. Cette tranquillité était plus néceſſaire encore à la Pruſſe qu'au reſte de l'Europe, parce qu'elle avait porté preſque ſeule tout le fardeau de la guerre. On ne peut ſe repréſenter cet Etat que ſous l'image d'un homme criblé de bleſſures, affaibli par la perte de ſon ſang, et près de ſuccomber ſous le poids de ſes ſouffrances; il lui fallait du régime pour ſe remettre, des topiques pour lui rendre ſa vigueur, et des baumes pour conſolider ſes plaies. Dans ces conjonctures, le gouvernement n'avait d'autre exemple à ſuivre que celui d'un ſage médecin, qui, à l'aide du temps et par des remèdes doux, rétablit les forces d'un corps exténué. Ces conſidérations étaient ſi puiſſantes, que le gouvernement intérieur de l'Etat abſorba toute mon attention. La nobleſſe était dans un état d'épuiſement, le petit peuple ruiné, nombre de villages avaient été brûlés, beaucoup de villes détruites, ſoit par des ſiéges, ſoit par des incendiaires apoſtés par l'ennemi; une anarchie complète avait bouleverſé tout l'ordre de la police et du gouvernement; les finances étaient dans la plus grande confuſion, en un mot, la déſolation était générale. Ajoutez à tant d'embarras, que les vieux conſeillers et miniſtres des finances étaient morts durant le cours de cette guerre, et qu'iſolé, pour ainſi dire, et manquant d'aides, je fus obligé de choiſir de

nouveaux ſujets, et de les former en même temps aux emplois auxquels je les deſtinais. L'armée ne ſe trouvait pas dans une meilleure ſituation que le reſte du pays; dix-ſept batailles avaient fait périr la fleur des officiers et des ſoldats; les régimens étaient délabrés, et composés en partie de déſerteurs, ou de priſonniers de l'ennemi. L'ordre avait preſque diſparu, et la diſcipline était relâchée au point, que nos vieux corps d'infanterie ne valaient pas mieux qu'une nouvelle milice. Il fallut donc penſer à recruter les régimens, à y rétablir l'ordre et la diſcipline, ſur-tout à ranimer les jeunes officiers par l'aiguillon de la gloire, pour rendre à cette maſſe dégradée ſon ancienne énergie. Le tableau que préſentait la politique n'était pas plus flatteur que ceux que nous venons d'expoſer. La conduite de l'Angleterre, ſur la fin de la dernière guerre, avait rompu notre alliance avec elle; la paix ſéparée qu'elle fit avec la France, les négociations qu'elle entama en Ruſſie pour me brouiller avec l'empereur Pierre III, les avances qu'elle avait faites à la cour de Vienne pour lui ſacrifier mes intérêts, toutes ces infidélités ayant diſſous les liens qui m'avaient uni à la Grande-Bretagne, me laiſſaient, après la paix générale, iſolé et ſans alliés en Europe. Cette ſituation critique ne fut pourtant pas de durée, et ſur la fin de l'année

1763, les affaires prirent une face plus favorable. La cour de Ruſſie avait été comme étourdie par la révolution ſubite qui s'y était faite; il lui fallait du temps pour reprendre ſes eſprits. A peine la nouvelle impératrice eut-elle aſſuré l'intérieur de ſon gouvernement, qu'elle porta ſes vues plus loin; elle ſe rapprocha de la Pruſſe : d'abord ce ne furent que des explications; bientôt le beſoin mutuel de s'unir ne parut plus problématique. Dans le temps que cette négociation commençait à s'échauffer, mourut Auguſte III, roi de Pologne, et cet événement inattendu fut ſuffiſant pour accélérer la concluſion d'une alliance défenſive entre la Ruſſie et la Pruſſe. L'impératrice voulut diſpoſer à ſon choix de ce trône vacant; la Pruſſe était l'alliée qui, pour cette fin, lui convenait le mieux; auſſi bientôt après Stanislas Poniatowsky fut-il élu roi de Pologne. Cette élection n'aurait point eu de ſuites fâcheuſes, ſi l'impératrice s'en était tenue là; mais elle exigea de plus que la république accordât des priviléges conſidérables aux diſſidens. Ces prétentions nouvelles ſoulevèrent toute la Pologne; les grands du royaume implorèrent le ſecours des Turcs; bientôt la guerre s'alluma, et les armées ruſſes n'eurent qu'à ſe montrer pour vaincre les muſulmans dans toutes les rencontres. Cette guerre changea tout le ſyſtème politique de

l'Europe; une nouvelle carrière venant à s'ouvrir, il fallait être fans adreffe, ou enfeveli dans un engourdiffement ftupide, pour ne point profiter d'une occafion auffi avantageufe. J'avais lu la belle allégorie du Boyardo; je faifis donc aux cheveux l'occafion qui fe préfentait, et à force de négocier, je parvins à indemnifer notre monarchie de fes pertes paffées, en incorporant la Pruffe polonaife dans mes anciennes provinces. Cette acquifition était une des plus importantes que nous puffions faire, parce qu'elle joignait la Poméranie à la Pruffe orientale, et qu'en nous rendant maîtres de la Viftule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume, et de tirer des péages confidérables de la Viftule, tout le commerce de la Pologne fe fefant par cette rivière. Cette acquifition de la Pomerelie, qui fait époque dans les annales de la Pruffe, m'a paru affez remarquable pour qu'on dût en tranfmettre les détails à la poftérité, d'autant plus que j'ai été témoin et acteur dans cet événement. Les négociations dont je fais l'expofé dans cet ouvrage, fe trouvent toutes en original dans le dépôt des archives des affaires étrangères. J'ai divifé ces mémoires en trois chapitres; le premier traite des négociations et des affaires de la politique depuis la paix de Hubertsbourg jufqu'à la pacification de la

Pologne; le ſecond embraſſe les affaires de finances, les nouvelles branches de commerce qui ont été établies, les défrichemens faits dans différentes provinces, les produits de la Pruſſe occidentale, et les améliorations dont elle eſt ſuſceptible; le troiſième contient tous les objets qui ont rapport à l'armée, ſon rétabliſſement, ſon augmentation, le nombre des nouveaux corps levés depuis l'acquiſition de la Pomerelie, l'état des troupes fixé en temps de paix à 186,000 hommes, l'artillerie, tous les arrangemens néceſſaires pour mouvoir cette maſſe. Je dois en même temps avertir le lecteur, qu'ayant ſenti quelque répugnance à parler toujours de moi-même durant une longue narration, j'ai préféré à cet égoïſme révoltant le parti de parler des faits en tierce perſonne. Je me borne donc ſimplement à l'office d'un hiſtorien qui veut décrire avec vérité et avec clarté les choſes qui ſe ſont paſſées de ſon temps, ſans exagérer ni falſifier les moindres circonſtances. Je n'ai jamais trompé perſonne durant ma vie, encore moins tromperai-je la poſtérité.

MEMOIRES

depuis la paix de Hubertsbourg 1763, juſqu'à la fin du partage de la Pologne 1775.

CHAPITRE I.

De la Politique depuis 1773 *juſqu'à* 1775.

POUR nous faire une juſte idée de la ſituation politique de l'Europe après la paix de Hubertsbourg, il faut ſe rappeler que toutes les puiſſances étaient preſque également épuiſées. La France avait fait la paix avec l'Angleterre, faute de fonds ſuffiſans pour la campagne de l'année 1763. L'impératrice-reine n'aurait pas fait non plus la paix de Hubertsbourg, ſi les reſſources pécuniaires ne lui euſſent totalement manqué. Le roi de Pruſſe était le ſeul qui eût encore de l'argent comptant, parce qu'il avait eu la prudence d'avoir toujours une année d'avance dans ſes coffres. Cependant ce manque de numéraire influait dans les vues politiques, et chaque puiſſance déſirait le maintien de la tranquillité publique, pour avoir le temps de regagner des forces. C'eſt probablement une des cauſes qui contribuèrent le plus à maintenir le traité que l'empereur, la France et l'Eſpagne avaient conclu à Verſailles; la maiſon d'Autriche en retirait ſans doute le plus grand avantage, parce qu'étant aſſurée de la France, elle n'avait rien à craindre ni pour la Flandre ni pour l'Italie, et qu'ainſi elle était maîtreſſe d'employer toutes ſes forces contre la

Pruſſe, ſi le beſoin le requérait. D'autre part la France n'ayant rien à redouter de la maiſon d'Autriche, voyait ſes frontières à l'abri de toute inſulte; et comme on n'entrevoyait point la poſſibilité d'une guerre de terre-ferme, elle pouvait donner toute ſon attention à rendre formidable ſa flotte, qui, jointe un jour à celle de l'Eſpagne, devait en impoſer à la marine anglaiſe. Ces vues de prévoyance étaient fondées ſur de bonnes raiſons; on avait précipité la concluſion de la paix d'Aix-la-Chapelle; bien des points, qui devaient être clairement énoncés, n'étaient qu'effleurés, comme celui de la pêche accordée aux Français ſur les bancs de Terre-neuve, la rançon de la Manille que l'Angleterre demandait à l'Eſpagne, et autres choſes, à la vérité de peu d'importance, mais qui ſuffiſent et fourniſſent des prétextes à des têtes inquiètes qui veulent embrouiller les affaires. Ces raiſons de convenance réciproque n'étaient pas les ſeules qui uniſſaient les deux maiſons de Bourbon à la maiſon de Habſpourg renouvelée; le caractère et la façon de penſer des miniſtres qui gouvernaient à Vienne et à Verſailles n'y contribuait pas moins: le prince Kaunitz, d'un caractère haut et impérieux, enviſageait le traité de Verſailles comme le chef-d'œuvre de ſa politique, il s'applaudiſſait d'avoir déſarmé les anciens ennemis de la maiſon d'Autriche, et de les avoir engagés aſſez avant pour ſervir l'empereur contre le roi de Pruſſe: le duc de Choiſeul était né lorrain; ſon père, le comte de Stainville, avait été ambaſſadeur de la cour de Vienne à Paris, de ſorte que M. de Choiſeul, ſe croyant encore vaſſal de l'empereur, était

intérieurement plus attaché à l'Autriche qu'à la France. Il n'eſt donc pas étonnant que la prévention de ces deux premiers miniſtres pour cette alliance la maintînt, et qu'elle continue à durer tant que ſes promoteurs conſerveront leur crédit ſur l'eſprit de leurs maîtres. Si d'un autre côté nous tournons nos regards vers la Pruſſe, nous la trouvons comme iſolée et ſans aucune alliance : en voici la raiſon. Lorſque le Sr. Pitt quitta le miniſtère, ſa place fut donnée à l'écoſſais Bute ; ce miniſtre anglais rompit toutes les liaiſons qui ſubſiſtaient entre nos deux cours, l'Angleterre comme nous l'avons rapporté, ayant fait ſa paix avec la France, lui avait ſacrifié les intérêts de la Pruſſe, et avait offert la conquête de la Siléſie à la maiſon d'Autriche, pour renouveler, à la faveur de ce ſervice, les anciennes liaiſons de la cour impériale avec celle d'Angleterre ; et comme ſi ce n'en était pas aſſez de tous ces procédés, le Sr. Bute avait mis tout en œuvre à Péterſbourg, pour brouiller le roi avec l'empereur Pierre III ; en quoi cependant il ne put réuſſir. Tant de mauvaiſe foi avait rompu tous les liens formés entre la Pruſſe et l'Angleterre ; à cette alliance que l'intérêt réciproque avait produite ſuccéda l'inimitié la plus vive et la haine la plus violente, de ſorte que le roi demeura ſeul ſur le champ de bataille, ſans à la vérité que perſonne l'attaquât, mais auſſi ſans que perſonne ſe préſentât pour le défendre. Cette ſituation ſoutenable, tant qu'elle était paſſagère, ne devait pas durer ; auſſi changea-t-elle bientôt. Vers la fin de 1763 l'on commença de négocier en Ruſſie, pour conclure avec cette puiſſance une alliance défenſive ; il n'y avait

alors à Pétersbourg que le comte Panin qui fût favorable à la Pruſſe; l'ancien ennemi du roi, le chancelier Beſtuchew, ce promoteur de toutes les brouilleries qu'il y eut entre les deux cours, s'oppoſait ſourdement à la négociation, et il était ſoutenu auprès de l'impératrice par le comte Orlow. Les cours de Vienne et de Dresde intriguèrent ſous main autant qu'elles purent pour traverſer le comte de Solms. Les Autrichiens repréſentaient à l'impératrice de Ruſſie que leur puiſſance était la ſeule dont l'alliance pût être avantageuſe aux Ruſſes, parce que la cour de Vienne était l'unique qui pût les aſſiſter contre les Turcs, leur commun ennemi. Les Saxons avaient d'autres raiſons pour faire manquer les négociations du comte de Solms; ils ſollicitaient l'appui et la protection de l'impératrice, afin de ſe frayer le chemin à la ſucceſſion du trône de Pologne, au cas qu'Auguſte III vînt à décéder. Les Saxons, gouvernés par le comte de Bruhl, de tout temps ennemi des Pruſſiens, étaient d'ailleurs diſpoſés à joindre leurs intrigues à celles de toute autre puiſſance, pour contrecarrer ou diminuer toutes les choſes qui pouvaient donner au roi de l'influence dans les affaires de l'Europe. Il fallait un événement inattendu pour terminer cette criſe; il arriva à point nommé; Auguſte III, roi de Pologne, mourut à Dresde le 4 octobre de la même année. Son fils, l'électeur de Saxe, ſuivit de près ſon père au tombeau; le petit-fils d'Auguſte, qui devint alors électeur, n'avait pas encore atteint l'âge de majorité. Ces deux morts ſi promptes, et ce jeune prince en tutelle, changèrent ſubitement la face des affaires;

depuis, les intrigues et les cabales des Français, des Saxons et des Autrichiens ne purent rien effectuer à Pétersbourg. Le comte Panin gagna le dessus et devint premier ministre; et par une suite de l'ascendant qu'il avait sur l'esprit de l'impératrice, il lui persuada de placer un Piaste sur le trône de Pologne; pour aller au plus sûr, Catherine communiqua ses projets au roi de Prusse. Ce prince promit de les appuyer, et sans attendre la signature du traité qu'il négociait à Pétersbourg, son ministre à Varsovie fut chargé d'assister celui de la Russie qui se trouvait dans cette capitale, et de faire, au sujet de l'élection future, les insinuations les plus fortes et les plus nerveuses, tant au primat qu'aux plus grands seigneurs de la Pologne. Cette démarche bien calculée décida enfin l'irrésolution de la cour de Pétersbourg; les ministres de Russie marquèrent à leur souveraine combien l'assistance du roi de Prusse avait facilité leurs négociations; ce qui acheva de déterminer cette princesse à conclure l'alliance que le roi lui avait proposée. Au mois de janvier 1764 le contreprojet fut envoyé de Berlin au comte de Solms, et après que quelques difficultés eurent été levées touchant le concours et l'assistance que l'impératrice exigeait du roi, ce traité important fut signé dans le courant du mois de mars.

Pour ne pas être trop long, je me contenterai d'en rapporter en peu de mots la substance. Le traité était limité, et ne devait durer que huit années; on y stipulait la garantie mutuelle pour les possessions des deux puissances contractantes; on ne devait faire ni trève ni paix sans un consentement mutuel;

on ſe promettait réciproquement l'affiſtance d'un corps de 10,000 hommes d'infanterie et de 2,000 chevaux ; par un article ſecret, on avait ſtipulé qu'on évaluerait ce ſecours, au cas que le roi fût attaqué vers le Rhin, ou l'impératrice vers la Crimée, à une ſomme annuelle de 400,000 roubles, ou 480,000 écus de notre monnaie. Quant à la Pologne, on s'engageait à s'oppoſer à ce que ce royaume devînt héréditaire, et à ne pas ſouffrir les entrepriſes de ceux qui tenteraient, en changeant la forme du gouvernement, d'y introduire le pouvoir monarchique. On promettait de plus de protéger les diſſidens contre l'oppreſſion de l'égliſe dominante. Enfin, par une convention ſecrète, ſignée le même jour, on s'engagea de faire en ſorte que l'élection tombât ſur un Piaſte, et ce Piaſte fut Stanislas Poniatowsky, Stolnic de Lithuanie, dès long-temps connu de l'impératrice de Ruſſie, et dont la perſonne lui était agréable. Bientôt dix mille Ruſſes s'approchèrent de Varſovie, tandis que, ſur les frontières de la Pologne, les troupes pruſſiennes feſaient des démonſtrations qui pouvaient convaincre ces républicains, ainſi que les puiſſances étrangères, que ceux qui voudraient s'ingérer dans cette élection contre la volonté de la Ruſſie et de la Pruſſe, trouveraient à qui parler, et feraient bien d'y penſer plus d'une fois. Le temps approchait où devait s'aſſembler la diète d'élection ; il était de la dignité des deux cours d'y envoyer un miniſtre titré et du premier ordre ; le roi deſtina cette ambaſſade au prince de Carolath Schœnaich, qui ſe rendit auſſi-tôt à Varſovie.

L'on changea la forme de la diète ; elle fut assemblée sous le nom de confédération, afin d'annuller le *Liberum veto*, ou le *Nie Pos valium* du parti contraire, et afin que la pluralité des voix fût suffisante pour donner la sanction aux résolutions qu'on ferait prendre aux députés des palatinats. A cette diète en succéda une autre au mois d'août, qui prit également la forme d'une confédération ; ce fut celle qui, par les fortes recommandations et l'appui des ambassadeurs russe et prussien, élut unanimement, le 7 septembre, Stanislas Poniatowsky roi de Pologne ; et ce prince fut reconnu pour tel par toutes les puissances de l'Europe. Mai.

Il fallut encore une troisième diète pour le couronnement. Les Czartorinsky, oncles du nouveau roi, se prévalurent de la confédération qui subsistait encore, pour abolir entièrement le *Liberum veto* ; ce qui les aurait rendus les maîtres absolus des délibérations de cette république. Le roi de Prusse craignit que ces mouvemens ne tirassent à conséquence, en introduisant un changement considérable dans le gouvernement d'une république aussi voisine de ses Etats que la Pologne ; il en avertit la cour de Pétersbourg, qui entra dans ses vues ; toutefois on laissa subsister la forme de la confédération jusqu'à la prochaine diète.

Ce ne furent ensuite que négociations infructueuses pour l'abolition d'une douane générale que la diète de convocation avait substituée à la douane de la noblesse ; ce nouvel établissement étant contraire au traité antécédent de Wélau, autorisait le roi à user de représailles envers la république. Le 1765.

Sr. de Goltz fut envoyé à Varſovie, pour concilier ce différent; on s'en remit à l'arbitrage de l'impératrice de Ruſſie, et les nouvelles douanes furent abolies de part et d'autre.

La cour de Pétersbourg, mécontente de la conduite du roi de Pologne, et encore plus de la conduite des Czartorinsky ſes oncles, qui le gouvernaient, envoya à Varſovie le Sr. de Saldern, pour les obſerver, et pour leur faire les remontrances convenables, afin qu'ils miſſent plus de modération et de ſageſſe dans leurs procédés. De Varſovie, ce négociateur paſſa par Berlin, chargé de vaſtes projets; le comte Panin les avait formés, et ſon goût le portait à l'oſtentation et à l'éclat. Le Sr. de Saldern, qui n'avait ni manières, ni ſoupleſſe dans l'eſprit, prit le ton d'un dictateur romain, pour obliger le roi à conſentir à l'acceſſion de l'Angleterre, de la Suède, du Danemarck et de la Saxe au traité de Pétersbourg. Ce projet étant entièrement contraire aux intérêts de la Pruſſe, le roi n'y pouvait donner les mains. Comment en effet prétendre que le roi prît des arrangemens avec l'Angleterre, après tout ce qu'il avait éprouvé de ſa part? L'aſſiſtance de la Suède, du Danemarck et de la Saxe était nulle, parce qu'on ne pouvait les faire agir qu'en leur payant de gros ſubſides; et de plus, étant unies avec la Ruſſie, elles pouvaient trop partager l'influence que le roi eſpérait de gagner dans ce pays-là. Il valait donc mieux les en éloigner à temps, d'autant plus qu'il ne faut pas multiplier les êtres ſans néceſſité. Toutes ces raiſons portèrent le roi à décliner les propoſitions du Sr. de Saldern. Ce miniſtre prit feu, ſe croyant le préteur Popilius, et prenant S. M.

pour Antiochus, roi de Syrie, il voulut prefcrire des lois à un fouverain ; le roi, qui ne fe croyait pas du tout Antiochus, congédia le miniftre avec tout le fang-froid poffible, en l'affurant qu'il ferait toujours l'ami des Ruffes, mais qu'il ne ferait jamais leur efclave. M. de Saldern, mécontent d'avoir trouvé un prince fi peu foumis à fes commandemens, fe rendit de Berlin à Coppenhague, où étalant tout à fon aife fon defpotifme et fes prétentions illimitées, il fubjugua tellement l'efprit du roi de Danemarck, qu'il chaffa les miniftres et les généraux qui lui déplaifaient, et les remplaça par fes créatures ; après quoi il conclut un traité éventuel d'échange du duché de Holftein-Gottorp, qui revenait au Danemarck pour les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorft, que les princes de Holftein recevaient à la place de ce qu'ils perdaient.

Sur la fin de cette année on affembla encore une diète en Pologne. L'impératrice de Ruffie s'était déclarée la protectrice des diffidens, dont un certain nombre était grec ; elle demanda qu'on leur accordât le libre exercice de leur religion, et qu'ils puffent pofféder des charges tout comme leurs compatriotes. Cette propofition fut la femence de tous les troubles et des guerres qui s'enfuivirent. L'envoyé de Pruffe préfenta un mémoire à la diète, pour lui infinuer que fon maître ne pouvait voir d'un œil indifférent l'abolition du *Liberum veto*, l'établiffement des nouveaux impôts, et l'augmentation des troupes de la couronne ; et la république eut égard à cette repréfentation. Elle n'eut pas la même complaifance pour les priviléges qu'on avait demandés en faveur des

diffidens ; bien loin d'y déférer, la diète confirma, par une efpèce d'enthoufiafme fanatique, les conftitutions dont les diffidens avaient le plus à fe plaindre. Tout ce que la cour de Ruffie put obtenir de plus favorable, fut de diffoudre cette diète et la
1766. confédération qui l'avait formée. L'impératrice, piquée au vif de la groffièreté infolente dont les Polonais ufaient envers elle, prit la réfolution de foutenir la caufe des diffidens à force ouverte ; tout de fuite elle invita le roi à coopérer pour fa part aux mefures qu'elle voulait prendre ; à quoi ce prince était déjà engagé en vertu de fon traité d'alliance.

Pendant toutes ces agitations de la Pologne, fe conclut le mariage du prince de Pruffe avec la princeffe Elifabeth, quatrième fille du duc de Brunfwic. La fucceffion ne roulait que fur quatre têtes, le prince de Pruffe, le prince Henri, qui fut enlevé par la petite vérole peu de temps après, le prince Henri, frère du roi, et le prince Ferdinand, qui n'avait alors aucun fucceffeur mâle.

1767. Mais revenons à la Pologne dont nous nous fommes écartés. Le defpotifme avec lequel la cour de Pétersbourg agiffait dans cette république, révoltait les Sarmates ainfi qu'une partie de l'Europe contre la Ruffie. La cour de Vienne avait peine à cacher fa jaloufie et fon mécontentement. La France, qui confervait encore des reftes de cet efprit de grandeur qui s'était tant manifefté du temps de Louis XIV, ne pouvait digérer qu'il arrivât un grand événement en Europe fans qu'elle y eût aucune part. Le duc de Choifeul, qui jouiffait de la puiffance royale fans en avoir le titre, était l'homme le plus inquiet et le

moins

moins endurant qui fût jamais né en France ; il envisageait l'élection d'un roi de Pologne sans le concours de son maître comme une avanie faite au royaume ; pour venger cet affront idéal, il aurait incessamment engagé la France dans une nouvelle guerre, s'il n'avait été retenu par l'épuisement des finances et par l'éloignement de Louis XV pour de pareilles entreprises. Il se dédommageait de l'impuissance d'agir, dans laquelle il était, en chicanant les Russes dans toutes les occasions ; ainsi, pour refuser à l'impératrice le titre de Majesté impériale, il eut recours à l'académie française, qui fut obligée de décider que cette expression n'était pas française ; ce sont-là de petites vengeances, indignes de grands cœurs ; aussi ne rapporterais-je point ces misères, si elles ne peignaient le caractère des hommes.

Dès l'année 1765, l'empereur François I était décédé à Inspruck. Son fils Joseph, qui avait été couronné roi des Romains, lui succéda sans obstacle. Ce jeune prince fit une tournée en Bohème et en Saxe, pour examiner les terrains qui avaient servi de théâtre à la dernière guerre. Comme il devait passer par Torgau, le roi lui fit proposer une entrevue, à laquelle l'impératrice sa mère et le prince Kaunitz s'opposèrent. L'empereur ressentit quelque chagrin de ce refus, et fit insinuer au roi de Prusse qu'il trouverait bien moyen de réparer la grossièreté que ses pédagogues lui fesaient commettre.

Cependant le mécontentement des Polonais devenait presque général ; toute la nation jetait les hauts cris ; à les en croire, c'était la religion catholique que les Russes voulaient détruire, et tout prince né dans

le ſein de l'égliſe apoſtolique et romaine était obligé en conſcience de les aſſiſter. Ces clameurs, ſouvent répétées, commençaient à faire impreſſion ſur la cour de Vienne. L'humeur qu'avait priſe l'impératrice occaſionna quelque mouvement des troupes dans les provinces autrichiennes ; on commençait à travailler à des arrangemens militaires, non pas tels qu'ils ſont néceſſaires pour entrer inceſſamment en campagne ; mais de la nature de ceux qui ſervent à l'acheminement d'un grand deſſein qu'on médite ; le bruit de cet armement, qui ſe répandit promptement par-tout, cauſa quelques alarmes à la cour de Pétersbourg ; et les inquiétudes où ſe trouvait l'impératrice de Ruſſie, donnèrent lieu à une convention ſecrète entre cette puiſſance
23 avril. et la Pruſſe, qui fut promptement conclue. Elle portait en ſubſtance, que l'impératrice ferait entrer un corps de troupes en Pologne, pour ſoutenir le parti des diſſidens, et que pour éviter de donner de nouveaux ombrages à la cour de Vienne, le roi ſe bornerait à appuyer les entrepriſes des Ruſſes par des déclarations vigoureuſes et capables d'intimider les mécontens ; on ſtipula toutefois que ſi la cour de Vienne feſait entrer des troupes en Pologne pour agir hoſtilement contre les Ruſſes, en ce cas S. M. ſe déclarerait et agirait ouvertement contre les Autrichiens, en feſant même une puiſſante diverſion dans leurs Etats ; et de plus, qu'en conſidération de cette guerre que le roi aurait à ſoutenir uniquement pour les intérêts de la Ruſſie, l'impératrice aſſiſterait ce prince par un corps de ſes troupes, et lui procurerait un dédommagement convenable après la

conclufion de la paix. Les liaifons qui, de jour en jour, devenaient plus intimes entre le roi et la Ruffie, en imposèrent à la cour de Vienne; et parce que les hafards auxquels elle s'expoferait, étaient plus confidérables que les avantages qu'elle pouvait fe procurer, elle prit le parti de demeurer tranquille fpectatrice des événemens.

Cette même année le mariage de la princeffe Wilhelmine, nièce du roi, fut conclu avec le prince d'Orange; cela ne pouvait influer en rien dans la politique, et ce mariage fe bornait à procurer un établiffement honnête à une princeffe de la maifon.

Mais retournons aux affaires de la Pologne. En fuivant les inftigations de la Ruffie, les diffidens formèrent une confédération, protégée par les troupes ruffes qui venaient d'entrer dans ce royaume. En même temps le miniftre pruffien, réfidant à Varfovie, y déclara que le roi regardait le rétabliffement des diffidens comme une claufe du traité d'Oliva et de fon alliance avec l'impératrice de Ruffie, et qu'il priait la république d'avoir égard à leurs griefs. Le roi de Pologne donna audience aux députés de ces diffidens; ce qui produifit un *fenatus-confilium*, lequel convoqua une diète extraordinaire. 5 octob.
Cette diète s'affembla fous les aufpices des troupes ruffes qui entouraient Varfovie. Le prince Repnin, ambaffadeur de Catherine, n'employa que des moyens violens pour fubjuguer la diète; il fit enlever l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie, et le petit général de la couronne Rezewusky, tous ennemis déclarés des diffidens, lefquels furent envoyés en exil au-delà de Mofcou vers la Sibérie; les autres nonces

furent obligés de limiter la durée de la diète au 1 de février 1767, et l'on nomma des commiſſaires de pouvoirs pour conclure les affaires définitivement
1768. au nom de la république. Le miniſtre de Ruſſie, celui de Pruſſe et ceux des cours proteſtantes, ainſi que les maréchaux des diſſidens aſſiſtèrent aux ſéances de cette commiſſion; là ſe ſigna un acte en vertu duquel les diſſidens furent rétablis dans tous leurs droits. Peu de temps après on procéda à la ſignature de lois cardinales du royaume, par leſquelles le pouvoir des premières charges de la république fut limité, nommément de celle du grand général; la diète fut obligée de confirmer ces lois nouvelles, après quoi elle ſe ſépara.

Tant d'actes de ſouveraineté qu'une puiſſance étrangère exerçait dans cette république, ſoulevèrent à la fin tous les eſprits; la fierté du prince Repnin ne les radouciſſait pas; ceux qui occupaient les premières charges, le cœur ulcéré de la diminution de leur pouvoir, ne pouvaient digérer des changemens auſſi préjudiciables à leur autorité qu'aviliſſans. Les évêques dont la moitié du diocèſe était compoſée de diſſidens, et qui ſe flattaient d'augmenter leurs dîmes par leur converſion, voyaient par ces nouvelles lois leurs eſpérances anéanties; ils ſe lièrent d'intérêt, et prévoyant que le peuple ne s'enflammerait pas pour quelques torts dont ils ſe plaignaient, ils réſolurent d'employer le fanatiſme pour exciter ces ames ſtupides à la défenſe de leurs pontifes. Les évêques et les magnats, qu'un mécontentement égal réuniſſait, répandirent dans le public que la Ruſſie d'accord avec

le roi de Pologne voulait abolir la religion catholique apoſtolique et romaine ; que tout était perdu ſi l'on ne prenait les armes, et que s'il ſe trouvait encore des catholiques zélés et fervens, ils devaient tous accourir pour défendre et pour ſauver leurs autels. Le peuple, vexé dans différentes contrées où les troupes ruſſes étaient diſtribuées, avait déjà commencé à s'impatienter, et à diverſes repriſes il avait manifeſté ſon mécontentement. Cette maſſe imbécille, et faite pour être menée par ceux qui ſe donnent la peine de la tromper, ſe laiſſa facilement ſéduire par les prêtres ; la cauſe de la religion fut le ſignal, et le mot de ralliement ; le fanatiſme s'empara de tous les eſprits, et les grands profitèrent de l'enthouſiaſme de leurs ſerfs, pour ſecouer un joug qui commençait à leur devenir inſupportable. Déjà s'échappaient des étincelles de ce feu qui couvait encore ſous la cendre ; peut-être que la prépondérance des cours alliées l'aurait étouffé, ſi la France, qui par jalouſie voulait diviſer et troubler le Nord à force d'exciter ce feu, n'eût cauſé l'embraſement général qui s'enſuivit. Le duc de Choiſeul était dévoré d'ambition, et voulait donner de l'éclat à ſon miniſtère ; trop prévenu d'un ſoi-diſant teſtament du cardinal de Richelieu, il avait toujours préſente à l'eſprit la promeſſe du cardinal à Louis XIII, qu'il ferait reſpecter ſa monarchie à l'Europe entière ; et lui ſe propoſait de faire reſpecter Louis XV. Mais les temps et la ſituation des affaires étaient en tout diſſemblables. Premièrement la France n'était point du temps du cardinal accablée de dettes : en ſecond lieu depuis le 17me ſiècle l'Europe

avait tout à fait changé; la Ruſſie, à laquelle nous voyons jouer un ſi grand rôle maintenant, était inconnue; la Pruſſe et le Brandebourg étaient ſans énergie; la Suède brillait, et à préſent elle eſt éclipſée: et d'ailleurs quels projets peut former un miniſtre, quand les moyens de les exécuter lui manquent, et que la crainte d'une banqueroute générale l'oblige à ſe borner aux intrigues, et à écarter toutes les entrepriſes hardies qui pourraient le tirer de ſon inaction? Ces obſtacles qu'on ne pouvait lever ſans calmer l'inquiétude de M. de Choiſeul, reſſerraient ſon génie, et ne pouvant mettre en action les grands reſſorts de la politique, il ſe contentait de tracaſſer. Outre la jalouſie que donnait à la France l'élection d'un roi de Pologne à laquelle elle n'avait aucune part, à Verſailles on ne pouvait pardonner à l'impératrice de Ruſſie d'avoir abandonné la grande alliance, et d'avoir fait une paix ſéparée avec le roi de Pruſſe. M. de Choiſeul, pour s'en venger, excita contre Catherine les Polonais et les Turcs; il voulait qu'en même temps les Suédois fiſſent une diverſion en Finlande et dans l'Eſtonie, et il eſpérait, par ces différens moyens, allumer une guerre contre la Ruſſie, dont il lui ſerait difficile de ſortir avec avantage. Dès-lors les émiſſaires français ſe répandirent par-tout; les uns encourageaient les Polonais à défendre leur liberté; les autres couraient à Conſtantinople exciter la Porte à ne pas voir avec des yeux indifférens le deſpotiſme qu'une puiſſance voiſine exerçait en Pologne; d'autres ſe rendaient à Stockholm, pour cabaler à la diète, pour changer la forme du gouvernement, et rendre le roi ſouverain,

afin qu'en faveur des Turcs et des Polonais il fit une diverſion contre les Ruſſes. M. de Choiſeul non content de tant d'intrigues, voulait encore détacher le roi de Pruſſe d'une puiſſance qu'il eſpérait d'écraſer d'autant plus facilement, mais il n'y réuſſit pas; et il échoua également en Suède, où à la diète le parti ruſſe l'emporta ſur celui de la France. Mais il en fut autrement en Pologne, ainſi qu'en Turquie, Dès le mois de mars il ſe forma dans la ville de Bar en Pologne une confédération contre la Ruſſie; le comte Kraſzinsky en fut élu maréchal. Cette confédération en produiſit pluſieurs autres; les confédérés ſignalèrent le premier acte de leur ſoulèvement, en annullant toutes les nouvelles lois; mais loin de ſe borner à ce premier eſſai de leur force, enivrés d'eſpérances et dans le délire des paſſions, ils n'aſpiraient pas à moins qu'à détrôner le roi, et n'attendaient que l'occaſion pour exécuter leur deſſein. Le roi de Pologne en fut inſtruit; alarmé du danger qui le menaçait, il aſſembla un *ſenatus-conſilium*, où l'on convint qu'on réclamerait l'aſſiſtance de la Ruſſie, pour protéger Poniatowsky qu'elle avait placé ſur le trône, ce fut le ſignal des hoſtilités; les Ruſſes, qui n'avaient pas 10 mille hommes dans ce royaume, battirent cependant tous les confédérés qui leur réſiſtaient; mais comme ils n'étaient pas aſſez nombreux pour les détruire, cet eſſaim de guêpes, diſperſé d'un côté, reparaiſſait auſſitôt d'un autre. Dans une de ces rencontres qu'il y eut en Podolie, les Ruſſes, ſans le ſavoir, pourſuivirent les confédérés juſques ſur le territoire des Turcs; la petite ville de Balta, où les Polonais s'étaient

Octobre. ſauvés, fut brûlée. Cette violation de territoire fut le prétexte dont les Turcs ſe ſervirent pour déclarer la guerre à la Ruſſie.

Auſſitôt les Turcs firent prendre et tranſporter aux Sept tours le Sr. Obreskow, miniſtre de l'impératrice de Ruſſie à Conſtantinople. Ces gens ne ſavaient faire ni la paix ni la guerre; ils précipitèrent maladroitement cette déclaration; c'était plutôt un avertiſſement qu'ils donnaient aux Ruſſes de ſe préparer pendant l'hiver à réſiſter aux forces ottomanes
1769. nes qui les attaqueraient le printemps d'après. Si cette déclaration avait été remiſe à l'année ſuivante, la foudre ſerait tombée au même inſtant où l'on aurait entendu gronder le tonnerre, et les Ruſſes auraient été pris au dépourvu, puiſqu'il leur fallait ſix grands mois pour ſe préparer à la guerre, et raſſembler une armée aſſez formidable, pourvue de tout ce qui lui était néceſſaire pour s'oppoſer avec vigueur aux entrepriſes des ennemis.

Les troubles qui ſe manifeſtaient alors, causèrent de grands embarras à la cour de Berlin. Le roi était à peine ſorti d'une guerre auſſi longue que ruineuſe; ſes provinces pouvaient ſe rétablir à l'ombre d'une paix durable; mais il fallait du temps pour conſolider les anciennes plaies; l'armée était recrutée, on commençait à la diſcipliner; mais elle n'était pas encore parvenue à un état de maturité qui pût inſpirer une entière confiance dans ſes opérations. D'autre part la guerre déclarée entre la Porte et la Ruſſie mettait le roi dans l'obligation de remplir ſes engagemens envers l'impératrice: il fallait payer les ſubſides ſtipulés par l'alliance, qui montaient, comme nous l'avons dit, annuellement à 480,000 écus.

Pendant qu'on négociait à Berlin, les Ruſſes et les Turcs en étaient déjà aux mains. Les armées ruſſes, ſous le commandement du prince Gallitzin, avaient battu les Ottomans auprès de Choczim, et la priſe de cette ville fut ſuivie de la conquête de la Moldavie. Les généraux de Catherine ignoraient la caſtrométrie et la tactique, ceux du ſultan avaient encore moins de connaiſſances; de ſorte que pour ſe faire une juſte idée de cette guerre, il faut ſe repréſenter des borgnes, qui après avoir bien battu des aveugles, gagnent ſur eux un aſcendant complet. Des progrès auſſi rapides alarmaient également les alliés des Ruſſes, et les autres puiſſances de l'Europe. La Pruſſe avait à craindre que ſon alliée, devenue trop puiſſante, ne voulût avec le temps lui impoſer des lois comme à la Pologne. Cette perſpective était auſſi dangereuſe qu'effrayante. La cour de Vienne était trop éclairée ſur ſes intérêts pour ne pas avoir des appréhenſions à peu-près ſemblables. Ce danger commun fit oublier pour un temps les animoſités paſſées. Quoique les ſuccès étonnans des Ruſſes donnaſſent de l'ombrage à toute l'Europe, les impreſſions en étaient bien plus fortes ſur les puiſſances qui ſe trouvaient dans le voiſinage. Le péril rapprocha donc la cour de Vienne et celle de Berlin; un pas en amena ſucceſſivement un autre. L'empereur fâché, comme nous l'avons dit, que l'entrevue propoſée en 1766 n'eût pas eu lieu, propoſa au roi de lui rendre viſite en Siléſie; le prince Kaunitz ne s'oppoſa point à ſes volontés; l'impératrice-reine y conſentit également; cette affaire fut miſe tout de ſuite en négociation, et il fut convenu que l'entrevue ſerait à Neiſſe. 25 août.

L'empereur voulut garder un incognito parfait; il prit le nom de comte de Falkenftein, et l'on crut ne pouvoir lui rendre plus d'honneur qu'en déférant en tout à fes volontés. Ce jeune prince affectait une franchife qui lui femblait naturelle ; fon caractère aimable marquait de la gaieté jointe à beaucoup de vivacité; mais avec le défir d'apprendre il n'avait pas la patience de s'inftruire; ce qui n'empêcha pas que des liaifons d'amitié et d'eftime ne fe formaffent entre les deux monarques. Le roi dit à l'empereur qu'il regardait ce jour comme le plus beau de fa vie, parce qu'il fervirait d'époque à l'union de deux maifons trop long-temps ennemies, et dont l'intérêt mutuel était de s'entrefeconder plutôt que de fe détruire; l'empereur répondit qu'il n'y avait plus de Siléfie pour l'Autriche; après quoi il laiffa entrevoir affez adroitement, que tant que fa mère vivrait, il n'ofait fe flatter d'avoir affez d'afcendant fur fon efprit pour pouvoir exécuter ce qu'il défirait; toutefois il ne diffimula point que vu la fituation actuelle des chofes en Europe, ni lui ni fa mère ne fouffriraient jamais que les Ruffes demeuraffent en poffeffion de la Moldavie et de la Valachie. Il propofa enfuite qu'on prît des mefures pour maintenir une exacte neutralité en Allemagne, au cas qu'il s'allumât une guerre entre l'Angleterre et la France. Ce cas paraiffait alors vraifemblable et poffible, parce qu'un vaiffeau français, enlevé par les Anglais auprès de Terre-Neuve, avait donné lieu à d'affez vives altercations entre ces deux cours. Le roi, pour marquer le défir qu'il avait d'entretenir la bonne intelligence entre la Pruffe et l'Autriche,

accepta les offres de l'empereur, et ces deux princes s'engagèrent réciproquement par écrit de maintenir cette neutralité; ce qui devenait un acte auſſi inviolable qu'un traité dreſſé dans les formes et parafé de la ſignature des miniſtres: l'empereur promettait au nom de l'impératrice et au ſien, et le roi engageait ſa parole d'honneur, que ſi la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre, ils maintiendraient avec fidélité la paix heureuſement rétablie entre la Pruſſe et l'Autriche, et que s'il ſurvenait d'autres troubles, dont il était impoſſible de prévoir les cauſes, ils obſerveraient la plus exacte neutralité de part et d'autre à l'égard de leurs poſſeſſions reſpectives: cet engagement, dont le ſecret fut ſcrupuleuſement obſervé, fut ſigné à Neiſſe à la commune ſatisfaction des deux ſouverains. 28 août.

Il faut convenir qu'en politique ç'aurait été une faute impardonnable que de ſe fier aveuglément à la bonne foi des Autrichiens; mais dans les conjonctures alors préſentes, où la prépondérance de la Ruſſie devenait trop conſidérable, et lorſqu'il était impoſſible de prévoir quelles bornes elle mettrait à ſes conquêtes, il était très-convenable de ſe rapprocher de la cour de Vienne. La Pruſſe ſe reſſentait encore des coups que la Ruſſie lui avait portés dans la dernière guerre; il n'était point de l'intérêt du roi de travailler lui-même à l'accroiſſement d'une puiſſance auſſi redoutable que dangereuſe. Il y avait deux partis à prendre, ou celui de l'arrêter dans le cours de ſes immenſes conquêtes, ou, ce qui était le plus ſage, d'eſſayer par adreſſe d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard; il avait

envoyé à Pétersbourg un projet politique, qu'il attribuait à un comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Closter-Seven entre les Hanovriens commandés par le duc de Cumberland et campés à Stade, et les Français sous les ordres du duc de Richelieu. Mais les grands succès des Russes tant dans la Moldavie qu'en Valachie, et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avaient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du comte de Lynar. On crut donc, après ces essais manqués, devoir recourir à d'autres mesures. Il n'était pas de l'intérêt de la Prusse de voir la puissance ottomane entièrement écrasée, parce qu'en cas de besoin elle pourrait être utilement employée à faire des diversions, soit dans la Hongrie, soit en Russie, selon les puissances avec lesquelles on serait en guerre. Le roi jugea donc qu'en fesant intervenir la cour de Vienne et en y joignant sa médiation, on pourrait rétablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions acceptables des deux parts. On commença
1770. par faire des ouvertures à la cour de Pétersbourg de même qu'à Constantinople, en représentant que les deux partis devaient désirer également la fin de la guerre, et d'autant plus qu'il était à craindre qu'avec le temps cet embrasement ne devînt général; on souhaitait de pouvoir leur proposer quelque tempérament qui leur convînt à tous les deux, pour terminer leurs différens à l'amiable. Le comte Panin, après avoir fait l'éloge de la modération et du désintéressement de l'impératrice, répondit que cette princesse était toute disposée à écouter les propositions qu'on

lui ferait. Cette réserve cachait, sous les dehors de la douceur, des prétentions très-fortes. Avant d'entendre les demandes des Turcs, il voulait préalablement que le Sr. Obreskow fût mis en liberté; il ajouta qu'au reste l'impératrice verrait avec plaisir que le roi employât ses bons offices auprès de la Porte, pour lui inspirer des sentimens pacifiques, et que lorsque les choses en seraient là, cette princesse ne demanderait pas mieux que de parvenir, par la médiation de sa Majesté prussienne, au rétablissement de la tranquillité publique: d'autre part les Turcs commençaient à désirer la fin d'une guerre dont les succès n'avaient pas répondu à leur attente; le roi, qui leur avait fortement déconseillé cette levée de bouclier, avait par cela même acquis leur confiance. Les Turcs acceptèrent donc la médiation prussienne; mais ils avaient quelque répugnance pour celle de la cour de Vienne; on trouva pourtant moyen de la vaincre, à force de réitérer les mêmes représentations fondées sur le poids décisif qu'une aussi grande puissance que celle de la maison d'Autriche pouvait donner à la négociation, pour la faire réussir. Les Russes, sur l'esprit desquels les insinuations pacifiques n'avaient guères fait d'impression, continuaient en attendant de remporter les plus grands avantages sur les armées ottomannes; leur flotte, après avoir battu celle des Turcs, la détruisit presque totalement, si bien que la plupart des vaisseaux ennemis furent brûlés ou coulés à fond. Un coup aussi imprévu obligea la Porte à partager son attention; elle ne savait si elle devait employer ses forces à défendre les passages de Sesto et d'Abydo, ou s'il

10 juillet.

fallait penser préférablement à la Moldavie. Cet état d'incertitude mêlée de terreur favorisa les opérations du maréchal Romanzow, et contribua certainement à lui faire remporter la victoire à Kiab sur l'armée du grand visir. Il ajouta ainsi dans une campagne la conquête de la Valachie à celle de la Moldavie. En ce même temps le comte Panin (frère du ministre) qui fesait le siége de Bender, emporta cette place après une vigoureuse défense de la part de l'ennemi. Des succès aussi rapides et souvent multipliés, éblouissaient la cour de Pétersbourg et la rendaient très-altière; mais si l'on pensait à Pétersbourg à écraser la puissance ottomanne, à Vienne les ombrages et les jalousies augmentaient à proportion des avantages des Russes; les Autrichiens comparant la dernière guerre malheureuse qu'ils avaient faite contre les Turcs aux succès brillans des Russes, ne pouvaient pas dissimuler à quel point leur amour-propre en était humilié; outre cela ils craignaient qu'une aussi grande puissance ne devînt leur voisine, si elle conservait la conquête de la Moldavie et de la Valachie. Pour obvier à ces appréhensions, ou plutôt pour s'opposer ouvertement à la Russie, les Autrichiens venaient de renforcer les troupes qu'ils avaient en Hongrie; ils y formèrent des magasins, et préparèrent tout pour se mettre en état d'agir, si les circonstances l'exigeaient. Ils ne s'en cachaient point et disaient à qui voulait l'entendre, que si la guerre ne finissait pas promptement, l'impératrice-reine serait obligée d'y prendre part.

5 sept. La seconde entrevue du roi et de l'empereur fut au camp de Neustadt en Moravie. On ne rencontrait

aucun autrichien qui ne laissât échapper quelque trait d'animosité contre la nation russe. L'empereur parut au roi tel qu'il l'avait jugé la première fois qu'il le vit à Neisse. Le prince Kaunitz, qui se trouvait aussi à Neustadt, eut de longues conférences avec sa Majesté prussienne, dans lesquelles étalant avec emphase le système de sa cour, il le présenta comme un chef-d'œuvre de politique dont il était l'auteur; il insista ensuite sur la nécessité de s'opposer aux vues ambitieuses de la Russie, et déclara que jamais l'impératrice-reine ne souffrirait que les armées russes passassent le Danube, ni que la cour de Pétersbourg fît des acquisitions qui la rendissent voisine de la Hongrie. Il ajouta que l'union de la Prusse et de l'Autriche était l'unique barrière que l'on pût opposer à ce torrent débordé qui menaçait d'inonder toute l'Europe. Quand il eut achevé de parler, le roi répondit qu'il tâcherait toujours de cultiver l'amitié de leurs Majestés impériales, dont il fesait un cas infini, mais que d'autre part il priait le prince Kaunitz de considérer les devoirs qu'imposait au roi l'alliance qu'il avait contractée avec la Russie, à laquelle il ne pouvait en aucune façon déroger, et que ces engagemens étaient comme autant d'entraves qui l'empêchaient d'entrer dans les mesures que le prince Kaunitz venait de lui proposer: le roi ajouta que son unique désir était d'empêcher que la guerre entre les Russes et les Turcs ne devînt générale; que pour cet effet il s'offrait de bon cœur à réconcilier les deux cours impériales; qu'il était même temps d'y penser, pour empêcher que des mécontentemens réciproques ne dégénérassent enfin

en brouilleries ouvertes. Cependant, pour maintenir la cour de Vienne dans fes difpofitions favorables, le roi jugea à propos de réitérer les mêmes affurances qu'il avait données à l'empereur, lorfque ce prince vint à Neiffe; de plus on promit de terminer à l'amiable les petites chicanes qui ont fouvent lieu entre les employés des finances le long des frontières; de même le roi voulut bien confentir à ce que l'empereur lui demandait, favoir, de communiquer avec franchife à la cour de Vienne toutes les ouvertures que la France pourrait faire à celle de Berlin. Comme cependant tout ceci s'était paffé entre le roi et le prince Kaunitz feul, le roi trouva qu'il était décent de mettre l'empereur au fait de ce qui s'était dit et fait, et il fembla que ce monarque, peu accoutumé à de tels égards, tint compte au roi de l'attention qu'il avait eue pour lui.

Le lendemain de cette conférence arriva à Neuftadt un courrier de Conftantinople, avec des lettres du caïmacan, datées du 12 août, par lefquelles le grand feigneur invitait les cours de Vienne et de Berlin à fe charger de la médiation, pour accommoder les différens qui fubfiftaient encore entre la Porte et la Ruffie: il était expreffément marqué dans cette dépêche que les Turcs ne voulaient confentir à aucune paix que par l'entremife des deux cours.

L'empereur convint qu'il était uniquement redevable de cette médiation aux foins que le roi de Pruffe s'était donnés à Conftantinople, et il lui en témoigna fa reconnaiffance. Ce même jour le roi eut un entretien avec le prince Kaunitz; il ne manqua pas de le féliciter de cet heureux événement,

qui

qui pouvait le tranquillifer en quelque forte, et même diminuer la jaloufie que les fuccès des Ruffes avaient fait naître dans fon efprit; il lui difait que cette démarche de la Porte rendait la cour de Vienne l'arbitre des conditions de paix qu'elle voudrait ftipuler entre ces deux puiffances. Le miniftre reçut ce compliment avec une indifférence affectée, difant qu'il approuvait la démarche que les Turcs venaient de faire; mais dans le fond jamais médiation ne fut acceptée avec un plus vif empreffement.

Pendant qu'on s'occupait à pacifier le Nord, d'autres querelles et de nouveaux différens préfageaient de prochaines ruptures vers le Sud de l'Europe; M. de Choifeul, dont l'efprit inquiet fe plaifait à répandre le trouble dans toutes les cours, était l'unique auteur de ces diffentions; il voulait à toute force humilier les Anglais, et n'ofant agir ouvertement, de crainte de choquer Louis XV, il mit les Efpagnols en avant, qui s'emparèrent de l'île de Falkland, où les Anglais avaient commencé à former quelques établiffemens; des vaiffeaux de la flotte marchande des Anglais furent pris par ceux des Efpagnols, en même temps que le chantier que les Anglais ont à Portfmouth fut confumé par un incendie. Tant d'événemens fâcheux arrivés coup fur coup firent une impreffion d'autant plus vive fur la cour de Londres, que le miniftre prépofé à la flotte avait eu fi peu de foin de fon adminiftration, qu'alors à peine l'Angleterre pouvait-elle mettre 20 vaiffeaux de guerre en mer. Cependant les Anglais prirent feu, et la guerre s'en ferait enfuivie, fi le duc de Choifeul fût refté à la tête des affaires; mais fes

ennemis le culbutèrent. M. de Meaupeou, qui était grand chancelier de France, se flatta qu'en déplaçant ce ministre, il pourrait réunir tous les emplois que M. de Choiseul avait possédés, et qu'en les joignant aux sceaux qu'il avait actuellement, il serait réellement premier ministre, ainsi qu'autrefois l'avaient été Richelieu et Mazarin ; pour former un parti il s'associa les ducs d'Aiguillon et de Richelieu. Ceux-ci captivèrent leur maître en lui procurant la connaissance d'une demoiselle dont la réputation était plus qu'équivoque ; elle réussit par ses charmes à devenir bientôt toute puissante ; le vieux Louis XV l'idolâtrait ; M. de Choiseul, trop fier pour s'abaisser vis-à-vis d'une personne pour laquelle il avait un souverain mépris, lui refusa les distinctions que les hommes en place accordent ordinairement aux favorites de leurs maîtres ; le mécontentement qu'en ressentit la nouvelle maîtresse se communiqua promptement à son amant : les cabaleurs en profitèrent sur le champ : ils aigrirent l'esprit du roi déjà mal disposé à l'égard de M. de Choiseul, en lui dépeignant ce ministre comme un prodigue, qui avait dissipé mal à propos et en folles dépenses les revenus du royaume, et qui, pour se rendre nécessaire, avait si bien embrouillé les affaires de la France et de l'Angleterre, que les querelles qui en naîtraient ne pouvaient qu'entraîner la France dans une guerre pour le moins aussi ruineuse que la précédente. Ce dernier argument fut celui qui fit la plus forte impression. Louis XV disgracia tout de suite son ministre, et avec lui tombèrent tous les vastes projets qu'il avait formés. Le roi de France

négocia lui-même avec l'Angleterre et l'Espagne, pour pacifier leurs différens. L'île de Falkland fut restituée aux Anglais; mais le roi d'Espagne ayant le cœur ulcéré de ce que la France n'avait pas dans cette occasion soutenu ses intérêts, en conserva un ressentiment secret. Aucune cour ne regretta plus la perte de M. de Choiseul que celle de Vienne : elle avait 1771.
placé toute sa confiance dans ce ministre, dont le dévouement lui était connu, pendant que M. d'Aiguillon, auquel le roi avait donné le département des affaires étrangères, passait pour n'être point aussi attaché à la maison impériale. Le chancelier fut également trompé dans ses projets et dans ses espérances. Il faut donc dater de la disgrâce du duc de Choiseul, les changemens qui depuis arrivèrent en France, tant la chaîne des événemens est liée, et tant il est difficile de prévoir les suites importantes qu'amènent souvent des bagatelles.

Mais tout ce qui se passait alors dans cette partie de l'Europe nous intéresse moins que ce qui se traitait en Orient et vers le Septentrion. Les propositions que la Porte avait faites aux cours de Berlin et de Vienne furent communiquées à celle de Pétersbourg. Sa Majesté fit en même temps insinuer en Russie que si l'impératrice refusait la médiation de l'Autriche et des Prussiens, il serait à craindre que le grand seigneur ne s'adresât à la France, pour implorer son secours. Cette réflexion pouvait seule déterminer la cour de Pétersbourg à ne pas refuser la médiation autrichienne, parce que l'éloignement qu'elle avait pour la cour de Vienne n'approchait pas de l'aversion qu'elle avait pour celle de Versailles. D'abord les

Ruſſes répondirent qu'ils ne pouvaient accepter la médiation que leur offraient ces deux puiſſances, ſous prétexte qu'ils avaient refuſé celle des Anglais. Cependant par politeſſe, et par les bons offices des deux cours, ce qui, au nom près, revenait à la même choſe, les Ruſſes, qui craignaient d'être gênés par l'intervention d'autres puiſſances dans les projets qu'ils avaient arrangés pour la paix, tâchèrent d'entamer avec les Turcs une négociation directe par le canal du maréchal Romanzow, qui pouvait traiter immédiatement avec le grand viſir. Cette tentative ne leur ayant pas réuſſi, ils conſentirent aux propoſitions que leur avaient faites précédemment les cours de Berlin et de Vienne.

Le haſard fit que dans ce temps-là le prince Henri, frère du roi, rendit viſite à Stockholm à la reine de Suède ſa ſœur; l'impératrice de Ruſſie, qui dans ſa jeuneſſe avait connu ce prince à Berlin, demanda qu'il eût la permiſſion de ſe rendre à Pétersbourg; c'était une choſe qu'on ne pouvait refuſer honnêtement. Le prince paſſa donc en Ruſſie, et avec l'eſprit qu'il a, il gagna bientôt de l'aſcendant ſur celui de l'impératrice, et lui perſuada de s'ouvrir au roi ſon frère. La lettre de l'impératrice était accompagnée d'un long mémoire, lequel contenait les conditions de paix qui devaient ſervir de baſe à la négociation qu'on voulait entamer. Après un préambule qui annonçait la plus grande modération, l'impératrice demandait aux Turcs la ceſſion des deux Cabardies, Afof et ſon territoire, l'indépendance du chan de la Crimée, le ſéqueſtre pour 25 années de la Valachie et de la Moldavie, pour l'indemniſer

9 déc. 1770.

des frais de la guerre, la libre navigation ſur la mer Noire, une île dans l'Archipel, pour ſervir d'entrepôt au commerce des deux nations, une amniſtie générale pour les Grecs qui avaient embraſſé le parti des Ruſſes, et avant toutes choſes l'élargiſſement du Sr. Obreskow, qui était aux Sept tours. Des conditions auſſi énormes auraient achevé de cabrer la cour de Vienne; peut-être même l'auraient-elles portée aux réſolutions les plus violentes, ſi on les lui avait communiquées. Cette raiſon empêcha le roi de lui en donner la moindre connaiſſance. Ce prince préféra les voies de la douceur, les plus sûres pour ne choquer perſonne. Il s'expliqua amicalement avec l'impératrice de Ruſſie, ſans la contredire; mais pour qu'elle ſentît elle-même la difficulté qu'il y aurait à faire conſentir le grand ſeigneur à l'indépendance des Tartares, il lui repréſenta les obſtacles preſque invincibles que la cour de Vienne mettrait à ce que la Ruſſie, en poſſédant la Valachie et la Moldavie, devînt ſa voiſine, et que l'île dans l'Archipel donnerait de la jalouſie et de l'envie à toutes les puiſſances maritimes; et il conſeilla à l'impératrice de limiter ſes prétentions aux deux Cabardies, à la ville d'Aſof avec ſon territoire, et à la libre navigation dans la mer Noire; il ajouta que ce n'était par aucun ſentiment de jalouſie de l'agrandiſſement de l'impératrice qu'il s'expliquait ainſi, mais dans l'unique vue qu'au moyen de ces adouciſſemens l'on pût parvenir à éviter que d'autres puiſſances, en prenant part à cette guerre, ne la rendiſſent générale; que d'ailleurs les Turcs étaient déjà convenus de deux points,

celui d'accorder l'amniſtie aux Grecs et celui de relâcher le Sr. Obreskow. Ces repréſentations, quoique fort modérées, parurent faire quelque peine à l'impératrice; elle donna à connaître qu'elle ne s'était pas attendue à rencontrer des oppoſitions de la part de ſon meilleur allié; et comme elle continuait d'inſiſter ſur ſon projet, à quelques petites reſtrictions près, le roi ſe vit dans la néceſſité de le communiquer à la cour de Vienne; S. M. accompagna cette pièce de tous les adouciſſemens dont elle était ſuſceptible, et pour ne point effaroucher le prince Kaunitz, il lui fit inſinuer que ce n'était pas le dernier mot de la cour de Ruſſie, qui ſans doute était
1771. diſpoſée à ſe relâcher ſur les articles qui rencontreraient le plus de difficulté.

Les précautions que le roi prenait, étaient d'autant plus néceſſaires, que la cour impériale ne cachait plus ſes projets, et que tous les mouvemens qu'on voyait en Hongrie annonçaient une prochaine rupture avec la Ruſſie. La cour de Vienne était décidée à ne pas ſouffrir que le théâtre de la guerre s'établît au-delà du Danube; elle eſpérait même qu'à la faveur d'une médiation armée, elle pourrait forcer les Ruſſes à reſtituer aux Turcs la Moldavie et la Valachie, et de plus à les faire déſiſter de l'indépendance des Tartares qu'ils demandaient. Dans cette vue des troupes d'Italie, de la Flandre, et de l'Autriche avaient marché en Hongrie; l'envoyé de l'empereur s'était même expliqué ſur ce chapitre aſſez poſitivement avec le roi;. il était allé juſqu'à demander qu'au cas que les Ruſſes fuſſent attaqués toute autre part qu'en Pologne, la Pruſſe demeurât

neutre ; ce qui lui fut nettement refufé. Le prince Kaunitz fe flattait, à la faveur de ce plan, d'agrandir la maifon d'Autriche, fans qu'elle eût la peine de faire des conquêtes ; il comptait bien que la Porte payerait cette affiftance, en cédant à l'impératrice-reine les provinces qu'elle avait perdues par la paix de Belgrade. En même temps que Vienne était remplie de projets et la Hongrie de troupes, un corps autrichien entra en Pologne et s'empara de la feigneurie de *Zips*, fur laquelle la cour avait des prétentions. Une démarche auffi hardie étonna la cour de Pétersbourg, et ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui fe fit dans la fuite entre les trois puiffances. La principale raifon était celle d'éviter une guerre générale qui était près d'éclore ; il fallait outre cela entretenir la balance des pouvoirs entre de fi proches voifins ; et comme la cour de Vienne donnait fuffifamment à connaître qu'elle voulait profiter des troubles préfens pour s'agrandir, le roi ne pouvait fe difpenfer de fuivre fon exemple. L'impératrice de Ruffie, irritée de ce que d'autres troupes que les fiennes ofaient faire la loi en Pologne, dit au prince Henri, que fi la cour de Vienne voulait démembrer la Pologne, les autres voifins de ce royaume étaient en droit d'en faire autant. Cette ouverture fe fit à propos ; car après avoir tout examiné, c'était l'unique voie qui reftât d'éviter de nouveaux troubles et de contenter tout le monde. La Ruffie pouvait s'indemnifer de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs, et au lieu de la Valachie et de la Moldavie qu'elle ne pouvait poffféder qu'après avoir remporté autant de victoires

fur les Autrichiens que fur les Mufulmans, elle n'avait qu'à choifir une province de la Pologne à fa bienféance, fans avoir de nouveaux rifques à courir ; on pouvait affigner à l'impératrice-reine une province limitrophe de la Hongrie, et au roi ce morceau de la Pruffe polonaife qui fépare les Etats de la Pruffe royale : et par ce nivellement politique, la balance des pouvoirs entre ces trois puiffances demeurait à peu-près la même. Néanmoins, pour s'affurer davantage de l'intention de la Ruffie, le comte de Solms fut chargé d'examiner fi ces paroles échappées à l'impératrice avaient quelque folidité, ou fi elles avaient été proférées dans un moment d'humeur, et d'emportement paffager. Le comte de Solms trouva les fentimens partagés fur ce fujet. Le comte Panin, qui avait fait déclarer, au commencement des troubles de la Pologne, que la Ruffie maintiendrait l'indivifibilité de ce royaume, fentait de la répugnance pour ce démembrement ; il promit néanmoins de ne s'y point oppofer, fi l'affaire paffait au confeil ; mais l'impératrice était flattée de l'idée qu'elle pourrait fans danger étendre les limites de fon empire ; fes favoris et quelques miniftres qui s'en aperçurent, fe rangèrent de fon fentiment, de forte que le projet de partage paffa à la pluralité des voix. On annonça au roi de Pruffe la réfolution qui venait d'être prife, comme un expédient qu'on avait imaginé pour le dédommager des fubfides qu'il avait payés à la Ruffie.

Le comte Panin, en communiquant au comte de Solms les chofes que nous venons de rapporter, exigea comme un préalable que le roi fondât les

ſentimens de la cour de Vienne au ſujet de ce partage. Sur cela le roi en fit l'ouverture au baron de Swieten, en l'aſſurant que la Ruſſie ne témoignait aucun mécontentement de ce que les Autrichiens avaient pris poſſeſſion de Zips, et que ſa Majeſté, pour donner des preuves de ſon amitié à L. M. impériales, leur conſeillait de s'étendre dans cette partie de la Pologne ſelon leur bienſéance, ce qu'elles pourraient faire avec d'autant moins de riſque, que leur exemple ſerait imité par les autres puiſſances voiſines de ce royaume. Cette ouverture, toute cordiale qu'elle était, ne fut point accueillie par la cour de Vienne comme on s'en était flatté. Le prince Kaunitz était trop préoccupé du projet qu'il ſe préparait à mettre en exécution; il trouvait plus d'avantage dans l'alliance des Turcs, qu'il ne croyait en pouvoir eſpérer d'une alliance avec la Ruſſie; il répondit donc ſèchement, que ſi ſa cour avait fait occuper quelques parcelles de la Pologne ſur les confins de la Hongrie, ce n'était pas à deſſein de les garder, mais uniquement pour obtenir juſtice ſur quelques ſommes que la maiſon d'Autriche réclamait de la république, et qu'il n'avait pas imaginé qu'un objet d'auſſi peu de valeur put faire naître l'idée d'un plan de partage dont l'exécution ſerait hériſſée de difficultés inſurmontables, à cauſe qu'il était autant qu'impoſſible d'établir une égalité parfaite entre les différentes portions des trois puiſſances; qu'enfin un tel projet ne pouvant ſervir qu'à rendre la ſituation de l'Europe plus critique encore qu'elle ne l'était, il déconſeillait à S. M. pruſſienne d'entrer dans de telles meſures; il ajouta

d'un air d'indifférence, que sa cour était prête à évacuer les districts que ses troupes avaient occupés, si les autres puissances en voulaient faire autant. Ces dernières paroles étaient comme un reproche tacite aux Russes qui avaient des armées en Pologne; elles regardaient également le roi, qui avait tiré un cordon de troupes depuis le pays de Crossen jusqu'au-delà de la Vistule, pour garantir ses Etats de la peste qui fesait alors en Pologne de grands ravages.

Dans une affaire de cette nature il ne fallait pas se laisser décourager par des bagatelles. On pouvait prévoir que la cour de Vienne changerait de sentimens, sitôt que la Russie et la Prusse seraient bien d'accord, parce que les Autrichiens préféreraient d'avoir part à ce partage à tenter les hasards de la guerre contre aussi forte partie. Ajoutez à cela que l'impératrice-reine n'ayant d'allié que la France, ne pouvait nullement alors compter sur des secours. Pour profiter de combinaisons aussi favorables, le roi résolut de pousser l'affaire du partage; il observa le silence envers la cour de Vienne, pour lui laisser le temps de réfléchir. En même temps le comte de Solms fut chargé d'avertir la cour de Russie que les ouvertures du traité de partage avaient été faites à Vienne, et que quoique le prince Kaunitz eût évité jusqu'alors de s'expliquer sur ce sujet, on pouvait néanmoins prévoir qu'il y donnerait volontiers les mains, aussitôt que les deux autres puissances seraient convenues de leurs intérêts réciproques; il se servit de ce motif pour accélérer la conclusion de cette affaire, parce

qu'il n'y avait pas un moment à perdre. Peut-être que la lenteur et la pareffe habituelle des Ruffes aurait encore traîné la chofe en longueur, fi la cour de Vienne n'eût fervi le roi fans le vouloir; tous les jours elle fefait naître par fa médiation de nouvelles difficultés pour la paix; fouvent elle chicanait avec aigreur les Ruffes fur leurs énormes prétentions, et s'expliquait d'un ton defpotique fur les articles de la paix qu'elle rejetait, favorifant les Turcs en tout ce qui dépendait d'elle. Mais les mouvemens qui fe fefaient dans l'armée de Hongrie achevèrent de rendre les Autrichiens fufpects à la cour de Pétersbourg. Dans ce même temps le bruit courut que les Impériaux négociaient un traité de fubfides à Conftantinople; cette dernière nouvelle donna l'alarme au confeil de Pétersbourg, et le roi, qui communiquait aux Ruffes tous les avis propres à découvrir les intrigues des Autrichiens, parvint enfin à tirer la cour de Pétersbourg de la léthargie dans laquelle elle était plongée. L'impératrice de Ruffie fentit le befoin qu'elle avait d'être affiftée par fa Majefté: elle jugea que pour s'affurer de ce prince, il fallait lui procurer des avantages, de forte que le comte de Panin déclara au comte de Solms qu'il n'attendait que le projet de partage, pour entrer avec lui en conférence fur ce fujet.

Ce projet s'expédia bien vîte à Pétersbourg; il 14 juin.
donnait carte blanche à la Ruffie, qui pouvait choifir en Pologne, felon fa convenance, telle province dont elle jugerait à propos de prendre poffeffion. Le roi demanda pour fa part la Pomerelie, le diftrict de la grande Pologne en-deçà de la Netze,

l'évêché de Varmie, les palatinats de Marienbourg et de Culm, et laissa les Autrichiens maîtres d'accéder à ce traité s'ils le jugeaient à propos. Tous les arrangemens qui se prenaient à Berlin comme à Pétersbourg n'empêchaient point le prince Kaunitz d'aller son train; il accrochait, par mille difficultés que sa médiation lui fournissait, la négociation de la paix avec les Turcs; il rejetait sur-tout l'article des cessions de la Valachie et de la Moldavie, que les Russes exigeaient de la Porte; fier des offres que lui fesait le sultan, et croyant que le nombre des troupes assemblées en Hongrie pouvait en imposer autant aux Prussiens qu'aux Russes, il fit déclarer au roi que les conditions de paix, proposées par la Russie, étaient diamétralement opposées aux intérêts de la monarchie autrichienne, qu'elles tendaient à renverser l'équilibre de l'Orient, et que si la cour de Pétersbourg ne voulait pas les modérer, leurs Majestés impériales seraient forcées de prendre part à cette guerre; qu'elles se flattaient que dans ce cas le roi observerait une parfaite neutralité, d'autant plus que ses engagemens avec la Russie se bornaient a la Pologne, dont les Autrichiens respecteraient le territoire.

On voyait bien que la cour de Vienne ne voulait absolument pas que les Russes devinssent ses voisins; d'une part elle craignait que nombre de Grecs répandus en Hongrie ne s'attachassent à cette puissance par motif de religion; d'autre part elle aimait mieux être voisine de l'empire affaibli des Turcs, que de l'empire formidable de la Russie. La situation où le roi se trouvait entre ces deux cours impériales

était embarraſſante ; s'il conſultait ſes intérêts, il ne devait ni ſouhaiter d'accroître la puiſſance des Ruſſes, qui n'était que trop formidable, ni employer à cela ſes forces. Ces raiſons étaient contrebalancées par des engagemens ſolennels, qui obligeaient ce prince d'aſſiſter l'impératrice ſon alliée dans toutes les occaſions où elle ſerait attaquée par l'impératrice-reine ; il fallait, ou remplir ces engagemens, ou renoncer aux fruits qu'on eſpérait d'en recueillir. De plus, le parti de la neutralité était plus dangereux pour la Pruſſe que celui de ſoutenir ſon alliée ; les Autrichiens et les Ruſſes ſe feraient battus, puis en s'accommodant ils auraient pu faire la paix aux dépens du roi ; ce prince aurait perdu toute conſidération ; perſonne ne ſe ferait fié à ſa bonne foi ; et après la paix il ſerait demeuré iſolé ; ce qui ſerait indubitablement arrivé, ſi le roi avait ſuivi un plan auſſi défectueux.

Sa Majeſté ne balança point ; elle ſe détermina à remplir fidèlement ſes engagemens avec la Ruſſie, et pour adoucir en même temps la cour de Vienne, elle la flatta de l'eſpérance qu'il ne ſerait pas impoſſible de fléchir l'impératrice de Ruſſie, et de faire changer les vues qu'elle avait ſur la Valachie et ſur la Moldavie ; mais en ajoutant que ſi l'on en venait à une rupture entre les deux impératrices, ſa Majeſté ne pouvait ſe diſpenſer d'aſſiſter celle de Ruſſie, avec laquelle elle était en alliance. Pour donner plus de poids à cette déclaration, l'on augmenta et remonta toute la cavalerie ; les ordres donnés pour cet effet s'ébruitèrent promptement et par-tout. Ces meſures vigoureuſes, priſes ſi à propos, firent

impreſſion ſur la cour de Pétersbourg ; on profita de ſon contentement, pour l'engager à ſacrifier une partie de ſes prétentions ſur la Valachie au bien commun de la paix.

Il était difficile de traiter avec les Ruſſes. Le contreprojet du traité de partage de la cour de Pétersbourg arriva alors à Berlin ; il était ſingulièrement conçu ; tout l'avantage en était pour la Ruſſie, tous les riſques pour la Pruſſe : on accordait à la vérité la plus grande partie du terrain de la Pologne que le roi avait demandé ; mais l'acquiſition des Ruſſes était au moins du double plus étendue : on avait inſéré ſur-tout dans ce traité un article très-onéreux pour ſa Majeſté ; on demandait que la Pruſſe aſſiſtât de toutes ſes forces la Ruſſie, au cas qu'elle fût attaquée par les Autrichiens ; mais ſuppoſé que l'impératrice-reine déclarât la guerre au roi de Pruſſe, ce prince n'avait aucun ſecours à attendre de la Ruſſie avant que la paix avec les Turcs fût conclue. Des conditions auſſi peu proportionnées n'étant pas acceptables, elles donnèrent lieu à quelques explications ; on fit un réſumé de tous les engagemens de la Pruſſe avec la Ruſſie ; il réſultait de cet examen que tout était en faveur de l'impératrice, et qu'il n'y avait rien en faveur du roi ; toutefois on ajouta que comme ſa Majeſté avait réſolu de ſatisfaire à tout ce qu'on pouvait prétendre d'elle raiſonnablement, elle ſe repoſait auſſi ſur l'équité comme ſur la modération de l'impératrice de Ruſſie, qui voudrait bien ſacrifier quelques parties de ſes conquêtes, pour prévenir une guerre qui menaçait dans peu de devenir générale, d'autant plus que la Moldavie et la Valachie ſervaient

de prétexte aux Autrichiens pour embrouiller de plus en plus les affaires, et que dans des circonſtances auſſi critiques que les préſentes, il était de la dignité d'une auſſi vaſte monarchie que celle de la Ruſſie, d'avoir moins d'égard à ſes intérêts qu'au bien public. On propoſa en même temps que pour indemniſer la Pruſſe de tous les dangers qu'elle pouvait s'attirer par une nouvelle guerre, dont on ne pouvait prévoir quelles feraient les ſuites, la Ruſſie voulût bien ajouter la ville de Dantzic, ſituée au milieu de la Pomerelie, au partage de la Pologne dont le roi devait ſe mettre en poſſeſſion.

Ces repréſentations, comme il arrive d'ordinaire, ne firent pas tout l'effet qu'on en devait attendre : cependant à force de réfléchir ſur les raiſons qu'on lui avait expoſées ſi clairement, l'impératrice de Ruſſie voulut bien reſtreindre les propoſitions de paix qui ne pouvaient compatir avec les intérêts d'autres puiſſance : elle s'engagea donc en conſéquence à reſtituer aux Turcs, après la paix, les conquêtes qu'elle venait de faire entre le Dnieſter et le Danube. La cour de Berlin communiqua promptement cette heureuſe nouvelle à celle de Vienne ; on vit pour la première fois paraître le prince Kaunitz avec un viſage ſerein ; les eſprits ſe calmèrent, et l'inquiétude et la jalouſie que les grands ſuccès des Ruſſes avaient données à la cour impériale, diſparurent du moment qu'elle n'eut plus à craindre d'avoir cette puiſſance pour voiſine de ſes Etats.

La Porte fut auſſitôt informée des bonnes diſpoſitions où ſe trouvait la cour de Pétersbourg. Les Turcs, que leurs malheurs avaient dégoûtés de la

guerre, inclinaient fortement à la paix. La dernière campagne des Ruſſes n'était qu'une ſuite de triomphes ; ils avaient conquis la Crimée, et une bataille déciſive qu'avait gagnée le maréchal de Romanzow, ſur la fin de l'année, avait mis le comble à la proſpérité de leurs armes Dans des circonſtances auſſi déſeſpérées, la nouvelle arriva à Conſtantinople que les plus grands obſtacles à la paix étaient levés ; les Turcs réſolurent alors de leur côté, pour faciliter la pacification générale, de rendre la liberté au Sr. Obreskow, détenu juſqu'alors aux Sept tours ; c'était un préalable que l'impératrice avait exigé, ſans lequel elle ne voulait entendre à aucune négociation.

1772. Quoique toutes les cours fuſſent en action, la lenteur et l'irréſolution des Ruſſes traînaient en longueur la concluſion du traité de partage ; la négociation s'accrochait principalement à la poſſeſſion de la ville de Dantzic : les Ruſſes prétendaient qu'ils avaient garanti la liberté de cette petite république ; mais ce n'étaient proprement que les Anglais, jaloux des Pruſſiens, qui protégeaient la liberté de cette ville maritime, et qui encourageaient l'impératrice de Ruſſie à ne pas conſentir aux demandes de ſa Majeſté pruſſienne. Il fallait néanmoins que le roi ſe déterminât ; et comme il était évident que le poſſeſſeur de la Viſtule et du port de Dantzic aſſujettirait cette ville avec le temps, on jugea qu'il ne fallait pas arrêter une négociation auſſi importante pour un avantage qui proprement n'était que différé ; ce qui fit que ſa Majeſté ſe relâcha de cette prétention.
12 janv. L'on reçut après bien des longueurs l'*ultimatum* de la cour de Pétersbourg. Les Ruſſes inſiſtaient

toujours

toujours ſur les ſecours conſidérables qu'ils demandaient aux Pruſſiens, en cas que les Autrichiens leur déclaraſſent la guerre; quelques choquantes que fuſſent ces inégalités, quelques diſproportionnés que fuſſent des ſecours que deux alliés ſe doivent au fond réciproquement, comme on ſavait que l'impératrice-reine ſe trouvait dans des diſpoſitions plus favorables et plus pacifiques que par le paſſé, on négligea des conſidérations qui ceſſaient d'être importantes, pour conclure un traité avantageux, et l'on promit aux Ruſſes les ſecours dont dès lors il ne pouvait plus être queſtion.

Après que tant d'obſtacles eurent été levés, cette convention ſecrète fut enfin ſignée à Pétersbourg: les acquiſitions pruſſiennes furent telles que nous les avons rapportées, à l'exception des villes de Dantzic, de Thorn, et de leur territoire: par ce partage la cour de Pétersbourg acquit en Pologne une liſière conſidérable le long de ſes anciennes frontières, depuis la Dwina juſqu'au Nieſter: on fixa le temps de la priſe de poſſeſſion au mois de juin: on convint d'inviter l'impératrice-reine à ſe joindre aux deux puiſſances contractantes, afin de participer à ce partage: la Ruſſie et la Pruſſe ſe garantirent leurs acquiſitions, et promirent d'agir de concert à la diète de Varſovie, pour obtenir pour tant de ceſſions le conſentement de la république: le roi promit encore par un article ſecret d'envoyer 20,000 hommes de ſon armée en Pologne, pour ſe joindre aux Ruſſes au cas que la guerre devînt générale: de plus ſa Majeſté s'engageait à ſe déclarer ouvertement contre la maiſon d'Autriche, ſuppoſé que

17 fév.

ce secours ne fût pas suffisant : on convint aussi que les subsides prussiens cesseraient d'être payés aussitôt que leur corps auxiliaire aurait joint l'armée russe ; on ajoutait par un autre article, que sa Majesté serait autorisée à retirer ses troupes auxiliaires, si, au sujet de ces secours, elle était attaquée par les Autrichiens dans ses propres Etats ; et dans ce cas la Russie promettait de lui envoyer 6,000 hommes d'infanterie et 4,000 cosaques, et même de doubler ce nombre aussitôt que les circonstances le permettraient ; aussi bien que d'entretenir une armée de 50,000 hommes en Pologne, afin de pouvoir assister le roi de toutes ses forces, après que la guerre avec les Turcs serait terminée ; et enfin de continuer cette assistance jusqu'au moment où elle pourrait par une pacification générale procurer aux Prussiens un dédommagement convenable : on joignit à tous ces articles une convention séparée, pour régler l'entretien réciproque des corps auxiliaires. Cet ouvrage, qui servait de base aux projets qui devaient s'ensuivre, étant terminé, il restait à persuader la cour de Vienne de se joindre aux deux puissances contractantes. Trois partis se formaient dans cette cour, dont chacun pensait différemment : l'empereur aurait voulu regagner en Hongrie les provinces que sa maison avait perdues par la paix de Belgrade : l'impératrice sa mère, qui n'avait plus cette énergie et cette fermeté dont elle avait tant donné de marques dans sa jeunesse, et qui commençait à s'adonner à une dévotion mystique, se reprochait le sang que ses guerres passées avaient fait répandre ; elle détestait la guerre et voulait con-

ſerver la paix à quelque prix que ce fût : le prince Kaunitz, doué d'un jugement droit, qui voulait accorder les intérêts de la monarchie avec les penchans de ſa ſouveraine, ſe trouvait par conſéquent dans l'embarras d'opter entre la guerre, ou le partage de la Pologne, et craignait de plus que s'il prenait ce dernier parti, l'union de la maiſon de Bourbon avec celle d'Autriche, qu'il regardait comme ſon chef-d'œuvre, n'en fût rompue; d'un côté la cavalerie pruſſienne remontée ſi promptement lui donnait à connaître que le roi avait pris un parti déciſif; d'un autre il voyait que ce prince déſirait une pacification générale, et qu'il y travaillait avec ardeur. Enfin le roi dit à l'envoyé d'Autriche, dans une conférence qu'il eut avec lui que ſa Majeſté félicitait l'impératrice-reine d'avoir en ce moment le ſort de l'Europe en ſes mains, parce que réellement la paix ou la guerre dépendait, dans ces circonſtances du parti qu'elle allait prendre : le roi ajouta qu'il avait une ſi grande confiance dans la ſageſſe reconnue de cette grande princeſſe, qu'il ne doutait point qu'elle ne préférât la tranquillité générale de l'Europe aux troubles qui pouvaient ſurvenir, et dont il était impoſſible de prévoir les ſuites. Cet entretien, dont van Swieten rendit compte à ſa cour, produiſit tout l'effet qu'on en pouvait eſpérer; le prince Kaunitz fut convaincu qu'il fallait renoncer à l'alliance des Turcs, comme à tous les projets qui étaient fondés ſur ce préalable : il comprit également qu'il ne pouvait plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer ſans l'aſſiſtance d'aucun allié, la Pruſſe et la Ruſſie en même temps. Cette chance

O 2

était trop défavantageufe pour qu'un homme, pour peu qu'il fût prudent, voulût en courir les rifques: il ne lui reftait donc d'autre parti raifonnable que celui de fe jondre aux deux cours alliées, afin de participer au partage de la Pologne, et de maintenir par ce moyen l'équilibre entre ces trois puiffances. Par une fuite de cette réfolution, le baron de Swieten fut chargé de propofer au nom de fa cour la fignature d'un acte par lequel les trois cours promettaient d'obferver une égalité parfaite dans le partage qui fe ferait de la Pologne. Cette propofition, qui était jufte, fut reçue fans empêchement, parce qu'elle devait aplanir toutes les difficultés qui avaient jufqu'alors caufé tant d'embarras, et que c'était l'unique moyen d'éviter la guerre générale, qu'on avait eu
4 mars. de fi fortes raifons d'appréhender. Cet acte fut figné fans délai; et l'échange s'en fit tout de fuite.

Ce traité entre les cours de Berlin et de Vienne fut inceffamment communiqué à celle de Pétersbourg; l'impératrice reçut avec plaifir cette nouvelle importante; elle fe voyait, par cette acceffion de l'Autriche, dégagée du fardeau d'une nouvelle guerre qu'elle aurait peut-être eu de la peine à foutenir: elle fuivit les confeils du roi qui l'exhortait à diminuer autant qu'il fe pourrait le nombre de fes ennemis: auffi, peu après, la même convention fut fignée à Pétersbourg par les deux cours impériales. On fe preffa enfuite d'égalifer le partage des trois cours; ce qui avait été réglé entre la Pruffe et la Ruffie fut auffitôt communiqué à l'impératrice-reine; la cour de Vienne ne s'oublia pas dans fon contre-projet: fon avidité étendit fes vues fur quantité de

palatinats qui rempliſſaient l'eſpace depuis la principauté de Teſchen juſqu'aux confins de la Valachie, et qui pouſſaient une pointe par Belcz à une petite diſtance de Varſovie. Les pays enclavés dans cette démarcation, et qui feſaient à peu-près le tiers de la Pologne, étaient évidemment oppoſés à la convention que cette cour venait à peine de ſigner avec les autres puiſſances. On trouva cette portion que les Autrichiens voulaient s'approprier auſſi énorme à Pétersbourg qu'on l'avait trouvée exorbitante à Berlin. Choqué de procédés auſſi indécens, le comte Panin remit un mémoire raiſonné au prince Lobkowitz, qui réſidait à Pétersbourg en qualité de miniſtre d'Autriche, dans lequel il évaluait avec préciſion les partages des trois cours, et concluait que pour établir une égalité parfaite, il convenait que la cour de Vienne voulût bien renoncer à la poſſeſſion de Léopol et des ſalines importantes de Willisca, afin que perſonne ne pût ſe plaindre d'être léſé.

La cour de Vienne continua d'inſiſter ſur la ville de Léopol et ſur les ſalines de Willisca, qu'elle voulait poſſéder à toute force, en même temps que, pour faciliter cette convention, elle ſe déſiſta des palatinats de Lublin, de Chelm, et de Belcz. Les choſes étant dans ces termes, il fallait ſe hâter de conclure, ſi l'on ne voulait pas renoncer à tout partage; dans cette occaſion trop d'exactitude à évaluer les différentes portions aurait fait naître des diſputes interminables : d'autres puiſſances auraient immanquablement profité de cette méſintelligence, et toutes les peines qu'on s'était données juſqu'alors auraient été perdues. Dans cette perſuaſion le roi

confeilla à l'impératrice de Ruffie d'accepter les conditions que la cour de Vienne annonçait être fon *ultimatum ;* elle comprit combien les momens étaient précieux, et rien n'y mettant plus d'empêchement, la triple convention des cours contractantes fut fignée par leurs miniftres à Pétersbourg.

5 août. Les acquifitions pruffiennes et celles des Ruffes furent articulées dans ce traité telles que nous les avons annoncées ; ce qui devait tomber en partage aux Autrichiens fut marqué depuis la principauté de Tefchen jufqu'au-delà de Sendomir et du confluent du San, en tirant une ligne droite au Bug, et de cette rivière à celle du Dniefter aux frontières de la Podolie et de la Moldavie. Les trois cours fe garantirent leurs poffeffions refpectives : elles promirent d'agir de concert pour engager la république de Pologne à donner fon confentement aux ceffions qu'on lui demandait. La cour de Vienne, radoucie par tant d'acquifitions, promit d'employer fes bons offices conjointement avec le roi de Pruffe, afin de difpofer la Porte à recevoir les conditions de paix que la Ruffie lui avait propofées. Les trois cours fixèrent la prife de poffeffion au premier jour du mois de feptembre. On convint de remettre vers ce temps au roi de Pologne une déclaration concertée entre les trois cours, pour inftruire la république des arrangemens qu'on venait de prendre, et pour l'exhorter à la convocation d'une diète extraordinaire, afin qu'elle travaillât à l'entière pacification du royaume ; c'était à cette diète que la Ruffie, l'Autriche et la Pruffe fe propofaient de préfenter une déduction qui devait contenir les prétentions de chaque puiffance,

avec les droits qu'elles croyaient avoir fur ce dont elles avaient pris poffeffion.

Le roi fondait fes prétentions fur la Pomerelie, et fur une partie de la grande Pologne fituée en-deçà de la Netze, fur ce que ces provinces, autrefois annexées à la Poméranie et au Brandebourg, en avaient été démembrées par les Polonais; il revendiquait la ville d'Elbing en vertu d'une prétention liquide, et de l'argent que fes ancêtres avaient avancé fur cette ville à la république; on fefait des évêchés de Varmie et des palatinats de Marienbourg et de Culm un équivalent de la ville de Dantzic, capitale de la Pomerelie, laquelle demeurait libre. Nous ne voulons pas détailler ici les droits de ces trois puiffances; il fallait des conjonctures fingulières pour amener les efprits à ce point et les réunir pour ce partage, par lequel feulement on pouvait éviter une guerre générale.

Telle fut la fin de tant de négociations qui demandaient de la patience, de la fermeté et de l'adreffe. L'on parvint cette fois à préferver l'Europe d'une guerre générale qui était près d'éclater. Des intérêts auffi contraires que ceux des Ruffes et des Autrichiens étaient difficiles à concilier. Pour dédommager les Ruffes des conquêtes que les Autrichiens voulaient qu'ils reftituaffent à la Porte, il n'y avait d'autre moyen que de leur affigner des poffeffions en Pologne. L'impératrice-reine en avait donné l'exemple, en fefant occuper par fes troupes la feigneurie de Zips; et pour que la balance fe foutînt en quelque manière entre les puiffances du Nord, il fallait de néceffité que le roi eût part à ce partage. C'eft-là le premier

exemple que l'hiſtoire fourniſſe d'un partage réglé et terminé paiſiblement entre trois puiſſances, ſans les conjonctures où l'Europe ſe trouvait alors, les plus habiles politiques y auraient échoué ; tout dépend des occaſions et du moment où les choſes ſe font.

Le ſoin d'accorder ces divers intérêts n'abſorbait pas toute l'attention des trois puiſſances ; on n'en preſſait pas moins les Turcs de conſentir à la tenue d'un congrès ; l'internonce d'Autriche, qui réſidait à Conſtantinople, ne parlait plus des ſubſides qu'il avait ſi vivement ſollicités, ni des diverſions que ſa cour allait faire en faveur de la Porte ; et loin d'encourager les Turcs à la continuation de la guerre, il s'était joint au miniſtre pruſſien, pour engager le divan à choiſir ceux que le grand ſeigneur enverrait au congrès de la pacification. Les plénipotentiaires furent nommés de la part des deux puiſſances belligérantes ; les miniſtres pruſſien et autrichien les joignirent à Foxſiani, lieu où ſe tinrent les conférences. Le comte Orlow, favori de l'impératrice, y préſidait de la part de la Ruſſie, et Osman-Effendi de la part des Turcs. Ces deux miniſtres paraiſſaient d'accord ſur les articles eſſentiels du traité, et même ſur l'indépendance des Tartares ; mais lorſqu'on en vint au projet article par article, Osman-Effendi en préſenta un autre, par lequel le droit de confirmer le chan des Tartares élu, et le droit d'adminiſtrer la juſtice en Crimée, était réſervés au grand ſeigneur. Cette propoſition fut rejetée ; Osman en préſenta une plus modérée, mais qui fut auſſi peu admiſe que la première, ſur quoi il déclara qu'après avoir epuiſé tous les moyens qui lui étaient

Premiers jours d'août.

permis par ses instructions, qu'après avoir modifié par des adoucissemens les articles qui fesaient le plus de peine aux Russes, voyant néanmoins que, sans égard pour la modération du grand seigneur, on rejetait toutes ses propositions, il ne lui restait qu'à demander des chevaux pour s'en retourner à Constantinople. M. Orlow le prit au mot; ses intérêts personnels le rappelaient à Pétersbourg, où ses ennemis, profitant de son absence, étaient parvenus à le supplanter; ainsi ce congrès qu'on avait eu tant de peine à faire assembler, n'atteignit pas la fin du même mois.

Plus les affaires prenaient vers le Nord et l'Orient une tournure avantageuse à la Russie, plus la France, mécontente du peu de considération dont elle jouissait, essayait de se dédommager par ses intrigues de l'ascendant qu'elle avait perdu; elle se flattait de pouvoir le regagner en mettant la Suède en jeu. Le prince royal de Suède qui voyageait alors en France, se trouva précisément à Paris lorsqu'il apprit la mort du roi son père. Les ministres de Louis XV, pour profiter de la conjoncture, prirent des engagemens secrets avec ce jeune prince; ils lui promirent d'acquitter les arrérages de la dernière guerre, que la France devait à la Suède: la somme en montait à 1,300,000 écus; une partie lui en fut remise à Paris, et on lui fit espérer le reste, au cas qu'il voulût l'employer à changer la forme du gouvernement en Suède, en s'y rendant souverain. Dès lors ce jeune prince vif, ambitieux, mais léger, se livra sans réserve à l'exécution de ce projet, à laquelle la diète qui allait s'assembler pour son couronnement,

lui fourniſſait une occaſion favorable. De retour à Stockholm, on envoya des émiſſaires munis d'argent dans toutes les provinces du royaume, pour corrompre les députés, et une partie des troupes; ſon frère, le prince Charles, ſe mit à la tête d'un de ces corps, pour le conduire à la capitale au ſecours du roi. Mais le jeune monarque n'attendit pas ſon arrivée; il avait gagné le régiment des gardes et celui de l'artillerie; il s'empara par leur moyen de l'arſenal, fit braquer les canons ſur les places et dans les rues, aſſembla le ſénat intimidé par un appareil qui lui était ſi nouveau, et ſe fit déclarer
18 août. ſouverain par ce corps, qui repréſentait toute la nation.

Cet événement inattendu cauſa quelques inquiétudes à la cour de Berlin; le roi s'était engagé, par ſon traité avec la Ruſſie, à ſoutenir la forme de gouvernement établie en Suède l'année 1720. Ce prince n'ignorait pas la vive impreſſion qu'une révolution auſſi ſubite ferait ſur l'impératrice de Ruſſie. Le congrès de Foxſiani venait à la vérité d'être rompu; mais les Ruſſes et les Turcs étaient de nouveau en pourparlers pour en aſſembler un autre à Buchareſt: ſi la paix venait à ſe conclure entre ces deux puiſſances, il fallait s'attendre qu'inceſſamment la Ruſſie travaillerait à remettre le gouvernement ſuédois ſur l'ancien pied; le jeune roi de Suède, qui comptait ſur l'appui de la France, ne ſe ferait jamais déſiſté de bon gré de la ſouveraineté à laquelle il venait de parvenir; c'étaient-là des matériaux pour une nouvelle guerre, dans laquelle le roi aurait été obligé de combattre contre ſon

propre neveu; et la nature qui parle aux cœurs des rois tout comme à ceux des particuliers, fe révoltait contre ce parti. D'autre part la politique et la foi des traités exigeaient qu'on le prît : dans cet embarras le roi fe fervit de la cour de Vienne, afin que, par fes repréfentations à celle de Pétersbourg on pût parvenir à calmer la première effervefcence de la Ruffie. Les mouvemens de colère et de vengeance l'auraient cependant emporté dans l'efprit de l'impératrice de Ruffie, fi les Turcs n'avaient pas réfifté avec beaucoup de fermeté aux conditions dures et fâcheufes qu'on voulait leur faire accepter; en même temps que du côté de la Suède, le roi concevant le danger dont il était menacé de la part de la Ruffie, fe propofait de mettre d'avance le Danemarck hors de jeu, pour n'avoir qu'un ennemi à combattre à la fois.

Ceci nous engage à reprendre les chofes de plus haut, pour expofer avec précifion les raifons qu'avait le roi de Suède d'agir ainfi. Le roi de Danemarck était monté trop jeune fur le trône pour que fon expérience pût être formée : il était entouré d'anciens miniftres rompus dans les intrigues de cour, qui plus intéreffés que citoyens, n'ambitionnaient que de gouverner leur maître; et comme ces rivaux luttaient pour fe fupplanter mutuellement, cela donnait lieu à de fréquentes difgrâces; chaque jour produifait de nouveaux miniftres et de nouveaux projets de gouvernement. Le Sr. de Saldern, qui fe trouvait alors à cette cour en qualité de miniftre de Ruffie, avait, comme nous l'avons dit, moyenné l'échange du duché de Gottorp contre ceux d'Olden-

bourg et de Delmenhorſt; ce miniſtre d'une cour étrangère, mais trop puiſſant à Copenhague, perſuada au roi de faire un tour dans les pays étrangers, voulant le détourner de viſiter, comme il en avait l'intention, le royaume de Norvège, où l'on craignait qu'il n'introduisît des nouveautés préjudiciables à ſes intérêts. Peu après ſon mariage avec la princeſſe Mathilde, ſœur du roi d'Angleterre, il partit de Copenhague, ſe rendit à Londres, et de-là à Paris: ſes courtiſans et ceux qui l'environnaient, fortifiaient ſon penchant à la volupté et à la débauche; de retour de ſes voyages, il en rapporta une maladie dont il n'avait pris aucun ſoin; la reine ſon épouſe, ſous prétexte du rétabliſſement de ſa ſanté, s'empara de ſon eſprit, et lui propoſa un médecin nommé Struenſée, comme l'homme le plus capable de le guérir. L'accès que ce médecin eut à la cour, lui fit gagner imperceptiblement plus d'aſcendant ſur l'eſprit de la reine qu'il n'était convenable à un homme de cette extraction. Cette liaiſon, qui de jour en jour devenait plus intime, obligeait la reine à prendre les plus grandes précautions pour que le roi ne pût pas s'apercevoir de ce qui ſe paſſait; on prétendait que, pour en être sûrs, la reine et le médecin avaient imaginé, ſous prétexte de donner des remèdes au roi, de lui faire prendre de l'opium. L'uſage trop fréquent de ces ſoporifiques altéra conſidérablement l'eſprit de ce jeune prince: il eut des abſences ſi fortes et ſi longues, que la reine et le médecin s'emparèrent des rênes du gouvernement: Struenſée fut créé premier miniſtre, et fut réellement roi de Dane-

marck durant quelques mois. La nation danoise fut indignée. On découvrit enfin que le projet du miniſtre était de faire déclarer le roi incapable de régner, et ſous ce prétexte apparent de s'emparer de la tutelle du royaume; ce qui acheva de révolter les eſprits. On aurait cru ſe couvrir d'opprobre, en expoſant le royaume à tomber ſous une ſemblable domination. Des gardes de la marine qu'on avait voulu caſſer, parce que la cabale ſe défiait de leur fidélité, donnèrent le premier branle à la révolution. Les deux généraux d'Eickſtædt et de Cœller, tous deux Poméraniens de naiſſance, et le miniſtre d'Etat d'Oſten ſe rendirent en ſecret chez la reine Julie, belle-mère du roi; ils lui peignirent des couleurs les plus vives les périls auxquels ſa perſonne, celle de ſon beau-fils, et tout le royaume étaient expoſés, et la conjurèrent de prendre, dans un moment auſſi critique, un parti déciſif; ils la déterminèrent à ſe rendre, après un bal qui devait durer avant dans la nuit, par un eſcalier dérobé dans la chambre du roi, pour l'avertir du péril imminent qui le menaçait, et l'obliger à ſigner inceſſamment un ordre par lequel les généraux étaient autoriſés, l'un à arrêter la reine Mathilde, et l'autre à s'aſſurer du médecin premier miniſtre. Ce projet s'exécuta comme il avait été médité: on enferma la reine dans une forteteſſe, et le médecin, ainſi que ſes adhérens, furent traduits devant les juges: la crainte des ſupplices leur fit avouer tous les attentats dont on les accuſait; le mariage de la reine Mathilde fut caſſé; le roi d'Angleterre obtint qu'on permît à cette princeſſe de ſortir du Danemarck, pour ſe retirer dans

l'électorat de Hanovre: elle s'établit à Zell, où elle fut traitée par ſon frère avec diſtinction. Le médecin, et le baron de Brand, après qu'on leur eut fait le procès, furent décapités: la reine Julie, belle-mère du roi, prit le maniement des affaires. Tout fut faible dans les commencemens d'une telle adminiſtration, qui en effet n'était qu'une tutelle. L'aliénation d'eſprit du roi équivalait à une minorité. Les Norvégiens, qu'on avait accablés d'impôts pour ſoutenir la banque qui était ſur le point de faire faillite, les Norvégiens, dis-je, commencèrent à différentes repriſes à manifeſter leur mécontentement. Les révolutions que ſubit preſque en même temps le gouvernement ſuédois donnèrent de vives alarmes à la cour de Copenhague, qui craignait les entrepriſes d'un jeune prince voiſin, ennemi né des Danois; la reine Julie envoya le général Huth avec quelques troupes en Norvège, afin de garantir ce royaume contre toute invaſion étrangère.

Ce mécontentement des Norvégiens, leurs diſpoſitions peu favorables à la cour, voilà ſur quoi le roi de Suède fondait ſes eſpérances. Quelques députés des payſans de ce royaume, qui ſe rendirent auprès de lui dans le bourg d'Eckholmſund, l'aſſurèrent qu'il n'avait qu'à ſe montrer avec quelques troupes ſur leurs frontières, pour animer les payſans norvégiens, et pour leur faire à tous embraſſer ſon parti. Sans examiner ſi c'était la nation qui s'expliquait par la bouche de ces députés, ou s'ils n'étaient que les organes de quelques mécontens obſcurs, le roi partit bruſquement, ſous prétexte de faire ce qu'on appelle en Suède l'Éric Gatta: il fit la tournée de ſes

provinces méridionales en Scanie et vers les frontières de la Norvège ; de-là il envoya un mémoire à la cour de Danemarck, conçu en termes menaçans, par 9 nov. lequel il demandait raiſon des armemens extraordinaires que cette cour feſait en Norvège ; en même temps il préparait tout de ſon côté pour entreprendre la guerre ; des troupes ſuédoiſes, munies d'artillerie, s'approchaient de la Norvège : ſes émiſſaires en foule rôdaient dans ce royaume, pour exciter le peuple à la ſédition ; il fit des tentatives infructueuſes pour brûler le chantier de Copenhague ; enfin tout ſe préparait à une rupture entre ces deux royaumes, et peut-être s'en ferait-elle enſuivie, ſi la cour de Berlin, par les repréſentations les plus fortes, n'avait engagé ces deux puiſſances à s'éclaircir mutuellement ſur leurs ſoupçons, et à ſe réconcilier ; ſur ces repréſentations le roi de Suède s'en retourna dans ſa capitale, et les Danois ſe raſſurèrent.

Si le changement du gouvernement en Suède avait déplu à l'impératrice de Ruſſie, ces mouvemens du roi ſur les frontières de la Norvège la choquèrent encore davantage ; elle craignait qu'un jeune prince auſſi remuant, auſſi inquiet que le roi de Suède, n'entreprît avec la même légéreté de l'attaquer ſur les frontières de l'Eſtonie et de la Finlande. Ces deux provinces étaient alors dégarnies de troupes : les armées ruſſes étaient dans la Beſſarabie, dans la Crimée, et plus de 50,000 hommes inondaient la Pologne ; l'impératrice jugea que dans ces circonſtances, en feſant des conquêtes en Orient et en ſubjuguant les Sarmates, elle ne devait pas négliger d'aſſurer ſes anciennes poſſeſſions. Elle rappela dans

cette intention 20,000 hommes des troupes qui étaient en Pologne, pour les employer à garnir et à défendre la Livonie et les provinces qu'elle croyait expofées aux infultes des Suédois; d'autre part elle fe montra plus difpofée à un nouveau congrès pour la paix avec les Turcs.

Ce congrès s'ouvrit à Buchareft; le reis-effendi
26 oct. était le plénipotentiaire de la Porte, et le Sr. Obrefkow celui des Ruffes: les deux miniftres plénipotentiaires de la Pruffe et de l'Autriche ne s'y trouvèrent point, parce que les Ruffes avaient été mécontens du Sr. Thugut, qui avait affifté au premier congrès comme miniftre de l'impératrice-reine. Les Ruffes commencèrent par renouveler leurs prétentions exorbitantes; enfuite ils fe relâchèrent fur plufieurs articles; mais la ceffion des places de la Crimée-Kerfch et Jenikala, fituées fur le détroit de Zabache, dont la poffeffion ouvrait aux Ruffes le paffage de la mer-Noire, fut un obftacle invincible de la conclufion de la paix; le corps des Ulemas, ou gens de la loi, déclara au grand feigneur qu'il ne confentirait jamais que, par cette ceffion, on mît la Ruffie en état d'équiper une flotte qui menacerait Conftantinople même du plus imminent danger; la Ruffie déclara de fon côté que la poffeffion de ces deux places était une condition dont elle ne fe départirait jamais. Sur cela chacune des deux cours envoya fon *ultimatum* à fes plénipotentiaires: les Ruffes offrirent de fe relâcher fur ce qu'ils avaient demandé en argent, à condition que les Turcs confentiffent au refte, et les Turcs offrirent 21 millions de roubles aux Ruffes, s'ils voulaient remettre les chofes fur le pied

où

où elles étaient avant le commencement de cette guerre. Après que les conditions eurent été refusées de part et d'autre vers la fin du mois de mars, ce second congrès fut rompu comme le premier. 1773. Mars.

Deux raisons contribuèrent à rendre ce congrès infructueux : la première, les conditions onéreuses, humiliantes et dures auxquelles Catherine voulait soumettre Mustapha ; l'autre, les intrigues de la France, qui non contente d'employer les corruptions pour gagner les principaux visirs et seigneurs de la Porte, relevait leur courage par l'espérance que le roi de Suède porterait la guerre en Finlande, pour faire une diversion en leur faveur, et ils ajoutaient que la France armait actuellement à Toulon une nombreuse escadre, qu'on enverrait aux échelles du Levant, pour s'établir en croisière dans l'Archipel. La cour de Versailles ne se borna point à ces petites intrigues : elle désapprouvait la conduite de l'impératrice-reine qui étant son alliée, s'était unie avec la Russie et la Prusse, et avait pris le parti des puissances que la France regardait comme ses ennemies. Pour se venger des Autrichiens, on projeta à Versailles une quadruple alliance entre les cours de Versailles, de Madrid, de Turin et de Londres. On commença par mettre en jeu toutes sortes d'intrigues, afin d'indisposer l'Angleterre contre la Prusse et contre la Russie. Les émissaires français répandaient nombre de pamflets ; dans les uns ils démontraient aux Anglais le tort considérable que souffrait leur commerce, depuis que le roi de Prusse était en possession du port de Dantzic ; dans d'autres ils exagéraient les pertes que le commerce d'Angleterre

ferait, ſi les Ruſſes obtenaient la libre navigation ſur la mer Noire. Ces écrits firent enfin quelque impreſſion : la fougue anglaiſe fut promptement excitée; et ſans ſavoir pourquoi, la nation jeta les hauts cris, en diſant que le port de Dantzic allait ruiner le commerce de la Grande-Bretagne. Il n'eſt pas néceſſaire de rapporter ici tous les déſagrémens auxquels ces clameurs donnèrent lieu, mais il eſt indiſpenſable de rapporter que les Anglais s'adreſsèrent aux Ruſſes, et qu'ils exigèrent de l'impératrice que ſon miniſtre, conjointement avec celui d'Angleterre, donnaſſent la loi au roi de Pruſſe dans ſes propres Etats, qui lui appartenaient à auſſi bon droit que les provinces que les deux autres puiſſances venaient d'envahir, pour qu'il ſacrifiât ſon intérêt à leurs caprices. Les Ruſſes n'entrèrent pas entièrement dans ces idées extravagantes des Anglais ; la guerre avec les Turcs durait encore; le roi payait des ſubſides; ils devaient donc le ménager. Il y eut quelques négociations vagues avec la cour de Pétersbourg touchant les douanes et les péages de la Viſtule, et touchant le port de Dantzic; après quelques explications de part et d'autre, après qu'on eut remontré à cette cour que, chacun étant maître chez ſoi, on ne devait point être inquiété dans l'adminiſtration de ſes finances, les Ruſſes trouvèrent ces raiſons valables, et les choſes reſtèrent ſur le pied où elles étaient.

Le projet des Français et des Anglais était plus artificieux que nous ne l'avons repréſenté ; leur vue était de brouiller la Pruſſe et la Ruſſie au ſujet du port de Dantzic ; et quoique l'événement n'eût pas répondu à leur attente, les Anglais ne laiſsèrent pas

de témoigner à la cour de Pétersbourg à quel point ils étaient jaloux et envieux du commerce de la mer Noire que les Ruſſes avaient intention d'exercer; mais la rupture du congrès de Bucharеſt les délivra pour lors de leurs appréhenſions.

Les troubles inteſtins de la cour de Pétersbourg, et les différens partis qui travaillaient à perdre leurs antagoniſtes, influaient dans les affaires, et occaſionnaient de nouvelles conteſtations, tantôt pour le port de Dantzic, tantôt ſur les péages, enfin ſur les limites des nouvelles acquiſitions: on pouſſa la mauvaiſe humeur juſqu'à chicaner le roi ſur une banlieue ſituée au-delà de la Netze, qu'il avait inférée dans ſa démarcation: on lui fit d'autres difficultés ſur le territoire de Thorn, qu'on prétendait qu'il avait trop rétréci, quoiqu'on l'eût réglé ſur les cartes géographiques les plus exactes qu'on avait pu ſe procurer. Les Ruſſes firent des querelles ſemblables aux Autrichiens ſur un terrain qu'ils s'étaient approprié au-delà du San, et qui était aſſez conſidérable. Le roi promit d'avoir la complaiſance pour l'impératrice de Ruſſie de s'accommoder à quelques égards à ſes déſirs, à condition toutefois que les Autrichiens fiſſent de même; mais la cour de Vienne affichant la hauteur, et étalant toute ſa dignité, déclara qu'elle ne céderait pas un pouce de ſes poſſeſſions; cette déclaration fière et déterminée des Autrichiens fit que les Ruſſes gardèrent le ſilence, et qu'alors les choſes reſtèrent ſur le pied où elles étaient. Toutes ces petites tracaſſeries tiraient leur origine de la haine que le comte Orlow, devenu prince, avait contre le comte Panin: il l'accuſait d'avoir

réglé trop avantageusement les partages des alliés de la Russie, et le ministre, qui voyait son crédit chanceler, n'avait pas le courage de soutenir avec fermeté les points dont on était tombé d'accord dans la convention signée par l'impératrice de Russie et le roi de Prusse. Dans ces temps-là les nôces du grand-
Juillet. duc se célébrèrent à Pétersbourg; le comte Panin, qui avait été son gouverneur, le quitta alors, et non-seulement l'impératrice le récompensa généreusement, mais détrompée des calomnies par lesquelles on avait voulu le noircir dans son esprit, elle lui rendit sa confiance.

Ce fut le roi qui parvint à fixer sur la princesse de Darmstadt, propre sœur de la princesse de Prusse, le choix que l'impératrice fit d'une belle-fille; pour avoir du crédit en Russie, il fallait y placer des personnes qui tinssent à la Prusse. On devait espérer que le prince de Prusse, lorsqu'il parviendrait au trône, en pourrait tirer de grands avantages. M. d'Assebourg, sujet du roi, et qui avait passé au service de l'impératrice, fut chargé de parcourir toutes les cours d'Allemagne où il y avait des princesses nubiles, et d'en faire son rapport. Il choisit la princesse de Darmstadt, qui fut désignée pour épouser le grand-duc.

Tandis que la ville de Pétersbourg célébrait par des fêtes ce mariage, la diète de Pologne s'assemblait à Varsovie; les trois cours y publièrent un manifeste avec une déduction de leurs droits; on demanda au roi et à la république de signer, 1. le traité de cession pour les trois cours, 2. la pacification de Pologne, 3. une somme fixe pour l'entretien du roi, 4. l'établissement du conseil permanent,

5. un fonds assuré pour que la république pût entretenir 30,000 hommes. En même temps chaque puissance fit entrer en Pologne un corps de 10,000 hommes. Toutes envoyèrent également un général à Varsovie; les Autrichiens, Richecourt; les Russes, Bibikow; les Prussiens, Lentulus. Ils avaient ordre d'agir de concert et de sévir contre les seigneurs qui voudraient cabaler ou mettre des obstacles aux nouveautés qu'on voulait introduire dans leur patrie.

Au commencement, les Polonais firent les revêches; ils répugnaient à tout ce qu'on leur proposait; les nonces des palatinats n'arrivaient point à Varsovie. Fatiguée de ces longueurs et de cette obstination, la cour de Vienne proposa de fixer un jour pour l'assemblée de la diète, avec menace que si les nonces manquaient de s'y trouver, les trois cours, sans différer, partageraient entr'elles tout le royaume; mais on ajoutait aussi, que par égard pour eux, et s'ils donnaient des marques de leur docilité, aussitôt après que l'acte de cession aurait été signé, les trois puissances retireraient leurs troupes du territoire de la république. A peine cette déclaration fut-elle publiée, que tout s'arrangea comme de soi-même. La diète s'assembla le 19 avril : le traité de cession fut approuvé, et signé premièrement avec les Autrichiens, ensuite avec les Russes, et celui des Prussiens le 18 septembre. On convint que des commissaires seraient envoyés pour régler les frontières. La république renonça, en faveur de sa Majesté, à la réversibilité du royaume de Prusse et des fiefs de Lauenbourg, de Butow et de Draheim : on abolit plusieurs articles du traité de Wélau : on garantit

à la Pologne toutes les provinces qui lui reſtaient. Le roi promit de plus de conſerver dans ſa portion la religion catholique ſur le pied où il l'avait trouvée, et l'on renvoya à des actes ſéparés les articles dont on conviendrait pour le commerce. Ce traité, ainſi que ceux des autres cours, ne fut ſigné d'abord que par les deux maréchaux de la confédération et par le préſident de la délégation, ainſi que par les miniſtres des trois cours. Ces miniſtres commencèrent enſuite à traiter avec les membres de la délégation. On convint de la création d'un conſeil permanent, et l'on en renvoya la diſcuſſion, qui devait être longue et détaillée, aux aſſemblées ſuivantes.

Les Polonais, qu'il faut conſidérer comme la nation la plus légère et la plus frivole de l'Europe, ſe flattaient, ſans le moindre fondement, d'anéantir dans peu l'ouvrage des trois puiſſances voiſines ; voici comme raiſonnaient ces têtes ſans dialectique. La campagne des Ruſſes n'a pas été heureuſe cette année-ci ; ils ſeront donc accablés l'année prochaine : les zélateurs de l'ancien gouvernement anarchique ajoutaient, en exagérant les choſes, que le grand ſeigneur, à la tête de ſes braves janiſſaires, pénétrerait bientôt en Ruſſie, brûlerait Moſcou et Pétersbourg, détrônerait l'impératrice, et partagerait entre lui et les Polonais les débris de ce vaſte empire.

Pour juger combien leur mauvaiſe volonté outrait les mauvais ſuccès des Ruſſes, il ſera néceſſaire de rapporter ce qui ſe paſſa entre les armées dans cette campagne, et même de remonter un peu plus haut. Depuis la rupture du congrès de Buchareſt, l'impératrice de Ruſſie, accoutumée aux exploits inconce-

vables de ſes troupes, crut qu'au moyen d'une nouvelle victoire, elle pourrait fléchir l'obſtination du ſultan, et le faire conſentir aux conditions de paix dont elle ne voulait pas ſe déſiſter. Elle manda donc au maréchal de paſſer le Danube avec ſon armée, et d'attaquer l'ennemi par-tout où il le trouverait : le maréchal avait quelque répugnance à commettre ſa réputation dans une entrepriſe auſſi haſardeuſe ; il en repréſenta les difficultés, le Danube large d'un mille dans ces contrées, l'impoſſibilité d'y faire des ponts, le danger de débarquer à l'autre bord ſous le feu de l'ennemi, il ajouta qu'on ne trouverait aucun établiſſement dans la Romélie, et qu'on devait craindre d'expoſer l'armée dans des circonſtances pareilles à celles où Pierre I s'était trouvé au bord du Pruth. Ces repréſentations furent vaines : les raiſons de guerre cédèrent à l'impatience de l'impératrice ; M. de Romanzow fut contraint de paſſer le Danube avec ſon armée forte de 35,000 hommes : il repouſſa et défit un corps d'obſervation que les Turcs avaient avancé vers les bords du fleuve : il marcha enſuite ſur Siliſtria, qu'il avait intention de prendre ; cette ville eſt ſituée dans une gorge, elle n'a point d'ouvrages qui la défendent, mais les montagnes qui l'environnent de deux côtés étaient bien fortifiées ; trente mille Turcs y campaient, et l'armée du grand viſir poſtée ſur le mont Hémus, était à portée de la ſecourir. Le maréchal Romanzow approchant de Siliſtria, réſolut de prendre cette ville d'emblée : il partagea ſon armée en différens corps, les uns pour ſoutenir les batteries qui tiraient ſur le camp des ennemis, d'autres pour attaquer la ville par l'endroit

13 juin.

où la gorge des montagnes s'ouvrait le plus, et le reste demeura comme en réserve, soit pour soutenir les attaques, soit pour protéger la retraite. Les Turcs attaquèrent avec leurs spahis cette réserve et les corps qui couvraient les batteries, en même temps qu'ils prirent à dos les détachemens qui étaient à la vérité entrés dans Siliſtria, mais qui furent obligés ensuite de s'en retirer avec une perte assez considérable. Le grand visir, informé de ce qui se passait, détacha promptement un gros corps de troupes à dos de l'armée russe, pour garnir un défilé par lequel il fallait qu'elle repassât pour pouvoir regagner les bords du Danube. Si le grand visir avait su profiter de l'occasion, il aurait engagé sans perdre de temps une affaire d'arrière-garde avec l'armée de M. de Romanzow qui se retirait, et il y a toute apparence qu'il aurait détruit cette armée russienne qui avait passé le Danube. Mais les destinées n'avaient pas résolu que les choses tournassent ainsi, le grand visir demeura tranquillement dans son camp, et le maréchal Romanzow ayant été averti qu'un corps de Turcs s'était posté sur ses derrières, envoya le général Weissmann à la tête d'un détachement, pour déloger les troupes ennemies de leur embuscade : ce brave général, après des efforts de valeur incroyables, réussit, mais en y perdant la vie. Cet important avantage donna à l'armée russe la facilité de regagner le Danube : il n'y avait pas assez de barques pour transporter ces troupes tout à la fois ; il fallut y employer trois jours, sans qu'il vînt en pensée aux Turcs d'attaquer les portions de l'armée qui attendaient le retour de leurs bateaux, ou d'apporter le moindre obstacle à leur passage.

L'impératrice de Ruffie fut très-mécontente de cette expédition ; il fallut tirer des troupes de l'Ingrie, de l'Eftonie et de la Pologne, pour renforcer l'armée de la Valachie ; cependant on ne fe découragea point. On forma de nouveaux projets, et l'on réfolut à Pétersbourg de les exécuter fur la fin de l'automne de la même année. Il faut favoir que, chez les Turcs, c'eft l'ufage que les troupes afiatiques retournent chez elles au commencement de l'arrière-faifon. Les Ruffes, qui en étaient inftruits, voulurent profiter de l'affaibliffement de l'armée du grand vifir après le départ d'une auffi grande multitude de combattans ; par ordre de l'impératrice, M. de Romanzow envoya différens détachemens de fes troupes au-delà du Danube, et le maréchal avec le gros de l'armée, confiftant en 20,000 hommes à peu-près, couvrit derrière les fleuves les provinces conquifes de la Valachie et de la Moldavie. Il détacha le général Ungern, le prince Dolgorouki et le général Soltikow, chacun à la tête de 3,000 hommes. Ungern et Dolgorouki donnèrent fur une troupe de Turcs qu'ils mirent en fuite : ils prirent le féraf-quier qui les commandait et quelques canons ; leur ordre portait de marcher de-là fur Warna, pour s'emparer de ce pofte important et du port, par lequel les troupes du vifir tiraient leurs magafins fur la mer Noire. Le malheur voulut que ces deux généraux fe brouillèrent. Ungern s'avança feul vers Warna ; il trouva la ville bien fortifiée, entourée d'un foffé profond rempli d'eau ; une forte garnifon la défendait, et le port était rempli de frégates turques, dont l'artillerie fouettant tout le rivage,

incommodaient beaucoup les troupes ruſſes. M. d'Ungern comprit qu'il lui était impoſſible de forcer cette place ; ayant abandonné ce deſſein, il fut dans ſa retraite vivement harcelé par les Turcs ; il y perdit ſon canon, ſans compter une partie aſſez conſidérable de ſon monde. Il regagna cependant le Danube, tandis que de leur côté les Turcs s'emparèrent du magaſin que les Ruſſes avaient raſſemblé pour cette expédition ; ce qui les obligea tous à repaſſer le Danube, et ils rejoignirent leur armée, haraſſés, affamés, et conſidérablement fondus.

Il ſemblait alors que la fortune, par un effet de ſes caprices, laſſe d'avoir ſi conſtamment favoriſé les Ruſſes, allait paſſer dans le parti contraire ; déjà deux expéditions conſécutives en Romélie avaient manqué ; et comme ſi ce n'était pas aſſez, les coſaques du Don et ceux qui ſont ſur le Jayck, dans le voiſinage d'Orenbourg, ſe révoltèrent : ils ſe plaignaient principalement de ce que la cour avait violé leurs priviléges en les enrégimentant comme des troupes régulières ; de ce qu'on avait tiré 20,000 hommes d'entre leurs compatriotes pour les envoyer contre les Turcs, et de ce qu'on épuiſait leur province, en lui feſant livrer plus d'hommes et de chevaux qu'elle n'en pouvait fournir. Un vagabond ſe mit à leur tête : il leur perſuada qu'il menait avec lui l'empereur Pierre III, qui voulait détrôner ſa femme l'impératrice, pour placer ſur le trône ſon fils le grand-duc. Quelques provinces voiſines ſe joignirent à ces rebelles : leur nombre, qui augmentait chaque jour, contraignit l'impératrice à retirer ce qu'elle put de troupes de l'Eſtonie, de l'Ingrie

et de la Pologne, pour les oppofer aux mutins; le général Bibikow fut mis à la tête de ce corps qu'on avait ainfi affemblé à la hâte; mais quelque diligent qu'il fût, il ne put arriver au royaume de Cafan qu'au mois de mars de l'année 1774.

Tous ces contretemps, qui étonnaient une cour accoutumée à des profpérités continuelles, infpirèrent à l'impératrice des fentimens plus pacifiques; elle craignit avec raifon que le grand nombre des recrues qu'on exigeait des provinces, et qui occafionnait déjà des murmures, ne fît paffer les Ruffes de la mauvaife volonté à une révolte ouverte. Ajoutez à ces confidérations que les fuccès qui avaient, pour ainfi dire, ébloui les yeux de l'Europe au commencement de cette guerre, avaient beaucoup perdu de leur éclat dans le cours de cette dernière campagne. Comme la cour avait une envie fincère de rétablir la paix, le comte Panin requit le comte de Solms de mander au Sr. de Zegelin, miniftre du roi à la Porte, qu'on le priait de faire en fon propre nom les propofitions fuivantes au Cadilesker qui gérait les emplois du grand vifir pendant fon abfence: 1. que la Porte fe défiftât de la poffeffion de Kerfch et de Jenikala: 2. que la Crimée fût gouvernée par fon chan, fans que la Ruffie ni les Turcs s'en mêlaffent: 3. que la libre navigation de la mer Noire fe bornât aux vaiffeaux marchands, dont aucun ne pourrait avoir plus de 4 à 5 canons, et qu'on interdît aux vaiffeaux ruffes armés en guerre l'entrée de tous les ports qui font fous la domination du grand feigneur: 4. qu'Oczakow, au lieu de Kinburn, demeurât aux Ruffes, pour qu'ils euffent au moins

une place forte avec un port sur la mer Noire; et qu'en considération de cet accord, les Russes rendissent aux Turcs Bender et toutes les autres conquêtes qu'ils avaient faites sur eux.

Pour ménager la délicatesse de l'impératrice Catherine, qui répugnait à faire la première des propositions de paix à ses ennemis, le roi se chargea d'autant plus volontiers de les faire passer à Constantinople, qu'il était intéressé lui-même à mettre fin à cette guerre, qui pouvait produire, par sa continuation, des événemens désagréables et fâcheux. Cette nouvelle tentative de pacification ne réussit pas mieux que les précédentes. Ces deux puissances étaient trop hautes et trop fières pour qu'on pût les accom-
1774. Février. moder. Sur ces entrefaites mourut à Constantinople Mustapha, qui avait régné durant le cours de cette guerre. Son frère Achmet occupa le trône après lui. Ce prince ne connaissait que la prison du sérail, dans laquelle il avait été élevé; ignorant, d'un esprit aussi borné que faible, il remit les soins du gouvernement entre les mains de sa sœur et de son grand visir, et l'on ne s'aperçut pas d'un changement de règne. Cependant, malgré la fierté qu'affectaient ces deux cours, sentant également le besoin de rétablir la paix, et dégoûtées de tant de congrès inutilement assemblés, elles tentèrent un nouveau moyen de conciliation; elles renouèrent une négociation directe entre le grand visir et le maréchal Romanzow. Mais elle fut accrochée de même, et par l'indépendance de la Crimée et par la cession des places que la Russie demandait: cette affaire languit ainsi jusqu'au mois de juin, où la campagne s'ouvrit.

Pour éviter un engagement général, le grand vifir avait choifi fon camp fur les montagnes de la Bulgarie, et il n'oppofait à M. de Romanzow que de gros détachemens. Celui-ci défirant de rétablir fa réputation, qui avait fouffert par les opérations malheureufes de fa dernière campagne, après avoir paffé le Danube avec fon armée, trouva le moyen de tourner celle du grand vifir avec des corps détachés qui battirent toutes les troupes qu'ils rencontrèrent; alors M. de Romanzow fortifia ces corps, dont l'un fut affez heureux pour défaire et pour enlever un convoi confidérable, deftiné pour la grande armée turque: bientôt le vifir fe vit comme affamé dans fon propre camp. Le général Kamenski lui coupa la communication avec Adrianople. Si ce Turc avait eu de la hardieffe, il fe ferait rouvert cette communication l'épée à la main, d'autant plus que la plus grande partie de fes troupes manquant de nourriture, l'abandonna après avoir pillé fon propre camp. Cela fit tourner la tête à ce malheureux grand vifir, et il fe crut obligé de figner toutes les propofitions de paix que le maréchal Romanzow voulut lui prefcrire.

Cette paix produifit l'indépendance de la Crimée; elle valut aux Ruffes la ceffion des places d'Afof, de Kinburn et de Jenikala; les Turcs leur accordèrent encore la libre navigation dans l'Hellefpont, dans la Propontide, et dans l'Archipel, et une fomme de 4 millions et demi de roubles en forme d'indemnifation pour les frais de la guerre. Ces préliminaires fi glorieux pour l'impératrice Catherine furent fignés le 10 juillet 1774, dans le camp du maréchal Romanzow. Le grand vifir ramena fans différer le peu de troupes

qui lui reſtaient à Adrianople, où il mourut de douleur. La proſpérité dont jouiſſait l'empire de Ruſſie par les avantages qu'il acquérait ſur les Turcs, était contrebalancée par l'inquiétude que la révolte des Coſaques lui cauſait. Ce Pugatſchef, qui était à la tête des rebelles, eut l'adreſſe d'attirer dans ſon parti les peuples qui habitent les bords du Jayck juſqu'à ceux qui habitent les environs de Moſcou; la nobleſſe même commençait à ſe laiſſer ſéduire, et il ne manquait à ce chef de parti que l'aſſiſtance de la fortune pour conſommer la révolution qu'il ſe propoſait de faire dans cet empire. Mais la paix qui venait d'être conclue avec les Turcs fit avorter toutes ſes entrepriſes; les troupes que l'impératrice retirait de la Romélie, furent employées contre le rebelle; elles l'entourèrent de tous côtés, diſſipèrent ſon parti, et lui coupèrent la retraite; enfin trahi par un de ſes adhérens, il fut livré aux Ruſſes, et condamné au ſupplice qu'il avait mérité.

Pendant tout ce temps-là, la diète de Pologne et la délégation travaillaient à ce qu'on nommait la réforme du gouvernement. Tout ce qui concernait le conſeil permanent fut réglé: on aſſigna des fonds pour l'entretien du roi, que l'on fixa à la ſomme de 1,200,000 écus. On deſtina d'autres fonds pour l'entretien de l'armée. L'article qui regardait les diſſidens étant regardé comme le plus délicat à cauſe de la fermentation qu'il pouvait cauſer dans les eſprits, fut réſervé pour la fin de la diète. Une nouvelle rumeur ſe répandit alors en Pologne: la nation ſe plaignait hautement ſur ce qu'on diſait que les Autrichiens et les Pruſſiens ne mettaient point de bornes à l'extenſion

de leurs limites. Ces plaintes n'étaient pas tout à fait dépourvues de fondement; car les Autrichiens, en abusant d'une carte peu exacte de la Pologne, comme elles l'étaient toutes, ayant confondu le nom de deux rivières, la Sbruze et la Podhorze; avaient, sous ce prétexte, étendu leurs limites bien au-delà de ce qui leur était assigné par le traité de partage. Or on était convenu que les différens partages se feraient avec une si parfaite égalité, que les portions échues aux trois puissances ne seraient pas plus considérables les unes que les autres. Comme donc les Autrichiens avaient enfreint cette condition, le roi se crut autorisé à faire de même: il étendit en conséquence ses limites et enferma la vieille et la nouvelle Netze dans la partie de la Pomerelie qu'il possédait déjà. La cour de Pétersbourg intervint dans cette affaire, et le roi s'engagea de resserrer les limites de son cordon, à condition que la cour de Vienne en ferait autant. Les Polonais, informés de ces altercations entre les trois cours, crurent que c'était le moment, par le moyen de leurs intrigues, de parvenir à semer la division, l'aigreur et l'envie entre ces puissances. Dans cette intention le comte Branicky, grand général de la Pologne, fut envoyé à Pétersbourg, sous prétexte de plaider la cause de la république, mais plus encore pour aigrir l'esprit de l'impératrice contre la Prusse et l'Autriche. Avant que d'être grand général, il avait accompagné à Pétersbourg Poniatowsky, qui n'était pas roi encore. Quoique cet envoyé ne remplît pas le grand but de la république, qui était d'annuller tout ce qui s'était fait, il parvint pourtant à irriter la vanité russienne, en représentant à l'impératrice que son

honneur était engagé à ne pas souffrir que les Prussiens et les Autrichiens étalassent leur despotisme en Pologne; on expédia d'abord des lettres déhortatoires au roi, ainsi qu'à l'impératrice-reine, pour les engager à ne point abuser des complaisances que l'impératrice avait eues à l'égard de leurs intérêts. Le roi répondit avec politesse à cette exhortation, en priant l'impératrice Catherine de se rappeler l'article fondamental du traité de partage, qui portait sur l'égalité des portions, et il ajouta que pourvu que les Autrichiens voulussent prescrire de justes bornes à leurs acquisitions, il se désisterait volontiers de l'étendue des limites qu'on trouvait équivoque, n'ayant point d'intérêt qu'il ne sacrifiât à l'avantage de conserver l'amitié de l'impératrice. La réponse de l'impératrice-reine était toute différente de celle-là : elle se ressentait du style de celui qui l'avait dictée; sèche et fière, elle annonçait la ferme résolution des Autrichiens de conserver ce dont ils étaient en possession.

Tous ces détails dans lesquels nous sommes entrés ne doivent pas nous occuper assez pour que nous ne jetions pas les yeux sur le reste de l'Europe: toutes les puissances tiennent à la chaîne générale qui lie les intérêts politiques, et l'on ne doit omettre aucun des événemens qui peuvent influer plus ou
Mai. moins sur ce qui arrive dans le monde. Louis XV venait de terminer sa carrière au commencement de cette année: il mourut de la petite vérole. Les évêques qui l'assistèrent dans ses derniers momens agirent avec une cagoterie révoltante; ils l'obligèrent de demander publiquement pardon au public de ses faiblesses. Ce prince était bon, mais sans

fermeté:

fermeté: il n'avait de défaut que celui d'être roi. La nation française, insatiable de nouveautés, ennuyée de son long règne, déchira impitoyablement sa mémoire. Enfin ce successeur impatiemment attendu prit la place de son grand-père. Louis XVI, parce qu'il ne sesait que de devenir roi, fut d'abord applaudi: son règne était l'âge d'or, personne ne serait mécontent sous son gouvernement, il ramenait les temps de Saturne et de Rhéa. C'était-là le langage de l'enthousiasme; la vérité se borne à dire que ce jeune prince choisit pour son Mentor M. de Maurepas, ancien ministre disgracié sous le règne de Louis XV. L'âge avancé de ce premier ministre ne permettait pas d'espérer que, sous son administration, la France pût regagner la considération qu'elle avait perdue; sa politique devait se borner à maintenir les choses dans l'état où il les trouvait; comment se serait-il engagé dans de grandes entreprises? Un octogénaire n'en pouvait voir la fin. Il devait sans doute travailler au rétablissement des finances, mais par quels moyens? en modérant les dépenses? il s'attirait la haine de tous les grands du royaume; en trouvant de nouveaux fonds? tous les moyens étaient épuisés: il ne restait d'expédient sage que celui de faire une banqueroute raisonnée, pour prévenir une banqueroute totale, et il craignait que si cela arrivait de son temps, ce ne fût une tache pour son administration. La seule chose qui signala sa rentrée dans le ministère, fut qu'il rétablit l'ancien parlement, et qu'il contribua à l'exil de M. de Meaupeou, de quoi il fut loué par les gens de robe, et désapprouvé par les politiques. La France

craignait alors que les brouilleries entre l'Efpagne et le Portugal, au fujet du fort St. Sacrement en Amérique, n'occafionnaffent une rupture entre ces deux puiffances: l'Angleterre ne le craignait pas moins, parce qu'elle-même avait envoyé des troupes en Amérique à Bofton et dans d'autres colonies, pour appaifer le mécontentement que ces provinces effuyaient de la part du gouvernement de la mère patrie. Si la guerre s'allumait entre le Portugal et l'Efpagne, le roi d'Angleterre était obligé de fecourir celui de Portugal; ce qui ne pouvait manquer de le commettre avec les Efpagnols, qui, pour fe venger, auraient affifté les colonies anglaifes, et auraient par conféquent mis la nation en danger de perdre les poffeffions importantes de l'Amérique. Afin de fe tirer de ce pas embarraffant, la cour de Londres gagna l'empereur de Maroc, et le difpofa tout de fuite à déclarer la guerre à l'Efpagne; en fourniffant une occupation auffi férieufe à la cour de Madrid, les Anglais fe flattèrent de différer les hoftilités entre l'Efpagne et le Portugal, et de gagner également le temps de foumettre leurs propres colonies. Tant d'intérêts importans firent alors perdre l'Europe de vue aux Anglais.

Ces conjonctures favorifaient les intérêts du roi; pendant que les Anglais et les autres puiffances fe trouvaient dans une fituation embarraffante, et que, fongeant à leurs propres intérêts, ils donnaient moins d'attention à ce qui fe paffait dans le refte de l'Europe, le roi avait moins à craindre de la jaloufie importune des Anglais, qui fe feraient à coup sûr mêlés de ce qui regardait le traité de

partage. On essaya donc, à l'aide de la cour de Russie, de terminer les différens qu'on avait avec les Dantzicois : les ministres de Prusse et de Russie négocièrent avec les maires et les syndics de cette ville, mais infructueusement; ceux-ci étaient si entêtés d'une espèce de despotisme en fait de commerce, qu'ils s'étaient arrogé sur les autres villes situées le long de la Vistule, qu'ils auraient cru flétrir leur dignité en cédant sur la moindre bagatelle. Le ministre de Russie s'aperçut que, par les voies de la douceur, il ne ferait pas avancer sa négociation : il leur déclara donc que, puisqu'ils n'avaient aucun égard aux remontrances de l'impératrice, il les abandonnait à leur sort; sur quoi il s'en retourna tout de suite à Pétersbourg rendre compte de sa mission. Le ministre de Prusse partit également pour Berlin. Si la déclaration des Russes avait été plus vigoureuse, les Dantzicois se seraient sans doute accommodés; mais Catherine aimait mieux laisser cette épine au pied de son allié, que de l'arracher, parce que les différens de la Prusse avec cette ville fournissaient un sujet de chicane tout préparé, dont la Russie pouvait se servir au moment où la bonne intelligence entre ces deux puissances s'altérerait. L'harmonie entre les deux impératrices était bien plus dérangée encore qu'entre la Prusse et la Russie. Les difficultés de la cour de Russie, au sujet des lisières des acquisitions autrichiennes, commençaient à choquer la hauteur de l'impératrice-reine, et dans le temps que les esprits s'aigrissaient, on reçut la copie d'un traité signé de la cour de Vienne et de celle de Constantinople;

la date en était de l'année 1771. Quoique la pièce ait été imprimée, nous croyons pourtant devoir en rapporter le fommaire. L'impératrice-reine s'engage (voici les termes) d'obliger la Ruffie, foit par la négociation, foit par les armes, à reftituer toutes les conquêtes qu'elle a faites fur la Porte, à raifon de quoi le grand feigneur lui payera un fubfide de 10 millions de piaftres, pour l'indemnifer des frais de la guerre; de plus il lui cédera une partie de la Valachie et quelques diftricts du territoire de la Moldavie Quoique ce traité n'eût pas été ratifié, le prince Kaunitz fut affez habile pour faire payer d'avance à fa cour une fomme confidérable et bien que depuis il figna le traité de partage des trois couronnes, il n'en fuivit pas moins fon plan : il ne voyait que l'intérêt de fa cour, peu délicat fur les moyens qu'il employait: auffi s'aperçut-on que le miniftre impérial, le Sr. de Thugut, qui affifta aux différens congrès qui fe tinrent entre les puiffances belligérantes, traverfait autant qu'il le pouvait les intérêts de la Ruffie, mais non affez adroitement pour que les cours de Pétersbourg er de Berlin ne s'en aperçuffent point et ne découvriffent pas fes manœuvres. Cette conduite de la cour de Vienne lui fit perdre le peu de confiance qu'on avait encore en elle. L'impératrice Catherine et le roi de Pruffe y furent fenfibles; l'on s'apercevait à Pétersbourg que les Ruffes n'avaient gagné tant de batailles, n'avaient fait tant de conquêtes que pour l'avantage de la cour de Vienne qui n'avait obligé les Ruffes à rendre aux Turcs la Moldavie et la Valachie, que pour en faifir enfuite elle-même une partie; on fentait que-

ces usurpations, qui touchaient presque à Choczim, rendraient la cour impériale, à la première guerre que les Russes auraient avec les Turcs, arbitre des événemens, parce que ses possessions nouvelles lui donnaient le moyen de couper par le Dniester les Russes de la Pologne, d'où ils doivent tirer leurs magasins. Le roi avait aussi des sujets de plainte contre la cour de Vienne, parce qu'elle était cause qu'il avait fait désister les Russes de leurs conquêtes. Ces menées découvraient l'avidité de s'agrandir des Autrichiens, leur ambition démesurée, et devaient avertir les autres puissances d'être en garde contre ce qu'ils pourraient vouloir entreprendre à l'avenir. L'on savait que le jeune empereur désirait la conquête du Frioul vénitien, qu'il avait formé des projets sur la Bavière, qu'il méditait de s'emparer de la Bosnie, sans compter la Silésie, l'Alsace et la Lorraine, dont il n'avait pas oublié la perte. Ce prince étant ainsi disposé, il fallait par principe s'opposer à son agrandissement. Les Russes auraient voulu que le roi se chargeât de tout, et que, comme un vaillant champion, il provoquât l'Autriche au combat. Mais les Turcs, qui étaient lésés, gardaient un morne silence; comment assister qui ne se plaint pas? Les Russes étaient épuisés par la guerre dont ils sortaient, sans avoir les moyens ni la volonté de se joindre au roi. La France ne s'était point expliquée sur le sujet de ces événemens, et l'Angleterre était engagée dans une guerre civile avec ses colonies, entreprise par esprit de despotisme, conduite avec maladresse; et l'on pouvait s'attendre qu'elle ne se terminerait pas dans les premières années.

Ces considérations réunies firent que la cour de Berlin demeura dans l'inaction, et le roi écrivit à Pétersbourg qu'il ne lui convenait pas de faire le Don Quichotte des Turcs.

1775. Dans le temps que l'animosité était la plus vive entre ces trois cours, la délégation devait envoyer des députés pour régler avec ceux des trois puissances les limites de leurs possessions. Ceux des Autrichiens et des Prussiens ne purent convenir de rien, pas même des lieux qui devaient fixer les limites des frontières. Le prince Kaunitz demanda la médiation de la Russie et de la Prusse; mais les esprits dans ces cours étaient trop aigris pour qu'elle pût lui être accordée, et quoique l'impératrice Thérèse et le roi gardassent leurs extensions, ils n'en purent obtenir de la république la cession légale.

Il résulte donc de tout ce que nous venons d'exposer, que l'Europe n'était pas dans une situation stable et ne jouissait pas d'une paix assurée; par-tout le feu couvait sous la cendre. Au Sud de l'Europe, on pouvait prévoir que la guerre civile des Anglais avec leurs colonies deviendrait générale, pour peu que la France et l'Espagne y prissent part. Il en était de même du traité de partage, qui pouvait occasionner de nouveaux troubles, si la sanction de la république de Pologne ne le confirmait. A l'égard de la paix entre les Russes et les Turcs, les conditions en avaient paru si révoltantes à Constantinople, que l'intérêt du bien public semblait devoir rompre ce que la nécessité avait fait conclure. La révolution en Suède laissait également des germes

de mécontentement dans le Nord. Mais ſur-tout que ne devait-on pas attendre de l'ambition d'un jeune empereur, ſecondée par les artifices d'un miniſtre habile et adroit ? Toutes ces conſidérations obligeaient les ſouverains prudens à demeurer ſur leurs gardes, à reſter bien armés, et à ne pas détourner les yeux d'affaires qui pouvaient s'embrouiller au moment où l'on s'y attendrait le moins. Il ſemble, en parcourant l'hiſtoire, que les viciſſitudes et les révolutions ſoient une des lois permanentes de la nature: tout dans ce monde eſt ſujet au changement, et cependant des fous s'attachent aux objets de leur ambition et les idolâtrent, et ils ne ſe détrompent point des illuſions de cette lanterne magique, qui ſans ceſſe ſe reproduit à leurs yeux. Mais il eſt des hochets pour tout âge ; l'amour pour les adoleſcens, l'ambition pour l'âge mûr, les calculs de la politique pour les vieillards.

CHAPITRE I.

Des Finances.

Les princes doivent être comme la lance d'Achille, qui feſait le mal et qui le guériſſait ; s'ils cauſent des maux aux peuples, leur devoir eſt de les réparer. Sept années de guerre contre preſque toutes les puiſſances de l'Europe avaient à peu-près épuiſé les finances de l'Etat ; la Pruſſe, les provinces du Rhin, et celles de la Weſtphalie, de même que l'Oſt-Friſe n'ayant pu être défendues, étaient tombées au

pouvoir des ennemis. Leur perte caufait un déficit de trois millions 400 mille écus dans les caiffes royales, tandis que la Poméranie, l'électorat, et les confins de la Siléfie étaient occupés pendant une partie de la campagne par les Ruffes, les Autrichiens et les Suédois; ce qui les mettait hors d'état d'acquitter leurs contributions. Cette fituation embarraffante obligea le roi d'avoir recours pendant cette guerre à l'économie la plus exacte, et à ce que la valeur la plus déterminée peut fuggérer pour parvenir à une fin heureufe. Les reffources dont on avait un befoin urgent, fe trouvaient dans les contributions de la Saxe, dans les fubfides de l'Angleterre, et dans l'altération des monnaies, remède auffi violent que préjudiciable, mais unique dans ces conjonctures, pour foutenir l'Etat. Ces moyens bien ménagés fournirent tous les ans aux caiffes royales les avances des frais de la campagne et
1763. de la paye de l'armée. Tel était l'état des finances, lorfque la paix de Hubertsbourg fut conclue; les caiffes étaient en fonds, les magafins formés pour la campagne étaient remplis, et les chevaux pour l'armée, l'artillerie et le train des vivres, tout était complet et en bon état. Ces reffources deftinées pour la continuation de la guerre, devinrent encore plus utiles pour le rétabliffement des provinces.

Afin de fe faire une idée de la fubverfion générale du pays, et de fe repréfenter la défolation et le découragement des fujets, il faut fe figurer des contrées entièrement ravagées, où l'on découvrait à peine les traces des anciennes habitations,

des villes ruinées de fond en comble, d'autres à demi consumées par les flammes, treize mille maisons dont il ne paraissait plus de vestiges, les terres non ensemencées, les habitans dépourvus de grains pour leur nourriture, les cultivateurs manquant de 60 mille chevaux pour le labourage, et dans les provinces une diminution de 500,000 ames en comparaison de l'année 1756; ce qui est considérable sur une population de 4,500,000 ames. La noblesse et le paysan avaient été pillés, rançonnés, fourragés par tant de différentes armées, qu'il ne leur restait que la vie et de misérables haillons pour couvrir leur nudité; point de crédit pour satisfaire seulement aux besoins journaliers que la nature exige; plus de police dans les villes; à l'esprit d'équité et d'ordre avait succédé un vil intérêt et un désordre anarchique; les colléges de justice et de finances avaient été réduits à l'inactivité par les fréquentes invasions de tant d'ennemis; le silence des lois produisit dans le public le goût du libertinage, et de-là naquit une avidité du gain désordonnée; le noble, le marchand, le fermier, le laboureur, le manufacturier, tous rehaussaient à l'envi le prix de leurs denrées et marchandises, et ne semblaient travailler que pour leur ruine mutuelle. Tel était le spectacle funeste que tant de provinces naguères florissantes présentaient après la guerre; quelque pathétique qu'en pût être la description, elle n'approcherait jamais de l'impression touchante et douloureuse qu'en produisait la vue même.

Dans une situation aussi déplorable, il fallait opposer le courage à l'adversité, ne point déses-

pérer de l'Etat, mais se proposer de l'améliorer plus que de le rétablir ; c'était une création nouvelle qu'il fallait entreprendre. On trouva dans les caisses les fonds pour rebâtir les villes et les villages : on tira des magasins d'abondance les grains qu'il fallait pour la nourriture du peuple et pour l'ensemencement des terres : les chevaux destinés pour l'artillerie, le bagage et les vivres, furent employés au labourage. La Silésie fut déchargée de contributions pour six mois, la Poméranie et la nouvelle Marche pour deux ans. Une somme de 2 millions 339,000 écus soulagea les provinces, et acquitta les contributions qu'elles avaient empruntées, pour satisfaire aux impositions que les ennemis en avaient exigées. Quelque grande que fût cette dépense, elle était nécessaire, ou plutôt indispensable. La situation de ces provinces, après la paix de Hubertsbourg, rappelait celle où se trouva le Brandebourg après la fameuse guerre de trente ans L'Etat alors manqua de secours par l'impuissance où était le grand électeur d'assister ses peuples ; et qu'en arriva-t-il ? qu'un siècle entier s'écoula avant que ses successeurs parvinssent à rétablir les villes et les campagnes dévastées. Un exemple aussi frappant détermina le roi à ne pas perdre un moment dans des conjonctures aussi fâcheuses, et à réparer par des secours prompts et suffisans les calamités publiques. Des largesses multipliées rendirent le courage aux pauvres habitans, qui commençaient à désespérer de leur sort ; avec les moyens qu'on leur fournit l'espérance se réveilla ; les citoyens reprirent une nouvelle vie ; le travail encouragé produisit l'activité ;

l'amour de la patrie se réchauffa ; et dès lors toutes les terres furent de nouveau cultivées, les manufactures se ranimèrent, et la police rétablie corrigea successivement les vices qui s'étaient enracinés durant l'anarchie.

Pendant cette guerre, les conseillers les plus âgés et tous les ministres du grand directoire étaient morts successivement ; et dans ce temps de troubles il avait été impossible de les remplacer. L'embarras était de trouver des sujets capables de gérer ces différens emplois : on chercha dans les provinces, où les bons sujets étaient aussi rares que dans la capitale ; enfin M. de Blumenthal, M. de Massow, M. de Hagen et le général de Wédel furent choisis pour remplir ces postes importans ; quelque temps après M. de Horst eut le cinquième département.

Les premiers temps de l'administration furent durs et fâcheux ; toutes les recettes avaient des non-valeurs, et néanmoins il fallait acquitter exactement les charges de l'Etat. Quoiqu'après la réduction l'armée eût été fixée pendant la paix à 150,000 hommes, on était embarrassé à fournir l'argent nécessaire pour les payer. Pendant la guerre on avait payé en billets tout ce qui n'était pas militaire ; c'était encore une dette qu'il fallait acquitter, et qui, outre les autres payemens nécessaires, incommodait beaucoup. Cependant, le roi parvint, dès la première année après la paix, à contenter tous les créanciers de l'Etat, et à ne pas devoir un sou de ce que lui avait coûté la guerre. On aurait dit que les dévastations causées par la guerre n'étaient pas suffisantes pour ruiner et abymer l'Etat ; elle

fut à peine terminée, que de fréquens incendies firent presque autant de mal que ceux que les ennemis avaient causés. La ville de Kœnigsberg fut deux fois réduite en cendres : en Silésie un même sort détruisit les villes de Freystædtel, Ober-Glogau, Parchwitz, Haynau, Naumbourg-am-Queis et Goldberg; dans l'électorat, Nauen; dans la nouvelle Marche, Calies et une partie de Landsberg; en Poméranie, Belgard et Tempelbourg. Ces malheurs exigeaient sans cesse de nouvelles dépenses pour les réparer. Afin de suffire à tant de besoins extraordinaires, il fallut imaginer de nouvelles ressources; car outre ce qu'exigeait le rétablissement des provinces, les fortifications nouvelles et la refonte des canons emportaient des sommes considérables; ce dont nous parlerons en son temps. On usa d'industrie. Les revenus des péages et des accises n'étaient pas exactement administrés, à cause que les commis manquaient de surveillans; afin d'établir sur un pied solide cette partie importante des revenus de la couronne, et ceux qui avaient été à la tête de cette branche d'administration étant morts pendant la guerre, le roi se trouva obligé d'avoir recours à des étrangers, et prit à son service quelques français routinés de longue main à cette partie. On n'établit point des baux à forfait, mais une régie, comme le parti le plus convenable, moyennant lequel on pouvait empêcher les commis de fouler les peuples, ainsi qu'on ne voit que trop de pareils abus en France. Les impôts sur les grains furent rabaissés, et le prix de la bierre tant soit peu rehaussé, pour qu'il y eût une com-

De 1765 jusqu'à 1769.

penſation. Par ce nouvel arrangement les produits augmentèrent, ſur-tout ceux des péages, qui feſaient entrer dans le royaume de l'argent étranger; mais le plus grand bien qui en réſulta, fut celui de diminuer la contrebande, ſi préjudiciable aux pays où il y a des manufactures. Lorſqu'un pays a peu de productions à exporter, et qu'il eſt dans la néceſſité d'avoir recours à l'induſtrie de ſes voiſins, la balance du commerce lui doit être défavorable; il paye plus d'argent à l'étranger qu'il n'en reçoit; et ſi cela continue, après un certain nombre d'années, il doit ſe trouver dépourvu d'eſpèces: ôtez tous les jours de l'argent d'une bourſe, et n'en remettez point, elle ſera bientôt vide. Voilà de quoi la Suède peut ſervir d'exemple. Pour obvier à cet inconvénient, il n'y a d'autre moyen que celui d'augmenter les manufactures; on gagne tout ſur ſes propres productions, et on gagne au moins la main-d'œuvre ſur les étrangères. Ces aſſertions auſſi vraies que palpables ſervirent de principes au gouvernement; ce fut d'après elles qu'il dirigea toutes ſes opérations de commerce. Auſſi, dès l'année 1773, il y eut 264 fabriques nouvelles dans les provinces. Entr'autres on établit une fabrique de porcelaine à Berlin, qui feſant ſubſiſter 500 perſonnes, ſurpaſſa bientôt celle de Saxe. On établit une fabrication de tabac, dont une compagnie ſe chargea: elle avait des établiſſemens dans toutes les provinces, qui fourniſſaient à la conſommation de ces provinces, et gagnait, par ce qu'elle vendait à l'étranger, l'achat des feuilles de la Virginie. Les revenus de la couronne en furent

augmentés, et les actionnaires retirèrent 10 pour cent de leurs capitaux. La guerre avait rendu le change désavantageux au commerce des Pruſſiens, quoique d'abord après la paix la mauvaiſe monnaie eût été refondue et remiſe ſur l'ancien pied: il n'y avait que l'établiſſement d'une banque qui pût obvier à cet inconvénient. Des perſonnes remplies de préjugés, pour n'avoir pas aſſez approfondi cette matière, ſoutenaient qu'une banque ne pouvait ſe ſoutenir que dans un Etat républicain, mais que jamais perſonne n'aurait de confiance en une banque établie dans une monarchie. Cela était faux; car il y a une banque à Copenhague; il y en a une à Rome, et une autre à Vienne. On laiſſa donc au public la liberté de raiſonner à ſa guiſe, et l'on procéda à l'exécution. Des différens genres de ces comptoirs, après les avoir bien comparés, pour juger de celui qui s'adopterait le mieux à la nature du pays, on trouva que la banque de giro, en y ajoutant un lombard, ferait la plus convenable. Pour l'établir, la cour débourſa 800,000 écus, comme devant ſervir de fonds à ſes opérations. Au commencement la banque fit quelques pertes, et ſouffrit, ſoit par l'ignorance, ſoit par la friponnerie de ceux qui en avaient l'adminiſtration. Mais depuis que M. de Hagen la dirigea, l'exactitude et l'ordre s'y établirent. On ne créa de billets qu'autant qu'il y avait de fonds pour les réaliſer. Outre l'avantage que cet établiſſement procurait pour la facilité du commerce, il en réſulta encore un autre bien pour le public. Dans les temps précédens, c'était l'uſage que l'argent des pupilles fût dépoſé à la juſtice, et ces pupilles, qui

ne tiraient pendant la durée des procès aucun revenu de leurs capitaux, devaient encore en payer un pour cent par année; depuis, ces ſommes furent dépoſées à la banque, qui en donna trois pour cent aux pupilles, de ſorte qu'effectivement, en comptant ce qu'ils payaient autrefois à la juſtice, ils en gagnaient quatre. Enſuite la banqueroute de Neuville et d'autres marchands étrangers occaſionna la faillite de quelques marchands pruſſiens; le crédit aurait ſouffert, ſi par l'intervention de la banque, il n'avait été ſoutenu et relevé. Bientôt le change ſe mit au pair, les marchands furent alors convaincus, par les effets, que cet établiſſement était utile, et néceſſaire à leur commerce. Déjà la banque avait des comptoirs dans toutes les grandes villes du royaume; mais elle avait de plus des maiſons dans toutes les places commerçantes de l'Europe; cela facilitait la circulation des eſpèces, les payemens des provinces, en même temps que le lombard empêchait les uſuriers de ruiner les manufacturiers pauvres, qui ne pouvaient pas aſſez promptement débiter leur ouvrage. Outre le bien qui en revenait au public, la cour ſe préparait, par le crédit de la banque, des reſſources pour les grands beſoins de l'Etat.

Les princes ſont, comme les particuliers, dans le cas d'amaſſer d'un côté s'ils ont d'un autre des dépenſes à faire. Les bons agriculteurs conduiſent des ruiſſeaux, et s'en ſervent pour arroſer les terroirs arides, qui faute d'humidité ne feraient d'aucun rapport; par le même principe, le gouvernement augmentait ſes revenus, pour les employer aux dépenſes néceſſaires au bien public. Il ne ſe borna

point à rétablir ce que la guerre avait détruit; il voulut perfectionner tout ce qui était susceptible de perfection. Il se proposa donc de tirer parti de toute sorte de terrain en défrichant les marais, en améliorant les terres par l'augmentation des bestiaux, et même en rendant le sable utile par les bois qu'on y pouvait planter. Quoique nous entrions dans de petits détails, nous nous flattons néanmoins qu'ils pourront intéresser la postérité. La première entreprise de cette espèce regarde la Netze et la Warthe, dont on défricha les bords, après avoir saigné les eaux croupissantes par différens canaux qui menaient diversement ces eaux vers l'Oder; il en coûta 750,000 écus, et 3,500 familles furent établies dans ces contrées. La noblesse et les villes, dans le voisinage de ces rivières, augmentèrent considérablement leurs revenus. L'ouvrage fut achevé en 1773, et dès lors la population y montait à 15,000 ames. On saigna ensuite les marais qui vont à Friedberg, où l'on établit 400 familles étrangères. En Poméranie, on saigna les lacs de la Madue et de Leba, au moyen de quoi la noblesse gagna trente mille arpens en prairies. De pareils établissemens eurent également lieu aux environs de Stargard, de Cammin, de Treptow, de Rugenwalde et de Colberg. Dans la Marche, on saigna les marais de la Havel, ceux du Rhin vers Fehrbellin, ceux du Finow entre Ratenow et Ziesar, sans compter l'argent employé à l'amélioration des terres de la noblesse, qui montait à des sommes considérables. En même temps on élevait en Frise, dans le Dollart, des digues

par

par le moyen desquelles on regagnait pied à pied le terrain que la mer avait submergé en 1724. On établit dans le pays de Magdebourg 2,000 familles nouvelles; leurs bras y étaient d'autant plus nécessaires, qu'auparavant les paysans de la Thuringe y venaient aider à faire la récolte; depuis on se passa d'eux. La couronne possédait trop de métairies; plus de 150 furent changées en villages, et ce qu'elle y perdit de revenus, se trouva richement compensé par l'augmentation de la population. Une métairie ne contient guères plus de 6 personnes, et dès qu'elles furent converties en villages, elles eurent 30 habitans chacune pour le moins. Quelque soin que se fût donné le feu roi pour repeupler la Prusse, qui, en l'année 1709, avait été désolée par la peste, il n'était point parvenu à la remettre dans l'état florissant où elle était avant que ce fléau l'eût abymée, mais le roi ne voulut pas que cette province le cédât à d'autres, et depuis la mort de son père il y avait placé 13,000 familles nouvelles; et si dans la suite on ne la néglige point, sa population pourra s'accroître de plus de 100,000 ames. La Silésie ne méritait pas moins d'attention et de soins pour son rétablissement que les autres provinces : on ne se contenta pas de remettre les choses sur l'ancien pied, on voulut les perfectionner; on rendit les prêtres utiles, en obligeant tous les riches abbés d'établir des manufactures : ici c'étaient des ouvriers qui fesaient du linge de table; là des moulins à huile, en d'autres lieux des tanneurs, ou des ouvriers en cuivre ou en fer d'archal, selon que cela convenait aux lieux, ainsi qu'aux productions du pays. De plus on augmenta le nom-

bre des cultivateurs de la baſſe Siléſie de 4,000 familles. On ſera ſurpris ſans doute qu'on ait pu multiplier à ce point ceux qui vivaient de l'agriculture, dans un pays où aucun champ ne demeure inculte. La raiſon en eſt que bien des ſeigneurs, pour augmenter leurs domaines, s'étaient imperceptiblement approprié les terres de leurs ſujets; ſi l'on avait toléré cet abus, avec le temps pluſieurs cenſes feraient demeurées vacantes, et la terre manquant de bras pour la travailler, aurait diminué de rapport; à la fin chaque village aurait eu ſon ſeigneur, ſans avoir de cenſiers: or les poſſeſſions font des citoyens attachés à leur patrie, ceux qui n'ont aucune propriété ne pouvant s'attacher à un pays où ils n'ont rien à perdre. Toutes ces choſes ayant été repréſentées aux ſeigneurs, leur propre avantage les fit conſentir à remettre leurs payſans ſur l'ancien pied. En revanche le roi ſecourut la nobleſſe par des ſommes conſidérables, pour rétablir ſon crédit entièrement tombé; bien des familles endettées avant ou par la guerre étaient ſur le point de faire faillite; la juſtice leur accorda des lettres de répit pour deux ans, afin qu'ayant le temps de remettre leurs terres en valeur, ils ſe trouvaſſent en ſituation de payer au moins les intérêts. Ces lettres de répit achevèrent de perdre le crédit de la nobleſſe. Le roi, qui ſe feſait un plaiſir et un devoir d'aſſiſter le premier et le plus brillant ordre de l'Etat, paya 300,000 écus de dettes de la nobleſſe; mais la ſomme dont les terres étaient chargées montait à 25 millions d'écus, et il fallut recourir à des remèdes plus efficaces. On aſſembla la nobleſſe, qui, ſous la forme d'Etats, s'engagea ſolidairement

pour les dettes contractées. On créa pour 20 millions de billets, qui mis en circulation, avec 200,000 écus que le roi y ajouta pour réaliser les payemens les plus pressés, rétablirent dans peu le crédit, et 400 des familles les plus distinguées durent leur conservation à ces mesures salutaires. En Poméranie et dans la nouvelle Marche, la noblesse était aussi ruinée qu'en Silésie. Le gouvernement paya pour elle 500,000 écus de dettes, en ajoutant autres 500,000 écus pour remettre leurs terres en valeur. Les villes qui avaient le plus souffert de la guerre furent également soulagées : Landshut reçut 200,000 écus, Striegau 40 000, Halle 40,000, Crossen 24,000, Reppen 6,000, Halberstadt 40,000, Minden 20,000, Bielefeld 15,000, et celles du comté de Hohenstein 13,000 écus. Toutes ces dépenses étaient nécessaires; il fallait se hâter de répandre de l'argent dans les provinces, pour les rétablir d'autant plus vîte. Si, dans ces conjonctures, on avait usé d'une économie rigide, il se serait peut-être écoulé cent années avant que le pays fût redevenu florissant; mais par la célérité dont on usa, plus de cent mille personnes revinrent dans leur patrie. Aussi, dès l'année 1773, la population, comparée à ce qu'elle était en 1756, avait augmenté de plus de 200,000 mille ames. On ne s'en tint pas là; considérant que le nombre des habitans fait la richesse des souverains, on trouva moyen d'établir dans la haute Silésie 213 nouveaux villages, dont les habitans montaient à 23,000, et l'on forma le plan d'augmenter le nombre des cultivateurs en Poméranie de 50,000, et de 12,000 dans la Marche électorale; ce qui fut exécuté vers l'année

1780. Pour connaître le résultat de ces opérations, il n'y a qu'à comparer la population de l'année 1740 avec celle de 1779 ; en voici l'exposé :

			Habitans.	Augment.
Prusse - - - -	1740	- -	370,000	
en	1779	- -	780,000	410,000
Electorat - - -	1740	- -	480,000	
en	1779	- -	710,000	230,000
Magdebourg et Halberstadt	1740	- -	220,000	
en	1779	- -	280,000	60,000
Silésie - - - -	1740	- -	1,100,000	
en	1779	- -	1,520,000	400,000
Total d'Augmentation - - - -				1,120,000

On croirait que d'aussi énormes largesses devaient épuiser les fonds et les revenus de la couronne ; cependant il faut ajouter encore les dépenses qu'occasionnèrent les forteresses, tant celles qu'on perfectionnait que les nouvelles que l'on construisit, et l'argent qu'il fallait pour rétablir l'artillerie ; le total de cette somme montait à 5 millions 900,000 écus. Toutefois le gouvernement fit face à tout. Le roi ne sesait point de ces dépenses d'ostentation si communes dans les grandes cours : il vivait comme un particulier, pour ne pas manquer à ses principaux devoirs. Au moyen d'une économie rigide, le grand et le petit trésor furent remplis ; le premier, pour fournir aux dépenses de la guerre, le second, pour acheter les chevaux et tout ce qu'il faut pour mettre l'armée en mouvement. De plus, 900,000 écus furent déposés à Magdebourg et 4,200,000 écus à Breslau pour l'achat des fourrages. Cet argent était

en caiſſe lorſque la guerre s'alluma entre l'impératrice Catherine et Muſtapha. Selon les traités, il fallut tous les ans fournir 500,000 écus de ſubſides aux Ruſſes, tant que durèrent les troubles de la Pologne et ceux de la Turquie. Le bien de l'Etat et la 1769.
foi des traités exigeaient cette dépenſe, qui d'ailleurs venait mal à propos, ſur-tout à cauſe des grandes entrepriſes de finance dont on était occupé, et qui abſorbaient ſeules des ſommes conſidérables. Il convenait donc à la politique d'indemniſer l'Etat de ces ſommes qu'on envoyait en Ruſſie, et qui, ſans les circonſtances où l'on ſe trouvait, auraient pu s'employer d'une manière plus utile pour les provinces de la domination pruſſienne. Il ſurvint l'année ſui- 1770.
vante une ſtérilité générale dans tout le Nord de l'Europe, cauſée par des gelées tardives qui firent périr toutes les productions de la terre; nouvelle misère à craindre pour le peuple, nouvelle néceſſité de lui donner des ſecours. On donna aux pauvres du blé gratis; mais comme la conſommation des denrées diminuait, il y eut dans les produits des acciſes une non-valeur de 500,000 écus. Le roi avait formé de grands magaſins d'abondance, tant en Siléſie que dans ſes pays héréditaires; 76,000 winſpels pour nourrir l'armée pendant douze mois, 9,000 winſpels deſtinés uniquement aux beſoins de la capitale. D'auſſi ſages arrangemens préſervèrent le 1771.
peuple de la diſette dont il était menacé: l'armée fut nourrie des magaſins; outre les grains donnés au peuple, on en fournit pour les ſemailles. La récolte 1772.
manqua encore l'année d'après, mais ſi le boiſſeau de ſeigle ſe vendait dans les Etats du roi deux écus

et quelques gros, chez les voiſins la misère était encore plus grande. En Saxe et en Bohème le boiſſeau ſe vendait cinq écus. La Saxe perdit plus de 100.000 habitans que la famine emporta, ou qui s'expatrièrent. La Bohème perdit 180,000 ames au moins ; plus de 20,000 payſans de Bohème, et autant de Saxe cherchèrent un aſyle contre la misère dans les Etats du roi ; ils furent reçus à bras ouverts, et furent employés à peupler les nouveaux établiſſemens qu'on avait formés.

Les malheurs que reſſentaient les ſujets des autres puiſſances, venaient de ce que, dans aucun pays, excepté ceux de la Pruſſe, il n'y avait des magaſins d'établis. Cependant ces calamités, auxquelles on avait pourvu et que l'on pouvait détourner par les précautions que la prudence avait ſuggérées, n'empêchèrent pas le gouvernement de continuer avec la même activité les améliorations du pays, dont il avait arrêté le projet. L'expérience démontrait que la mortalité des beſtiaux était plus fréquente dans le Brandebourg que dans la Siléſie; on en trouva deux raiſons, ſavoir, que dans les Marches et les autres provinces on ne ſe ſervait pas comme en Siléſie de ce ſel pétrifié qu'on tire des ſalines de Williſca; et que les habitans des Marches et de la Poméranie ne nourriſſaient pas leurs beſtiaux dans les étables, mais les menaient paître dans des temps où quelquefois la nielle avait envenimé les herbes. Depuis qu'on eut introduit cette nouvelle façon de nourrir les beſtiaux, la mortalité devint viſiblement moins fréquente, et les poſſeſſeurs des terres eurent moins de malheurs à réparer qu'autrefois. Par l'attention

qu'on mettait à savoir tous les produits étrangers qui entraient dans le pays, on trouva, en dépouillant les régîtres de la douane, qu'il entrait pour 280,000 écus de beurre étranger; afin de fournir soi-même une denrée aussi nécessaire, on calcula tout ce que les nouvelles améliorations pourraient produire; une vache, en convertissant son lait en beurre, rapporte communément 5 écus, et par les défrichemens nouveaux auxquels on travaillait, on calcula que l'entretien allait à 48,000 vaches, ce qui répond à un produit de 240,000 écus. Mais il faut décompter la consommation des propriétaires, et en ajoutant ce qu'il fallait, le nombre des vaches devait monter à 62,000. Il restait encore cette difficulté à lever; toutefois il était possible d'y parvenir, parce qu'il restait, après tout ce qui s'était entrepris, des terrains moins étendus à défricher, ce qui pouvait suppléer au reste.

Le gouvernement, qui se proposait de perfectionner tout ce qu'il y avait de défectueux dans les anciens usages, examinant avec attention les différentes parties de l'économie rurale, trouva qu'en général tout ce qu'on appelle communes portait préjudice au bien public; ce ne fut qu'après la séparation des communes que l'agriculture des Anglais commença à prospérer. Tout gouvernement monarchique qui imite les usages introduits dans les républiques, ne mérite pas d'être accusé de despotisme. On imita donc un aussi louable exemple; on envoya des commissaires de justice et d'économie pour séparer les pâturages et les arpens qui étaient ou mêlés ou en commun. Dans les commencemens cela rencontra de grandes difficultés, parce que la coutume,

reine de ce monde, règne impérieufement fur des efprits bornés; mais quelques exemples de pareils partages, exécutés à la fatisfaction des propriétaires, firent impreffion fur le public, et bientôt cela fut introduit généralement dans toutes les provinces. Dans une partie du Brandebourg et de la Poméranie fe trouvent des terrains élevés, éloignés des rivières et des ruiffeaux, qui par conféquent manquent des pâturages et des engrais néceffaires pour la culture des champs : ce défaut tenait plus au local qu'au manque d'induftrie des propriétaires, et quoiqu'il ne foit pas donné aux hommes de changer la nature des chofes, on voulut hafarder quelques effais, pour apprendre par l'expérience ce qui ferait fefable, ou ce qui ne pourrait pas réuffir ; pour cet effet on eut recours à un fermier anglais, par le moyen duquel on fit un effai dans un des bailliages de la couronne. Sa méthode était de planter dans des champs fablonneux des navets qu'on nomme *turnips* en anglais; il les laiffait pourrir ; après quoi il femait ces champs de trèfle et d'autres herbages, qui les transformaient en prés artificiels, par le moyen de quoi l'on augmentait la quantité du bétail d'un tiers fur chaque terre. Cette épreuve ayant fi bien réuffi, on eut foin de généralifer dans les provinces une économie auffi avantageufe.

Nous avons déjà dit que la guerre et les fréquentes invafions des ennemis avaient introduit une pernicieufe anarchie dans les provinces héréditaires, elle s'étendait non-feulement fur l'économie rurale et fur les finances, mais encore fur les bois, que les grands maîtres des forêts avaient ruinés felon leur fantaifie,

faute d'être furveillés. Une guerre opiniâtre, dont les fuccès ne pouvaient pas tous être heureux, fit juger à ces forêtiers et à quelques fous-confeillers des finances qui participèrent aux déprédations, que l'Etat était perdu fans reffources, qu'il allait devenir dans peu la proie des ennemis, et que ce qu'ils pouvaient faire de mieux, dans une fituation auffi défefpérée, était de vendre à leur profit tout le bois qu'ils pourraient abattre, parce que perfonne ne leur demanderait compte de leurs malverfations. En conféquence de cette fauffe idée, ils avaient fi bien dévafté les forêts, qu'on n'y voyait qu'à peine quelques arbres ifolés au lieu des bois touffus qui s'y trouvaient auparavant. L'on fut obligé de publier de nouvelles ordonnances, tant pour planter des bois que pour fixer une coupe proportionnelle felon les différentes efpèces des arbres, afin d'y mettre une règle que perfonne ne pût enfreindre, et fur-tout pour en avoir fuffifamment, foit pour bâtir, foit pour chauffer, article qui ne doit point être négligé dans les pays du Nord. Avant la guerre on avait retiré des Marches et de la Poméranie un revenu annuel en bois, qui fouvent paffait 150,000 écus; il fallut recourir aux expédiens pour réparer ce produit. Dans cette intention, on établit un droit de tranfit fur les bois des pays étrangers qu'on fefait flotter fur l'Elbe et fur l'Oder, et par ce moyen on pouvait acheter à bon marché le bois de la Saxe, de la Bohème et de la Pologne, et le revendre avec avantage aux nations qui avaient des flottes marchandes ou des vaiffeaux de guerre à conftruire; on fe mit ainfi en état de

ménager les forêts, auxquelles il fallait donner le temps de recroître, et l'on remplaça la perte des revenus d'une manière durable.

Le gouvernement ne doit pas se borner à un seul objet; l'intérêt ne doit pas être l'unique mobile de ses actions, le bien public qui a tant de branches diverses, lui offre une foule de matières dont il peut s'occuper, et l'éducation de la jeunesse doit être considérée comme une des principales : elle influe sur tout; elle ne crée rien à la vérité, mais elle peut corriger des défauts. Cette partie si intéressante avait peut-être été trop négligée auparavant, en particulier dans le plat pays et dans les provinces. Voici en quoi consistaient les vices qu'il y avait à réformer. Dans les villages, des gentilshommes, des tailleurs fesaient le métier de maîtres d'école, et dans les terres de la couronne, les baillis les choisissaient sans discernement. Pour retrancher un abus aussi pernicieux, le roi fit venir de la Saxe de bons maîtres d'école; il augmenta leurs gages, et l'on tint la main à ce que les paysans leur envoyassent leurs enfans pour les faire instruire. En même temps l'on publia une ordonnance qui enjoignait aux ecclésiastiques de ne point admettre les jeunes gens à la communion, à moins que, dans les écoles, ils n'eussent été instruits dans leur religion; on ne jouit pas d'abord de semblables arrangemens, et le temps seul peut en faire recueillir les fruits.

On donna les mêmes soins à la réforme de tous les colléges fondés pour l'instruction de la jeunesse; les pédagogues ne s'appliquaient qu'à remplir la mémoire de leurs élèves, et ne travaillaient point à former et

à perfectionner leur jugement. Cet ufage, qui était une continuation de l'ancienne pédanterie tudefque, fut corrigé, et fans négliger ce qui eft du département de la mémoire, les inftituteurs furent chargés de familiarifer dès la jeuneffe leurs élèves avec la dialectique, afin qu'ils appriffent à raifonner, en tirant des conféquences juftes des principes qu'ils avaient établis et prouvés.

Pendant que tout était en action dans l'Etat, que chacun y travaillait pour perfectionner ce qui était de fon reffort, le traité de partage entre les trois couronnes fut figné. La Pruffe acquit, comme nous l'avons rapporté, la Pomerelie, les palatinats de Culm et de Marienbourg, l'évêché de Varmie, la ville d'Elbing, une partie de la Cujavie, et une partie de la Pofnanie. Cette nouvelle province avait environ 500,000 habitans. Les bonnes terres font du côté de Marienbourg, le long de la Viftule, aux deux bords de la Netze, en y ajoutant l'évêché de Varmie. Mais dans la Pomerelie et le palatinat de Culm, en revanche, il y a bien des contrées couvertes d'un fable aride. L'avantage de cette acquifition confiftait principalement en ce que, joignant la Poméranie à la Pruffe royale, elle rendait le gouvernement maître de la Viftule, par conféquent du commerce de la Pologne; et en ce que, vu la quantité de blé que ce royaume exporte, les Etats pruffiens n'avaient plus à craindre déformais ni la difette ni la famine.

Cette acquifition était donc utile, et pouvait devenir importante au moyen de fages arrangemens; mais lorfque cette province tomba fous la domination

pruſſienne, tout s'y reſſentait de l'anarchie, de la confuſion et du déſordre qui doivent régner chez un peuple barbare, croupiſſant dans l'ignorance et dans la ſtupidité. On commença par le cadaſtre des terres, pour proportionner les charges : la contribution fut réglée ſur le même pied que dans la Pruſſe royale : les eccléſiaſtiques payèrent à l'inſtar des évêques et des abbés de la Siléſie : les ſtaroſties devinrent les biens de la couronne ; elles avaient été des fiefs donnés à vie comme ceux des Timariots chez les Turcs ; le roi dédommagea les propriétaires par une ſomme de 500,000 écus, qui leur fut payée une fois pour toutes. On introduiſit des poſtes dans ce pays agreſte et barbare, ſur-tout des colléges de juſtice, dont le nom avait à peine été connu dans ces contrées. On réforma quantité de lois auſſi bizarres qu'extravagantes ; on en appelait, en dernier reſſort, de la ſentence de ces colléges au tribunal
1773. ſupérieur de Berlin. Le roi fit creuſer un canal qui coûta 700,000 écus, pour joindre de Nakel à Bromberg la Netze avec la Viſtule, au moyen duquel ce grand fleuve avait une communication directe avec l'Oder, la Havel et l'Elbe. Ce canal avait un double uſage ; il faiſait écouler les eaux croupiſſantes d'une grande étendue de terrain, où l'on pouvait établir des colons étrangers. Tous les bâtimens économiques tombaient en ruine ; il en coûta plus de 300,000 écus pour les rétablir. Les villes étaient dans l'état le plus pitoyable. Culm avait de bonnes murailles, de grandes égliſes, mais au lieu de rues, on ne voyait que les caves des maiſons qui avaient exiſté autrefois ; de 40 maiſons qui formaient la grande place,

28 fans portes, fan toit ni fenêtres, manquaient de propriétaires. Bromberg était dans le même état. Leur ruine datait de l'année 1709, où la pefte avait ravagé cette province ; mais les Polonais n'imaginaient pas qu'il fallût réparer les malheurs. On aura peine à croire qu'un tailleur était un homme rare dans ces malheureufes contrées ; il fallut établir des tailleurs dans toutes les villes, de même que des apothicaires, des charrons, des menuifiers et des maçons. Ces villes furent rebâties et peuplées. Culm eut une maifon où 50 jeunes perfonnes de la nobleffe font élevées par des maîtres confacrés à leur inftruction : 150 maîtres d'école, tant proteftans que catholiques, furent placés dans différens endroits et payés par le gouvernement. On ne favait ce que c'était que l'éducation dans ce malheureux pays ; auffi était-il fans mœurs comme fans connaiffances. Enfin l'on renvoya en Pologne plus de 4,000 juifs, qui mendiaient, ou volaient les payfans. Comme le commerce fefait la branche principale des produits de la Pruffe occidentale, on rechercha foigneufement tout ce qui pouvait l'étendre ; la ville d'Elbing y gagna le plus en attirant à elle le commerce qui précédemment s'était fait par Dantzic ; on forma pour le débit du fel une compagnie, qui au moyen d'une rétribution annuelle de 70,000 écus qu'elle payait au roi de Pologne, eut le monopole de cette denrée dans tout le royaume, ce qui, en obligeant les Autrichiens à lui vendre leur fel de Willifca, rendit cette compagnie floriffante. Les revenus de la Pruffe occidentale furent portés en tout à deux millions d'écus, qui joints à ce que la banque, l'accife, et le tabac rapportaient, produifirent à

l'Etat une augmentation de revenus de plus de cinq millions.

C'eſt ainſi qu'un ſyſtème de finance toujours perfectionné, et ſuivi de père en fils, peut changer un gouvernement, et le rendre, de pauvre qu'il était, aſſez riche pour ajouter ſon grain dans la balance des pouvoirs qu'ont les premiers monarques de l'Europe.

CHAPITRE III.

Du Militaire.

SEPT campagnes, qui avaient produit dix-ſept batailles rangées et preſque autant de combats non moins ſanglans, trois ſiéges entrepris par l'armée et cinq à ſoutenir, ſans compter des entrepriſes ſur les quartiers d'hiver des ennemis, ou autres expéditions militaires à peu-près ſemblables, avaient tellement ruiné l'armée, qu'une grande partie des meilleurs officiers et des vieux ſoldats avaient péri en combattant. Pour en juger, on n'a qu'à ſe rappeler que le gain de la bataille de Prague coûta ſeul 20,000 hommes ; qu'on ajoute à ce calcul que nous avions 40,000 priſonniers des Autrichiens, qu'ils en avaient preſque autant des nôtres, au nombre deſquels il fallait compter au-delà de 300 officiers ; que les hôpitaux étaient tous remplis de bleſſés, et que, dans les régimens d'infanterie, on ne trouvait guères au-delà de cent hommes qui euſſent ſervi au commencement de cette guerre.

Plus de 1500 officiers péris dans différentes actions

avaient extrêmement diminué la nobleſſe, et ce qui en reſtait dans le pays étaient ou des vieillards ou des enfans, qui ne pouvaient ſervir. Le manque de gentilshommes et le nombre de places d'officiers vacantes dans les régimens, firent qu'on eut recours à la roture pour les remplir. Il y avait des bataillons auxquels il ne reſtait que huit officiers pour le ſervice; les autres étaient ou morts, ou priſonniers, ou bleſſés. Il eſt facile de conclure de ces circonſtances fâcheuſes que les anciens corps même étaient ſans ordre, ſans diſcipline, ſans exactitude, et par conſéquent manquaient d'énergie.

Voilà quel était l'état de l'armée, lorſqu'après la paix de Hubertsbourg elle rentra dans ſes anciens quartiers. Les régimens ſe trouvaient alors plus compoſés de naturels du pays que d'étrangers: les compagnies étaient fortes de 162 hommes; on en renvoya 40, qui devinrent utiles en remettant les terres en culture. Les bataillons francs ſervirent à compléter les régimens de garniſon, qui congédièrent également ce qu'ils avaient de ſoldats nationaux de trop. La cavalerie réforma 150 hommes par régiment; les houſards chacun 400; ainſi les provinces gagnèrent par cette réforme 30,780 cultivateurs qui leur manquaient. On ne s'en tint point là; autrefois le nombre des nationaux avait été arbitraire; on le fixa à 720 hommes pour chaque régiment, et ce qui manquait pour compléter la compagnie fut levé chez l'étranger. Les ſoldats des cantons eurent la permiſſion de ſe marier ſans le conſentement de leur capitaine; peu ſe vouèrent au célibat, et le grand

nombre aima mieux contribuer à l'accroiſſement de la population. Les effets de ces bons arrangemens répondirent à l'attente du gouvernement, et déjà en 1773 le nombre des enrôlés ſurpaſſait conſidérablement celui de l'année 1756.

Précédemment les capitaines recrutaient eux-mêmes leurs compagnies de l'argent qu'ils retiraient de la paye des ſemeſtres. Cette méthode avait donné lieu à trop d'abus; les officiers, pour épargner l'argent, enrôlaient par force; tout le monde criait; aucun prince ne voulait permettre de telles violences ſur ſon territoire. On changea donc cette économie de façon que le général Wartenberg tira ſeul la paye des ſemeſtres, dont les capitaines recevaient, outre leur paye, 30 écus par mois; on ſe ſervait du ſurplus pour les enrôlemens, qui produiſaient par an 7 ou 8 mille ſoldats levés dans les pays étrangers, leſquels, avec les femmes et les enfans qu'ils menaient avec eux, formaient une colonie militaire d'environ 10,000 perſonnes. Quoiqu'un fils unique de payſan ne devînt pas ſoldat, d'année en année l'armée gagnait pour la taille, et en 1773 il n'y avait plus de compagnie dans les régimens d'infanterie, dont les ſoldats euſſent au-deſſous de 5 pieds 5 pouces.

Les régimens, tant d'infanterie que de cavalerie, furent partagés en différentes inſpections, afin d'y faire renaître l'ordre, l'exactitude, la ſévérité de la diſcipline; pour qu'il y eût une égalité parfaite dans l'armée, et que tant les officiers que les ſoldats euſſent les mêmes directions dans un régiment comme dans l'autre. Les régimens du Rhin et du Wéſer

eurent

eurent pour inſpecteur le général Duringhofen ; ceux du duché de Magdebourg le général Saldern ; ceux de l'électorat furent partagés entre M. de Ramin, M. de Steinkeller, et le colonel Buttlar ; ceux de la Poméranie échurent au général Mœllendorf ; ceux de la Pruſſe au général Stutterheim, et ceux de Siléſie au général d'infanterie Tauenzien ; le lieutenant-général de Bulow eut l'inſpection de la cavalerie de la Pruſſe ; le général Seidlitz de celle de Siléſie ; le général Lœllhœffel de celle de Poméranie et de la nouvelle Marche, et celle de l'électorat et du pays de Magdebourg fut miſe ſous la direction du général Kruſemarck.

Rien ne coûta plus de peines que de rétablir l'ordre et la diſcipline dans cette infanterie ſi fort déchue de ce qu'elle avait été autrefois. Il fallut de la ſévérité pour rendre le ſoldat obéiſſant, de l'exercice pour le rendre adroit, et une longue habitude pour lui apprendre à charger ſon fuſil 4 fois en une minute, à marcher en ligne ſans flottement, et enfin à ſavoir ſe prêter à toutes les manœuvres que des occaſions différentes dans la guerre pouvaient exiger de lui. Mais lorſqu'on eut fait avec les ſoldats, il fut plus difficile encore de former les jeunes officiers, et de leur donner l'intelligence néceſſaire dans leur métier. Pour leur faire acquérir la routine de ces manœuvres, on les exerça dans le voiſinage de leurs garniſons aux différens déploiemens, aux attaques de plaine, aux attaques des poſtes fortifiés, ainſi qu'à celles des villages, aux manœuvres d'une avant-garde, à celles d'une retraite, aux quarrés, pour ſavoir comment ils devaient attaquer, et comment ils devaient ſe défendre. Cela ſe

pratiquait pendant tout l'été, et chaque jour ils répétaient une partie de leur leçon. Pour rendre ces pratiques générales, les troupes s'assemblaient deux fois, l'une au printemps et l'autre en automne; il ne se fesait alors que de grandes manœuvres de guerre, des défenses ou des attaques de postes, des fourrages, des marches dans tous les genres, et des simulacres de bataille, où les troupes, en agissant, désignaient les dispositions qui en avaient été faites. Ainsi, suivant l'expression de Végèce, la paix devint pour les armées prussiennes une école et la guerre une pratique. On ne doit pas croire cependant que d'abord après la paix les premières manœuvres fussent des plus brillantes: il faut du temps pour que la tactique mise en pratique devienne une chose habituelle, que les troupes exécutent sans difficulté. La précision qu'on désirait d'établir, ne commença à devenir sensible que depuis l'année 1770. Dès lors l'armée prenant une autre face, on aurait pu, sans craindre de se tromper, la mener à la guerre avec beaucoup de confiance.

Pour parvenir à ce degré de perfection si intéressant pour le bien de l'Etat, on avait dégagé le corps des officiers de tout ce qui tenait à la roture; ces sortes de sujets furent placés dans des régimens de garnison, où ils valaient au moins ceux auxquels ils succédaient, qui, étant trop infirmes pour servir, furent pensionnés; et comme le pays même ne fournissait pas le nombre de gentilshommes que demandait l'armée, on engagea des étrangers, de la Saxe, du Mecklenbourg, ou de l'Empire, parmi lesquels il se rencontrait quelques bons sujets. Il est plus

néceſſaire que l'on ne croit de porter cette attention au choix des officiers, parce que d'ordinaire la nobleſſe a de l'honneur. Il ne faut pas diſconvenir cependant que quelquefois on rencontre du mérite et du talent chez des perſonnes ſans naiſſance ; mais cela eſt rare, et dans ce cas on fait bien de les conſerver. Mais en général il ne reſte de reſſource à la nobleſſe que de ſe diſtinguer par l'épée ; ſi elle perd ſon honneur, elle ne trouve pas même un refuge dans la maiſon paternelle ; au lieu qu'un roturier, après avoir commis des baſſeſſes, reprend ſans rougir le métier de ſon père, et ne s'en croit pas plus déshonoré.

Un officier a beſoin de diverſes connaiſſances ; mais une des principales eſt celle de la fortification. Y a-t-il des ſiéges ? il trouve occaſion de ſe diſtinguer ; eſt-il dans une ville aſſiégée ? il peut rendre de bons ſervices ; faut-il fortifier un camp ? on profite de ſon intelligence ; y a-t-il quelque village à fortifier dans les poſtes avancés de la chaîne des quartiers d'hiver ? on l'emploie, et pour peu qu'il ait de génie, il trouve cent occaſions de ſe faire connaître. Afin que les officiers ne manquaſſent point d'inſtruction dans une partie du génie auſſi utile, le roi avait adjoint à chaque inſpection un officier du génie, pour donner aux jeunes officiers les connaiſſances qui leur manquaient à cet égard. Après qu'ils avaient appris les élémens de cet art, on leur feſait tracer des ouvrages adaptés aux différens terrains ; ils prenaient des camps, ils diſpoſaient la marche des colonnes, et ſur leurs plans ils n'oſaient pas même omettre les poſtes avancés de la cavalerie.

Cette étude étendit la ſphère de leurs idées, et leur apprit à penſer en grand ; ils ſe firent des règles de caſtrométrie, et acquirent dès leur jeuneſſe les lumières que doivent avoir les généraux.

L'attention qu'on apportait à perfectionner l'infanterie de campagne, n'empêcha pas d'avoir l'œil ſur les régimens deſtinés à ſervir en garniſon. Ceux qui défendent les places peuvent rendre d'auſſi grands ſervices que ceux qui gagnent des batailles. On purifia ces régimens de tout ce qui était ſuſpect, tant parmi les officiers que parmi les ſoldats ; on les diſciplina comme les régimens de campagne, et toutes les fois que le roi feſait ſa revue des troupes dans les provinces, ces régimens de garniſon y figuraient également. Ces corps étaient moins grands que les autres pour la taille ; il ne s'y trouvait cependant aucun ſoldat qui eût moins de 5 pieds 3 pouces, et quoiqu'ils ne chargeaſſent pas auſſi vîte que l'infanterie de campagne, aucun général dès l'année 1773 n'aurait été fâché de les avoir dans ſa brigade.

Quant à la cavalerie, il s'en fallait beaucoup qu'elle eût fait des pertes proportionnées à celles de l'infanterie ; comme elle avait été victorieuſe dans toutes les occaſions, les vieux ſoldats et les vieux officiers s'étaient, à peu de choſe près, conſervés. Il arrive toujours que plus la guerre dure et plus l'infanterie ſouffre ; et par un effet contraire, plus la guerre dure et plus la cavalerie ſe perfectionne. On eut un ſoin particulier de fournir à ce corps reſpectable les meilleurs chevaux qu'on put trouver. Il y avait pourtant quelques reproches à faire à

quelques-uns de nos généraux de cavalerie, qui, ayant eu des détachemens à conduire, avaient maladroitement fait manœuvrer l'infanterie ; le même reproche pouvait se faire aussi à quelques officiers d'infanterie qui employèrent leur cavalerie avec peu de discernement. Afin d'empêcher que ces fautes grossières n'eussent lieu à l'avenir, le roi composa un ouvrage de tactique et de castrométrie, qui contenait des règles générales, tant pour la guerre défensive que pour la guerre offensive ; des ordonnances différentes pour les attaques et les défenses s'y trouvaient désignées avec toutes les dispositions adaptées à des terrains connus de toute l'armée. Ce livre méthodique et plein de préceptes évidens, confirmés par toutes les expériences des guerres passées, fut déposé entre les mains des inspecteurs. Ils le donnaient à lire aux généraux comme aux commandeurs des bataillons, ou des régimens de cavalerie ; mais d'ailleurs on eut la plus grande attention à empêcher que le public en eût aucune connaissance. Cet ouvrage produisit plus d'effet qu'on ne l'espérait : il ouvrit l'esprit des officiers sur des manœuvres dont ils n'avaient pas compris le sens : leur intelligence fit des progrès visibles ; et comme les succès de la guerre roulent principalement sur l'exécution de la disposition, et que plus on a de généraux habiles, plus on peut s'assurer de réussir, on avait lieu de croire qu'après tant de peines pour instruire les officiers, les ordres seraient exactement suivis, et que les généraux ne feraient pas des fautes assez considérables pour causer la perte d'une bataille.

Selon les usages qui s'étaient établis pendant la dernière guerre, l'artillerie était devenue une partie principale des armées : on avait si prodigieusement augmenté le nombre des canons, que cela dégénéra en abus. Mais pour ne point perdre son avantage, il en fallait avoir tout autant que l'ennemi ; pour cet effet on commença par rétablir l'artillerie de campagne, et l'on eut 868 canons à refondre. On procéda ensuite aux canons des forteresses, qui en partie étaient évasés. On inventa des espèces de tombereaux, afin que chaque bataillon d'infanterie eût toujours avec soi des charges de réserve, qui étaient enfermées pour chaque peloton dans des sacs séparés, ce qui en facilitait la distribution. On doubla les moulins à poudre, qui en fabriquèrent six mille quintaux par année; en même temps les forges travaillaient à fondre des bombes, des boulets et des grenades royales.

Les forteresses furent pourvues de bois de charpente et de soliveaux pour l'usage des batteries, et comme on voulait avoir toute une artillerie de réserve pour l'armée, on fondit en sus 868 canons de campagne. Tous ces différens ouvrages, en y ajoutant 60,000 quintaux de poudre, furent fournis aux arsenaux vers la fin de 1777. Il en coûta pour l'artillerie, pour la réparation de ses chariots et de son train, 1,960,000 écus ; c'était beaucoup, mais la dépense était nécessaire.

En commençant la guerre de 1756, la Prusse n'avait que deux bataillons d'artillerie. Ce nombre étant trop inférieur à celui de l'ennemi, on le porta à six bataillons, chacun de 900 hommes, outre les com-

pagnies détachées, et diſtribuées dans les différentes fortereſſes. Ce corps, après la paix, reſta ſur pied tel qu'il était, et l'on conſtruiſit de grandes caſernes à Berlin, pour qu'étant toujours aſſemblé, il fût mieux et plus également dreſſé à l'uſage auquel il était deſtiné. On fit inſtruire les officiers dans la fortification, afin qu'ils ſe perfectionnaſſent en l'art des ſiéges. Les canonniers et les bombardiers s'exerçaient tous les ans. Il fallait que dans une nuit ils euſſent conſtruit une batterie ; ils apprenaient à démonter le canon de l'ennemi, à tirer à ricochet, et à bien jeter les bombes, malgré les différentes directions des vents qui les chaſſant de côté ou d'autre les détournent de leur direction ; d'autre part on feſait avancer en ligne les canons de campagne, comme s'ils euſſent été diſtribués entre les bataillons ; ils étaient obligés de profiter de la moindre butte de terre, pour ne négliger aucun de leurs avantages, et de viſer toutes les fois avant de tirer leur coup. Comme on raffinait ſur tout, on avait inventé une eſpèce nouvelle d'obuſiers, dont la grenade portait à 4,000 pas ; les bombardiers furent dreſſés à ſavoir s'en ſervir à diverſes diſtances, et l'on s'aperçut que, pour donner aux canons de campagne le dernier degré d'agilité dont ils ſont ſuſceptibles, il faudrait encore augmenter l'artillerie d'un certain nombre de manœuvres, afin qu'à force de bras les canons demeuraſſent invariablement auprès des bataillons en avançant.

L'armée avait fait bien des campagnes, mais ſouvent le quartier général avait manqué de bons maréchaux de logis ; le roi voulut former ce corps, et

choifit douze officiers qui avaient déjà quelque teinture de génie, pour les dreffer lui-même ; dans cette vue on leur fit lever des terrains, marquer des camps, fortifier des villages, retrancher des hauteurs, élever ce qu'on appelle des palanques, marquer les colonnes des marches, et fur-tout on les ftyla à fonder eux-mêmes tous les marais et tous les ruiffeaux, pour ne pas fe méprendre par négligence, et donner à une armée pour appui une rivière guéable, ou bien un marais par lequel l'infanterie pût marcher fans fe mouiller la cheville du pied ; ces fautes font de très-grande conféquence, puifque les Français n'auraient pas été battus à Malplaquet, ni les Autrichiens à Leuthen, s'ils n'en avaient commis de femblables.

L'éducation des jeunes gens de qualité qui fe vouent aux armes eft une chofe qui mérite les plus grands foins : on peut les former dès leur jeuneffe au métier auquel ils fe deftinent, et les avancer par de bonnes études de manière que leur capacité foit comme un fruit qui n'en vaut que mieux pour être précoce. Durant la dernière guerre, l'éducation des cadets avait dégénéré au point, qu'à peine les jeunes gens qui fortaient de ce corps favaient lire et écrire ; afin de couper le mal par la racine, le roi mit à la tête de cette inftitution le général Buddenbrock, l'homme du pays fans contredit le plus capable de vaquer à cet emploi. En même temps on choifit de bons inftituteurs, et on augmenta leur nombre à proportion des élèves qu'ils devaient inftruire. Pour fubvenir auffi au manque d'éducation de la jeune nobleffe poméranienne, dont les parens étaient trop pauvres pour y pourvoir eux-mêmes, le roi inftitua une école

dans la ville de Stolpe, où 56 enfans de condition étaient nourris, vêtus et élevés à ses dépens. Après qu'ils avaient passé les premiers élémens des connaissances et terminé leurs humanités, ils entraient dans l'institut des cadets, où leur éducation était perfectionnée. Les instructions roulaient principalement sur l'histoire, la géographie, la logique, la géométrie, et l'art de la fortification, connaissances dont un officier peut difficilement se passer. Une académie fut fondée en même temps, dans laquelle entraient ceux des cadets qui annonçaient le plus de génie; le roi en régla lui-même la forme et fournit une instruction qui contenait l'objet des études de ceux qu'on y placerait et de l'éducation qu'ils y recevraient: on choisit pour professeurs les personnes les plus habiles qu'on put trouver en Europe: 15 jeunes gentilshommes y étaient élevés sous les yeux de cinq gouverneurs. Toute leur éducation tendait à leur former le jugement. L'académie prospéra, et fournit depuis des sujets utiles, qui furent placés dans l'armée.

Après la conquête de la Silésie on y avait construit différentes places; la plupart avaient besoin d'être perfectionnées; il fallut encore en bâtir une nouvelle à Silberberg, afin d'être maître des débouchés qui mènent vers Glatz à gauche, et vers Braunau à droite. Ces ouvrages différens avaient coûté en 1777 la somme de 4,146,000 écus, tandis qu'en Poméranie on fortifiait la ville de Colberg, qui coûta 800,000 écus. Lors de l'invasion des Russes, on s'était aperçu qu'en des cas pareils cette place pouvait devenir de la dernière importance. Quoiqu'on

travaillât dans toutes les forteresses avec vigueur, il restait encore, en 1778, quelques dépenses à faire, pour finir tout ce qui était près d'être achevé: le tout pouvait monter à la somme de 200,000 écus.

Le général de Wartenberg, qui dirigeait l'économie militaire, était aussi occupé dans son département que les autres officiers dans leurs parties différentes. On profitait de la paix pour se préparer à la guerre. En 1777 on avait fabriqué à Spandau 140,000 nouveaux fusils; on avait fait des épées de rechange pour toute la cavalerie, des bandoulières, des selles, des brides, des ceinturons, des marmites, des pioches, des haches, et une fourniture complète de tentes pour toute l'armée. Ces immenses apprêts étaient déposés, les fusils dans l'arsenal, et le reste dans deux grands bâtimens qu'on appelait les garde-robes de l'armée. Outre tout cet appareil, on avait mis à part la somme de 3 millions, pour fournir en temps de guerre à la remonte de la cavalerie, ainsi que pour remplacer les uniformes qui se perdaient dans les batailles; une autre somme était destinée pour les frais de l'augmentation de 22 bataillons francs. Toutes ces choses ainsi préparées d'avance allégeaient au moins pour quelques campagnes le poids de la guerre, si accablant pour les finances quand elle est de durée.

L'article des magasins militaires ne fut point oublié; on en forma deux, l'un à Magdebourg, l'autre dans les places de la Silésie, chacun de 35,000 winspels de seigle, pour entretenir, durant une année, deux armées de 70,000 hommes. Le premier était destiné aux troupes qui devaient agir vers la Bohème ou la

Moravie, et le fecond pour celles dont les opérations feraient dirigées vers la Saxe ou vers la Bohème. Le prix de ces magafins était évalué à 1,700,000 écus. On les entama durant les trois années de difette dont nous avons parlé précédemment; mais dès l'année 1775, ils furent rétablis tels qu'ils avaient été précédemment.

Nous avons parlé des magafins du général Wartenberg et des grands magafins d'abondance que l'on avait amaffés; mais cela n'était pas encore fuffifant pour que l'armée pût entrer en campagne auffi-tôt que le befoin le demanderait. Un des articles les plus difficiles était de trouver et de raffembler tous les chevaux néceffaires au mouvement d'une auffi grande machine. Cette multitude de canons, introduite par l'ufage, demandait un nombre immenfe de chevaux pour les tranfporter; il en fallait outre cela pour les tentes, pour les officiers et pour les vivres. On compta qu'en tout la fomme en montait à 60 mille.

Après la paix l'armée avait été mife fur le pied de 151,000 hommes; les troubles qui s'élevèrent en Pologne fefant appréhender qu'une nouvelle guerre ne s'allumât, le roi jugea à propos, en 1768, d'augmenter de 40 hommes les compagnies de douze régimens d'infanterie; pour les loger, il fallut bâtir des cafernes, qui coûtèrent 360,000 écus. Les houfards et les bofniaques, qui ne fefaient que 1100 têtes, furent portés à 1400. Un bataillon de 1000 hommes fut levé aux ordres de M. de Roffières, pour la défenfe de Silberberg. Ces différentes augmentations mirent l'armée, en temps de paix, fur le pied de 161,000 hommes, dont elle était compofée,

Ces efforts étaient néceſſaires: les conjonctures où l'on ſe trouvait, obligeaient de ſe préparer à tout événement. Sur-tout durant le cours de l'année 1771, pendant que les négociations étaient les plus vives, il était impoſſible de deviner quel parti prendrait la cour de Vienne, ſi ce ſerait celui de la Porte ou celui de la Ruſſie; mais comme les apparences étaient que la maiſon d'Autriche penchait plus du côté des Turcs que de celui des alliés du roi, il fut réſolu de remonter toute la cavalerie, en y joignant l'augmentation. Ce furent 8,000 chevaux qu'on acheta tout à la fois; bientôt le bruit s'en répandit dans toute l'Europe; la cour de Vienne comprit que le roi de Pruſſe s'était déterminé à ſoutenir de toutes ſes forces ſon alliée l'impératrice de Ruſſie.

Le concert de ces trois cours occaſionna le partage de la Pologne, comme nous l'avons déjà dit dans le chapitre qui traite de la politique; ce chapitre-ci n'étant deſtiné qu'à ce qui regarde le militaire, nous n'enviſagerons cette acquiſition que ſous ce point de vue-là. Elle était d'une très-grande importance en ce qu'elle joignait la Poméranie à la Pruſſe royale. On aura remarqué, en liſant l'hiſtoire de la dernière guerre, que le roi avait été obligé d'abandonner toutes les provinces qui étaient ſéparées ou trop éloignées du corps de l'Etat. Ces provinces étaient celles du bas Rhin et de la Weſtphalie, ſur-tout la Pruſſe royale. Cette dernière ſe trouvait non-ſeulement ſéparée mais coupée de la Poméranie et de la nouvelle Marche par un fleuve d'une profondeur et d'une largeur conſidérables: il fallait

être le maître de la Viſtule pour pouvoir ſoutenir la Pruſſe royale; mais depuis le partage, le roi pouvait élever des places ſur les bords de ce fleuve, et s'aſſurer les paſſages ſelon qu'il le jugeait convenable; et pouvait non-ſeulement défendre le royaume contre les ennemis, mais ſe ſervir en cas de malheur de la Viſtule et de la Netze, comme de bonnes barrières, pour empêcher l'ennemi de pénétrer ſoit en Siléſie, ſoit dans la Poméranie et la nouvelle Marche.

D'autre part, cette nouvelle acquiſition fourniſſait les moyens d'augmenter conſidérablement l'armée. Elle fut miſe en temps de paix ſur le pied de 186,000 hommes, et l'on réſolut de la porter en temps de guerre, avec les bataillons francs et autres corps pareils, au nombre de 218,000 combattans.

Voici en quoi conſiſta l'augmentation:

Quatre bataillons de garniſon et des compagnies de grenadiers, feſant - -	3,150 hommes
Deux nouveaux bataillons d'artillerie - - - -	2,510 - -
Six régimens d'infanterie ſur le pied de paix - - - -	8,500 - -
Un régiment de houſards -	1,400 - -
Trente-ſix régimens d'infanterie, la compagnie augmentée de 20 hommes - - - -	8,640 - -
Les chaſſeurs augmentés de -	300 - -
Une nouvelle compagnie de mineurs	150 - -

Vingt-cinq nouveaux majors avec autant d'aides de camp furent créés pour commander les bataillons de grenadiers; autrefois on les prenait des régimens en temps de guerre; maintenant cette charge

eſt devenue permanente. Outre cela, les artilleurs qui ſervaient l'artillerie volante furent remontés, afin qu'exercés en temps de paix, ils devinſſent plus utiles en temps de guerre. Le total de cette nouvelle augmentation conſiſtait en 25,220 hommes; et 1,250,000 écus, aſſignés ſur la Pruſſe occidentale, furent deſtinés à l'entretien de ces nouvelles troupes.

Quelque changement qu'on faſſe dans l'Etat, il s'enſuit toujours des conſéquences auxquelles le gouvernement doit penſer à temps. Les forces de l'Etat s'étant accrues, il fallait faire un calcul nouveau de ce que coûterait à l'avenir une campagne. En l'année 1773, l'armée conſiſtait en 141 bataillons de campagne, 63 eſcadrons de cuiraſſiers, 70 de dragons, 100 de houſards, outre une artillerie de campagne compoſée de 9,600 canonniers et bombardiers, ſans compter 1200 artilleurs diſtribués pour le ſervice des fortereſſes, et 36 bataillons de garniſon. Sur ce tableau de l'armée tel qu'on vient de le repréſenter, en y ajoutant l'augmentation de 22 bataillons francs, on fit le devis de ce que coûteraient les premiers frais pour mettre cette machine en branle.

En ſuivant le même principe, on calcula la dépenſe extraordinaire de cette armée pendant la durée d'une campagne, et pour ne s'y point tromper, on ſe régla ſur la campagne la plus coûteuſe de la dernière guerre, où s'étaient données les batailles les plus ſanglantes, c'eſt-à-dire, ſur l'année 1757. Il vaut mieux, dans ces ſortes d'évaluations, mettre les ſommes plus conſidérables que trop faibles, parce qu'on ne perd rien au ſuperflu, et qu'on riſque beaucoup s'il n'y a pas aſſez d'argent.

CHAPITRE IV.

De ce qui s'est passé de plus important depuis 1775 *jusqu'à* 1778.

On se persuadera bien que la jalousie, la haine 1775.
et l'envie qu'avait excitées parmi les puissances de l'Europe le partage de la Pologne, ne se dissipèrent pas tout d'un coup. La chose était récente, et la sensation en avait été trop forte, pour que les souverains regardassent avec les yeux de l'habitude un événement dont leur amour-propre était choqué. La France se rappelait avec un chagrin secret ses efforts inutiles pour soutenir la confédération de Bar; elle ne pouvait se dissimuler le mauvais succès de la guerre qu'elle avait conseillé aux Turcs d'entreprendre contre la Russie, elle était en quelque façon humiliée de voir qu'une monarchie comme la sienne eût eu si peu d'influence dans les troubles qui avaient déchiré la Pologne; elle ne craignait pas moins cette liaison qui commençait à se former entre l'impératrice-reine, l'impératrice de Russie et le roi de Prusse. Une semblable union donnait à ces puissances une prépondérance trop décidée en Europe, pour qu'à Versailles on pût l'envisager avec des yeux indifférens; mais ces apparences étaient trompeuses, et il s'en fallait de beaucoup que l'amitié de ces trois puissances fût aussi étroite que le public pouvait se le figurer. Louis XVI venait de monter sur le trône; un évêque lui remit le testament politique que le dauphin, père du roi, lui avait confié, pour le

donner à ſon fils lorſqu'il parviendrait à la régence. Le roi ſe fit une loi de ſuivre en tout les volontés de ſon père, et ce fut en conſéquence de ce teſtâment que M. de Maurepas, diſgracié par Louis XV, devint premier miniſtre de Louis XVI, que M. d'Aiguillon fut exilé, et que M. de Choiſeul perdit à jamais l'eſpoir de rentrer en faveur. M. de Maurepas touchait à ſon ſeizième luſtre; il avait été long-temps miniſtre ſous le règne précédent; il poſſédait la routine des affaires; il avait l'eſprit orné, et une tête capable de vaſtes deſſeins; mais il n'était plus dans l'âge, comme nous l'avons remarqué, où l'ame remplie d'ardeur entreprend hardiment de grandes choſes. La mauvaiſe adminiſtration des finances ſous le règne précédent pouvait conduire à une banqueroute générale. Il était d'autant plus atterré de cette idée, que cette banqueroute aurait au moins écraſé 40,000 familles, qui avaient placé tout leur bien dans les fonds publics; et quoique les miniſtres ne ſoient guères ſenſibles aux malheurs des peuples, ils le ſont pourtant au blâme qui en retombe néceſſairement ſur eux. Le traité de Verſailles, quoique peu avantageux à la France, ſubſiſtait toujours. M. de Maurepas avait de plus à ménager la jeune reine, ſœur de l'empereur Joſeph, et fille de Marie-Thérèſe, qui, avec un peu de complaiſance, pouvait d'un jour à l'autre gagner aſſez d'aſcendant ſur l'eſprit du roi ſon époux pour le gouverner entièrement; de ſorte que ce vieux Mentor d'un pupille qui n'avait aucun caractère fixe, employait tour à tour la prudence et la fermeté pour empêcher que le royaume ne tombât en quenouille. La France, d'un autre

côté

côté, toujours rivale de l'Angleterre, voyait avec plaiſir les troubles qui s'élevaient en Amérique entre les colonies et la mère-patrie. Elle encourageait ſous main l'eſprit de révolte qui s'y manifeſtait, et animait les Américains à ſoutenir leurs droits contre le deſpotiſme que le roi George III voulait y établir, en leur préſentant en perſpective les ſecours qu'ils pouvaient attendre de l'amitié du roi très-chrétien.

La cour de Londres nous préſente un tableau tout différent de celui que nous venons de crayonner. C'eſt l'écoſſais Bute qui gouverne le roi et le royaume; ſemblable à ces eſprits malfeſans dont on parle toujours et qu'on ne voit jamais, il s'enveloppe ainſi que ſes opérations des plus profondes ténèbres; ſes émiſſaires, ſes créatures ſont les reſſorts avec leſquels il meut cette machine politique ſelon ſa volonté. Son ſyſtème politique eſt celui des anciens Torys, qui ſoutiennent que le bonheur de l'Angleterre demande que le roi jouiſſe d'un pouvoir deſpotique, et que bien loin de contracter des alliances avec les puiſſances du continent, la Grande-Bretagne doit ſe borner uniquement à étendre les avantages de ſon commerce. Paris eſt à ſes yeux ce qu'était Carthage à ceux de Caton le cenſeur. Bute détruirait en un jour tous les vaiſſeaux français, s'il en était le maître et s'il pouvait les raſſembler. Impérieux et dur dans le gouvernement, peu ſoucieux ſur le choix des moyens qu'il emploie, ſa mal-adreſſe dans le maniement des affaires l'emporte encore ſur ſon obſtination. Ce miniſtre, pour remplir ſes grandes vues, commença par introduire la corruption dans la chambre baſſe. Un million de livres

ſterlings que la nation paye annuellement au roi pour l'entretien de ſa liſte civile, ne ſuffiſait qu'à peine pour contenter la vénalité des membres du parlement. Cette ſomme deſtinée pour l'entretien de la famille royale, de la cour, et pour les ambaſſades, étant annuellement employée à dépouiller la nation de ſon énergie, il ne reſtait au roi George III, pour ſubſiſter et pour ſoutenir à Londres la dignité royale, que 500,000 écus qu'il tirait de ſon électorat de Hanovre. La nation anglaiſe, dégradée par ſon ſouverain même, n'eut depuis d'autre volonté que la ſienne; mais comme ſi ce n'en était pas aſſez de tant de prévarications, le lord Bute voulut frapper un coup plus hardi et plus déciſif, pour établir plus promptement le deſpotiſme auquel il viſait; il engagea le roi à taxer par des impôts arbitraires les colonies américaines, autant pour augmenter ſes revenus, que pour donner un exemple qui, par la ſuite des temps, pût être imité dans la Grande-Bretagne; mais nous verrons que les ſuites qu'eut cet acte de deſpotiſme, ne répondirent point à ſon attente. Les Américains, qu'on n'avait pas daigné corrompre, s'opposèrent ouvertement à cet impôt ſi contraire à leurs droits, à leurs coutumes, et ſur-tout aux libertés dont ils jouiſſaient depuis leur établiſſement. Un gouvernement ſage ſe ſerait hâté d'appaiſer ces troubles naiſſans; mais le miniſtère de Londres agit d'après d'autres principes; il ſuſcita de nouvelles brouilleries avec les colonies à l'occaſion des marchands qui avaient le monopole de certaines marchandiſes des Indes orientales, qu'on voulut les
1775. forcer d'acheter. La dureté et la violence de ces pro-

cédés acheva de ſoulever les Américains; ils tinrent un congrès à Philadelphie, où renonçant au joug anglais, qui déſormais leur devenait inſupportable, ils ſe déclarèrent libres et indépendans. Dès lors voilà la Grande-Bretagne engagée dans une guerre ruineuſe avec ſes propres colonies: mais ſi le lord Bute ſe montra mal-adroit dans la conduite de cette affaire, il le parut encore davantage dans l'exécution et lorſque la guerre commença. Il crut bonnement que 7,000 hommes de troupes réglées était un nombre ſuffiſant pour ſubjuguer l'Amérique; et comme il n'avait pas l'art de Newton dans les calculs, il s'y trompa toujours. Le général Washington, qu'à Londres on appelait le chef des rebelles, remporta, dès les premières hoſtilités, quelques avantages ſur les royaliſtes aſſemblés près de Boſton. Le roi, qui s'attendait à des victoires, fut ſurpris de la nouvelle de cet échec, et le gouvernement ſe vit obligé de changer de meſures. Il était évident que le nombre des troupes en Amérique était trop faible pour remplir le deſſein qu'on voulait exécuter; il fallait donc avoir une armée, quoiqu'on ſentît toutes les difficultés qu'il y avait à trouver ce monde, et à le raſſembler. Les Anglais ont manqué de tout temps d'art et de ſoupleſſe dans leurs négociations; attachés avec acharnement à leurs intérêts, ils ne ſavent pas flatter ceux des autres; ils penſent qu'en offrant des guinées, ils peuvent tout obtenir. Ils s'adreſsèrent d'abord à l'impératrice de Ruſſie, et la choquèrent 1776
d'autant plus par leurs demandes, que la fierté de cette princeſſe regardait comme bien au-deſſous d'elle d'accepter des ſubſides d'une autre puiſſance. Enfin

ils trouvèrent en Allemagne des princes avides ou obérés, qui prirent leur argent; ce qui leur valut 12,000 Heſſois, 4,000 Brunſwicois, 1200 hommes d'Anſpach, autant de Hanau, ſans compter quelques centaines d'hommes que leur fournit le prince de Waldeck. Outre cela la cour envoya 4,000 Hanovriens à Gibraltar et à Port-Mahon, pour en relever les garniſons anglaiſes, leſquelles furent de-là conduites en Amérique. Toutes ces troupes ſervirent ſous les auſpices du lord Howe et de ſon frère l'amiral, comme nous le rapporterons en ſon temps. Chaque campagne coûta à l'Angleterre 6 millions de livers ſterlings, ou 36 millions d'écus. On comptait alors que les dettes de la Grande-Bretagne montaient déjà à 900 millions d'écus. Une campagne ne ſuffiſait pas pour ſoumettre les colonies; ainſi l'on prévoyait dès lors que dans peu la dette nationale paſſerait un milliard. La campagne ſuivante ne produiſit aucun événement déciſif, et les Américains ſe ſoutinrent contre le lord Howe et tous les renforts qui l'avaient joint; mais vers la fin de l'année 1777, la fortune commença à ſe déclarer en faveur des colonies. Sur les ordres de la cour, le général Bourgoyne partit du Canada avec 13,000 hommes, pour ſe rendre à Boſton, ſelon le projet qu'on lui avait donné à exécuter; tandis que le lord Howe, qui n'était informé de rien, s'était emparé de Philadelphie. Ce défaut de concert acheva de gâter les affaires; Bourgoyne, qui manquait de chevaux pour le tranſport de ſes vivres, et avait entrepris une expédition impraticable relativement aux ſubſiſtances, fut obligé de ſe rendre priſonnier avec toutes ſes

troupes aux Américains qu'il croyait ſubjuguer. Un événement de cette nature aurait autrefois ſoulevé toute la nation contre le gouvernement, et cauſé même une révolution; il ne produiſit alors qu'un léger murmure, tant l'amour des richeſſes l'emportait ſur l'amour de la patrie, et feſait préférer à ce peuple, autrefois ſi noble et ſi généreux, l'avantage perſonnel au bien général. Le roi d'Angleterre, qui ſoutenait le ſyſtème de Bute par obſtination, ſe roidiſſait contre les obſtacles qu'il voyait naître ſous ſes pas. Peu ſenſible aux malheurs qui retombaient ſur ſon peuple, il n'en devenait que plus ardent pour l'exécution de ſes projets, et afin de gagner la ſupériorité ſur les Américains, il feſait négocier dans toutes les cours de l'Allemagne, pour en tirer le peu de ſecours qu'elles pouvaient encore lui fournir. L'Allemagne ſe reſſentait déjà de la quantité d'hommes qu'on en avait tirée, pour les envoyer dans ces climats lointains, et le roi de Pruſſe voyait avec peine l'Empire dépourvu de tous ſes défenſeurs, ſur-tout dans le cas où il ſurviendrait une nouvelle guerre; car dans les troubles de 1756 la baſſe Saxe et la Weſtphalie ſeules avaient aſſemblé une armée, avec laquelle on avait arrêté et dérangé tous les progrès de l'armée françaiſe. Par cette raiſon, il chicana le paſſage des troupes des princes qui en donnaient à l'Angleterre, lorſqu'elles ſe trouvaient obligées de paſſer par le pays de Magdebourg, celui de Minden, ou par le bas Rhin. Ce n'était qu'une faible revanche du mauvais procédé de la cour de Londres au ſujet de la ville et du port de Dantzic; toutefois le roi ne voulut pas pouſſer les choſes trop

loin; une longue expérience lui avait appris qu'on trouve une multitude d'ennemis dans le monde, et qu'il ne faut pas s'en susciter soi-même de gaieté de cœur. Voilà en gros l'idée qu'on peut se faire de l'Angleterre pendant le peu d'années dont nous nous sommes proposé de décrire les événemens. Nous la quitterons maintenant, pour présenter le résumé de ce que, pendant la même époque, il se passa de mémorable en Russie.

1774. L'impératrice de Russie sortait de la guerre qu'elle avait faite aux Turcs, couverte de gloire par les succès que ses troupes avaient eus contre ses ennemis; mais l'Etat était presque épuisé d'hommes et d'argent, et la paix si mal assurée, que le grand visir déclara lui-même au prince Repnin, ambassadeur à la Porte, qu'à moins que le chan de Crimée ne rentrât sous la domination de la Porte, et que l'impératrice de Russie ne restituât Kersch et Jenikala, la paix qu'on avait extorquée aux Turcs ne serait point de durée. Sur cette déclaration les troupes russes occupèrent Perekop, et aussi-tôt les hostilités recommencèrent en Crimée. Ce n'était pas une guerre dans les formes, où deux grandes armées se trouvassent en présence l'une de l'autre, mais c'étaient des incursions où des troupes turques débarquaient en différens parages, ce qui occasionnait de petits combats, dont toutefois les Russes sortirent toujours victorieux. Cependant cet état d'incertitude inquiétait l'impératrice, parce qu'elle était obligée d'assembler son armée sur les frontières de la Tartarie, et de tenir un gros corps à Kiow, pour l'opposer en cas de nécessité à un corps de 40,000 Turcs cam-

pés près de Bender, qui de-là, en traversant la Pologne, pouvaient facilement se porter vers la partie des provinces russes située à l'autre bord du Niester ; ainsi sans avoir ni la paix ni la guerre, les dépenses de l'impératrice étaient aussi grandes que si la guerre avait été déclarée entre les deux puissances. L'intérieur de la cour de Pétersbourg fournissait des événemens d'une autre nature, mais qui tiennent également à l'histoire de ce temps. L'impératrice 1773.
voyant que son fils, le grand-duc, était en âge de se marier, délibérait sur le choix de l'épouse qu'elle voulait lui donner. Ce devait être une princesse d'Allemagne, dont l'âge et la personne convinssent à son fils. Ce choix n'était pas indifférent pour la cour de Berlin, cette nouvelle liaison pouvant devenir favorable ou contraire à ses intérêts. L'Allemagne était alors stérile en princesses ; il n'y en avait que trois ou quatre, qui pussent être proposées, parce que les unes étaient trop âgées et les autres trop jeunes Celles auxquelles on pouvait penser, étaient une sœur de l'électeur de Saxe, une princesse de Wirtemberg trop jeune, et trois princesses filles du landgrave de Darmstadt. La sœur aînée de ces princesses de Darmstadt était mariée au prince de Prusse ; ainsi il y avait tout à gagner, si une de ces princesses devenait grande duchesse, parce que les nœuds de la parenté se joignant à ceux de l'alliance, ils semblaient annoncer que l'union de la Prusse et de la Russie serait par là plus cimentée que jamais. Le roi mit tout en œuvre pour arranger les choses de la sorte, et il fut assez heureux pour réussir entièrement. Les princesses de Darmstadt pasèrent par

Berlin ; elles arrivèrent à Pétersbourg; la feconde des filles du landgrave fut celle qui emporta la pomme, et le mariage fut folennellement célébré; mais il ne réuffit pas, et donna lieu à un grand nombre d'intrigues et de fcènes fâcheufes.

Il s'était élevé en même temps de nouvelles chicanes a Varfovie fur les poffeffions que les puiffances co-partageantes occupaient en Pologne. Les Sarmates, en fe plaignant amèrement, accufaient les Autrichiens et les Pruffiens d'en avoir étendu les limites beaucoup au-delà de ce qui leur avait été accordé par les traités. Ces plaintes avaient fait impreffion fur l'impératrice de Ruffie, dont l'ambition s'applaudiffant d'avoir donné des provinces à de grands fouverains, était encore plus flattée d'en fixer les limites. Pour prévenir les fuites que pourrait avoir le mécontentement de l'impératrice, fi on ne l'appaifait pas au plutôt, le roi réfolut d'envoyer le prince Henri à Pétersbourg, fous prétexte de faire une vifite à l'impératrice, laquelle l'avait invité à fe rendre à fa cour. Il faut ajouter à ceci que le roi s'était concerté avec la cour de Vienne pour que les deux puiffances confervaffent leurs poffeffions intactes, en laiffant crier les Polonais et en tâchant d'appaifer la cour de Ruffie; mais le prince Kaunitz, attaché à fa politique, dans l'intention de brouiller les cours de Berlin et de Pétersbourg, fit déclarer à cette dernière que l'impératrice-reine, par la feule envie d'obliger l'impératrice de Ruffie, avait réfolu de rendre à la république de Pologne une partie du palatinat de Lublin, toutes les terres qui fe trouvent au-delà de la rive droite du Bug, la ville de Cafi-

mir et quelques autres morceaux encore qu'elle possédait. Le prince Henri arriva donc à Pétersbourg dans des conjonctures aussi singulières que fâcheuses. Il avait à combattre les Français, les Espagnols et les Autrichiens. A peine eut-il vu l'impératrice que la grande-duchesse vint à mourir en mettant au monde un enfant mort. Le prince, qui se trouva présent à cette scène, assista l'impératrice dans ces tristes circonstances autant qu'il dépendait de lui; il prit un soin particulier du grand-duc, atterré par un spectacle aussi nouveau pour lui que lugubre. Il ne l'abandonna point, et ayant non-seulement contribué à rétablir sa santé, son chef-d'œuvre fut en particulier de raccommoder entièrement la mère et le fils, dont la mésintelligence s'était beaucoup augmentée depuis le mariage de la grande-duchesse, et fesait appréhender qu'il n'en résultât des suites fâcheuses ou pour l'un ou pour l'autre. L'impératrice fut vivement touchée du service que le prince Henri lui avait rendu, et depuis ce temps son crédit s'accrut de jour en jour. Il en fit bientôt un très-bon usage. L'impératrice était dans l'intention de remarier promptement son fils: le prince lui proposa la princesse de Wirtemberg, petite-nièce du roi, qui fut aussi-tôt agréée. Il fut outre cela résolu que le prince Henri mènerait le grand-duc à Berlin, où il verrait cette princesse, et où les promesses se feraient; après quoi il la ramènerait en Russie, pour que les nôces se fissent à Pétersbourg. Le prince trouva plus de difficultés pour éluder les restitutions que les Polonais exigeaient du roi. La cour de Vienne avait donné l'exemple de ces restitutions; la Russie insistait

pour que le roi imitât ſa conduite. Cette affaire fut donc remiſe à la médiation de M. de Stackelberg, ambaſſadeur de Ruſſie en Pologne, et après s'être arrangé le mieux que l'on put, la cour de Berlin rendit à la république une partie du lac de Goplo, la rive gauche de la rivière de Drevenza et quelques villages aux environs de Thorn.

Nous ne rapporterons point ici en détail la réception du grand-duc. Ce fut une fête perpétuelle depuis les frontières juſqu'à Berlin, où le luxe et le gout ſe diſputèrent les honneurs qu'on rendit à cet illuſtre étranger. On ne croyait point à Vienne que le grand-duc viendrait à Berlin. Le prince Kaunitz, comptant ſur le ſuccès de ſes manigances, était perſuadé que ſa cour ayant été la première à reſtituer quelques terrains aux Polonais, il avait, par cette complaiſance, irrémiſſiblement brouillé les cours de Berlin et de Pétersbourg; et au moment qu'il penſait préparer ſon triomphe, il apprend que le grand-duc eſt à Berlin, qu'il épouſe la princeſſe de Wirtemberg, et que l'intimité entre la Pruſſe et la Ruſſie eſt plus grande que jamais. Mais ſi ce miniſtre avait manqué ſon coup en Ruſſie, il s'en était dédommagé aux dépens des Turcs; car la cour de Vienne, ſous prétexte de régler les limites qui ſéparent la Hongrie et la Valachie, s'était emparée du diſtrict de la Buckowina, qui s'étend juſqu'à un mille de Choczim. Les Turcs avaient été aſſez ignorans, ou pour mieux dire aſſez ſtupides pour conſentir à ce démembrement de leurs Etats, ſans qu'il y eût une raiſon valable pour l'autoriſer et ſans ſe plaindre. Les autres puiſſances ne

penſaient pas ainſi. La Ruſſie avait raiſon d'être jalouſe de l'acquiſition de la cour de Vienne vers le Dnieſter, parce que cette poſſeſſion, en l'approchant ſi fort de Choczim, mettait les Autrichiens en état de diſputer aux Ruſſes le paſſage du Dnieſter toutes les fois qu'ils voudraient pouſſer leurs conquêtes ſoit en Moldavie, ſoit en Valachie ; et même quand on aurait laiſſé paſſer leurs troupes, les Autrichiens, maîtres de la Buckowina, pouvaient les couper de leurs ſubſiſtances, ou du moins tenir la balance dans les guerres entre les Ruſſes et les Turcs ſelon qu'ils le jugeraient convenable à leurs intérêts.
D'autre part les Autrichiens intriguaient ſans relâche 1774.
à Conſtantinople, afin d'entretenir l'aigreur que la dernière paix avait laiſſé entre la Porte et la Ruſſie, et d'occaſionner de nouvelles brouilleries. Les Français ſoufflaient également le feu de leur côté. Ces manœuvres ſourdes animèrent enfin le grand ſeigneur, et occaſionnèrent les déclarations au prince Repnin, dont il a été fait mention, et cette eſpèce de guerre dans la Crimée, qui fut appaiſée enſuite. Vienne était alors, dans l'Europe, le foyer des projets et des intrigues. Cette cour ſi altière, afin de parvenir à dominer ſur les autres, portait ſes vues de tous côtés ; pour étendre ſes limites et pour engloutir dans ſa monarchie les Etats qui ſe trouvaient ſitués à ſa bienſéance. Du côté de l'orient, elle méditait de joindre la Servie et la Boſnie à ſes vaſtes poſſeſſions. Au midi, tentée de ſe ſaiſir d'une partie des poſſeſſions de la république de Veniſe, elle n'attendait que l'occaſion de joindre Trieſte et le Milanais au Tyrol, par un démembrement qui

était à sa bienséance. Ce n'en était pas assez; elle se promettait bien après la mort du duc de Modène, dont un archiduc avait épousé l'héritière, de revendiquer le Ferrarais, possédé par les papes, et de dépouiller le roi de Sardaigne du Tortonais et de l'Alexandrin, comme ayant toujours appartenu aux ducs de Milan. Vers l'occident, la Bavière lui présentait un morceau bien tentant. Voisine de l'Autriche, elle lui ouvrait un passage vers le Tyrol. En la possédant, la maison d'Autriche voyait le Danube couler presque toujours sous sa domination. On supposait outre cela qu'il était contraire à l'intérêt de l'empereur de laisser réunir la Bavière et le Palatinat sous un même souverain, et comme cet héritage eût rendu l'électeur palatin trop puissant, il valait mieux que l'empereur le prît pour lui-même. De-là en remontant le Danube, on rencontre le duché de Wirtemberg, auquel la cour de Vienne pensait avoir des prétentions bien légitimes Toutes ces acquisitions auraient formé comme une galerie, qui, de Vienne, en se liant les unes aux autres, la conduisait jusqu'aux bords du Rhin, où l'Alsace, qui avait fait anciennement partie de l'Empire, pouvait être répétée, ce qui menait enfin à la Lorraine, qui naguères avait été le domaine des ancêtres de Joseph. En nous tournant vers le septentrion, nous rencontrons cette Silésie dont l'Autriche ne pouvait oublier la perte, et qu'elle se proposait bien de recouvrer aussi-tôt qu'elle en trouverait l'occasion. L'empereur ne savait pas cacher et voiler ses vastes desseins. Sa vivacité le trahissait souvent. Pour en rapporter un exemple,

il suffit de dire que, vers la fin de l'année 1775, le roi de Prusse eut quelques forts accès de goutte consécutifs. Van Swieten, ministre de la cour impériale à Berlin, supposa que cette goutte était une hydropisie formée, et flatté de pouvoir annoncer à sa cour la mort d'un ennemi qui long-temps avait été redoutable pour elle, il manda hardiment à l'empereur que le roi tirait vers sa fin, et qu'il ne passerait pas l'année. Voilà toutes les troupes autrichiennes en marche; leur rendez-vous est marqué en Bohème, et l'empereur attend, plein d'impatience, à Vienne la confirmation de cette nouvelle, pour pénétrer tout de suite en Saxe, et de-là sur les frontières du Brandebourg, afin de proposer au successeur du trône l'alternative, ou de rendre tout de suite la Silésie à la maison d'Autriche, ou de se voir écrasé avant de pouvoir se mettre en défense. Toutes ces choses, qui se firent ouvertement, s'ébruitèrent par-tout, et ne cimentèrent point l'amitié des deux cours, comme on peut bien se l'imaginer. Cette scène parut d'autant plus singulière, que le roi de Prusse n'ayant été atteint que d'une goutte ordinaire, en était déjà guéri avant que l'armée autrichienne fût rassemblée. L'empereur alors fit retourner toutes ses troupes dans leurs quartiers ordinaires. L'année d'après, savoir en 1777, l'empereur fit un voyage incognito en France. Le séjour qu'il fit à Paris et à Versailles ne contribua pas à resserrer l'union des deux nations. Il avait beaucoup plus de monde et d'aménité que Louis XVI. Cela causa des jalousies au monarque français, qui s'en cachait à peine. Joseph

voulut ensuite parcourir les provinces de la France, et peut-être que, s'observant moins que dans la capitale du royaume, il laissa échapper des marques trop sensibles du chagrin qu'il éprouvait en voyant de bons établissemens de manufactures ou de commerce, ou d'autres choses pareilles qui étaient autant de preuves de l'industrie nationale. Ces choses, quelque petites qu'elles fussent, n'échappèrent pas à la sagacité française. L'empereur s'était distingué par sa politesse à la cour; mais se contraignant moins dans les provinces, il parut plutôt envieux qu'ami de la nation chez laquelle il se trouvait, et perdit tout le crédit que sa gentillesse lui avait acquis. D'autre part ce voyage fit un effet tout différent sur Joseph. Il avait parcouru la Normandie, la Bretagne, la Provence, le Languedoc, la Bourgogne et la Franche-comté; toutes provinces, qui autrefois gouvernées par des souverains, quoique vassaux, avaient été par la suite des temps insensiblement incorporées dans la monarchie française. Ces objets, qui le frappaient vivement, occasionnaient la comparaison humiliante selon lui, qu'il fesait de cette masse réunie sous un chef, et du gouvernement germanique, dont à la vérité il était l'empereur, mais dans lequel il se trouvait des rois et des souverains assez puissans pour lui résister, même pour lui faire la guerre. S'il en avait eu les moyens, il aurait voulu réunir incessamment toutes les provinces de l'Empire à ses domaines, pour se rendre souverain de ce vaste corps, et élever par ce moyen sa puissance au-dessus de celle de tous les monarques de l'Europe. Ce projet l'occupait sans cesse, et il pensait que la

maiſon d'Autriche ne devait jamais le perdre de vue. C'était de ces principes ambitieux que partait l'ardeur avec laquelle il convoitait la Bavière; et quoique la mort de l'électeur de Bavière ne parût point devoir être prochaine, l'empereur n'épargna rien pour mettre l'électeur palatin et ſes miniſtres dans ſes intérêts. Le roi de Pruſſe, toujours attentif aux démarches de la cour de Vienne, fut des premiers à découvrir ce myſtère. Cette cour était trop dangereuſe et trop puiſſante pour être négligée, et d'ailleurs il faut connaître les projets de ſon ennemi, ſi l'on veut s'y oppoſer. Il réſulte des faits différens que nous venons d'expoſer, que la paix de l'Europe était menacée de tous les côtés; le feu couvait ſous la cendre, un rien pouvait en faire ſortir des flammes. La Ruſſie s'attendait d'un moment à l'autre à être attaquée par les Turcs; ſi la guerre n'était point déclarée, il ſe commettait des hoſtilités de part et d'autre. La dernière guerre avait occaſionné des dépenſes énormes à l'impératrice; la Ruſſie en était preſque épuiſée, ſur-tout à cauſe des ravages de Pugatſchef dans la province de Caſan, et de la deſtruction des mines qui, dans ces contrées, ſont d'un rapport très-conſidérable.

A Vienne, un jeune empereur, dévoré d'ambition, avide de gloire, n'attendait qu'une occaſion pour troubler le repos de l'Europe. Il avait deux généraux, Laſcy et Laudon, qui s'étaient acquis de la réputation dans la guerre précédente. Son armée était mieux entretenue et ſur un meilleur pied qu'elle ne l'avait jamais été. Il avait augmenté le nombre des canons de campagne et l'avait porté juſqu'à deux

mille. Ses finances, qui se ressentaient encore des frais immenses de la dernière guerre, n'étaient pas sur un pied tout à fait solide. On évaluait les dettes de l'Etat à 100 millions d'écus, dont on avait réduit les intérêts à 4 pour cent; mais le peuple était surchargé des plus durs impôts; chaque jour on en ajoutait de nouveaux; et malgré tout l'argent qu'à force de presser les provinces on rassemblait à Vienne, en déduisant la dépense fixe et couchée sur l'ordre du tableau, il ne restait à l'impératrice-reine que deux millions dont elle pût disposer; ainsi il n'y avait d'autre fonds que celui de quatre millions d'écus que le maréchal de Lascy avait épargnés sur l'entretien de l'armée; mais par l'exactitude de la banque de Vienne à payer les intérêts des capitaux que la cour avait empruntés, elle avait assuré et consolidé son crédit, tant en Hollande qu'à Gènes, de sorte que si la cour jugeait à propos de recourir à de nouveaux emprunts, elle pouvait se flatter de trouver de nouvelles ressources. Ajoutez à ce crédit si bien établi une armée de 170,000 hommes toujours entretenus, et tout lecteur conviendra que l'Autriche était alors une puissance plus formidable que ne l'avait jamais été celle des empereurs précédens, sans en excepter Charles-Quint même.

La France, telle que nous l'avons dépeinte, était bien déchue, si nous comparons son état politique présent à ce qu'il était durant les belles années de Louis XIV. Il semblait que sa fécondité épuisée n'eût plus la force de produire d'aussi grands génies que ceux qu'elle formait alors. Ecrasée par le poids de dettes énormes, elle était sans cesse aux expédiens.

Un

Un contrôleur général des finances était regardé comme un adepte ; on voulait qu'il fît de l'or, et quand il n'en fournissait point à proportion des besoins, on le chassait aussitôt. On fit enfin choix du Sr. Necker, tout calviniste qu'il était. On espérait peut-être qu'un hérétique, maudit pour maudit, en fesant un pacte avec le diable, fournirait les sommes nécessaires aux vues du gouvernement L'Etat entretenait 100,000 hommes de troupes réglées et 60,000 de milices. Ses ports étaient dégarnis de vaisseaux. M. de Maurepas se servit du temps où l'Angleterre fesait si mal à propos la guerre à ses colonies, pour relever la marine française. On travailla dans tous les chantiers dès l'année 1776. Trente-six vaisseaux de ligne étaient déjà construits, et dès l'année 1778, le nombre en était augmenté et montait à 66, sans compter les frégates et les autres bâtimens. Les îles et les colonies d'Amérique étaient toutes bien fournies de troupes. Peut-être n'avait-on pas eu la même attention pour les possessions françaises des Indes orientales. Tant de mesures préalables auraient dû ouvrir les yeux aux Anglais ; elles leur pronostiquaient une prochaine rupture avec la France, s'ils avaient su prévoir. La situation de la France, quoique peu brillante, n'en méritait pas moins l'attention des autres puissances. Ses dettes la mettaient dans l'impuissance de soutenir une longue guerre, mais forte de l'alliance de l'Espagne et de l'assistance qu'elle en pouvait tirer, on la voyait épier le moment pour tomber comme un faucon sur sa proie, et se venger sur la Grande-Bretagne des maux qu'elle lui avait causés durant la guerre précédente ; et en

général, on ne pouvait rien traiter d'important en Allemagne, ni dans le Sud de l'Europe, fans fe concerter ou s'entendre avec cette puiffance.

L'Angleterre, comme nous l'avons dit, était fous le joug des Torys, accablée de dettes, engagée dans une guerre ruineufe, qui augmentait les dettes nationales de 36 millions d'écus par an; pour frapper fon bras droit de fon bras gauche, elle épuifait toutes fes reffources et s'acheminait à grands pas vers fa décadence. Ses miniftres accumulaient les fautes; la principale confiftait à porter en Amérique une guerre dont il ne pouvait lui revenir aucun avantage. Elle fe brouillait auffi fans raifon avec tout le monde; nous en exceptons les Français, perpétuels ennemis de l'Angleterre; mais la cour de Londres était également mal avec l'Efpagne au fujet des chicanes qui s'étaient élevées entre ces nations pour l'île de Falkland; et depuis la mort du dernier roi de Portugal, l'Angleterre avait entièrement perdu l'influence qu'elle avait dans ce royaume. Ses procédés hauts, durs et defpotiques à l'égard du gouverneur de St. Euftache, lui avaient fait perdre l'amitié et la confiance des Provinces-unies. Le roi d'Angleterre, en qualité d'électeur de Hanovre, avait mécontenté la cour de Vienne, en lui refufant des paffeports pour des chevaux de remonte, que l'on accorda toujours en pareils cas. Il avait indifpofé l'impératrice de Ruffie. Depuis l'aventure de fa fœur la reine Mathilde, l'inimitié du Danemarck était manifefte. Le roi de Pruffe avait encore plus de griefs que les autres. Il pouvait reprocher au roi d'Angleterre la paix conclue avec la France, par laquelle l'Angle-

terre abandonna la Prusse, et toutes les manigances mises en jeu pour le déposséder du port de Dantzic. L'Angleterre ne pouvait donc attribuer qu'à sa propre inconduite le délaissement et l'abandon général où elle se trouvait alors.

La Suède, quoiqu'elle eût changé sa forme de gouvernement, n'avait point gagné des forces nouvelles. La balance de son commerce lui était défavorable; elle ne recevait point de subsides de la France; aussi avait-elle à peine les moyens de se défendre et se trouvait-elle hors d'état d'attaquer personne. Le Danemarck avait une bonne flotte et 30,000 soldats; mais sa faiblesse le mettait presque de niveau avec la Suède. Le roi de Sardaigne se trouvait comme garrotté par l'alliance de la France et de l'Autriche; il ne pouvait rien par lui-même; il ne pouvait figurer qu'avec le secours d'un allié puissant, de sorte que dans l'état actuel des choses, on ne devait pas le mettre au-dessus de la Suède et du Danemarck. La Pologne, pleine de têtes remuantes mais légères, n'entretenait que 14,000 hommes, et ses finances n'étaient pas même suffisantes pour mettre en action ce petit nombre de troupes. Le ministre de Russie gouvernait ce royaume au nom de l'impératrice, à peu-près comme autrefois les proconsuls romains gouvernaient les provinces de l'empire. Il ne s'agissait donc point réellement de ce qu'on pensait ou projetait à Varsovie; il suffisait de savoir ce qu'on avait résolu à Pétersbourg, pour porter son jugement sur la Pologne.

La Prusse avait joui de quelque tranquillité pendant cette paix; attentive aux projets que forgeaient

ſes voiſins, mais ne ſe mêlant directement d'aucune affaire, elle s'était appliquée principalement à rétablir ſes provinces ruinées. La population avait pris des accroiſſemens conſidérables; les revenus de l'Etat ſe trouvaient augmentés de plus d'un quart de ce qu'ils étaient en 1756, l'armée était entièrement rétablie, et depuis l'année 1774 le roi entretenait 186,000 hommes, bien diſciplinés et qu'il pouvait mettre en action d'un jour à l'autre. Ses forteresſes étaient pour la plupart achevées et en bon état, ſes magaſins remplis pour une campagne, et il avait des ſommes aſſez conſidérables en réſerve pour ſoutenir ſeul la guerre pendant quelques années. La Ruſſie était l'unique alliée de la Pruſſe. Cette liaiſon aurait été ſuffiſante, ſi l'on n'avait pas eu lieu de craindre qu'une nouvelle guerre en Crimée n'empêchât l'impératrice de Ruſſie de fournir au roi les ſecours qu'elle lui devait ſelon les traités. D'ailleurs la cour de Berlin ayant ménagé toutes les puiſſances, n'était brouillée avec aucune; mais les ſoupçons que donnaient les vues ambitieuſes de l'empereur, feſaient pronoſtiquer avec certitude qu'au premier événement inattendu l'exploſion de ce volcan aurait lieu. Il s'était déjà élevé des troubles dans l'Empire à l'occaſion de la viſitation de la chambre impériale à Wetzlar. Ce tribunal de juſtice ayant très-injuſtement rempli ſes fonctions, occaſionna les plaintes de nombre de princes qui ſouffraient de ſes prévarications. La cour de Vienne, loin de punir ou de chaſſer les coupables, (qui étaient ſes créatures) s'obſtinait à les ſoutenir. Le roi de Pruſſe et le roi d'Angleterre, comme élec-

teurs, avec un parti confidérable, contraignirent les Autrichiens à céder fur plufieurs points. Enfin de quelque côté qu'on jetât fes regards, on voyait la tranquillité de l'Europe fur le point d'être troublée. Pour ne point agir inconfidérément pendant ces conjonctures critiques, il était néceffaire que la Pruffe s'entendît avec d'autres puiffances, et qu'elle sût au vrai dans quelles difpofitions fe trouvait la France. Les anciennes liaifons de la cour de Berlin et de celle de Verfailles étaient rompues depuis l'année 1756. La guerre qui fe fefait alors, l'enthoufiafme des Français pour l'Autriche, les efforts qu'ils firent pour écrafer le roi de Pruffe, (expreffion qu'ils avaient fouvent employée,) enfin l'animofité qui s'en était enfuivie, n'avaient pas rapproché les efprits. Ces fortes de plaies font trop douloureufes pour pouvoir fe confolider promptement. Après la paix de 1763, l'animofité fe tourna en froideur; enfuite la cour de Berlin s'unit par des traités à celle de Pétersbourg, et comme l'impératrice de Ruffie n'aimait pas la France, le roi de Pruffe ne pouvait alors, s'il voulait ménager fon unique allié, fe rapprocher trop des Français. Ce fut par cette raifon que M. de Guines, créature de Choifeul et miniftre de la cour de Verfailles à Berlin, put d'autant moins pouffer avec fuccès fes négociations, que dès l'année 1770 les affaires de Pologne commençaient à s'agiter, et que le roi ne pouvait en même temps être du parti des Ruffes, qui foutenaient le roi Poniatowsky, et de celui des Français, qui appuyaient la confédération de Bar. Bientôt après furvinrent les incidens qui produifirent le partage de la Pologne dont nous avons parlé

précédemment, et dès lors plus que jamais toute intimité avec la cour de Verſailles fut interdite. Outre ces obſtacles que nous venons d'expoſer, il y avait de plus l'alliance qui ſubſiſtait entre la France et l'Autriche, qui mettait des entraves encore plus conſidérables à toute liaiſon qu'on aurait pu contracter avec la France; vu qu'auſſi long-temps que ce traité ſubſiſtait, elle ne pouvait, ſans l'enfreindre, entrer dans les vues de la cour de Berlin. Mais comme, vers l'année 1777, toutes les affaires de la Pologne furent terminées, et que le théâtre de la politique préſentait des décorations nouvelles; qu'outre cela un nouveau roi et d'autres miniſtres gouvernaient la France, il y eut dès lors moyen de rapprocher les cours de Pétersbourg et de Verſailles, parce que les mêmes acteurs ne ſubſiſtaient plus. Le reſſentiment de l'impératrice de Ruſſie ne pouvait pas s'étendre ſur leurs ſucceſſeurs.

MEMOIRES

DE LA

GUERRE DE 1778.

MEMOIRES
DE LA
GUERRE DE 1778.

Après avoir exposé comment ſe fit le partage de la Pologne entre la Ruſſie, l'Autriche et la Pruſſe, nous crumes que ce ſerait le dernier événement remarquable du règne du roi ; cependant le deſtin, qui ſe joue de la prévoyance humaine, en ordonna autrement. La mort ſoudaine d'un prince, qui ne paraiſſait ni apparente, ni prochaine, troubla ſubitement la tranquillité dont jouiſſait l'Europe. L'électeur de Bavière prend la petite vérole, et la nouvelle de ſon décès arrive lors même que celle de ſa guériſon rendait l'eſpérance à tous ceux qui s'intéreſſaient à ſa conſervation. Dès lors la guerre devint preſque inévitable ; car l'on fut inſtruit que la cour impériale et le jeune empereur Joſeph avaient formé le projet d'envahir la Bavière à la mort de l'électeur. Ce deſſein avait été conçu par l'empereur François, qui, pour y donner quelque apparence de juſtice, avait fait épouſer à ſon fils la ſœur de l'électeur de Bavière, pour acquérir le droit de revendiquer l'héritage allodial de cette ſucceſſion ; mais cette princeſſe étant morte ſans lignée, ce prétexte ne pouvait plus ſervir. La cour impériale n'ayant de prétention ni légitime, ni apparente ſur cet électorat, ſe ſervit de certains anciens documens, et des droits de ſuzeraineté qu'elle croyait avoir comme roi de Bohème ſur les fiefs de la Bavière. Elle avait d'avance gagné tous les miniſtres de l'électeur palatin, et ce

prince même, auquel elle promit des établiſſemens avantageux pour ſes enfans naturels, pourvu qu'il leur ſacrifiât ſes ſucceſſeurs légitimes, à la tête deſquels était le duc de Deuxponts. A peine apprit-on à Vienne la mort de l'électeur de Bavière, que le conſeil s'aſſembla ; l'empereur propoſa d'envahir la Bavière; l'impératrice-reine conſentit avec répugnance à une démarche auſſi violente, ou plutôt elle ſe laiſſa entrainer à la perſuaſion du prince Kaunitz, qui l'aſſura que cet événement n'aurait point de ſuites, et que l'Europe conſternée ou léthargique n'oſerait pas traverſer l'empereur dans une entrepriſe auſſi hardie que déciſive. D'abord 16 bataillons, 20 eſcadrons et 80 canons ſe mettent en marche. L'électeur palatin, qui était à Munich, pâlit à cette nouvelle; et il ſigne une convention, en abandonnant les deux tiers de la Bavière aux déſirs des Autrichiens. Cette action violente ſe répandit partout. L'empereur s'était trop découvert pour que l'Europe ne jugeât pas de ce qu'annonçait de ſuites une ambition auſſi forte. Dans ce moment de criſe, il fallait prendre un parti, ou celui de s'oppoſer avec vigueur à ce torrent, qui allait ſe déborder ſi rien ne l'arrêtait, ou il fallait que tout prince de l'Empire renonçât aux priviléges de ſa liberté, parce qu'en demeurant dans l'inaction, le corps germanique ſemblait approuver tacitement le droit que l'empereur voulait s'arroger de diſpoſer deſpotiquement des ſucceſſions qui viendraient à vaquer ; ce qui tendait au renverſement général des lois, des traités de confraternité et des priviléges qui aſſuraient les poſſeſſions de ces princes. Toutes ces funeſtes

conféquences n'avaient point échappé à la pénétration du roi ; mais avant que d'en venir aux remèdes violens, il y avait des arrangemens préalables à prendre ; il fallait que le prince de Deuxponts proteſtât contre le traité de Munich ; que la Saxe réclamât l'aſſiſtance du roi pour ſa ſucceſſion allodiale ; mais ſur-tout que l'on preſſentît les cours de Verſailles et de Pétersbourg, afin de pénétrer leur façon de penſer, et d'être sûr à quoi on pouvait s'attendre de leur part. L'électeur de Saxe s'adreſſa le premier au roi, après s'être vainement adreſſé à la cour de Vienne, dont la hauteur ne daigna pas même l'honorer d'une réponſe, parce qu'ayant preſque entièrement dépouillé l'électeur palatin, ce prince ſe trouvait hors d'état de ſatisfaire la Saxe ſur ce qu'elle exigeait de la ſucceſſion allodiale. La cour de Vienne, qui d'autre part agiſſait avec plus de précipitation que de prudence, avait négligé de s'aſſurer du prince de Deuxponts, légitime ſucceſſeur de l'électeur palatin, dont l'acceſſion était abſolument néceſſaire pour rendre le traité de Munich valable. Elle avait de plus traité cette affaire avec ſi peu de ſecret et de ménagement, que toutes ſes démarches étaient connues depuis dix ans qu'elle couvait ce projet. C'eſt ce qui engagea le roi à envoyer le comte de Gœrtz incognito à Munich, où il arriva à point nommé, pour arrêter le prince de Deuxponts au bord du précipice où il allait s'abymer. Le comte de Gœrtz lui repréſenta qu'il ne gagnerait rien en ratifiant le traité de ſon oncle, au lieu qu'en proteſtant contre l'illégalité de cet acte, il conſervait l'eſpérance de ſe faire reſtituer

une partie du cercle de Bavière, que l'électeur palatin avait abandonnée à l'Autriche. La force de la vérité se fit sentir à ce jeune prince et sa protestation parut peu de temps après ; il écrivit en même temps au roi, pour lui demander son appui et son assistance. Dès lors cette affaire commença à prendre une forme régulière. La cour de Berlin, chargée des intérêts de l'électeur de Saxe et du prince de Deuxponts, trouva des motifs suffisans pour entamer une négociation avec la cour de Vienne touchant la succession de la Bavière. C'étaient des escarmouches politiques, qui donnaient le temps de s'instruire foncièrement du parti que la France prendrait, et de ce qu'on pensait à Pétersbourg. Sous prétexte d'une ignorance affectée, on demandait à la cour de Vienne des éclaircissemens sur les droits qu'elle prétendait avoir sur la Bavière ; l'on exposait ses doutes ; on alléguait le droit public, et ce que les lois et les coutumes avaient d'opposé à ces prétentions ; l'on rappelait les articles formels du traité de Westphalie qui réglaient cette succession ; enfin l'on mettait la cour impériale dans des embarras d'autant plus grands, qu'étant surprise par la mort inopinée de l'électeur de Bavière, elle avait manqué de temps pour donner à son usurpation des couleurs apparentes, qui pussent en imposer ; aussi ses défenses furent-elles si faibles et si mauvaises, qu'on les réfuta facilement. Dans ce conflit des plus grandes affaires, le roi se trouvait plus gêné par la position actuelle des puissances prépondérantes que par celle des Autrichiens. La France était liée à l'Autriche par le traité de Versailles ; s'était-elle arrangée ou non avec l'em-

pereur? Ce prince lui avait-il promis des ceſſions en Flandre, pour qu'elle conſentît à l'uſurpation de la Bavière ? Préférerait-elle à la garantie du traité de Weſtphalie, le traité de Verſailles ? Enfin dans les démêlés qui s'annonçaient, demeurerait-elle neutre, ou bien aſſiſterait-elle l'Autriche ? Il était de la dernière importance d'avoir des notions sûres ſur tous ces points, pour ne point ſe précipiter dans une entrepriſe, ſans en prévoir les ſuites. Tous ces points furent développés ſucceſſivement à Verſailles; l'on connut que le miniſtère déſapprouvait intérieurement la conduite des Autrichiens; que par ménagement pour la reine de France, fille de Marie-Thérèſe, on ne ſe déclarerait point contre l'empereur, mais auſſi qu'on ne ſe départirait pas de la garantie de la paix de Weſtphalie. Cela voulait dire que la France ſe propoſait de conſerver la neutralité; ce qui paraiſſait un bien petit rôle pour une auſſi grande puiſſance, qui, du temps de Louis XIV, avait fixé les yeux de l'Europe étonnée: mais bien des raiſons motivaient cette conduite. Le poids des dettes énormes dont le royaume était chargé, et qui, en l'augmentant, menaçait d'une banqueroute générale; l'âge de M. de Maurepas, qui touchait à ſon ſeizième luſtre; l'éloignement que la nation françaiſe avait pour une guerre en Allemagne, fortifié par le peu de réputation que les armées françaiſes avaient acquiſe dans leurs dernières campagnes contre les alliés que le prince Ferdinand de Brunſwic commandait; les engagemens que la France avait pris avec les colonies anglaiſes de l'Amérique, qui l'obligeaient à ſoutenir leur indé-

pendance, et cela dans un moment où elle avait résolu de déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Pour armer tant de vaisseaux, l'on travaillait dans tous les chantiers. Tout l'argent que l'industrie pouvait ramasser, était destiné pour la flotte, et il ne restait rien pour d'autres opérations. Cet état d'impuissance n'empêchait pas le ministère de voir avec chagrin les pas audacieux du jeune empereur pour s'acheminer au despotisme. Il fesait de la Bavière une galerie pour s'approcher de l'Alsace et de la Lorraine; il se frayait en même temps un chemin en Lombardie, projet dont le roi de Sardaigne appréhendait le contrecoup, et dont il portait des plaintes amères en France. Toutes ces différentes idées, tous ces motifs résumés mettaient le ministère de Versailles dans des sentimens favorables pour le roi de Prusse, parce qu'il était bien aise que quelque puissance que ce fût s'opposât à l'ambition démesurée d'un jeune prince qui pouvait pousser ses projets d'agrandissement bien loin, s'il n'était arrêté au commencement de sa course. La France demeurait dans une espèce d'apathie, et elle voyait en même temps les deux plus puissans princes d'Allemagne s'affaiblir réciproquement.

Telles étaient les dispositions de la cour de Versailles, sur lesquelles on pouvait compter. Il restait à pénétrer avec le même soin quelles étaient les vues et les sentimens de la cour de Pétersbourg. L'impératrice de Russie était l'alliée du roi de Prusse; mais elle se trouvait à la veille d'une nouvelle guerre avec la Porte, ce qui devait la gêner, en lui ôtant les moyens de remplir ses engagemens envers la

Pruſſe. Il était facile de prévoir que les Autrichiens mettaient la ruſe en œuvre, pour accélérer les hoſtilités entre les Ruſſes et les Turcs; c'était une diverſion, qui en occupant ailleurs la cour de Pétersbourg, l'empêcherait de fournir des ſecours aux Pruſſiens, et donnerait par conſéquent beau jeu aux vaſtes deſſeins de l'empereur. Il était important pour les Pruſſiens de prévenir la cour de Vienne, et de contrecarrer les intrigues qu'elle ſe préparait à mettre en œuvre à Conſtantinople. Ce fut à cette fin que le roi eut recours aux bons offices de la France auprès de la Porte. La cour de Verſailles s'en chargea, et l'on verra par la ſuite de ces mémoires que ſes ſoins ne furent pas ſans effet. La négociation des Français fut ſecondée par un fléau épouvantable; une peſte plus maligne qu'à l'ordinaire affligea la ville de Conſtantinople, où elle fit de terribles ravages, et en pénétrant dans l'intérieur du ſérail, obligea le grand ſeigneur à ſe réfugier dans une de ſes maiſons de plaiſance, à quelque diſtance de la capitale. Une calamité auſſi générale inſpira à cette nation des ſentimens plus pacifiques; elle rallentit l'eſprit remuant et inquiet de Haſſan-Bacha, grand amiral de la Porte, qui était le vrai promoteur de la guerre que le grand ſeigneur méditait contre la Ruſſie; ce qui aplaniſſait le chemin aux inſinuations pacifiques des Français. Quoique ces différentes meſures levaſſent bien des obſtacles, il reſtait encore d'autres difficultés à ſurmonter, pour que tout fût aplani. Ces difficultés venaient des miniſtres de Ruſſie, qui avaient peu ou point d'idée du ſyſtème germanique. Néanmoins

la cour de Pétersbourg fut convaincue de l'injustice des procédés de l'empereur, et comprit que ce prince, qui ne devait être que le chef de l'Empire, aspirait à s'en rendre le despote.

On négociait donc ainsi dans toutes les cours de l'Europe, tandis qu'à Vienne on s'apercevait par les mémoires que le baron de Riedesel présentait au nom de la Prusse, que touchant la succession de Bavière on raisonnait à Berlin sur des principes tout opposés à ceux de la cour impériale. Cette cour en conçut des soupçons, et se doutant que les choses pourraient en venir à une brouillerie ouverte, dès le commencement de mars elle résolut de rassembler ses forces en Bohème. Les ordres furent donnés aux régimens d'Italie, à ceux de Hongrie et à ceux de la Flandre, de hâter leur marche pour s'y rendre. Or dès qu'une armée aussi nombreuse s'assemble sur les frontières d'une province, la sureté de l'Etat exige qu'on se mette également en force, pour ne pas recevoir la loi de son voisin. Ces considérations engagèrent le roi à mettre ses troupes en mouvement, pour former deux armées, chacune de 80,000 hommes. L'une, sous les ordres du prince Henri, fut destinée à s'assembler aux environs de Berlin, pour être à portée de joindre promptement les Saxons, au cas que l'empereur tentât de faire une invasion en Saxe. L'autre armée, à la tête de laquelle le roi avait résolu de se mettre, avait son rendez-vous en Silésie. Sa Majesté partit de Berlin le 4 d'avril pour Breslau, d'où elle se rendit à Franckenstein, où les troupes de Silésie arrivèrent le même jour. Cela formait

un

un corps de 30,000 hommes, avec lefquels il fallait établir une défenfive, pour attendre que les Pruffiens, les Poméraniens, et ceux de la Marche électorale euffent le temps de les joindre. Dans cette vue, on prépara un camp retranché dans le comté de Glatz fur les hauteurs de Pifchkowitz, dont la gauche était flanquée par les canons de la forterefle et couverte par le ruiffeau de la Steina, duquel, par le moyen d'une éclufe, on avait formé une inondation.

Tandis qu'on s'occupait de ces préparatifs, arriva un courrier de l'empereur chargé de lettres pour le roi. (*) Elles contenaient de ces lieux communs vagues fur le défir de maintenir la paix et de mieux s'entendre. Le roi y répondit avec toute la politeffe convenable, infinuant à l'empereur, qu'en limitant fes prétentions fur la Bavière, il était maître de conferver la paix, et que fa modération lui ferait plus d'honneur que ne pourraient faire les plus brillantes conquêtes. Bientôt le courrier revint avec une autre lettre, dans laquelle l'empereur voulut juftifier fes droits. Elle fut réfutée par des argumens tirés du droit féodal, des pactes de famille, et du traité de Weftphalie; enfin, un troifième courrier fuccéda aux précédens; l'empereur, fefant femblant de fe relâcher, propofait une négociation qui fut confiée au comte de Cobenzel, miniftre de Vienne à Berlin. Le roi comprit bien que l'empereur voulait gagner du temps, pour affembler toutes fes troupes en Bohème, pour fortifier tous les poftes qu'il prétendait occuper, et pour

(*) La copie de ces lettres fe trouve à la fin de ces mémoires.

ramaſſer les chevaux d'artillerie, de bagage et de vivres, qui manquaient encore à ſon armée; mais comme il importait de montrer de la modération dans cette affaire, pour ne point choquer la France et la Ruſſie, le roi conſentit à cette négociation, quoiqu'il fût facile de prévoir quelle en ferait l'iſſue. Les Autrichiens étalèrent toutes leurs mauvaiſes preuves, qui furent réfutées d'une façon victorieuſe par les miniſtres pruſſiens, ſans que la cour de Vienne voulût ſe déſiſter le moins du monde de ſes uſurpations; enfin, pour terminer cette plaidoirie infructueuſe, l'on declara pour l'*ultimatum*, que ſi les Autrichiens ne conſentaient pas à reſtituer la plus grande partie de la Bavière à l'électeur palatin, on prendrait ce refus pour une déclaration de guerre. C'était ce que déſirait l'empereur; il aſpirait à ſe rendre indépendant de l'impératrice ſa mère, par le commandement des armées et par l'éclat qu'il eſpérait d'obtenir par ſes ſuccès; toutefois il a paru, par la ſuite des événemens, que ſes combinaiſons n'étaient ni juſtes ni exactes. Il était haï de la nobleſſe, laquelle l'accuſait d'avoir le deſſein de la rabaiſſer.

Dès le 4 de mai les armées, tant celle de Siléſie que celle de Saxe, étaient formées; la négociation de Berlin ſe rompit le 4 juillet, et le 6 toutes les troupes ſe mirent en marche. Pour mieux cacher ſes deſſeins, l'armée de la Siléſie cantonnait dans une eſpèce de coude depuis Reichenbach, Franckenſtein juſqu'à Neiſſe. Par cette poſition, il était impoſſible que l'ennemi pût deviner ſi les forces du roi ſe porteraient vers la Moravie, ou en Bohème.

L'armée impériale avait un corps de 30,000 hommes en Moravie, commandé par le prince de Tefchen. Ce corps était retranché près de Heydepiltfch fur les bords de la Mora, pour couvrir Olmutz. L'armée de l'empereur était derrière l'Elbe dans des fortifications inexpugnables, depuis Kœnigsgrætz jufqu'à la petite ville d'Arnau. Le corps du maréchal de Laudon, de 40 à 50,000 hommes, garniffait les poftes de Reichenberg, Gabel et Schlukenau vers la Luface ; le gros de fon monde était entre Leutmeritz, Lowofitz, Dux et Tœplitz. Le projet de campagne que le roi avait formé, était bien différent de celui qu'il lui fallut exécuter. Il fe propofait de porter la guerre en Moravie, de laiffer environ 20,000 hommes pour couvrir le comté de Glatz et les paffages de Landshut, de tourner le pofte de Heydepiltfch, (ce qui était fefable) d'engager une affaire avec les Autrichiens, et fi le fuccès en était heureux, d'envoyer un détachement de 20,000 hommes derrière la Morava droit à Presbourg par où l'on gagnait le pont du Danube qui s'y trouve, l'on coupait l'armée impériale de tous les vivres qu'elle tirait de la Hongrie, et en fefant de-là des incurfions vers Vienne, on obligeait la cour, pour fa propre fureté, d'attirer une partie de fes troupes à l'autre côté du Danube pour couvrir la capitale, de forte que l'affaibliffement des armées de Bohème aurait donné beau jeu au prince Henri, et aurait facilité toutes les opérations de fa campagne.

Quelque avantageux que fût ce projet, le roi fut obligé de s'en défifter par les raifons fuivantes : en premier lieu les Autrichiens ne laifsèrent qu'en-

viron 10,000 hommes en Moravie; le reste, commandé par le prince de Teschen, joignit l'empereur auprès de Jaromirz. Il résultait de-là, que si le roi entrait en Moravie avec 60,000 hommes, toute l'armée de l'empereur, portée à 80,000 combattans, aurait tenté une diversion dans la basse Silésie, contre laquelle les troupes, dont on destinait le commandement au général Wunsch, auraient été trop inférieures en nombre pour y pouvoir résister; ce qui aurait mis le roi dans l'obligation d'abandonner l'offensive dans la haute Silésie, pour courir défendre le comté de Glatz ou les montagnes de Landshut: en second lieu, la raison principale qui détermina pour l'entrée en Bohème, fut que l'électeur de Saxe craignait que les Autrichiens ne fissent une invasion dans ses Etats, et ne prissent Dresde, avant que les Prussiens pussent arriver à son secours. Il fallait empêcher l'empereur d'exécuter ce dessein au cas qu'il l'eût conçu; car il en aurait résulté que l'électeur de Saxe accablé aurait pu être forcé à changer de parti, ou au moins qu'au lieu d'établir le théâtre de la guerre en Bohème, on l'aurait par mal-adresse établi en Saxe. Il fallut donc que le roi entrât en Bohème avec ses forces principales, pour se présenter vis-à-vis de l'empereur, et l'empêcher de renforcer le corps du maréchal Laudon, qui sans secours était trop faible pour s'opposer aux entreprises du prince Henri; mais d'autre part l'on ne pouvait pas laisser la haute Silésie sans défense, et il fallait opposer des troupes au général Ellerichshausen, qui se tenait dans le camp de Heydepiltsch derrière la Mora. Ce furent Mrs. de Stutterheim et de Werner

que l'on chargea de ce commandement, avec environ 10,000 hommes. Voici comment le projet sur la Bohème s'exécuta. L'armée de Siléfie entra dans le comté de Glatz; l'avant-garde occupa le pofte important du Rafchberg, d'où elle fe porta fur Nachod, le refte de l'armée fuivant l'arrière-garde. Le 7 juillet le roi fit une reconnaiffance à la tête de 50 efcadrons de dragons et de houfards.

Pour qu'on fe faffe une idée nette de la pofition de l'ennemi, il faut favoir que les Autrichiens avaient affez bien fortifié la ville de Kœnigsgrætz, pour qu'au moins elle pût foutenir un fiége de quelques femaines; à quoi contribuait principalement le confluent de l'Adler et de l'Elbe, au moyen duquel ils avaient formé des inondations difficiles à faigner. Cette ville fefait l'appui de la droite de leur camp. Au-delà de l'Elbe et près de Kœnigsgrætz, campait un corps de grenadiers et quelque cavalerie, dans des ouvrages qui reffemblaient plutôt à une ville fortifiée qu'à des retranchemens de campagne. De Semonitz à Schurz s'étendait un autre corps environ de 30,000 hommes, couverts par des foffés de 8 pieds de profondeur, de 16 de large, bien fraifés et paliffadés, et par furcroît entourés de chevaux de frife qui liaient enfemble les ouvrages féparés; plus loin s'élevait la hauteur de Kukus, qui, commandant ces bords-ci de l'Elbe, s'étend de colline en colline par Kœnigsfaal vers Arnau; d'où cette chaîne de montagnes aboutit à Hohenelbe, où elle fe joint et fe confond avec les montagnes que l'on nomme le Riefengeburge. Tous les paffages de l'Elbe étaient défendus par de triples redoutes.

L'ennemi avait fait des abatis d'arbres aux sommets de ces montagnes couvertes de bois, derrière lesquels campaient 40 bataillons de la réserve, pour porter de prompts secours aux lieux que les Prussiens auraient la témérité d'attaquer, au cas qu'il fût possible d'emporter successivement ce nombre de redoutes et d'ouvrages munis de 1500 canons en batterie. Ajoutez à tant de difficultés la plus considérable, et qui empêchait absolument de tenter le passage de l'Elbe; c'est que, depuis Jaromirz jusqu'aux hautes montagnes, le lit de la rivière est bordé à chaque rive de rochers de douze et plus de pieds de hauteur, ce qui empêche d'y jeter des ponts et de la franchir en d'autres lieux que ceux où ses ponts sont déjà établis. L'ennemi s'était principalement attaché à fortifier ces passages, dont une surabondance d'ouvrages rendait l'approche impraticable.

Quelque imposant que fût l'aspect de ce camp formidable, on se flatta pourtant, durant les premiers jours, de gagner par adresse ce qu'on ne pouvait emporter par la force. L'on avait dessein d'opposer à la partie de l'armée autrichienne campée entre Jaromirz et Schurz, un corps de troupes capable de la tenir en respect; on le destinait en même temps à faire de fausses attaques d'un côté sur le village de Hermannitz et de l'autre sur Kœnigsfaal, tandis que le gros de l'armée se glisserait par la vallée de Sylva, passerait la nuit l'Elbe au village de Werdeck, enfilerait le chemin de Praufnitz pour gagner les hauteurs de Schwitschin, qui étant les plus hautes, dominaient toute la contrée, et le camp même de

l'ennemi. S'il avait été poſſible aux Pruſſiens de s'y établir, ils coupaient l'aile droite des Impériaux de l'aile gauche, les obligeaient à combattre à leur déſavantage, ou bien à ſe retirer plus honteuſement encore. En conſéquence de ce projet, le roi ſe campa à Welſdorf avec 25 bataillons ſeulement et 60 eſcadrons. C'était ce corps qui devait maſquer les mouvemens de la grande armée. Celle-là demeura dans le poſte de Nachod, d'où il était plus facile de la faire manœuvrer, ſoit ſur la droite, ſoit à la gauche principalement de cette avant-garde. Comme il était néceſſaire de reconnaître exactement la poſition de l'ennemi, pour s'aſſurer ſi le plan dont nous avons parlé pouvait s'exécuter, ou s'il était de nature à être rejeté, l'on déguiſa les reconnaiſſances ſous différens prétextes apparens ; tantôt on donnait l'alarme à quelque quartier de l'ennemi, quelquefois on engageait des eſcarmouches avec ſes poſtes avancés ; le plus ſouvent on fourrageait ſous ſon canon. Ce fut dans les différentes occaſions que fournirent ces petites opérations de guerre, qu'en s'approchant de Kœnigsſaal et du village de Werdeck, on découvrit auprès de Prauſnitz un camp fort, à peu-près de ſept bataillons, et derrière ce poſte, ſur la croupe du mont de Schwitſchin, un autre corps d'environ quatre bataillons. Ces précautions de l'ennemi mettant des obſtacles inſurmontables aux deſſeins qu'on avait formés, mirent le roi dans la néceſſité d'y renoncer, pour imaginer d'autres expédiens. La diſtribution des troupes était bonne autant qu'on pouvait exécuter le premier projet ; elle pouvait à la longue devenir vicieuſe, ſi l'on ſe

contentait d'un si faible corps pour l'opposer à toutes les forces de l'empereur. La distribution de l'armée fut donc changée; 40 bataillons formèrent le camp de Welsdorf; le lieutenant-général Bulow fut placé avec quelques bataillons et 30 escadrons à Smirsitz; le général Falkenhayn au défilé de Kowalkowitz, qui était derrière l'armée; le général Wunsch avec 20 bataillons à Nachod, pour couvrir les convois de l'armée, et le général Anhalt avec 12 bataillons et 20 escadrons tout à fait sur la droite de l'armée, à Pilnikau, vis-à-vis d'Arnau et de Neuschloss; mais sa communication était assurée avec l'armée du roi par la forêt de Sylva, où les Prussiens avaient des postes.

Tandis que ces mouvemens se fesaient en Bohème, et que l'armée de l'empereur était si occupée d'elle-même, que la crainte d'être attaqué d'un moment à l'autre, écartait toute pensée de détacher vers le maréchal Laudon, le prince Henri gagna Dresde sans opposition; de-là il poussa des détachemens en Bohème à la rive gauche de l'Elbe; mais par une manœuvre assez leste, quoique difficile, il se porta en Lusace, laissant le général Platen à la tête d'environ 20,000 hommes pour couvrir Dresde; et 18,000 Saxons s'étant joints à ses troupes, ce prince se porta en Bohème par différens corps, qui tournant et attaquant les détachemens que l'ennemi avait à Schlukenau, Rumbourg et Gabel, les dépostèrent et leur prirent 1500 hommes et 6 canons. S. A. R. fit fortifier les environs de Gabel, dont la défense fut confiée aux Saxons, et s'avança avec le gros de l'armée à Nimes, où elle se posta dans un camp d'une

forte aſſiette. Ce coup, auquel les Impériaux n'étaient point préparés, dérangea tout le projet de leur défenſive. Le maréchal Laudon abandonna avec précipitation les poſtes d'Auſſig et de Dux, mais ce qui doit ſurprendre davantage, ſes fortifications de Leutmeritz, avec le magaſin qui s'y trouvait. Le général de Platen profita avec célérité de cette faute; il prit Leutmeritz, s'avança vers Budin ſur l'Egra, et pouſſa ſon avant-garde juſqu'à Welwarn, qui n'eſt qu'à trois milles de Prague. L'alarme et la conſternation ſe répandirent dans cette grande ville; la première nobleſſe, qui s'y était raſſemblée, ſe ſauva, et la capitale reſta quelques jours comme déſerte. Le maréchal Laudon ayant, comme nous l'avons rapporté, abandonné toute la rive gauche de l'Elbe, ne ſe crut en ſureté qu'à Munchengrætz, auprès de Jung-Bunzlau; et comme les ennemis avaient tout à craindre pour l'armée de l'empereur, le maréchal Laudon garnit de gros détachemens tout le cours de l'Iſer, qui coule ou entre des rochers, ou entre des marais. Dans la haute Siléſie, les Pruſſiens avaient ſurpris dans leur camp de Heydepiltſch deux régimens de dragons impériaux, et les avaient preſque ruinés.

Ce fut dans ces circonſtances, où la guerre était bien décidée, où les Pruſſiens avaient déjà quelques avantages, où, dans le royaume de Bohème, quatre grandes armées étaient en action les unes contre les autres, qu'arrive à Welsdorf un étranger, qui s'annonçant ſecrétaire du prince Gallitzin, miniſtre de Ruſſie à Vienne, demande à parler au roi. Ce ſoi-diſant ſecrétaire était le Sr. Thugut, ci-devant

ministre de l'empereur à Constantinople. Il était chargé d'une lettre de l'impératrice-reine pour le roi. Nous nous contentons d'en rapporter la substance : l'impératrice témoignait son chagrin des brouilleries et des troubles qui venaient de naître; l'appréhension qu'elle avait pour la personne de l'empereur ; le désir de trouver des tempéramens propres à concilier les esprits, en priant le roi d'entrer en explication sur ces différens sujets. Le Sr. Thugut prit ensuite la parole, et dit au roi qu'il serait facile de s'entendre , si l'on y procédait de bonne foi. L'intention des Autrichiens était de gagner ce prince par des offres si avantageuses , qu'elles le fissent désister de l'appui qu'il prêtait à l'électeur palatin. Pour cet effet Thugut l'assura que sa cour non-seulement ne s'opposerait point à sa succession éventuelle des margraviats de Bareuth et d'Anspach , mais qu'encore elle offrait son appui à la Prusse pour le troc de ces margraviats contre des provinces limitrophes du Brandebourg, comme la Lusace ou le Mecklenbourg, si le roi le jugeait conforme à ses intérêts. Le roi lui répondit que sa cour mêlait et confondait ensemble des choses qui n'avaient aucune connexion, savoir sa succession légitime et incontestable sur ces margraviats avec l'usurpation de la Bavière, et l'intérêt de ses Etats avec l'intérêt de l'Empire, dont il embrassait la cause ; que si l'on voulait s'entendre, il était nécessaire que sa cour se désistât d'une partie de la Bavière, et qu'on prît des mesures pour qu'à l'avenir des actes d'un despotisme aussi violent ne troublassent plus la sécurité du corps germanique, en ébranlant ses plus fermes

fondemens; et qu'à l'égard de cette fucceffion, il était bien éloigné de forcer un prince quelconque à troquer fes Etats contre ces margraviats; enfin que fi un troc pareil avait lieu, il fallait que ce fût de bon gré qu il s'arrangeât. Le roi ajouta, que ceci ne s'étant traité que verbalement, il voulait bien, pour donner à l'impératrice des preuves évidentes de fes difpofitions pacifiques, minuter quelques articles principaux, qui pourraient fervir de bafe au traité qu'on fe propofait de faire. Thugut s'offrit pour fecrétaire; mais le roi, qui ne fe fiait ni à fon ftyle, ni à fes intentions, les coucha lui-même par écrit. Certainement l'impératrice-reine aurait bien gagné en les acceptant. La cour de Ruffie ne s'était point encore déclarée: la France confeillait à l'Autriche de faire la paix; mais fes avis avaient peu d'influence fur l'efprit ardent du jeune empereur, et fur le génie impérieux du prince Kaunitz.

Voici le réfumé de ce projet: l'impératrice rendra la Bavière à l'électeur palatin, à l'exception de Burghaufen, des mines, et d'une partie du haut Palatinat; le Danube fera libre; Ratisbonne ne fera plus bloquée par la poffeffion de Stadt-am-Hof; la fucceffion de ce pays fera affurée aux héritiers légitimes de la Bavière; l'électeur de Saxe obtiendra du Palatin une fomme d'argent pour les allodiaux, et la cour impériale lui cédera les droits qu'elle prétend avoir fur tous les fiefs fitués en Saxe; le duc de Mecklenbourg aura, en guife de dédommagement pour fes prétentions en Bavière, quelque fief vacant dans l'Empire; la cour impériale ne chicanera plus le roi de Pruffe pour la fucceffion

des margraviats ; la France, la Ruſſie et le corps germanique garantiront le préſent traité. Thugut partit pour Vienne avec cette pièce ; il revint enſuite chargé d'une foule de propoſitions inſidieuſes, dont le prince Kaunitz l'avait muni. Le roi s'aperçut par la forme que prenait cette négociation, qu'elle n'était pas de nature à pouvoir réuſſir ; il ne lui convenait pas d'ailleurs de traiter avec M. Thugut ; ainſi il l'envoya au couvent de Braunau, pour étaler ſes talens devant le comte Finck et le ſieur de Hertzberg, ſes miniſtres, qui l'expédièrent infructueuſement pour Vienne quelques jours après. Tout ce qui s'était paſſé dans cette négociation fut communiqué aux miniſtres de la France et de la Ruſſie, afin que, convaincus des procédés déſintéreſſés de la Pruſſe, ils ne ſe laiſſaſſent point prévenir par les fauſſes expoſitions que leur en feraient les miniſtres de Vienne. L'impératrice-reine déſirait ſincèrement la paix ; ſon fils l'empereur, dont elle connaiſſait l'ambition à la tête de ſes troupes, lui fesait craindre la perte ou l'affaibliſſement de ſon autorité ; mais elle était mal ſecondée par ſon miniſtre le prince Kaunitz, qui, par des vues aſſez communes aux courtiſans, s'attachait plutôt à l'empereur, dont la jeuneſſe ouvrait une perſpective plus brillante à la famille de ce miniſtre, que l'âge avancé de l'impératrice. Le ſort des choſes humaines eſt d'aller ainſi ; de petits intérêts décident des plus grandes affaires. L'empereur, inſtruit de la négociation du Sr. Thugut, en fut furieux ; il écrivit à ſa mère, que ſi elle voulait faire la paix, il ne retournerait jamais à Vienne, et s'établirait à Aix-la-Chapelle, ou dans

quelque lieu que ce pût être, plutôt que de s'approcher jamais de sa personne. L'impératrice avait fait venir le grand-duc de Toscane, qu'elle envoya aussitôt à l'armée, pour qu'il adoucît l'empereur son frère, et lui inspirât des sentimens plus pacifiques. L'effet de cette entrevue fut de brouiller les deux frères, qui jusqu'alors avaient vécu en très-bonne intelligence.

Après avoir rendu compte de cette négociation et de tout ce qui s'y rapporte, il est temps de reprendre la suite des opérations militaires de ces quatre armées qui s'observaient en Bohème. Du côté où le roi commandait, la position de l'armée impériale avait été exactement reconnue de Kœnigsgrætz jusqu'à la ville d'Arnau; restait à savoir si au-delà il y avait des troupes vers Hohenelbe et les hautes montagnes. Le général Anhalt, qui, comme nous l'avons dit, était détaché au-delà de la droite du camp, aux villages de Pilnikau et de Kottwitz, eut ordre d'envoyer des partis vers Langenau, et de s'y porter lui-même, pour faire un rapport exact de ce qu'il aurait découvert. Il vit d'abord un camp fortifié derrière Neuschloss, et plus loin il ne trouva que deux bataillons campés sur les hauteurs qui couronnent la ville de Hohenelbe. Ce fait bien constaté servit de base au nouveau projet que le roi forma, en portant vivement l'armée de ce côté. Là on pouvait forcer le passage de l'Elbe, que deux bataillons n'étaient pas en état de défendre. Cette entreprise exécutée, on devait se flatter des succès les plus brillans, sur-tout si le prince Henri s'avançait de

Nimes ſur l'Iſer. Les deux armées pruſſiennes ſe prêtant la main, elles ſe trouvaient ſur le flanc et à dos de l'armée de l'empereur, qui ne pouvait ſe ſoutenir que par un combat, ou qui, ſe trouvant forcé d'abandonner ſes retranchemens immenſes, ne trouvait point de poſte aſſuré que derrière les étangs de Gitſchin, où même ſa poſition était tournable, ce qui l'aurait réduit à ſe réfugier à Pardubitz, où il était couvert par les étangs de Bohdanetz et le courant de l'Elbe. Ce projet, quelque beau qu'il fût, rencontrait de grandes difficultés dans l'exécution. La première était celle des chemins creux et des défilés qu'il fallait traverſer pour arriver à l'Elbe, et l'affreux embarras de traîner par ces chemins une artillerie nombreuſe; la ſeconde, de fournir l'armée de vivres; quand on aurait paſſé l'Elbe, on aurait mené le pain juſqu'à cinq milles au-delà de ce fleuve; le manque de chevaux aurait en troiſième lieu rendu un tranſport plus éloigné impoſſible. Tous ces obſtacles, qui ſe préſentaient à l'eſprit du roi, lui firent réſoudre d'aller au plus sûr, et de cacher encore ſoigneuſement ce projet, qu'il n'abandonna pas cependant; il ne voulut donc point quitter ſon camp de Welsdorf avant d'avoir fourragé radicalement toute la contrée qui s'étend de l'Elbe à ſes frontières de Siléſie, d'autant plus que les Autrichiens avaient forcé les habitans de s'enfuir avec tout leur bétail au-delà de l'Elbe; et le roi gagnait au moins par-là, qu'il était impoſſible que les Autrichiens tinſſent l'hiver un corps conſidérable ſur ſes frontières, et inquiétaſſent ſes troupes dans leurs quartiers. Dès que tous les fourrages furent conſumés, le roi marcha

avec l'armée et prit le camp de Burkersdorf, proche de Sorr, où il y avait 33 ans qu'il avait gagné une bataille fur les mêmes ennemis. Les Autrichiens ne firent pas fortir un homme de leurs retranchemens à la pourfuite de fon armée, et l'empereur demeura immobile et dans fon ancienne pofition derrière l'Elbe, fans même chicaner l'arrière-garde au terrible défilé de Kowalkowitz, où elle était obligée de paffer. M. de Wunfch reprit fon pofte du Rafchberg derrière Nachod. Le prince de Pruffe occupa le pofte de Sorr à portée de celui de Pilnikau, où commandait le prince héréditaire de Brunfwic. On envoya quelques bataillons à Trautenau, à Schazlar et à Landshut, pour affurer les convois qui de-là étaient plus près de l'armée. Tous ces mouvemens n'opérant aucun changement dans la pofition où était l'ennemi, l'on crut pouvoir exécuter le projet que le roi avait formé. A cette fin le prince héréditaire alla occuper avec fon corps la hauteur des Drey-Hæufer; le prince de Pruffe le remplaça avec fon détachement en s'établiffant à Pilnikau, et le roi fe campa avec 40 bataillons auprès du village de Léopold, de manière que ces trois corps communiquant enfemble, pouvaient fe prêter la main au cas qu'un d'eux fût attaqué. Il était temps d'avancer, pour s'approcher davantage de Hohenelbe. Le prince héréditaire couronna pour cet effet les montagnes qui vont de Schwarzthal à Langenau; le roi le joignit par fa droite et remplit le terrain qui va de Lauterwaffer à une hauteur à gauche, qui fut également occupée. Le prince de Pruffe garda fa pofition de Pilnikau, d'où il pouvait faire une fauffe attaque fur le corps

des ennemis de Neufchlofs, tandis que l'armée forcerait le paffage de l'Elbe. Ce prince fe diftingua à différentes reprifes par fa vigilance et par fes bonnes difpofitions. La réferve fut placée à Wildfchutz, pour épauler le camp du prince de Pruffe, et la brigade de Luck fut deftinée à garnir les défilés impraticables de Hermannfeiffen, de Mohren et des Drey-Hæufer. Cette brigade, chargée de mener le gros canon et les obufiers à l'armée, employa trois jours pour les traîner de Trautenau à Hermannfeiffen, qui font une diftance de trois milles. L'artillerie, qui avait des voies larges, ne put jamais traverfer les chemins étroits qui étaient creufés dans la roche vive; on l'attendait avec impatience; mais elle n'arriva pas. Un temps auffi précieux, perdu par des foins inutiles, favorifa fi bien les Autrichiens, qu'ils purent s'établir avec toute leur armée et leur canon fur les montagnes qui font en-delà de Hohenelbe, et dès-lors il fallut renoncer au projet; car tout ce qu'il eft permis de tenter contre un corps faible, devient téméraire fi on le hafarde contre une armée nombreufe, principalement quand elle fe trouve placée dans un pofte prefque inexpugnable. Pour forcer ces troupes, il fallait avoir les obufiers, feule artillerie dont on pût fe fervir contre des ennemis poftés fur des montagnes; et ces obufiers n'y étaient point. Il fallait de plus paffer l'Elbe fur des ponts, et défiler devant un grand front, qui aurait écrafé les troupes avant qu'elles puffent fe mettre en bataille. Il fallait encore déloger le corps de Ziskowitz des côteaux du Riefengeburge, d'où il ferait tombé fur le flanc des affaillans, fi on ne lui avait précédemment donné

la

la chaſſe. La montagne où il était, s'appelait Wilſchura, et cette expédition était un préalable. Il fallait auſſi que le prince Henri coopérât à cette entrepriſe. Si tous ces empêchemens n'étaient ſurvenus, le projet était de chaſſer, comme je l'ai dit, M. de Ziskowitz de ſon poſte ; d'établir enſuite 45 gros obuſiers derrière Hohenelbe, pour bombarder de-là la partie des ennemis qui ſe trouvait vis-à-vis de notre droite ; de paſſer l'Elbe à un gué qu'on avait découvert près d'un couvent de moines, et après avoir délogé l'ennemi de cette poſition, de s'établir entre Branna et Starkenbach, ſur le flanc des troupes qui campaient près de Neuſchloſs ; où les ennemis devaient s'aſſembler promptement pour attaquer les Pruſſiens dans un bon poſte, (ce qui demandait du temps,) ou ils étaient dans la néceſſité d'abandonner tout le cours de l'Elbe à nos troupes victorieuſes.

Toutes les raiſons que nous venons d'alléguer ayant obligé de renoncer à ce plan hardi, il ne reſtait qu'à conſumer, par les fourrages, tout ce pays dépourvu d'habitans, et à le réduire en une eſpèce de déſert, pour aſſurer la tranquillité des quartiers d'hiver, qu'on ne pouvait prendre qu'en Siléſie. On fourragea comme de coutume, toujours ſur les bords de l'Elbe et ſous le canon des ennemis, ſans que l'empereur et ſes troupes donnaſſent la moindre marque de vigueur ; ſans qu'aucun d'eux ſe haſardât à paſſer la rivière, pour défendre le fourrage qu'on prenait ſous leurs yeux à leurs malheureux cultivateurs. Quoique le pays fût abondant, le grand nombre de troupes qui s'y nourriſ-

faient, acheva bien vîte de confumer les productions de la terre. Le prince Henri manda au roi qu'il manquait de fourrage, et qu'il n'en trouverait tout au plus que jufqu'à la moitié de feptembre. Les deux armées décampèrent donc à peu-près le même jour. Le roi quitta la pofition de Langenau et de Lauterwaffer le 14 de feptembre, le prince Henri fon camp de Nimes deux jours plus tard. Ce prince paffa l'Elbe à Leutmeritz. Le prince de Berabourg, qui avait les Saxons avec lui, fe replia fur Zittau et plaça fes troupes fur l'Eckartsberg; il y eut quelques efcarmouches à l'arrière-garde du prince Henri, où les houfards d'Ufedom eurent occafion de fe diftinguer. Le lecteur nous faura gré de ne lui point rapporter ces minuties et ces opérations de détail qui n'influent en rien fur les grandes affaires. Du côté du roi, ce prince, pour alléger fa retraite, avait eu la précaution de renvoyer d'avance fon artillerie et fes obufiers de Hermannfeiffen à Wildfchutz. Les mefures furent fi bien prifes, que l'ennemi tenta inutilement d'entamer le prince héréditaire auprès de Schwarzthal, et qu'il lui laiffa tranquillement reprendre fon ancien camp de Drey-Hæufer. La colonne que le roi conduifait, rencontra encore une vingtaine de canons embourbés dans les défilés de Léopold. Cet accident arrêta la marche de l'armée; l'on garnit d'abord les hauteurs des troupes qui avaient la tête de la colonne. Elles repoufsèrent facilement quelques détachemens de pandours et de houfards venus de Neufchlofs par Arensdorf, dans l'intention de harceler l'arrière-garde royale. Les canons furent

traînés à force de bras fur les hauteurs ; quelques coups de canon diffipèrent l'ennemi, et l'armée entra dans le camp de Wildfchutz. dont la réferve, comme nous l'avons dit, occupait les hauteurs, et le prince de Pruffe la gauche, de forte que, depuis les Drey-Hæufer jufqu'à Pilnikau et Kottwitz, l'armée formait une ligne prefque contiguë. Tous ces différens mouvemens des Pruffiens ne firent aucune impreffion fur l'armée impériale ; elle demeura immobile derrière l'Elbe. Après avoir donc épuifé de fourrages tous les environs, le roi fe replia fur Trautenau. Cette marche fe fit fur trois colonnes, il n'y eut de harcelée que celle que le prince héréditaire conduifait Ce prince fit volte-face ; à fon tour il attaqua l'ennemi, qui, craignant un engagement férieux, fe retira, après avoir perdu une centaine de morts, et quelques prifonniers qu'on fit fur lui ; les Pruffiens entrèrent dans leur camp, le corps du prince héréditaire à droite fur les hauteurs de Freyheit, et le corps du prince de Pruffe à gauche fur les collines de la chapelle de Trautenau. M. de Wurmfer, qui, avec un tas de troupes légères, fe tenait à Praufnitz, effaya à différentes reprifes d'attaquer le pofte du prince de Pruffe ; toutes les fois qu'il l'attaqua, il fut repouffé, ce qui fut dû aux bonnes difpofitions et à l'activité de ce prince, conduite qui eût honoré tout autre militaire qui en aurait fait autant.

Les Pruffiens ne pouvant rien entreprendre fur les Impériaux, étaient réduits à confumer les vivres des contrées où ils pouvaient atteindre, et à décamper quand tout était mangé. On employa toute

la prévoyance et toute la prudence convenable pour affurer ce mouvement. Les hauteurs qui font derrière l'Uppau furent garnies d'infanterie et de canons; les poftes avancés fe replièrent fur l'armée, et la retraite fe fit avec tant d'ordre, que l'ennemi ne ne put entamer l'arrière-garde; fi l'on en excepte une légère pandourade, rien ne troubla les troupes dans leur marche, qu'elles continuèrent jufqu'à Trautenbach, où l'on féjourna peu de jours. De-là l'armée fe replia fur Schazlar, dont le pofte couvre toute la baffe Siléfie. M. de Wurmfer s'était préparé ce jour pour engager une affaire d'arrière-garde. Par précipitation, il n'attendit pas que les Pruffiens fuffent en marche pour les attaquer, et engagea fur notre gauche une affaire de pofte. La brigade de Keller, qui occupait une hauteur de cette extrémité, fe défendit vaillamment, et repouffa l'ennemi, dont la perte fut de 400 hommes. Cela fait, les troupes fe rendirent à l'endroit de leur deftination. Le prince héréditaire partit de Schazlar avec 10 bataillons; il fut joint à Munfterberg par 30 efcadrons de l'armée du roi, avec lefquels il fe mit en chemin pour la haute Siléfie, où il prit le commandement de tout le corps qui fe trouvait dans cette province. Il arriva à Troppau vers la fin de feptembre. Le renfort qu'il menait dans la haute Siléfie, était calculé pour contrebalancer un détachement à peu-près de la même force que l'empereur envoyait à M. d'Ellerichshaufen, et qui aurait donné aux Impériaux une fupériorité trop confidérable fur M. de Stutterheim, fi l'on n'y avait pourvu à temps.

Cette campagne s'était bien vîte terminée, on était à la fin de feptembre; la faifon des opérations militaires n'était point écoulée; on devait donc foupçonner que l'ennemi ne s'en tiendrait pas là, et qu'après avoir obfervé pendant la campagne une défenfive auffi exacte que celle que nous avons rapportée, il couvait encore quelque deffein, et méditait peut-être de faire une campagne d'hiver. Deux points principaux pouvaient être les objets d'une irruption pour les Autrichiens; l'un d'attaquer en force le corps du prince héréditaire; l'autre de forcer les paffages de la Lufacc. Un empereur jeune et ambitieux, à la tête de fes troupes, qui brûlait de fe fignaler par quelque coup d'éclat, donnait un air de vraifemblance aux projets qu'on lui fuppofait, ce qui méritait affurément un examen réfléchi. Les tentatives que l'ennemi pouvait méditer fur la haute Siléfie, paraiffaient les plus faciles; il avait de gros magafins à Olmutz et tout ce qui eft néceffaire pour le tranfport de fes fubfiftances; de plus il ne fallait que chaffer les Pruffiens de Troppau, pour les forcer à abandonner l'Oppa et à fe retirer vers Cofel et Neiffe. Le deffein de pénétrer en Lufacc rencontrait plus de difficultés. Le prince de Bernbourg y commandait un corps de 20,000 hommes; les Impériaux n'avaient point de magafins à portée de la Lufacc; les vivres étaient rares du côté de Schlukenau, Gabel, Rumbourg et Friedland, de forte que l'ennemi aurait eu de la peine à y amaffer affez de fubfiftances pour un corps de troupes confidérable; toutefois comme il pouvait difpofer de tous les charrois de la Bohème, il aurait pu,

à grands frais et avec du temps, former des magafins dans cette partie, pour fe préparer à une telle entreprife, très-difficile relativement au pofte de l'Eckartsberg. Moins on voyait clair dans les vues de l'ennemi, plus il fallait fe préparer pour tous les cas. A cette intention, M. de Boffe fut détaché avec 10 efcadrons et 5 bataillons pour Lœwenberg et Greifenberg; fes ordres portaient d'obferver le général Alton, qui occupait Friedland et Gabel, et au cas que ce général voulût entamer le prince de Bernbourg, de prendre l'ennemi à dos, et de fe concerter en tout avec ce prince. D'un autre côté le prince Henri, qui campait à Nœllendorf, envoya un détachement fous le général Mœllendorf à Bautzen, pour joindre le prince de Bernbourg, au cas que les Autrichiens tournaffent de fon côté; et fuppofé que cette expédition devînt plus férieufe et qu'une partie de l'armée ennemie voulut pénétrer en Lufacé, pour marcher à Lauban avec 20 bataillons et 40 efcadrons, afin de couper les affaillans de leurs vivres. Lorfque le général Mœllendorf quitta la Bohème pour fe rendre à Bautzen, il fut attaqué par les Autrichiens, qui furent repouffés avec une perte affez confidérable. Le major d'Anhalt, qui fervait fous le général Mœllendorf, fe diftingua beaucoup dans cette petite affaire.

Tant qu'on ne fut point à quoi les ennemis fe détermineraient, le roi demeura à Schazlar; mais fitôt qu'on s'aperçut qu'ils ne fefaient aucuns préparatifs vers la frontière de la Lufacé pour amaffer des magafins, et que le corps qu'ils avaient fur cette frontière était même inférieur à celui des Pruffiens, il

parut affez probable que la tranquillité fe maintiendrait de ce côté-là pendant l'hiver. Dès lors le roi eut la liberté de tourner toutes fes penfées vers la haute Siléfie ; d'ailleurs le froid commençait à fe faire fentir affez vivement dans les montagnes de la Bohème, il gelait toutes les nuits, les Autrichiens n'avaient aucun corps d'armée dans le voifinage. Toutes ces confidérations parurent fuffifantes pour lever le camp, et mettre les troupes qui devaient défendre la frontière en cantonnement entre Landshut, Griffau, Hirfchberg, Schmiedeberg et Friedland. Elles confiftaient en 20 bataillons et 20 efcadrons, dont le général Ramin avait le commandement. Cette pofition était la même que le roi avait occupée en l'année 1759. Seize bataillons et quinze efcadrons partirent à part, pour fe rendre dans la haute Siléfie; le roi les joignit à Neiffe se mit à leur tête et marcha à Neuftadt Voici les raifons de ce mouvement. Le roi avait toujours eu deffein d'attirer la guerre en Moravie ; le prince héréditaire occupait Troppau ; les ennemis avaient Jægerndorf et pouvaient de-là le couper de Neiffe et de Cofel. C'était donc une néceffité d'occuper Jægerndorf, pour affurer par cette pofition la chaîne des quartiers d'hiver derrière l'Oppa. On était obligé d'ailleurs de prendre des établiffemens folides dans la haute Siléfie, pour fe mettre en état de faire le printemps fuivant les plus grands efforts en Moravie. Les troupes du roi chafsèrent fans peine les Autrichiens de Jægerndorf, et l'on s'occupa dès lors à fortifier la ville, la montagne et la chapelle, et les villages les plus expofés aux infultes de l'ennemi. Le prince héréditaire en fit

autant à Troppau, et ces deux villes, par les fortifications qu'on y ajouta, devinrent de bonnes places à l'abri de toute insulte. Dès la mi-novembre, ces ouvrages étant en assez bon état, le roi se rendit à Breslau, tant pour prendre des arrangemens pour la campagne prochaine, qu'afin de veiller aux négociations, qui commençaient à prendre une tournure assez intéressante.

N'ayant pas voulu rompre le récit d'une campagne stérile en grands événemens, nous croyons devoir reprendre maintenant le fil des affaires politiques. La cour de Pétersbourg était celle qui intéressait le plus, parce que c'était d'elle uniquement dont on pouvait attendre des secours réels. L'impératrice de Russie s'était engagée d'assister le roi sitôt que ses différens avec la Porte ottomane seraient vidés. Le roi, qui voulut mettre l'impératrice dans le cas d'accomplir sa promesse, s'était, par une suite de la bonne harmonie qui s'établissait entre la France et la Prusse, adressé au ministère de Versailles, afin qu'il se chargeât de la médiation entre les Turcs et les Russes, et les Français avaient réussi à faire consentir la Porte à s'accommoder avec ses ennemis, en rendant les vaisseaux russes qu'elle avait pris aux Dardanelles, et à reconnaître le chan des Tartares protégé par Catherine. A peine ces nouvelles arrivèrent-elles à Pétersbourg, que l'impératrice, rassurée sur la tranquillité de ses Etats, et flattée par l'ambition de prendre une part directe aux affaires d'Allemagne, se déclara ouvertement pour la Prusse. Ses ministres, tant à Vienne qu'à Ratisbonne, déclarèrent en substance : « qu'elle priait l'impératrice

„ reine de donner une satisfaction entière aux prin„ ces de l'Empire à l'égard de leurs griefs, et sur„ tout des justes sujets de plaintes que leur fournissait „ l'usurpation de la Bavière, faute de quoi l'impéra„ trice de Russie ferait dans l'obligation de remplir „ ses engagemens envers S.^e M. prussienne, en lui „ envoyant le corps de troupes auxiliaires qu'elle lui „ devait selon la teneur des traités." Cette déclaration fit l'effet d'un coup de foudre sur la cour de Vienne. Cet événement inattendu troubla et dérangea sa sécurité; le prince Kaunitz fut embarrassé, n'ayant rien prévu. Joseph, qui désirait ardemment la continuation de la guerre, profita du trouble et de la perplexité où il trouva l'impératrice sa mère, et lui fit signer un ordre pour augmenter son armée de 80,000 recrues; il s'écriait qu'il fallait tout mettre en œuvre, épuiser toutes les ressources, pour rendre dans ce moment décisif la maison d'Autriche plus formidable que jamais; il pensait que, les dépenses une fois faites, rien ne pourrait arrêter la continuation de la guerre; mais l'impératrice était dans des sentimens tout opposés. Elle soupirait après la fin de ces troubles; elle mettait tout son espoir en la médiation de la France, qu'elle avait demandée; ses peuples, surchargés d'impôts, ne pouvaient point fournir les sommes immenses que les frais de la guerre exigeaient; les emprunts étrangers ne remplissaient point les attentes de la cour; enfin l'argent manquait à tel point, que souvent les soldats étaient sans paye et manquaient des besoins journaliers; et les personnes les plus éclairées prévoyaient avec douleur un bouleversement général de la monarchie, si on ne le

prévenait en se prêtant de bonne grâce aux propositions d'une paix raisonnable. Déjà l'impératrice avait sollicité, comme nous l'avons dit, la médiation de la France; elle avait de même imploré les bons offices de la cour de Russie, et par un hasard singulier la dépêche de Vienne et la déclaration de Pétersbourg étant parties en même temps, arrivèrent à peu-près le même jour au lieu de leur destination. Cela tourna à l'avantage du roi, parce que si la demande des Autrichiens fût arrivée à Pétersbourg avant le départ de la déclaration, il est à présumer que l'impératrice de Russie l'aurait supprimée. D'autre part le roi, qui par ses émissaires était informé de tout, ne demandait pas mieux que de s'accommoder avec la cour de Vienne, pourvu toutefois qu'on maintînt les constitutions de l'Empire dans leur intégrité, et qu'on ne négligeât ni les intérêts de l'électeur de Saxe, ni ceux du prince de Deuxponts, et qu'il fût à l'abri de toute chicane à l'égard de la succession des margraviats sur lesquels il avait des droits incontestables; et bien éloigné de s'opposer à la médiation de la France, ce prince envisageait la cour de Versailles comme garante de la paix de Westphalie, et comme autant intéressée que la Prusse même à ne pas permettre que l'empereur, par son usurpation de la Bavière, se frayât un chemin, soit pour tomber sur le roi de Sardaigne en Italie, (ce qu'on craignait fort à Turin,) soit pour pénétrer avec plus de facilité en Alsace et dans la Lorraine. L'électeur de Saxe était cousin de Louis XVI, et le prince de Deuxponts son protégé. Néanmoins ç'aurait été manquer de prudence que de confier entièrement les intérêts

de la Pruffe et de l'Allemagne à un miniftère fans vigueur, et qui n'ayant aucune volonté ferme, pouvait fe laiffer ébranler par les machinations de la cour de Vienne. Pour prémunir M. de Maurepas contre toute propofition des Autrichiens directement oppofée à la pacification de l'Allemagne; le roi lui envoya un mémoire raifonné, qui contenait les motifs qui rendaient telle condition de paix acceptable, et telle autre au contraire non-admiffible, avec un réfumé des articles principaux et indifpenfables pour la paix générale. Cette pièce fit un effet fi avantageux, que la France l'admit pour bafe de la négociation dont elle s'était chargée à Vienne. M. de Breteuil, ambaffadeur de France à cette cour, éprouva de la part de l'empereur des difficultés qui renaiffaient à chaque propofition qu'il mettait en avant; mais cela n'empêcha pas l'impératrice-reine d'admettre le projet de pacification, tel que la France l'avait minuté. Sur ces entrefaites le prince Repnin arriva à Breslau de la part de l'impératrice de Ruffie; il y parut plus fous les dehors d'un miniftre plénipotentiaire, qui venait dicter de la part de fa cour des lois à l'Allemagne, que comme un général deftiné à conduire un corps auxiliaire à l'armée pruffienne. Le roi avait propofé à la cour de Pétersbourg d'employer le printemps fuivant le corps des Ruffes contre la Ludomerie et la Gallicie, où il y avait peu de troupes; de pénétrer en Hongrie, où l'approche des Ruffes aurait fait révolter tous ceux de la religion grecque qui étaient répandus dans la Croatie, dans la Hongrie, dans le bannat de Témefwar et dans la Tranfylvanie; le roi s'était

même offert d'y joindre un corps de ſes troupes et d'abandonner toutes les richeſſes de ces provinces aux Ruſſes. Ce projet fut rejeté. Le corps que les Ruſſes devaient fournir ſelon le traité, conſiſtait en 16,000 combattans ; l'on y mit un prix ſi énorme, qu'il ne pouvait jamais s'évaluer par les ſervices qu'on en pouvait attendre. Il en aurait coûté par an au roi deux millions, et outre cela un ſubſide de 500,000 écus pour une guerre que la Ruſſie ne ſeſait point aux Turcs. Le baron de Breteuil, ambaſſadeur à la cour impériale, était flatté de devenir le pacificateur de l'Allemagne ; il ſe plaiſait à ſe repréſenter qu'en ſuivant les traces de Claude d'Avaux, plénipotentiaire à la paix de Weſtphalie, ce lui ſerait un acheminement pour monter aux premières dignités dans ſa patrie, et ſur-tout au miniſtère des affaires étrangères. Il mit toute ſon activité en jeu et travailla avec tant de perſévérance, que vers la fin de janvier il envoya à Breslau au prince Repnin le plan de pacification générale, tel que le roi l'avait conçu, et qu'il avait été approuvé par l'impératrice-reine. Les conditions étaient telles que nous les avons marquées. L'on communiqua ce projet de paix aux alliés de la Pruſſe ; les Saxons ſe récrièrent ; ils ſeſaient monter leurs prétentions ſur les alleux de la Bavière à la ſomme de quarante millions de florins, et ils prévoyaient avec douleur, que, s'ils en obtenaient ſix, ce ſerait beaucoup ; ils exigeaient de plus que l'empereur renonçât à toutes les prétentions féodales qu'il prétend, comme roi de Bohème, avoir ſur la Saxe et ſur la Luſace, et ſur-tout ils s'étaient flattés de gagner quelque dédommagement en fonds

de terre pour arrondir leur territoire. Le prince de Deuxponts, de ſon côté, s'opiniâtrait à ſoutenir que la Bavière ne devait être démembrée en aucune manière; il s'offrait à céder une partie du haut Palatinat, pour conſerver le cercle de Burghauſen; avec cela il ne conſentait qu'avec une extrême répugnance aux dédommagemens que l'électeur de Saxe avait à prétendre. Pour contenter le déſir de ſes alliés, le roi fit une nouvelle tentative, principalement relative à la Bavière et au cercle de Burghauſen, pour eſſayer s'il pourrait obtenir pour eux quelques conditions plus favorables de la cour de Vienne; mais bien loin d'y acquieſcer, le prince Kaunitz, effarouché des nouvelles demandes des Pruſſiens, répondit fièrement que le projet de pacification communiqué par l'ambaſſadeur de France au prince Repnin était l'*ultimatum* de la cour de Vienne, et que l'impératrice était réſolue à ſacrifier juſqu'au dernier homme de ſon armée, plutôt que d'adhérer à de nouvelles conditions auſſi humiliantes et auſſi contraires à ſa dignité que celles qu'on venait de lui préſenter. Il n'y avait rien que de fort naturel à demander la reſtitution entière d'une province envahie et uſurpée; mais la France et la Ruſſie ne voulaient que la paix; la première, pour ſe délivrer des ſollicitations de l'empereur, qui lui demandait des ſecours; la ſeconde, pour ne point aſſiſter les Pruſſiens de ſes troupes. Elles agirent en conſéquence, et preſsèrent les miniſtres pruſſiens de ne point former d'obſtacles nouveaux à la pacification générale. Le roi, gêné par des puiſſances médiatrices qui méritaient les plus grands égards, n'eut pas

la liberté d'affifter fes alliés avec le zèle qu'il fentait pour eux; il ne pouvait pas heurter de front en même temps l'Autriche, la France et la Ruffie; il voulut pourtant concerter avec cette dernière les mefures qui reftaient à prendre; ce qui recula d'un mois l'affemblée du congrès, parce qu'il fallait ce temps pour avoir la réponfe de Péterbourg.

Nous emploîrons ce délai à mettre fous les yeux du lecteur le précis des opérations militaires qui occupèrent les troupes pendant cet hiver. On fe rappellera que nous avons laiffé le prince héréditaire dans la haute Siléfie, occupé à foutenir fa pofition de Troppau et de Jægerndorf, donnant la chaffe aux ennemis, tantôt du côté de Grætz, tantôt à Mærifch-Oftrau, tantôt vers Lichten. Les Autrichiens croyaient de leur côté que c'était une humiliation de laiffer les Pruffiens tranquillement les maîtres d'une partie de leur territoire; ils auraient voulu tout tenter pour les en déloger; mais ils prévoyaient qu'ils ne pourraient reprendre les villes de Troppau et de Jægerndorf, fans les ruiner et les brûler totalement. Ce moyen paraiffant trop dur à l'impératrice-reine, les généraux Autrichiens imaginèrent qu'en coupant l'armée du prince héréditaire de Neiffe, (d'où ils fuppofaient fauffement qu'elle tirait fes vivres,) ils obligeraient ce prince à évacuer toute la haute Siléfie. Dans l'intention d'exécuter ce projet, le général Ellerichshaufen, avec un renfort de 10,000 hommes qu'il avait reçu de la Bohème, établit fon quartier à Engelsberg, petite ville fituée dans les gorges des montagnes, dont l'une aboutit à Branna proche de Jægerndorf, l'autre débouche

à Hof, et la troisième, qui passe par Zuckmantel et Ziegenhals, aboutit à cette plaine qui s'étend de Weidenau à Patschkau, Neisse et Neustadt. Ce corps, environ de 15 000 hommes, placé avec cet avantage, donnait différentes alarmes à nos quartiers; tantôt il fourrageait près de Neisse, mais toujours repoussé; tantôt il inquiétait les environs de Jægerndorf, d'où le général de Stutterheim, qui en avait le commandement, le renvoya bien battu. Enfin las de ces échauffourrées, qui ne laissaient pas de fatiguer les troupes, le prince héréditaire de Brunswic résolut de les alarmer à son tour. Il rassembla ses quartiers et fondit avec trois corps séparés sur les postes de Branna, de Lichten et de l'Engelsberg. Les Impériaux prirent la fuite aussi-tôt que les Prussiens se montrèrent; le prince leur prit 4 canons et 50 prisonniers; mais leur terreur fut si grande, qu'ils s'éloignèrent des cantonnemens prussiens, et que les troupes de Troppau et de Jægerndorf purent jouir de quelque tranquillité. Alors M. d'Ellerichshausen tourna son attention entière vers Zuckmantel et Ziegenhals, d'où il fesait journellement des incursions dans le plat pays. Les troupes prussiennes de Neustadt et de Neisse s'opposaient à chaque moment aux déprédations que l'ennemi voulait commettre; ce qui occasionna différentes escarmouches, où l'infanterie et la cavalerie prussiennes se distinguèrent également; mais ce genre de petite guerre n'entre pas dans le genre des mémoires que nous nous sommes proposés d'écrire. Toutefois on résolut de réprimer la témérité de ces sortes d'entreprises; il fallait du repos aux troupes pendant l'hiver,

et elles avaient assez de temps pour se battre durant la saison des opérations de campagne. Pour amener les choses à cette fin et couper le mal par ses racines, on résolut de déloger les Autrichiens de leur poste de Zuckmantel, si la chose était fesable. M. de Wunsch, qui se trouvait avec dix bataillons dans le comté de Glatz, où jusqu'alors il était resté désœuvré, crut qu'il pourrait s'en éloigner pour peu de temps, sans trop hasarder par une courte absence. Il laissa le prince de Philippsthal avec deux faibles bataillons à Habelschwerdt; il arriva à Ziegenhals, dont il chassa les ennemis, et les poursuivit dans des gorges que forment les montagnes jusqu'à Zuckmantel; mais ce poste avait été rendu insoutenable pour les Prussiens, à cause des hauteurs qui le dominent, et que les Autrichiens avaient non-seulement garnies de canons, mais encore retranchées par des ouvrages considérables, dont il était impossible de les expulser; il l'était même de les tourner, parce qu'on ne pouvait gravir contre ces montagnes trop hautes, trop roides et trop escarpées. M. de Wunsch, convaincu physiquement qu'il ne pouvait rien entreprendre de ce côté-là sur l'ennemi, et qu'un plus long séjour ne serait qu'une perte de temps, s'achemina pour retourner à son ancien poste auprès de Glatz. En passant Landeck il entendit une canonnade assez vive du côté de Habelschwerdt; il tourna aussi-tôt de ce côté; mais à peine eut-il fait quelque chemin, qu'il rencontra 250 soldats du régiment de Luck, qui s'étaient ouvert un passage, et qui lui apprirent que le prince de Philippsthal avec le reste du régiment s'était laissé

surprendre

furprendre les Autrichiens. Bientôt M. de Wunfch entendit une autre canonnade; l'ennemi attaquait une efpèce de palanque ou de redoute dans laquelle le général pruffien avait laiffé 100 hommes pour la défendre. Les obufiers autrichiens y mirent le feu, et le capitaine Capeller, qui fe fignala par fa belle réfiftance, fut obligé de fe rendre avant l'arrivée du fecours, de forte que M. de Wunfch fe jeta avec tout fon corps dans la fortereffe de Glatz. Wurmfer et les Impériaux, qui n'avaient aucune connaiffance de cette redoute, avaient eu deffein de marcher droit à Glatz et de furprendre la ville. Leur projet ne pouvait aucunement s'exécuter par furprife; les ouvrages de cette fortereffe font tels, qu'ils ne peuvent être infultés, à moins que l'ennemi n'entreprenne un fiége dans les formes. M. de Wurmfer eut toutefois l'avantage de prendre quelques quartiers dans le comté, et il fe flattait bien que, pour le déloger du domaine pruffien, le roi tirerait des troupes de la haute Siléfie, afin de les employer contre lui, et que par-là le cordon de Troppau et de Jægerndorf et l'armée du prince héréditaire fe dégarniffant, M. d'Ellerichshaufen aurait beau jeu, et trouverait le moyen d'entreprendre avec fuccès contre les Pruffiens, et de nettoyer ces bords de l'Oppa qui donnaient tant de jaloufie aux Impériaux; mais les chofes tournèrent autrement que les généraux ennemis ne l'imaginaient et ne le défiraient. Le roi fe mit à la tête de quelques bataillons de fa réferve qui avaient hiverné à Breslau, auxquels fe joignirent les gardes du corps, les gendarmes, et le régiment

d'Anhalt, avec lesquels il se rendit à Reichenbach, et M. de Ramin envoya 4 bataillons au général Anhalt, qui en avait 4 sous ses ordres Tout ce corps occupa Friedland et les retranchemens qu'on y avait faits. Pour chasser l'ennemi de Wallenbourg, le général Lestwitz se porta sur Scharfeneck, et le général Anhalt sur Braunau. Les Impériaux prirent la fuite de tous côtés; à peine M. d'Anhalt put-il attraper une cinquantaine de pandours. Dans le même temps que ces corps avançaient, le roi occupa Silberberg, pour être de-là à portée de donner des secours où il serait nécessaire. Ce mouvement fit une telle impression sur les ennemis, qu'ils évacuèrent la ville de Habelschwerdt et se sauvèrent en Bohème. On avait pourvu à tout; si l'on avait laissé les Impériaux tranquilles en Bohème sur les frontières de la Saxe, toutes leurs troupes auraient reflué vers la Silésie, et M. de Wurmser aurait été renforcé considérablement; afin donc que l'attention de l'ennemi fût divisée et qu'il pensât plutôt à sa sureté qu'à inquiéter la Silésie, M. de Mœllendorf ramassa quelques troupes, partit de la Saxe, marcha à Brix, battit avec sa cavalerie le parti qui lui était opposé, prit trois canons, 350 prisonniers, et le magasin qui était dans la petite ville de Brix. La nuit il arriva qu'un bas-officier du régiment de Wunsch déserta, et pour se venger de son major, il mena tout de suite les housards autrichiens dans le même village, dont il enleva ce major et cinq drapeaux; tant il est vrai qu'un officier ne peut jamais être assez sur ses gardes pour éviter d'être surpris; une aventure

pareille était arrivée quelques mois auparavant en Siléſie au régiment de Thadden, cantonné dans le village de Dietersbach près de Schmiedeberg. Les houſards firent une fauſſe attaque ſur un poſte du régiment, tandis qu'une autre troupe pénétrant par un jardin et une grange dans la maiſon du commandeur, en enleva trois drapeaux, ayant été chaſſée avant de pouvoir emporter les autres. Ces traits ne font pas honneur au ſervice pruſſien; mais dans le grand nombre d'officiers qui compoſent cette armée, tous ne ſauraient être également éclairés et vigilans.

Pendant que la guerre ſe fefait ſans égard à la ſaiſon, le courrier que le roi avait envoyé avec ſon *ultimatum* revint de Pétersbourg, et les deux cours étant convenues ſur tous les articles qu'il contenait, le prince Repnin l'envoya à M. de Breteuil à Vienne. Cet ambaſſadeur manda que cette pièce avait cauſé beaucoup de ſatisfaction à l'impératrice-reine, et que l'on ſe propoſait d'aſſembler un congrès pour mettre la dernière main à la pacification générale. La poſtérité pourra-t-elle croire que dans de pareilles circonſtances, lors même que la cour de Vienne paraiſſait ſérieuſement dans l'intention de terminer la guerre, un général Wallis, avec 8 ou 10,000 hommes, ſe ſoit préſenté tout à coup devant la ville de Neuſtadt, où le régiment de Pruſſe et le bataillon de Preuſs étaient en garniſon; l'ennemi ne pouvant emporter la ville, y jeta tant de grenades royales d'une vingtaine d'obuſiers qu'il menait avec lui, que le feu prit au bardeau dont la plupart des maiſons ſont couvertes, et que 240 habi-

tations furent consumées par les flammes; mais la garnison tint bon; le général Stutterheim, averti du mouvement des ennemis, les prit à dos vers Branitz; les troupes cantonnées à Rosswalde vinrent sur un flanc des Autrichiens, des détachemens de Neisse sur l'autre. Wallis ne pouvant pas s'arrêter plus long-temps sans exposer tout son corps, se retira sur Zuckmantel, et fut poursuivi et renvoyé jusques dans son repaire. Cette expédition, méditée par l'empereur, avait été prescrite au général Wallis. Ce prince supposant le roi de Prusse ardent et d'une vivacité étourdie, croyait qu'en aigrissant son esprit par la ruine d'une de ses villes, il le rendrait plus renitent et plus difficile pour la négociation qui devait s'entamer, et que peut-être l'humeur qu'il en aurait, le porterait à la rompre; mais cette expédition des Autrichiens ne tourna pas à leur avantage.

Peu après le prince Repnin reçut une dépêche de M. de Breteuil, qui lui marquait combien l'impératrice-reine désirait impatiemment une suspension d'armes; le 4 mars le roi reçut ces nouvelles à Silberberg et donna ordre à ses généraux de prendre des mesures avec ceux des ennemis, pour régler avec eux la trève qu'on avait proposée. Le 7 fut le terme marqué pour celle de la Bohème; le 8 pour celle de la haute Silésie et de la Moravie; le 10 pour celle de la Saxe et de la Bohème. Ce terme arrivé, on mit les troupes dans des quartiers plus étendus, afin de leur procurer plus d'aisance, et d'éviter sur-tout les maladies contagieuses qui com-

mençaient à régner fur les frontières. Le roi fe rendit le 6 à Breslau, pour conférer avec le prince Repnin; la ville de Tefchen fut agréée d'un commun accord pour le lieu des conférences, et le roi nomma M. de Riedefel fon miniftre plénipotentiaire à ce congrès. Arriva alors à Breslau M. de Terring-Seefeld, en qualité de miniftre de l'électeur palatin; lui, le prince Repnin, M. de Riedefel, M. de Zinzendorf, miniftre de Saxe, et M. de Hofenfels, envoyé de Deuxponts. Toute cette maffe de négociateurs partit pour Tefchen, où ils furent joints par M. de Breteuil, ambaffadeur et plénipotentiaire du roi de France, et par M. de Cobenzl, chargé d'un même emploi par l'impératrice-reine. L'impératrice voulait fincèrement la paix; mais quelque empreffement qu'elle eût de la voir bientôt rétablie, elle n'avait pu parvenir à infpirer les mêmes fentimens à l'empereur fon fils. Ce prince, comme nous l'avons dit précédemment, croyait fon honneur léfé s'il ne foutenait point avec fermeté une démarche que fon ardeur lui avait fait entreprendre. Dès que les miniftres ouvrirent leurs conférences à Tefchen, le comte de Cobenzl acquiefça purement et fimplement au plan de pacification propofé par la France; il ne fit aucune difficulté et parut auffi content qu'on pouvait le défirer; on crut que cet ouvrage ferait promptement terminé, lorfque le prince Repnin reçut un courier de la part de M. d'Affebourg miniftre de l'impératrice de Ruffie à Ratisbonne, lequel lui mandait que l'électeur palatin lui avait déclaré qu'il ne pouvait, ni ne voulait

donner aucune fatisfaction à l'électeur de Saxe, et qu'il aimait mieux s'en tenir à fon traité précédent fait avec la cour de Vienne, que de foumettre fes intérêts aux décifions du congrès de Tefchen. M. de Breteuil et le prince Repnin le prirent tous deux fur le haut ton, et s'armant de toute la dignité convenable à des plénipotentiaires d'auffi grandes puiffances, ils déclarèrent que toutes les parties contractantes ayant déja adopté le plan de pacification qui leur avait été propofé, ils confidéreraient déformais comme ennemi celui des fouverains qui voudrait contrevenir à fon premier engagement. Alors le comte de Cobenzl et le palatin plièrent, et des courriers furent expédiés, qui partirent en hâte pour Vienne. Cela n'empêcha pas qu'on ne vît renaître d'autres difficultés, qui barraient à chaque pas le chemin aux médiateurs. Un jour c'étaient les Saxons, dont on ne pouvait fatisfaire les prétentions ; un autre c'était le miniftre de Deux-ponts, qui, pour faire briller fon zèle, demandait pour fon prince une augmentation d'appanage énorme, et foutenait fon fyftème favori, en prouvant que la Bavière était un duché indivifible ; il fallut que le roi s'en mêlât pour que les chofes n'allaffent pas trop loin. Avec le fecours des médiateurs, il parvint, quoiqu'avec peine, à calmer la chaleur déplacée de ces deux miniftres ; l'on démontra au faxon, que fans la France, la Ruffie et la Pruffe, qui l'affiftaient, fon électeur n'aurait pas retiré une obole de la cour de Vienne, quelques juftes que fuffent fes prétentions ; qu'ainfi il agirait raifonna-

blement en fe contentant de la fomme qu'avec bien de la peine on lui fefait obtenir. On s'expliqua de même à peu-près avec celui de Deuxponts, en lui rappelant qu'ayant perdu les trois quarts de la Bavière, fon prince devait fe trouver heureux qu'on lui en reftituât les deux tiers. A peine avait-on tranquillifé ces deux miniftres, que l'électeur palatin fe remit fur les rangs, pour produire de nouvelles chicanes. La France en fut fâchée; et le miniftre de Louis XVI à Munich y parla fur le ton que prenait Louis XIV au milieu de fes triomphes. Néanmoins ces altercations continuèrent à Tefchen, et furent pouffées au point, que les plénipotentiaires même commençaient à fe défier du fuccès de leur négociation. Déjà fix femaines s'étaient écoulées infructueufement; on était au 20 d'avril, lorfqu'il arriva de Conftantinople à Vienne un courrier avec la nouvelle de la paix conclue entre la puiffance ottomane et la Ruffie. Il ne fallait pas moins qu'un événement auffi important pour fléchir l'ame inquiète du jeune empereur. Tant que les apparences de guerre entre la Ruffie et la Porte avaient annoncé une rupture prochaine entre ces puiffances, Jofeph n'avait confidéré la déclaration de la cour de Pétersbourg en faveur de la Pruffe et de l'Empire, que comme un fimple difcours, parce que la Ruffie fe trouvant affez occupée en Crimée à foutenir le chan, fon protégé, contre la puiffance ottomane qui voulait le détrôner, elle n'aurait ni la force, ni les moyens de foutenir efficacement la Pruffe; mais le rétabliffement de la paix détruifait toutes les

eſpérances dont l'empereur s'était flatté; il ne pouvait pas ſe déguiſer que la Ruſſie ayant maintenant les bras libres, était maîtreſſe d'employer ſes forces comme bon lui ſemblerait; que par conſéquent elle pouvait faire marcher un ſi puiſſant corps de troupes au ſecours du roi, que la Pruſſe gagnerait par-là une trop grande ſupériorité d'hommes, contre laquelle il ſerait impoſſible aux troupes impériales de ſoutenir une campagne avec dignité, et à plus forte raiſon ſi la guerre venait à traîner en longueur. La paix des Ruſſes doit donc proprement ſervir d'époque pour dater l'ouverture du congrès aſſemblé à Teſchen. Dès ce moment, les machines de l'empereur s'arrêtèrent, l'électeur palatin et ſon plénipotentiaire ſe tinrent dans un ſilence reſpectueux; le comte de Cobenzl devint plus liant, et abandonnant ſes propoſitions vagues, il s'expliqua rondement et nettement ſur les matières qu'il traitait avec les médiateurs. Toutes ces circonſtances favorables avancèrent ſi promptement cet ouvrage, qu'en moins de quinze jours tout le monde étant d'accord, la paix fut concluе et ſignée le 13 mai, jour de la naiſſance de l'impératrice-reine.

Nous nous contenterons d'en rapporter les articles principaux, ſavoir: que l'empereur rendrait toute la Bavière et le haut Palatinat à l'électeur palatin, à l'exception du cercle de Burghauſen; que la ſucceſſion de ces Etats ſerait aſſurée au prince de Deux-ponts, ainſi qu'à toutes les branches collatérales qui avaient les mêmes droits; que l'électeur de Saxe obtiendrait pour dédommagement la ſomme de 6

millions de florins, payable en termes annuels de 500,000 florins; que l'empereur renoncerait en faveur de la Saxe au fief de Schœnbourg, enclavé dans cet électorat; qu'à l'égard de la succession des margraviats de Bareuth et d'Anspach, qui devaient retomber à la Prusse, l'empereur reconnaissait la légitimité de ces droits, et promettait de ne plus s'opposer à cette réunion; que de son côté le roi de Prusse renonçait à ses prétentions sur Juliers et Bergue en faveur de la branche de Sulzbach, moyennant le renouvellement de la garantie que la France lui avait donnée de la Silésie par le traité de 1741; que le duc de Mecklenbourg obtiendrait le droit *de non appellando*, pour l'indemniser de ses prétentions; et enfin que le présent traité serait garanti par la Russie, par la France et par tout le corps germanique. A peine le traité fut-il signé, que les Prussiens, par bon procédé, évacuèrent tout de suite ce qu'ils occupaient de possessions autrichiennes.

Telle fut la fin de ces troubles de l'Allemagne: tout le monde s'attendait à une suite de quelques campagnes avant de les voir terminer; mais ce ne fut qu'un mélange bizarre de négociations, et d'entreprises militaires, qu'il ne faut attribuer qu'aux deux factions qui divisaient la cour impériale, dont l'une gagnait le dessus pour quelque temps et bientôt était réprimée par l'autre. Les officiers étaient dans des incertitudes perpétuelles, et personne ne savait si l'on était en paix ou en guerre; situation désagréable qui continua jusqu'au jour que la paix fut signée à Teschen. Il parut que les troupes prussiennes

avaient de l'avantage ſur leurs ennemis toutes les fois qu'elles pouvaient combattre en règle, et que les Impériaux l'emportaient pour les ruſes, les ſurpriſes et les ſtratagèmes qui ſont proprement du reſſort de la petite guerre.

Fait à Potsdam, ce 20 juin 1779.

FÉDÉRIC.

CORRESPONDANCE

DE

l'Empereur et de l'Impératrice-Reine avec le Roi, au ſujet de la Succeſſion de la Bavière.

CORRESPONDANCE

DE

l'Empereur et de l'Impératrice-Reine avec le Roi, au ſujet de la Succeſſion de la Bavière.

Copie d'une lettre de la propre main de l'empereur au roi de Pruſſe, écrite d'Olmutz, le 13 *avril* 1778.

Monſieur mon Frère,

Si j'ai différé juſqu'à ce moment-ci de remplir une promeſſe mutuellement contractée entre nous, tant à Neiſſe qu'à Neuſtadt, de nous écrire directement, c'eſt que préparé à tous les événemens, je voulais attendre que je fuſſe moi-même éloigné de la capitale, et par conſéquent de tout ce qui peut reſſentir fineſſe et politique, pour communiquer à V. M. mes idées, que je crois plus analogues à nos vrais intérêts que toute brouillerie que nous pourrions avoir enſemble. Je les ai rédigées dans le projet de convention ci-joint, que j'ai l'honneur de lui envoyer. Je n'y ajoute aucune réflexion, bien certain qu'il ne lui en échappera aucune dont l'objet peut être ſuſceptible. En même temps je fais charger Cobenzl des pleins-pouvoirs néceſſaires, pour que ſi V. M. adopte ce projet, l'on puiſſe d'abord procéder à la ſignature, et ſi elle déſirait quelques changemens ou explications ſur des acceſſoires, je la prie de me les faire connaître par ſa réponſe directement. Elle peut

compter d'avance que je ne m'y refuserai pas, si je le puis; ainsi que naturellement tout sera dit, si cela ne lui convenait en façon quelconque.

Je serais vraiment charmé de raffermir par-là de plus en plus une bonne intelligence, qui seule doit et peut faire le bonheur de nos Etats, qui avait déjà si heureusement et avantageusement commencé, qui de ma part était d'abord fondée sur la haute estime et considération que le génie et les talens supérieurs de V. M. m'avaient su inspirer, qu'une connaissance personnelle avait augmentée, et que je souhaite vraiment de perpétuer par des assurances et témoignages réitérés d'une amitié sincère avec laquelle je serai toujours de Monsieur mon Frère et Cousin, le très-affectionné Frère et Cousin,

JOSEPH.

Projet de convention qui s'est trouvé joint à la lettre.

Sa Majesté l'impératrice-reine apostolique et sa Majesté le roi de Prusse ont vu avec une vraie peine que les affaires de la succession de Bavière prenaient une tournure si critique et si embarrassante, que non-seulement il y avait tout à craindre présentement pour la tranquillité de l'Allemagne, mais qu'aussi on devait appréhender dans l'avenir les suites les plus fâcheuses de conjonctures de la même espèce; et leurs dites Majestés étant animées l'une et l'autre du désir sincère d'écarter autant que possible tout ce qui pourrait altérer la bonne intelligence et l'amitié qui subsistent entr'elles, ainsi que le repos général de l'Empire germanique, elles sont entrées à ce sujet

dans un concert amiable, et sur les éclaircissemens et assurances données d'une part par sa Majesté l'impératrice-reine, et suivies de l'autre des déclarations de sa Majesté le roi de Prusse, elles ont, dans cet esprit de conciliation, chargé leurs ministres respectifs, munis de leurs pleins-pouvoirs, de conclure et arrêter une convention de la teneur suivante:

1. Reconnaît sa Majesté prussienne la validité de la convention faite le 3 janvier de l'année courante entre sa Majesté l'impératrice-reine apostolique et son Altesse sérénissime électorale palatine, ainsi que la légitimité de l'état de possession des districts de la Bavière, occupés en conséquence par sa Majesté impériale apostolique.

2. Et attendu que, dans cette convention, les deux parties contractantes se sont expressément réservé la faculté de faire entr'elles une convention ultérieure sur l'échange à régler d'après les convenances réciproques, soit des districts qui sont tombés en partage à sa Majesté impériale apostolique et à la maison d'Autriche, soit de la totalité du pays, ou seulement de quelques parties: promet sa Majesté prussienne de laisser exécuter paisiblement les échanges en question, bien entendu néanmoins que les acquisitions à faire ne puissent porter sur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de sa Majesté prussienne.

3. En revanche reconnaît S. M. I. et apostolique d'avance la validité de l'incorporation des pays d'Anspach et Bareuth à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, et promet de son côté;

4. De laisser consommer paisiblement tout échange

qui pourrait être fait de ces pays d'après les convenances de sa Majesté prussienne, bien entendu néanmoins que les acquisitions à faire ne puissent porter sur aucun pays immédiatement limitrophe des Etats actuels de sa Majesté l'impératrice-reine de Hongrie et de Bohème.

Réponse de la propre main du roi à l'empereur, datée de Schœnwalde, le 14 *avril* 1778.

Monsieur mon frère,

J'ai reçu avec toute la satisfaction possible la lettre que V. M. I. a eu la bonté de m'écrire. Je n'ai ni ministre ni scribe avec moi; ainsi V. M. I. voudra bien se contenter de la réponse d'un vieux soldat, qui lui écrit avec probité et avec franchise sur un des sujets les plus importans que la politique ait fournis depuis long-temps. Personne plus que moi ne désire de maintenir la paix et la bonne harmonie entre les puissances de l'Europe; mais il y a des bornes à tout, et il se trouve des cas si épineux, que la bonne volonté ne suffit pas seule pour maintenir les choses dans le repos et la tranquillité. Que V.M. me permette de lui exposer nettement l'état de la question de nos affaires actuelles. Il s'agit de savoir si un empereur peut disposer selon sa volonté des fiefs de l'Empire? Si l'on prend l'affirmative, tous ces fiefs deviennent des Timariots, qui ne sont qu'à vie, et dont le sultan dispose après la mort du possesseur. Or c'est ce qui est contraire aux lois, aux coutumes et aux usages de l'Empire romain. Aucun prince n'y donnera les

mains;

mains, chacun provoquera au droit féodal, qui assure ces possessions à ses descendans; et personne ne consentira à cimenter lui-même le pouvoir d'un despote qui tôt ou tard le dépouillera lui et ses enfans de ses possessions immémoriales. Voilà donc ce qui a fait crier tout le corps germanique contre la façon violente dont la Bavière vient d'être envahie. Moi, comme membre de l'Empire et comme ayant rappelé la paix de Westphalie par le traité de Hubertsbourg, je me trouve directement engagé à soutenir les immunités, les libertés et les droits du corps germanique, les capitulations impériales, par lesquelles on limite le pouvoir du chef de l'Empire, afin de prévenir les abus qu'il pourrait faire de sa prééminence. Voilà, Sire, au vrai l'état des choses. Mon intérêt personnel n'y est pour rien; mais je suis persuadé que V. M. me regarderait elle-même comme un homme lâche et indigne de son estime, si je sacrifiais bassement les droits, immunités et priviléges que les électeurs et moi avons reçus de nos ancêtres. Je continue à lui parler avec la même franchise. J'aime et j'honore sa personne. Il me sera certainement dur de combattre contre un prince doué d'excellentes qualités, et que j'estime personnellement. Voici donc, selon mes faibles lumières, des idées que je soumets aux vues supérieures de V. M. I. Je confesse que la Bavière, selon le droit de convenance, peut convenir à la maison impériale; mais comme d'ailleurs tout autre droit lui est contraire dans cette possession, ne pourrait-on pas, par des équivalens, satisfaire le duc de Deux-ponts? Ne pourrait-on pas trouver de quoi indemniser

l'électeur de Saxe ſur les alleux de la ſucceſſion de Bavière ? Les Saxons font monter leurs prétentions à 37 millions de florins ; mais ils en rabattraient bien quelque choſe en faveur de la paix. C'eſt, Sire, à de telles propoſitions, en n'oubliant pas le duc de Mecklenbourg, que V. M. I. me verrait concourir avec joie, parce qu'elles feraient conformes à ce que demandent mes devoirs et la place que j'occupe. J'aſſure à V. M. que je ne m'expliquerais pas avec mon frère avec plus de franchiſe que j'ai l'honneur de lui parler. Je la prie de faire ſes réflexions ſur tout ce que je prends la liberté de lui repréſenter ; car voilà le fait dont il s'agit. La ſucceſſion d'Anſpach y eſt tout à fait étrangère. Nos droits ſont ſi légitimes, que perſonne ne peut nous les rendre litigieux. C'eſt ce van Swieten qui m'en parla, il y a je crois quatre à ſix ans, et qui me dit que la cour impériale ſerait bien aiſe s'il y avait quelque troc à propoſer, parce que j'ôterais à ſa cour la ſupériorité de voix dans le cercle de Franconie, et qu'on ne voudrait pas de mon voiſinage près d'Egra en Bohème. Je lui répondis qu'on pouvait ſe tranquilliſer encore, parce que le margrave d'Anſpach ſe portait bien, et qu'il y avait tout à parier qu'il me ſurvivrait. Voilà tout ce qui s'eſt paſſé ſur cette matière, et V. M. I. peut être perſuadée que je lui dis la vérité. Quant au dernier mémoire que j'ai reçu du prince Kaunitz, ledit prince paraît avoir eu de l'humeur en le dreſſant. La réponſe ne pourra arriver ici que dans huit jours. J'oppoſe mon flegme à ſes vivacités, et j'attends ſur-tout ce que V. M. I. aura la bonté de décider ſur les ſincères repréſentations que je prends la liberté de lui faire,

étant avec la plus haute eſtime et avec la plus haute conſidération, Monſieur mon Frère, de Votre Majeſté Impériale le bon Frère et Couſin,

FÉDÉRIC.

S'il m'eſt arrivé de manquer au cérémonial, j'en fais mes excuſes à V. M. I.; mais, foi d'honneur, à 40 milles à la ronde, il n'y a perſonne qui puiſſe m'inſtruire.

Lettre de la propre main de l'Empereur adreſſée au Roi. De Littau, le 16 avril 1778.

Monſieur mon Frère,

Dans ce moment je viens de recevoir la lettre de V. M. Je la vois dans une erreur de fait, et qui change entièrement ſa longue tirade, mais ſur-tout la queſtion; cela m'engage donc, pour le bien de l'humanité, à la lui éclaircir par cette lettre. Dans tout ce qui s'eſt fait en Bavière, ce n'eſt point l'empereur qui agit, mais l'électeur de Bohème et l'archiduc d'Autriche, qui, comme Co-Etat, a fait reconnaître ſes droits, et s'eſt arrangé par une convention libre et amicale avec ſon Co-Etat et voiſin, l'électeur palatin, devenu ſeul héritier des Etats de la Bavière. Le droit de s'entendre et arranger avec ſon voiſin ſans l'aveu d'un tiers a toujours paru juſqu'à préſent un droit inconteſtable à quiconque n'eſt pas dépendant, et par conſéquent tous les princes de l'Empire l'ont toujours exercé de droit et de fait.

Quant aux prétentions ſur l'allodial de la cour de Saxe et du duc de Mecklenbourg, dont elle veut bien me parler, il me paraît que c'eſt une affaire litigieuſe à décider devant qui il compète, ou à arranger uniquement avec l'héritier, qui eſt l'électeur palatin, ſelon les pactes de famille.

Pour S. M. l'impératrice-reine, je crois pouvoir aſſurer que le droit de regrédience dont elle a touché quelque choſe dans la réponſe qu'elle a donnée, elle pourra même ne plus le faire valoir, en faveur des autres héritiers allodiaux et pour leur faire plaiſir.

Pour le duc de Deuxponts, il eſt prouvé qu'il n'a aucun droit, tant que l'électeur palatin exiſte, et il lui eſt libre d'accéder ou non à la convention qui s'eſt faite, et quoiqu'il ait autoriſé préalablement l'électeur à s'arranger en ſon nom et au nom de tous ſes héritiers avec S. M. l'impératrice ſur la ſucceſſion de Bavière, ſes droits reſteront néanmoins intactes, et S. M. ne ſe croira point obligée vis-à-vis de lui à ſa convention, et par conſéquent dans le cas de faire de nouveaux arrangemens, ou de procéder par la voie légale que ſon bon droit lui donne, vis-à-vis du duc de Deuxponts, lorſqu'il ſera dans le cas de ſuccéder à l'électeur palatin. Par les raiſons ci-alléguées, qui ſont toutes des faits prouvés, je crois que V. M ſera convaincue entièrement que le mot de deſpotiſme dont elle ſe ſert, et que j'abhorre pour le moins autant qu'elle, eſt de trop, et que l'empereur n'a fait autre choſe, dans toute cette occurrence, que de promettre à un chacun qui ſe plaindra à lui en bonne forme et lui ſera connaître ſes droits, de lui adminiſtrer prompte juſtice,

tout comme S. M. l'impératrice-reine n'a fait que faire valoir ses droits et les constater par une convention libre; et elle saura par conséquent, avec tous les moyens qu'elle a, défendre ses possessions. Voilà le vrai état de la question, qui se réduit à savoir si quelque loi d'Empire empêche un électeur de faire avec son voisin un arrangement et une convention sans l'intervention des autres, qui leur convient mutuellement, ou non. J'attendrai avec tranquillité ce qu'il lui plaira de me répondre, ou de faire. J'ai appris tant de choses vraiment utiles déjà de V. M., que si je n'étais pas citoyen, et si quelques millions d'êtres qui par-là en souffriraient cruellement, ne me touchaient, je lui dirais presque que je ne serais pas fâché qu'elle m'apprît encore à être général. Néanmoins elle peut compter que le maintien de la paix, et sur-tout avec elle, que j'honore et aime vraiment, est mon sincère désir, et que 400,000 braves gens ne devraient point être employés à s'égorger mutuellement, et cela pourquoi? et à quoi bon? et sans en prévoir sur-tout de part ni d'autre des fruits qui les puissent valoir. Voilà mes sincères réflexions; j'ose les communiquer à V. M. avec toute la cordialité et franchise possible, étant avec la plus haute et parfaite considération, Monsieur mon Frère, de Votre Majesté le bon Frère et Cousin,

JOSEPH.

Lettre de la propre main du Roi à l'Empereur. De Schœnwalde, le 18 *avril* 1778.

Monſieur mon Frère,

Les marques d'amitié que V. M. I. daigne me donner, me ſont d'un prix ineſtimable, car certainement perſonne ne la conſidère, et ſi elle me permet de le dire, n'aime plus ſa perſonne que je ne le fais. Si des cauſes imprévues donnent lieu à des diverſités d'opinions ſur des matières politiques, cela n'altère en rien les ſentimens que mon cœur lui a voués. Puis donc que V. M. I. veut que je lui parle avec ma franchiſe ordinaire ſur les matières épineuſes qui ſont maintenant l'objet principal de nos occupations, je ſuis prêt à la ſatisfaire, à condition toutefois qu'elle aura la même indulgence pour ma ſincérité, qu'elle a bien voulu avoir juſqu'ici. Je la prie d'avance de ne pas croire que, ſéduit par une folle ambition, j'aie la démence de vouloir m'ériger en arbitre des ſouverains. Les paſſions vives ſont amorties et ne ſont pas de ſaiſon à mon âge, et ma raiſon a ſu preſcrire des bornes à la ſphère de mon activité. Si je m'intéreſſe aux événemens récens de la Bavière, c'eſt que cette affaire eſt compliquée avec l'intérêt de tous les princes de l'Empire, au nombre deſquels je ſuis compté. Qu'ai-je donc fait? j'ai examiné les lois, les conſtitutions germaniques, l'article de la paix de Weſtphalie relatif à la Bavière, et j'ai comparé le tout à l'événement qui vient d'arriver,

pour voir ſi ces lois et ces traités pouvaient ſe concilier avec cette priſe de poſſeſſion, et je confeſſe qu'au lieu des rapports que je déſirais d'y trouver, je n'ai rencontré que des contradictions. Pour en détailler plus clairement mes remarques à V. M. I. qu'elle agrée que je me ſerve d'une comparaiſon; je ſuppoſe donc que la branche des landgraves de Heſſe, à préſent régnante, fût ſur le point de s'éteindre, et que l'électeur de Hanovre par un traité ſigné avec le dernier de ces princes, s'emparât de la Heſſe ſous prétexte de ſon conſentement; les princes de Rheinfels, qui ſont de la même famille, réclameraient ſans doute cet héritage, parce qu'un poſſeſſeur de fief n'en eſt que l'uſufruitier, et que, ſelon toutes les lois féodales, il ne peut tranſiger, ni diſpoſer de ſes poſſeſſions ſans le conſentement des agnats, c'eſt-à-dire des princes de Rheinfels; et devant tous les tribunaux de juſtice, l'électeur de Hanovre ſerait repris de s'être mis par les armes en poſſeſſion d'un bien litigieux, et il perdrait ſa cauſe avec dépens. Autre eſt le cas de ſucceſſion d'une famille éteinte, de laquelle les héritiers ont droit de prendre poſſeſſion, ainſi qu'il s'eſt fait en Saxe à la mort des ducs de Merſebourg, de Naumbourg et de Zeitz. Telles ont été juſqu'ici les lois et les coutumes du St. Empire romain.

J'en viens actuellement au droit de regrédience dont il eſt fait mention dans le manifeſte que la cour impériale a publié. Je me ſouviens encore qu'en l'année 1740 le roi de Pologne fit valoir ce droit, pour autoriſer les prétentions qu'il formait ſur la Bohème du chef de la reine ſon épouſe, et je me

rappelle que les miniſtres autrichiens d'alors réfutèrent vivement les argumens que les miniſtres de Saxe déduiſaient de ce droit, que ceux d'Autriche perſévérèrent conſtamment à trouver invalide et inadmiſſible : or ſe peut-il qu'un droit ſoit mauvais en un temps et devienne bon dans un autre ? J'avoue à V. M. I. qu'il me paraît que cela implique contradiction. V. M. I. ajoute dans ſa lettre à l'égard du prince de Deuxponts, qu'on pourrait s'accommoder avec lui à la mort de l'électeur de Bavière : elle m'enhardit aſſez pour que j'ajoute, et pourquoi pas à préſent ? Car effectivement ce ferait conſerver les germes de nouveaux troubles et de nouvelles diviſions, quand rien n'empêche de les prévenir dès à préſent. Qu'elle ne trouve pas mauvais que j'ajoute encore un mot à l'égard de l'électeur de Saxe, qu'on veut aſſigner à l'électeur palatin ; mais il faudrait donc achever de dépouiller ce dernier, ſi l'on voulait ſatisfaire l'autre. Ne trouverait-on pas d'autres expédiens pour le contenter ? Je crois que la choſe en vaudrait la peine ; il faudrait les articuler ces expédiens, ils ſerviraient de points fixes ſur leſquels on pourrait négocier.

Enfin, Sire, puiſque V. M. I. m'enhardit, puiſqu'elle ſouffre qu'on lui diſe la vérité, puiſqu'elle eſt ſi digne de l'entendre, elle ne déſapprouvera pas qu'en lui ouvrant mon cœur, je jette en avant quelques idées qui peuvent ſervir de matière de conciliation. Je crois toutefois qu'une diſcuſſion de cette nature exige qu'on la traite par des miniſtres. C'eſt à elle à décider ſi elle veut charger de ſes ordres, à ce ſujet, le comte de Cobenzl, ou qui elle jugera

à propos de nommer, pour accélérer un ouvrage aussi avantageux à l'humanité. Je confesse que c'est un chaos difficile à débrouiller ; mais les difficultés doivent plutôt encourager que rebuter. Si on ne peut les vaincre, l'humanité exige au moins qu'on l'essaye, et si l'on veut sincèrement la paix, il faut la cimenter d'une façon durable. Que V. M. I. soit persuadée d'ailleurs que je ne confonds jamais les affaires et sa personne. Elle a la bonté de me badiner. Non, Sire, vous n'avez pas besoin de maître. Vous jouerez tel rôle que vous voudrez, parce que le ciel vous a doué des plus rares talens. Qu'elle se rappelle que Lucullus n'avait jamais commandé d'armée lorsque le sénat romain l'envoya dans le Pont. A peine y fut-il arrivé que, pour son coup d'essai, il battit Mithridate. Que V. M. I. remporte des victoires, je serai le premier à l'applaudir ; mais j'ajoute, que ce ne soit pas contre moi. Je suis avec tous les sentimens de la plus parfaite estime et de la plus haute considération, Monsieur mon frère, de Votre Majesté Impériale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

Lettre de l'Empereur. De Kœnigsgrætz, le 19 *avril* 1778.

Monsieur mon Frère,

La lettre amicale que V. M. vient de m'écrire me touche sensiblement, et si la haute considération, et j'ose dire la vraie amitié que j'ai toujours eue pour sa personne, pouvait augmenter, certainement elle serait bien faite pour cela. Je vais donner part à S. M. l'impératrice-reine des intentions remplies

d'humanité qu'elle contient, et qui ſont dignes d'un auſſi grand homme qu'elle. Je puis d'avance l'aſſurer que S. M. a déjà donné et donnera encore à Cobenzl les inſtructions néceſſaires, pour recevoir et ſe prêter à toutes les propoſitions conciliatoires qui ſeront décentes et poſſibles, tant à ce que S. M. ſe doit à elle-même qu'à ſon Etat, afin d'éloigner, tant pour ce moment que pour les occaſions à venir, le fléau de la guerre entre nos Etats reſpectifs. Quelque difficile que cela paraiſſe, ſi l'on veut bien, cela pourra réuſſir, et nous aurons par-là acquis tous deux une gloire bien plus réelle que ne feraient toutes les victoires; et les bénédictions de tous nos ſujets, la conſervation de tant d'hommes, feront les plus beaux trophées qu'on pourrait acquérir; et il n'appartient à en ſentir la valeur, qu'à ceux qui, comme elle, apprécient le prix de rendre les hommes heureux.

V. M. en me parlant des moyens pour conſerver la paix, paraît vouloir faire la guerre à ma raiſon par les complimens trop flatteurs qu'elle me fait, et qui devraient me tourner la tête, ſi je ne connaiſſais tout ce qui me manque en expérience, en talens. Eloigné par caractère de toute vanité et du plaiſir d'être prôné, je lui avouerai néanmoins que je ne puis être inſenſible à l'eſtime et à l'approbation d'un bon juge comme elle. Je la prie de vouloir bien être perſuadée des ſentimens de la plus haute et parfaite conſidération et ſincère amitié que je lui ai voués perſonnellement pour la vie, étant Monſieur mon Frère, de votre Majeſté le bon Frère et Couſin,

JOSEPH.

Lettre de la propre main du roi à l'empereur. De Schœnwalde, le 20 *avril* 1778.

Monſieur mon Frère,

Rien ne peut être plus glorieux pour V. M. I. que la réſolution qu'elle daigne prendre d'eſſayer à conjurer l'orage qui ſe prépare, et qui menace tant de peuples innocens. Les ſuccès, Sire, que les plus illuſtres guerriers ont ſur leurs ennemis, ſe partagent entre bien des têtes, qui par leur valeur et leur conduite y concourent. Mais les bienfaits des ſouverains envers l'humanité leur ſont uniquement attribués, parce qu'ils tiennent à la bonté de leur caractère, comme à l'élévation de leur génie. Il n'eſt aucune eſpèce de réputation à laquelle V. M. I. n'ait droit de prétendre, ſoit que ce ſoit des traits de valeur, ſoit que ce ſoit des actes de modération. Je la crois également capable des uns comme des autres, et V. M. I. peut être perſuadée que j'agirai rondement, et me prêterai de bonne foi à tous les moyens de conciliation que l'on pourra propoſer, d'une part pour prévenir l'effuſion de ſang innocent, et de l'autre, Sire, par les ſentimens d'admiration que j'ai pour votre perſonne, et dont les profondes impreſſions ne s'effaceront jamais de mon cœur. Que V. M. I. ſoit perſuadée que ſi je me ſuis haſardé à lui ouvrir les ſentimens que j'ai pour ſa perſonne, c'eſt l'expreſſion pure et ſimple de la vérité. L'on m'accuſe d'être plus ſincère que flatteur, et je ſuis incapable de dire ce que je ne penſe pas. C'eſt en attendant

ce qu'il plaira à V. M. I. de régler pour l'importante négociation dont il s'agit, que je la prie de me croire avec tous les sentimens de la plus parfaite estime et de la plus haute considération, Monsieur mon frère, de votre Majesté impériale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

Copie de la lettre du ministre de Russie à Vienne, le prince de Gallitzin, au roi.

SIRE,

S. M. l'impératrice-reine m'a confié la résolution qu'elle vient de prendre de dépêcher vers V. M. l'envoyé M. Thugut, chargé d'une lettre pour elle, ainsi que d'ouvertures tendantes à arrêter les progrès de la mésintelligence survenue entre les deux cours. Elle m'a requis de le munir d'un passeport sous le nom de quelqu'un qui est attaché au service de mon auguste souveraine, ainsi que d'une lettre pour votre Majesté.

J'ai d'autant moins hésité de me rendre à ses ordres et à sa volonté, que je suppose que la commission dont M. Thugut est chargé, sera agréable à Votre Majesté.

Rien n'égalerait mon bonheur, si après avoir servi d'instrument à acheminer l'action la plus héroïque du règne de V. M., celle de rendre la paix à l'Allemagne à la tête de ses puissantes armées, j'osais encore me flatter que V. M. daignera agréer les hommages que je porte à cette occasion à ses pieds,

et les ſentimens du plus profond reſpect avec lequel je ſuis, Sire, de votre Majeſté, le très-humble, très-obéiſſant et très-ſoumis ſerviteur,

DEMETRY, *prince Gallitzin.*

Vienne, le 12 juillet 1778.

Réponſe de S. M. au prince de Gallitzin à Vienne.

Du camp devant Jaromirz, le 17 juillet 1778.

Monſieur le prince de Gallitzin,

Indépendamment de ce que la dernière négociation avec la cour de Vienne a été rompue, je ne ſuis pas ſi éloigné de la paix, que ſi la cour de Vienne voulait faire des propoſitions acceptables, et qui puſſent ſe concilier avec le maintien du ſyſtème du corps germanique, je ne fuſſe toujours très-diſpoſé à les recevoir; et ſi M. Thugut eſt chargé de quelque propoſition, je ne ſaurais refuſer, pour le bien de l'humanité, de l'entendre, et de faire un dernier effort pour concilier ces troubles. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, M. le prince de Gallitzin, en ſa ſainte et digne garde.

Copie de la lettre de S. M l'impératrice-reine, envoyée par le Sr. Thugut.

Monſieur mon Frère et Couſin,

Par le rappel du baron Riedeſel et par l'entrée des troupes de V. M. en Bohème, je vois avec une extrême ſenſibilité l'éclat d'une nouvelle guerre. Mon âge et mes ſentimens pour la conſervation de la paix

ſont connus de tout le monde, et je ne ſaurais lui en donner une preuve plus réelle que par la démarche que je fais. Mon cœur maternel eſt juſtement alarmé de voir à l'armée deux de mes fils et un beau-fils chéri. Je fais ce pas ſans en avoir prévenu l'empereur mon fils; et je lui demande même pour tout le monde le ſecret, quel qu'en ſoit le ſuccès. Mes vœux tendent à faire renouer et terminer la négociation, dirigée juſqu'à cette heure par S. M. l'empereur, et rompue à mon plus grand regret. C'eſt le baron Thugut, muni d'inſtructions et d'un plein-pouvoir, qui lui remettra celle-ci en main propre. Souhaitant ardemment qu'elle puiſſe remplir nos vœux, conformément à notre dignité et ſatisfaction, je la prie de vouloir répondre avec les mêmes ſentimens aux vifs déſirs que j'ai de rétablir notre bonne intelligence pour toujours, pour le bien du genre humain, et même de nos familles, étant de votre Majeſté, la bonne Sœur et Couſine.

MARIE-THÉRÈSE.

Copie d'un poſtſcript à la lettre ci-deſſus de l'impératrice-reine.

Le 12.

C'eſt dans ce moment qu'arrivent les nouvelles du 8 et du 9 de l'armée, qui m'annoncent ſon arrivée vis-à-vis de nous. Je m'empreſſe d'autant plus à expédier ceci, crainte de quelque accident qui changerait la ſituation préſente. Je compte après le départ de Thugut expédier un courrier à l'empereur, pour

empêcher par-là peut-être quelques pas précipités, ce que je ſouhaite de bon cœur. Je ſuis, de votre Majeſté, la bonne Sœur et Couſine

MARIE-THÉRÈSE.

Copie du plein-pouvoir de la propre main de l'impératrice-reine, dont l'original a été rendu au Sr. Thugut, à Welsdorf le 17 *juillet* 1778.

Plein-pouvoir pour le baron de Thugut, afin de conclure avec S. M. le roi de Pruſſe une convention, ſelon les intentions que je lui ai confiées. Le 12 juillet 1778.

MARIE-THÉRÈSE.

Copie des propoſitions de Sa Majeſté l'impératrice-reine.

1. L'impératrice gardera de ſes poſſeſſions actuelles en Bavière une étendue de pays d'un million de revenus, et rendra le reſte à l'électeur palatin.

2. Elle conviendra inceſſamment avec l'électeur palatin d'un échange à faire de gré à gré de ſes poſſeſſions contre quelqu'autre partie de la Bavière, dont le revenu n'ira pas au-delà d'un million, et qui n'avoiſinera pas Ratisbonne, ni n'aura l'inconvénient de couper la Bavière en deux, comme les poſſeſſions actuelles.

3. Elle réunira ſes bons offices à ceux de S. M. le roi de Pruſſe pour ménager ſans délai un arrangement juſte et équitable entre l'électeur palatin et l'électeur de Saxe relativement aux prétentions de ce dernier ſur l'alleu de Bavière.

Copie des additions du roi aux propoſitions ci-deſſus.

4. L'impératrice ne voudra-t-elle pas relâcher de ſes droits ſur quelques fiefs de la Saxe, dont elle prétend la ſuzeraineté en qualité de reine de Bohème ?

5. Ne pourra-t-on pas accommoder le duc de Mecklenbourg par quelque petit fief de l'Empire ?

6. Eſt-ce que l'on conviendra encore de régler la ſucceſſion de Bareuth et d'Anſpach ſelon qu'on l'avait ſtipulé dans le traité, en y ajoutant que l'électeur de Saxe ſe fera rendre l'hommage éventuel des deux margraviats, et que le roi de Pruſſe recevra également l'hommage de la Luſace ?

7. Lèvera-t-on le blocus de la ville de Ratisbonne, où la diète de l'Empire eſt raſſemblée ?

Voilà à peu-près des points dont il faudrait convenir, pour pouvoir ſigner des préliminaires.

Copie de la réponſe du roi à la lettre ci-deſſus.

Ce 17 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

M. Thugut m'a rendu la lettre dont votre Majeſté impériale et royale a voulu le charger pour moi. Perſonne ne le connaît ici, ni ne ſaura qu'il y a été. Il était digne du caractère de votre Majeſté impériale et royale, de donner des marques de magnanimité et de modération dans une affaire litigieuſe, après avoir ſoutenu la ſucceſſion de ſes pères avec une fermeté héroïque. Le tendre attachement que

votre

votre Majeſté impériale marque pour l'empereur ſon fils et pour des princes remplis de mérite, doit lui attirer les applaudiſſemens de toutes les ames ſenſibles, et cela augmente, s'il ſe peut, la haute conſidération que j'ai pour ſa perſonne ſacrée. M. de Thugut a minuté quelques points, pour ſervir de baſe à une ſuſpenſion d'armes. J'ai dû y ajouter quelques articles, mais dont en partie l'on était déjà convenu, et d'autres qui, je crois, ne rencontreront guères de difficultés. En attendant, Madame, que la réponſe arrive, je ménagerai ſi bien mes démarches, que Votre Majeſté impériale n'aura rien à craindre pour ſon ſang, et pour un empereur que j'aime et que je conſidère, quoique nous ſoyons dans des principes différens à l'égard des affaires d'Allemagne. M. Thugut va partir inceſſamment pour Vienne, et je crois que dans ſix ou ſept jours il pourra être de retour. En attendant je fais venir des miniſtres, pour mettre la dernière main à cette négociation, au cas que Votre Majeſté impériale et royale daigne agréer quelques articles néceſſaires que j'ai ajoutés, pour que les préliminaires puiſſent être ſignés. Je ſuis avec la plus haute conſidération, Madame ma Sœur, de Votre Majeſté impériale et royale le bon Frère et Couſin,

FÉDÉRIC.

Copie d'une ſeconde lettre de Sa Majeſté l'impératrice-reine, envoyée ſous ſimple couvert du Prince Gallitzin, ſans lettre de ce miniſtre.

ce 22 juillet 1778.

Monſieur mon Frère et Couſin,

Thugut eſt arrivé hier fort tard, et m'a remis la lettre de Votre Majeſté du 17 de ce mois. J'y ai vu à ma grande ſatisfaction ſes ſentimens conformes aux miens pour la paix, et tout ce qu'elle veut me dire d'obligeant. Ayant informé l'empereur de l'expédition de Thugut, je vais lui communiquer tout de ſuite ce qu'il m'a rapporté. Je m'empreſſerai, dès que je ſerai en état, de lui donner tous les éclairciſſemens qu'elle me demande. En attendant, je ſuis avec toute l'eſtime, Monſieur mon Frère et Couſin, votre bonne Sœur et Couſine,

MARIE-THÉRÈSE.

Copie de la réponſe du roi à la lettre ci-deſſus.

ce 25 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

La lettre que Votre Majeſté impériale et royale a eu la bonté de m'écrire, m'eſt bien parvenue. J'attendrai, Madame, ce qu'elle et ſon auguſte fils jugeront à propos de décider ſur la ſituation actuelle des affaires, et je dois prévoir des ſuites heureuſes de

leur ſageſſe et de leur modération. Je réitère encore à Votre Majeſté impériale et royale l'aſſurance que je lui ai donnée précédemment, que je compaſſerai ſi bien mes démarches, qu'elle pourra être ſans inquiétude ſur le ſort des perſonnes qui à bon droit lui ſont chères et précieuſes. Rien de déciſif ne ſe paſſera avant, Madame, que Votre Majeſté impériale et royale n'ait jugé à propos de me faire tenir ſa réponſe. Je ſuis avec toute l'admiration et la plus haute conſidération, Madame ma Sœur, de Votre Majeſté impériale et royale le bon Frère et Couſin,

FÉDÉRIC.

Copie d'une lettre du roi à Sa Majeſté l'impératrice-reine.

ce 28 juillet 1778.

Madame ma Sœur,

Quelque éloignement que j'aie d'importuner Votre Majeſté impériale et royale par mes lettres, j'ai cru cependant devoir, dans les conjonctures actuelles, lui préſenter quelques idées qui me ſont venues touchant la pacification générale de l'Allemagne. Je les ai crues les plus propres à concilier promptement les préſens démêlés. Je les ſoumets aux lumières ſupérieures de Votre Majeſté impériale, la priant, ſuppoſé même qu'elle ne dût pas les agréer, de les attribuer uniquement à la ſincérité avec laquelle j'entre dans ſes vues pacifiques, et au déſir de ſauver tant de peuples innocens des malheurs et des fléaux que la guerre attire inévitablement après elle.

Je ſuis avec les ſentimens de la plus haute conſidération, Madame ma Sœur, de Votre Majeſté impériale et royale le bon Frère et Couſin,

FÉDÉRIC.

Copie des propoſitions annexées à la lettre ci-deſſus pour un nouveau plan général de conciliation.

1. Sa Majeſté l'impératrice-reine reſtituera à l'électeur palatin tout ce qu'elle a occupé en Bavière et dans le haut Palatinat. Ce prince lui cédera en retour le diſtrict de Burghauſen, depuis Paſſau le long de l'Inn juſqu'au confluent de la Salza, et le long de la Salza juſqu'aux frontières de Salzbourg, près de Wildshut; le reſte du diſtrict de Burghauſen, ainſi que la rivière de l'Inn, devant reſter à la maiſon palatine. Par ce moyen, la cour de Vienne obtiendrait ſans conteſtation une province grande et fertile, qui arrondirait ſi bien l'Autriche, qui eſt bordée d'une belle rivière, et qui contient la forteresse de Schardingen avec d'autres villes conſidérables. La Bavière ne ſerait pas coupée en deux, et la ville de Ratisbonne, ainſi que la diète, reſteraient libres.

2. Si la cour de Vienne avait de la répugnance à indemniſer la maiſon palatine par quelque ceſſion en pays, elle pourrait le faire en quelque façon, quoique d'une manière nullement proportionnée à cette ceſſion, en renonçant à ſes féodalités, ou droits de ſuzeraineté; dans le haut palatinat et en Saxe, et en payant un million d'écus à l'électeur de Saxe. Par ces deux derniers articles la cour de Vienne ſatisferait l'électeur de Saxe ſur ſes prétentions allodiales, à la

place de l'électeur palatin, libérerait celui-ci de cette obligation, et indemniferait en quelque façon la maifon palatine de la perte du diftrict de Burghaufen. On pourrait ajouter, pour la fatisfaction de l'électeur de Saxe, la petite principauté de Mindelheim, comme un franc alleu, et le petit diftrict de Rothenberg, appartenant au haut Palatinat, mais enclavé dans le territoire de Nuremberg. Toutes les confidérations d'équité, d'honneur et d'intérêt exigent que l'échange des diftricts occupés en Bavière, la fatisfaction de la maifon palatine et de celle de Saxe, en général l'arrangement de la fucceffion de Bavière, ne foient pas renvoyés à une négociation et difcuffion particulière, mais qu'on règle le tout dès à préfent, avec la concurrence de S. M. le roi de Pruffe, comme ami et allié de ces deux maifons. On pourrait leur propofer ce plan et les inviter à y accéder, dès que L. M. I. en feraient d'accord avec S. M. le roi de Pruffe; et on a tout lieu d'efpérer qu'elles ne s'y refuferont pas, vu la nature du plan et des circonftances.

3. Dès que la fucceffion de Bavière ferait ainfi arrangée, fa Majefté impériale, ainfi que l'électeur de Saxe, renonceraient à toutes prétentions ultérieures fur la Bavière et le haut Palatinat, et on affurerait expreffément la fucceffion de ces deux pays, fans exception, aux princes palatins de Deuxponts, après l'extinction de la ligne préfente de Sulzbach.

4. Les fiefs devenus vacans à l'Empire par la mort du dernier électeur de Bavière, feraient conférés

à l'électeur palatin, et après lui à la ligne de Deuxponts.

5. Sa Majesté l'empereur voudra bien conférer un de ces petits fiefs aux ducs de Mecklenbourg, ou bien leur donner le privilége *de non appellando* dans tout leur duché, pour les indemniser de leurs prétentions sur une partie du landgraviat de Leuchtenberg.

6. Leurs Majestés l'empereur et l'impératrice-reine voudront bien renoncer aux droits de féodalité ou autres que la couronne de Bohème pourrait avoir dans les pays d'Anspach et Bareuth, et s'engager à ne jamais mettre aucune opposition à ce que les pays d'Anspach et Bareuth puissent être incorporés à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg. Si S. M. le roi de Prusse et l'électeur de Saxe pouvaient convenir de faire un échange des pays d'Anspach et Bareuth contre les margraviats de la haute et basse Lusace, et de quelques autres districts selon leur convenance, leurs Majestés impériales et royales n'y seraient aucunement contraires, et elles renonceraient plutôt, dans le cas existant, à tout droit de féodalité, de réversion, d'achat ou autres droits qu'elles pourraient avoir sur la Lusace entière, ou sur quelques parties de ce pays, de sorte que S. M. le roi de Prusse et ses héritiers et successeurs pussent posséder ce pays libre de toutes prétentions de la part de la maison d'Autriche.

Ce plan paraît conforme à l'équité, aux circonstances, et au plus grand avantage de la maison d'Autriche. Si l'on pouvait s'accorder là-dessus, il ne serait pas difficile de le rédiger en forme d'articles préliminaires, ou de traité définitif.

Copie d'une troisième lettre de Sa Majesté l'impératrice-reine.

ce 1 d'août.

Monsieur mon Frère et Cousin,

Le baron Thugut allait partir pour se rendre auprès de V. M., lorsqu'il me parvint sa lettre du 28 de juillet, accompagnée d'un nouveau plan général de conciliation. Je l'avais chargé de tous les éclaircissemens qu'elle aurait pu souhaiter, et des propositions réciproques de ma part qui me paraissaient pouvoir amener un arrangement entre nous. Mais celles que V. M. vient de me faire à mon grand regret, changent si fort l'état des choses, qu'il n'est pas possible que je puisse lui en dire ma pensée tout de suite. Je tâcherai de le faire le plutôt possible, et c'est pour l'en prévenir que je lui adresse la présente, en la priant d'être persuadée de la considération avec laquelle je suis, Monsieur mon Frère et Cousin, de Votre Majesté bonne Sœur et Cousine,

MARIE-THÉRÈSE.

Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.

ce 5 août 1778.

Madame ma Sœur et Cousine,

Je viens de recevoir la lettre que Votre Majesté impériale et royale a eu la bonté de m'écrire. Je sens, Madame, que des choses de cette importance demandent une mûre délibération. J'attendrai donc

avec patience les résolutions que Votre Majesté impériale et royale aura prises et qu'elle daignera me communiquer par M. de Thugut, en l'assurant des sentimens de la plus haute considération avec lesquels je suis à jamais, Madame ma Sœur et Cousine, de Votre Majesté Impériale et Royale le bon Frère et Cousin,

FÉDÉRIC.

Copie d'une quatrième lettre de Sa Majesté l'impératrice-reine.

ce 6 août.

Monsieur mon Frère et Cousin,

J'ai annoncé à V. M. par ma lettre du 1 que je lui ferais tenir le plutôt que possible ma pensée sur la proposition d'un nouveau plan général de conciliation. En conséquence, Thugut est chargé de lui faire une contre-proposition de ma part, pour terminer tout d'un coup les malheurs d'une guerre cruelle et destructive. Je me rapporte à ce que Thugut lui exposera, et je suis avec toute la considération, Monsieur mon Frère et Cousin, de Votre Majesté bonne Sœur et Cousine,

MARIE-THÉRÈSE.

Copie de la contre-proposition, dont il est question dans la lettre ci-dessus.

L'impératrice-reine n'étant pas animée de vues d'agrandissement, et ne désirant principalement que le maintien de sa dignité, de la considération politique et de l'équilibre en Allemagne, la susdite Majesté déclare qu'elle est disposée et déterminée à restituer

tout ce qu'elle a fait occuper par ses troupes en Bavière et dans le haut Palatinat, et à délier l'électeur palatin des engagemens qu'il a pris avec elle par la convention du 3 de janvier, sous la condition, *sine qua non*, qu'il plaise à S. M. Prussienne de s'engager en due forme, pour elle et ses successeurs, de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth et d'Anspach à la primogéniture de sa maison, aussi long-temps qu'il y existera des princes puînés, ainsi qu'il est statué dans la sanction pragmatique établie dans la maison de Brandebourg, et qui, étant confirmée par les empereurs et l'Empire, a obtenu force de loi publique. Comme au moyen d'un tel arrangement, toute la succession de Bavière serait remise dans son état primitif, la discussion et le jugement des prétentions des autres parties intéressées à ladite succession seraient renvoyés aux voies ordinaires de justice prescrites par les lois et la constitution de l'Empire, conformément à ce que S. M. Prussienne, dès le commencement, avait proposé elle-même.

Copie de la réponse du roi à la lettre ci-dessus.

ce 10 août 1778.

Madame ma Sœur et Cousine,

M. Thugut m'a rendu la lettre que V. M. impériale et royale a eu la bonté de m'écrire. Il m'a décliné les propositions dont il était chargé, et comme elles n'étaient pas conciliantes, il remarqua l'éloignement que je témoignais pour les accepter. Il me dit qu'il y avait peut-être des moyens qui restaient encore pour pacifier les troubles de

l'Allemagne, et qu'il avait été chargé par V. M. impériale et royale d'en faire les ouvertures. Sur quoi je lui ai propofé de s'aboucher avec mes miniſtres, pour eſſayer ſi cette dernière tentative réuſſira mieux que les précédentes: V. M. impériale et royale me rendra au moins le témoignage, que ſi cette œuvre ſalutaire ne parvient pas à une heureuſe fin, ce ne ſera pas ma faute. Je ſuis avec la plus haute conſidération, Madame ma Sœur et Couſine, de Votre Majeſté impériale et royale le bon Frère et Couſin.

FÉDÉRIC.

PIECES AUTHENTIQUES

de la négociation de Braunau, laquelle, après celle de Welſdorf entre le roi et le Sr. de Thugut, a eu lieu audit couvent de Braunau, entre le Sr. de Thugut et les deux miniſtres pruſſiens, le comte de Finckenſtein et le Sr. de Hertzberg; mais ne dura auſſi que depuis le 13 juſqu'au 15 août, où elle fut rompue. (*)

N° 1. *Propoſition de Sa Majeſté l'impératrice-reine, que M. de Thugut a remiſe au roi, au camp de Welsdorf en Bohème, le* 11 *août* 1778, *et enſuite aux miniſtres pruſſiens à Braunau. Comme le Sr. de Thugut avoua lui-même qu'elle avait été déclinée par le roi à Welsdorf, il ne fit que la réitérer; mais elle fut miſe de côté, et il fit tout de ſuite la propoſition contenue ſous* N° 2.

(*) Ces pièces ſont déjà imprimées à la ſuite d'un mémoire qui ſert à leur éclairciſſement ſous le titre : *Déclaration ultérieure de S. M. le roi de*

Cette propofition eft la même qui fe trouve à la page 392; c'eft pourquoi on l'a omife ici, et on n'en rapporte que la rubrique.

N° 2. *Propofitions de Sa Majefté l'impératrice-reine, que M. de Thugut a remifes au minifière du roi dans la première conférence tenue au couvent de Braunau en Bohème, le 13 août* 1778.

1. L'impératrice-reine bornerait les avantages qui doivent lui revenir de fa prétention fur la fucceffion de Bavière et de fa convention avec l'électeur palatin, à l'acquifition d'un revenu d'un feul million de florins.

2. L'électeur palatin et la maifon palatine, en retour, céderaient à l'impératrice-reine, et refpectivement échangeraient avec elle, la partie de la Bavière et du haut palatinat renfermée dans la délimitation ci-deffous expliquée.

La ligne de démarcation commencerait auprès de Kufftein dans le Tyrol; elle fuivrait le cours de l'Inn jufqu'à Wafferbourg; de-là elle ferait continuée vers Landshut à Lanckwat, enfuite à Perbing, Donauftauf, Nittenau, Neubourg, Retz jufqu'à Waldmunchen, le long du grand chemin qui conduit à Toms en Bohème.

Cette ceffion fe ferait en la manière fuivante. L'on ferait une évaluation exacte de tous les revenus de cette étendue de pays. Cette évaluation

Pruffe aux Etats de l'Empire, au mois d'octobre 1778; mais comme cet écrit eft devenu rare, on croit bien faire de réimprimer ici ces pièces, qui jettent un jour fi lumineux fur toute l'affaire de Bavière.

ferait faite fur les lieux, *d'après les comptes originaux de la recette générale exiftans dans les dépôts de Munich ;* elle ferait réglée et vérifiée par une commiffion compofée d'un commiffaire de l'impératrice-reine, d'un autre de l'électeur palatin, et d'un troifième nommé par le duc de Deuxponts.

Cette évaluation faite, il en ferait *prélevé un million de florins pour le préciput que l'impératrice-reine fe ferait réfervé*, et Sa fufdite Majefté compenferait exactement et fidellement tout l'excédent par la ceffion qu'elle ferait à l'électeur palatin d'autres poffeffions d'un revenu égal, et de telle autre manière dont les trois commiffaires ci-deffus mentionnés librement et de plein gré conviendraient entr'eux.

L'impératrice-reine céderait nommément à l'électeur palatin tout ce qu'elle pofsède dans le cercle de Souabe, en cas que les revenus de la nouvelle acquifition qu'elle ferait en Bavière et dans le haut Palatinat, déduction faite de fon préciput d'un revenu d'un million de florins, fuffent trouvés égaux aux revenus des fufdites poffeffions en Souabe, dont l'évaluation ferait également conftatée par l'exhibition des comptes originaux de la recette. Si les revenus de la nouvelle acquifition en Bavière fe trouvaient être moindres, les ceffions que l'impératrice-reine ferait en Souabe, y feraient proportionnées, et fi les revenus de l'acquifition en Bavière et dans le haut Palatinat excédaient le préciput de l'impératrice-reine, enfemble avec les revenus des poffeffions autrichiennes dans le cercle de Souabe, fa fufdite Majefté dédommagerait également avec exactitude et fidélité l'électeur palatin,

ſoit par d'autres ceſſions d'un revenu égal dans les Pays-bas, *ſoit en ſe chargeant d'une partie proportionnée des dettes de la Bavière*, ſoit en telle autre manière dont les trois commiſſaires ci-deſſus mentionnés librement et de plein gré ſe feraient accordés entr'eux.

3. S. M. l'impératrice-reine s'engagerait, pour elle et ſes héritiers, de ne faire aucune oppoſition à la réunion des deux margraviats de Bareuth et d'Anſpach à la primogéniture de l'électorat de Brandebourg, et ſi S. M. le roi de Pruſſe trouvait à propos de faire un échange des pays de Bareuth et d'Anſpach contre la haute et la baſſe Luſace, l'impératrice-reine non-ſeulement n'y apporterait point d'obſtacle, mais faciliterait plutôt cet échange en ce qui dépendrait d'elle, et nommément par la renonciation qu'elle ferait à ſes droits de féodalité, de réverſion et autres ſur la haute et baſſe Luſace.

4. L'on traiterait auſſi, dans la préſente négociation, ſur la ſatisfaction à procurer à l'électeur de Saxe de la part de l'électeur palatin relativement à ſes prétentions allodiales, par l'entremiſe des bons offices réunis de S. M. l'impératrice-reine et de S. M. le roi de Pruſſe.

5. Pour faciliter l'arrangement ſur les prétentions allodiales de l'électeur de Saxe, l'impératrice-reine renoncerait à ſes droits de féodalité et autres qu'elle a ſur quelques fiefs en Saxe.

6. S. M. l'impératrice-reine réunirait ſes voix à celle de S. M. le roi de Pruſſe pour faire conférer par l'empereur et l'Empire, au duc de Mecklenbourg, un des petits fiefs vacans.

N°. 3. *Réponse du ministère Prussien aux propositions que M. de Thugut a portées au roi de la part de S. M. l'impératrice-reine.*

Ces propositions consistent dans une alternative, dont la première partie porte : que S. M. l'impératrice-reine voudrait restituer tout ce qu'elle a fait occuper en Bavière et dans le haut Palatinat, et délier l'électeur palatin de la convention du 3 janvier, sous la condition que le roi de Prusse s'engage de ne pas réunir les deux margraviats de Bareuth et d'Anspach à la primogéniture de sa maison aussi long-temps qu'il y existerait des princes puînés, ainsi qu'il était statué dans la sanction pragmatique de la maison de Brandebourg, qui, étant confirmée par l'empereur et l'Empire, avait obtenu force de loi publique.

Cette proposition est inadmissible, par les raisons qui ont déjà souvent été alléguées et détaillées dans les conférences de Berlin. La succession aux margraviats d'Anspach et de Bareuth appartient incontestablement à la maison de Brandebourg seule ; il n'appartient qu'à cette maison seule de régler l'ordre de sa succession, et cet ordre a été réglé par le consentement unanime de tous les membres de la susdite maison. La prétendue sanction pragmatique n'est autre chose que le testament de l'électeur Albert I, qui a été fait par cet électeur et a été confirmé, à sa demande, par l'empereur Frédéric III. Il a donc aussi pu être changé et a été changé par ses successeurs, du consentement unanime des membres de la maison de Brandebourg. La confirmation impériale, qui

n'eſt qu'une formalité ordinaire, ne ſaurait avoir force qu'en faveur des parties intéreſſées, qui ſont les ſeuls princes de Brandebourg, et qui y ont renoncé. Elle ne ſaurait être réclamée par un autre Etat de l'Empire non intéreſſé à cet ordre de ſucceſſion, qui, par la même raiſon, n'a auſſi aucun droit d'y intervenir, ni d'en diſpenſer. On peut dire la même choſe de l'Empire, dont la concurrence à la ſuſdite confirmation de Frédéric III ne conſiſte que dans le ſimple énoncé de cette confirmation, qu'elle avait été faite du conſentement de l'Empire. Par toutes ces raiſons, S. M. le roi de Pruſſe ne ſaurait jamais admettre aucune parité ni compenſation entre l'ordre réglé de la ſucceſſion inconteſtable de ſa maiſon aux margraviats d'Anſpach et de Bareuth, et la prétention non fondée de la maiſon d'Autriche ſur la ſucceſſion de Bavière, qui n'appartient qu'à la maiſon palatine, comme on a prouvé l'un et l'autre point de la manière la plus évidente. L'équité ne permet pas d'attribuer le refus de la ſuſdite propoſition au déſir d'un agrandiſſement injuſte et dangereux pour les voiſins. Le roi a donné des preuves aſſez convaincantes de ſon déſintéreſſement dans tout le cours de la négociation précédente, en n'inſiſtant que ſur les intérêts de ſes alliés, ſans chercher aucun avantage particulier. Sa Majeſté eſt d'ailleurs trop perſuadée des hautes lumières et des ſentimens élevés de S. M. l'impératrice-reine, pour pouvoir s'imaginer que cette auguſte princeſſe veuille envier et conteſter d'avance à la maiſon de Brandebourg une ſucceſſion légitime, mais incertaine et éloignée, ni qu'elle puiſſe y attacher le maintien de ſa dignité, de ſa

confidération politique, et de l'équilibre en Allemagne.

L'obfervation par laquelle on finit la première propofition, ferait bonne, et conforme à la juftice et aux intentions du roi, fi l'arrangement propofé pouvait être concilié avec les droits inconteftables de la maifon de Brandebourg. *Cet arrangement eft auffi énoncé d'une manière, que s'il pouvait en être queftion, il refterait encore douteux fi, fous le nom des parties intéreffées, la cour de Vienne ne voudrait pas revenir à fes prétentions, et les faire valoir d'une autre manière également préjudiciable.*

Le fecond membre de l'alternative propofée par M. de Thugut fe réduit à un nouvel arrangement, felon lequel l'impératrice-reine voudrait acquérir la partie de la Bavière et du haut Palatinat qui eft exprimée dans le fecond article des fufdites propofitions. On n'a qu'à comparer, avec la carte géographique de Bavière, la démarcation énoncée dans cet article, pour voir d'un coup d'œil combien cette acquifition ferait immenfe et dangereufe pour tout l'Empire, et combien l'arrangement propofé ferait préjudiciable à la maifon palatine, et anéantirait toute fon exiftence politique. La cour de Vienne couperait la Bavière par une ligne tranfverfale depuis le Tyrol jufqu'à la Bohème; elle obtiendrait non-feulement toute la baffe Bavière, fur laquelle elle forme des prétentions, mais auffi une grande partie de la haute Bavière, fur laquelle elle n'en a formé aucune jufqu'ici; elle emporterait finon la partie la plus grande de la Bavière et du haut Palatinat, du moins la plus fertile, la plus riche et la plus peuplée, contenant les

rivières

rivières du Danube, de l'Ifer, de l'Inn et de la Salza; avec les riches falines de Reichenhall, et elle ne laifferait à la maifon palatine que la partie la plus mauvaife de ces deux duchés, qui ne confifte qu'en bois et en fable, qui ne peut fe foutenir fans le fecours de l'autre partie et en ferait toujours dépendante, et qui refterait pourtant chargée d'un fardeau immenfe de dettes. La partie de la Bavière dont on demande la ceffion, et dont le prix principal confifte dans la contiguité et les qualités intrinsèques, ne faurait jamais être compenfée par des équivalens éloignés, éparpillés, et d'une qualité fort inférieure à tous égards. En général toute la méthode propofée d'acquérir la partie de la Bavière qu'on demande, et fur-tout l'excédent de la prétention autrichienne par une évaluation en revenus et par des équivalens, eft auffi nouvelle que préjudiciable par fes conféquences. D'abord la cour de Vienne n'a aucun droit fondé fur aucune partie de la Bavière; fi elle en avait, elle l'aurait fur une *partie déterminée de pays*, mais non fur *un million de revenus*. Si, dans les pourparlers de la négociation précédente, il a été queftion d'un certain revenu, on n'a pas fongé d'accorder à la cour de Vienne un *préciput*; mais on a toujours offert des territoires *déterminés*, et on a demandé des équivalens en territoires *déterminés*, en admettant, pour le bien de la paix, des équivalens moindres que les pays cédés, et en fuppofant ainfi que la cour de Vienne gagnerait par-là le préciput de revenus qu'elle a en vue. Pour fentir de quelle dangereufe conféquence ferait pour la maifon palatine l'évaluation des pays à

céder par les revenus actuels, on n'a qu'à confidérer que la Bavière eft jufqu'ici notoirement le pays le plus mal adminiftré de toute l'Allemagne, de forte qu'un diftrict qui rapporte à préfent un million de revenus, en rapporterait bientôt le double et le triple à la cour de Vienne, et la maifon palatine y perdrait ce que la maifon d'Autriche y gagnerait.

Si l'on voulait auffi renvoyer l'évaluation et l'échange en queftion à une commiffion à établir entre les commiffaires de l'impératrice-reine, de l'électeur palatin et du duc de Deuxponts, le fort de la maifon palatine, et fur-tout celui du duc de Deuxponts, ferait expofé à des événemens éloignés et incertains, dont on fent aifément les fuites fans les détailler ici, et le roi perdrait par-là tout le but de fon intervention.

Le même renvoi de l'arrangement général de la fucceffion de Bavière ne permettrait pas d'arranger dans la négociation préfente, la fatisfaction de l'électeur de Saxe, que M. de Thugut a propofée dans le quatrième article, et en général l'arrangement qu'il vient de propofer, mettrait la maifon palatine entièrement hors d'état de contribuer à la fatisfaction de celle de Saxe.

Quand on voudra pefer avec équité et fans prévention toutes les confidérations qu'on vient d'alléguer en précis, on ne faurait trouver étrange que Sa Majefté ne puiffe pas donner les mains à ces propofitions, et à un arrangement qui démembrerait d'une manière énorme l'important duché de Bavière, qui anéantirait prefque la maifon palatine,

et la priverait de la plus grande et de la plus précieuſe partie de ſon patrimoine inconteſtable ; arrangement auquel, par ces raiſons, le duc de Deux-ponts ne conſentirait jamais, comme il l'a déclaré poſitivement; qui enlèverait les moyens de procurer à la maiſon de Saxe une ſatisfaction raiſonnable ſur ſes prétentions allodiales; qui procurerait à la maiſon d'Autriche ſans aucun titre valable un agrandiſſement exorbitant ; qui renverſerait ainſi tout l'équilibre du pouvoir en Allemagne; qui affecterait par ſes conſéquences la liberté et la ſureté de tout l'Empire et de ſon ſyſtème, et par ſes ſuites auſſi celle du roi ; et ſerait par-là et à tous égards directement contraire à la dignité et aux intérêts les plus eſſentiels de S. M., ainſi qu'aux engagemens qu'elle a pris, et au but qu'elle s'eſt propoſé en intervenant dans l'affaire de Bavière.

Le roi rend juſtice aux ſentimens de S. M. l'impératrice-reine, et il eſt perſuadé que ſes diſpoſitions pour la conſervation de la paix ſont auſſi pures et auſſi ſincères que les ſiennes; mais S. M. regrette que les propoſitions qu'on a faites en ſon nom ne répondent pas à un but ſi ſalutaire.

Dans la précédente négociation, le roi a offert, pour le bien de la paix, de s'employer à procurer à S. M. l'impératrice-reine, par un arrangement général de la ſucceſſion bavaroiſe, la ceſſion de deux diſtricts de la Bavière conſidérables et avantageuſement ſitués pour arrondir la Bohème et l'Autriche, contre des équivalens en pays très-médiocres. Dans la préſente négociation, S. M. a fait offrir un de ces diſtricts contre un équivalent très-

peu confidérable en argent et en ceffion de droits de nulle valeur, fans exiger qu'il foit donné en pays; et elle croit avoir donné par-là des preuves éclatantes de la plus grande modération, et de fon défir fincère de complaire à Leurs Majeftés impériales et de contribuer à leur fatisfaction; mais comme toutes ces propofitions n'ont pas été acceptées, S. M. ne faurait s'empêcher de s'en dédire et d'attendre qu'un changement de principes amène une négociation plus heureufe et plus efficace.

N° 4. *Note que M. le baron de Thugut a remife au miniftère du roi le 15 août 1778, après qu'on lui avait remis la réponfe du roi aux propofitions de l'impératrice-reine.*

Le baron de Thugut eft fenfiblement affligé de ce que la rupture dont la préfente négociation à peine commencée eft menacée, paraît éloigner de nouveau la fin fi défirable des malheurs qu'a entraînés la méfintelligence furvenue entre les deux cours. Pour ne laiffer rien manquer du côté de fon zèle, et pour conftater la droiture des défirs pacifiques de l'impératrice-reine, il a l'honneur de déclarer, d'après les intentions que Sa Majefté lui a confiées, que le but principal de Sa fufdite Majefté, dans les limites qui ont été propofées pour la ceffion et refpectivement l'échange en Bavière, n'a point été une vue d'agrandiffement, mais plutôt celle d'une communication et d'une liaifon convenable entre fes différens Etats, laquelle d'ailleurs paraiffait pouvoir être obtenue, fans préjudice de la maifon palatine, au moyen de la compenfation exacte et fidelle qui

a été offerte de tout ce qui ſurpaſſerait un revenu d'un million de florins ; qu'en conſéquence de cela, ſi pour la ceſſion et reſpectivement l'échange en Bavière, un projet de limites comme celui qui ſe trouve marqué ſur la carte ci-jointe, (*) eſt jugé acceptable, il pourſuivra avec plaiſir la négociation ſur le pied de l'évaluation propoſée, et ſi une telle évaluation, malgré la facilité et l'exactitude qui ſemble devoir en réſulter pour les compenſations, eſt abſolument jugée inadmiſſible, il écrira à Vienne pour demander des ordres, et pour être autoriſé ſur des équivalens qu'on pourra offrir d'après le principe dont la cour de Berlin juſqu'à préſent eſt convenue elle-même, qu'il eſt juſte qu'il revienne à S. M. l'impératrice-reine un avantage raiſonnable de ſes droits ſur la ſucceſſion de Bavière et de ſa convention avec l'électeur palatin. Braunau, le 15 août 1778.

N°. 5. *Réponſe du miniſtère du roi à la note du baron de Thugut.*

Le miniſtère du roi a examiné, avec le zèle le plus ſincère pour le rétabliſſement de la bonne intelligence entre les deux cours, la note que M. le baron de Thugut vient de lui remettre, après avoir reçu la réponſe de S. M. aux nouvelles propoſitions de S. M. l'impératrice-reine. Il regrette de ne trouver rien dans cette note qui puiſſe apporter un changement

(*) Cette nouvelle ligne de démarcation que M. de Thugut propoſa en remettant cette note, allait de Kufſtein le long de l'Inn par Waſſerbourg, Muldorff, Marckt, Pfarrkirchen, Oſterhowen, Deckendorff, Vichtach et Waldmunchen juſqu'aux frontières de Bohème. Elle était marquée comme la première avec de l'encre rouge ſur une carte de Homann, et on en a tiré une copie.

à la réponse susdite. Quoique l'étendue du territoire qu'on y demande, soit moindre que celle des propositions précédentes, elle embrasse toujours une partie du Danube, tout le courant des rivières de l'Inn et de la Salza, la moitié du district de Straubing et tout le district fertile et considérable de Burghausen, avec les salines de Reichenhall, qui sont absolument nécessaires à la Bavière, et trop importantes pour pouvoir être compensées par quelque objet que ce soit.

L'évaluation des territoires de Bavière, d'après les revenus présens, ne saurait jamais avoir lieu, sans tourner à un profit exorbitant de la maison d'Autriche, et à une perte trop grande de la maison palatine, par les raisons qu'on a déjà alléguées, que ces pays administrés au plus mal jusqu'ici, produiraient à une meilleure administration, en peu de temps, un surplus trop grand pour pouvoir servir à évaluer le prix du pays même, et à le proportionner au prix d'un autre pays dont les revenus ont été poussés au degré dont il est susceptible.

Le principe supposé : que S. M. l'impératrice-reine doit, par une suite de ses droits sur la succession de Bavière et de sa convention avec l'électeur palatin, prélever un million de revenus sur l'échange en question, est une supposition que la cour de Berlin n'a jamais reconnue et ne pourra jamais admettre, non plus qu'une reconnaissance des droits de la maison d'Autriche sur la Bavière. On a fait voir dans la réponse précédente, qu'on mettait l'avantage de S. M. l'impératrice-reine dans la qualité intrinsèque des pays qu'elle obtiendrait par l'échange, sans

compter que l'avantage qui résulte de la contiguité et de l'arrondissement, est déjà assez grand. Si le million de florins devait être prélevé de la portion de la Bavière diminuée qu'on demande dans la dernière note, sur-tout si elle était évaluée selon le revenu présent, l'équivalent de la maison palatine serait tellement diminué, qu'il serait réduit à peu de chose.

Enfin tout renvoi des échanges à faire et en général de l'arrangement final de la succession de Bavière sans la concurrence du roi, est contraire au but que S. M. s'est proposé dans son intervention, et à celui d'un accommodement stable et solide, qu'on doit supposer aux deux cours.

Quand on réunit toutes ces considérations, on trouvera que les mêmes obstacles qui ont rendu inadmissibles les précédentes propositions de la cour de Vienne, s'opposent aussi au nouveau projet de M. le baron de Thugut. S. M. l'impératrice-reine obtiendrait toujours par cet arrangement, non une simple ligne de communication entre ses Etats, laquelle subsiste déjà assez indépendamment de cette acquisition, mais plutôt un agrandissement trop considérable, gratuit et dépourvu de titres. On ne saurait donc que se référer à la première réponse qui a été donnée ce matin à M. le baron de Thugut, et attendre qu'un changement de principes amène des circonstances plus favorables pour le succès d'une négociation future. Braunau, le 15 août 1778.

FIN

TABLE DES MATIERES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

HISTOIRE DE LA GUERRE DE SEPT ANS, SECONDE PARTIE.

MEMOIRES

depuis la paix de Hubertsbourg jusqu'à 1778.

Fin de la Table des Matières.

